

*Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous!*

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PARAÎT SIMULTANEMENT EN RUSSE, EN FRANÇAIS, EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

Paraît sous la direction de *G. Zinoviev* avec la collaboration immédiate des camarades *Lénine, Trotsky, Boukharine, Lounatcharsky, Pokrovsky, Riazanov, Kaménev* (Russie), *Sirola, Manner, Kuusinen* (Finlande), *Höglund, Strain, Kilborn, Grimlund* (Suède), *Tranmel* (Norvège), *Roland Holst, Pannekak, Gorter, Wijkoop, Rutgers, Ravestejn* (Hollande), *Blogaru, Kolarov, Kirkov, Kabakchiff* (Bulgarie), *Gruber, Tomann* (Autriche), *C. Zetkin, M. Albert, Lévy, K. Radek* (Allemagne), *Rothstein, Pankhurst* (Angleterre), *Loriot, Deslinières, Monatte, Guilbeaux, Sadoul, Péricat* (France), *Serrati, Bombaci, Darragoni, Balabanova* (Italie), *Platten, Mänzenberg, Münch, Humbert-Droz* (Suisse), *Béla-Kun, Ruda, Roudnyansky* (Hongrie), *Marchevsky-Karsky* (Pologne),
o o o *John Read, Jim Larkin* (Amérique), etc. etc. o o o

L'Internationale Communiste a déjà publié les articles des camarades *M. Albert, A. Balabanova, V. Bystriansky, N. Boukharine, Henri Guilbeaux, M. Gorky, H. Gorter, K. Gruber, Z. Höglund, N. Lénine, A. Lounatcharsky, D. Maclean, J. Marchevsky (Karsky), E. Münch, F. Pankhurst, F. Platten, A. Roudnyansky, J. Sadoul, Sirola, K. Timirzeff, L. Trotsky, Clara Zetkin*,
o o o o o o o *G. Zinoviev*. o o o o o o o

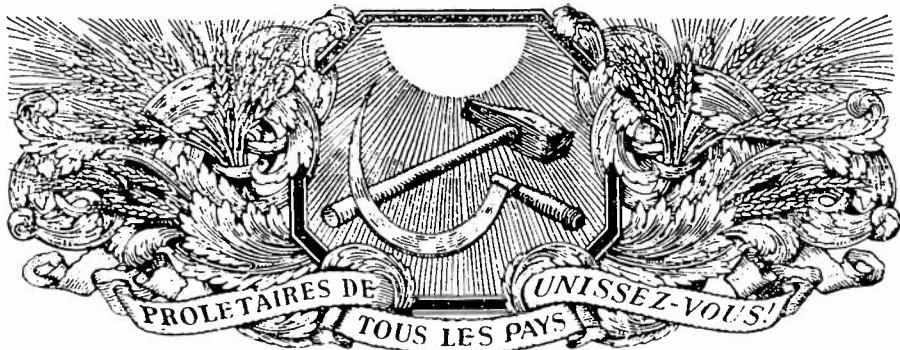


№ 11

2^e ANNÉE
JUIN 1920

BUREAUX
PÉTROGRAD, SMOLNY, 32-31
Tél. 161-20 et 1-19.

RÉDACTION:
PÉTROGRAD, SMOLNY,
CABINET DE G. ZINOVIE



CONVOCATION DU DEUXIÈME CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

A TOUS LES PARTIS ET LES GROUPES COMMUNISTES, A TOUS LES SYNDICATS ROUGES, A TOUTES LES ORGANISATIONS DE FEMMES COMMUNISTES, A TOUS LES GROUPEMENTS DE LA JEUNESSE COMMUNISTE, A TOUTES LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES ACCEPTANT LA PLATEFORME COMMUNISTE, A TOUS LES TRAVAILLEURS CONSCIENTS ET PROBES!

Camarades!

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a décidé

de convoquer à Moscou, le 15 juillet 1920 le deuxième congrès de l'Internationale Communiste.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a mis provisoirement à l'ordre du jour les questions suivantes:

- 1) Compte-rendu du Comité Exécutif.
- 2) Rapports des représentants des différents pays (à présenter par écrit).
- 3) La situation mondiale actuelle et les tâches de l'Internationale Communiste.
- 4) La question parlementaire.
- 5) Les syndicats et les comités de fabriques.
- 6) Du rôle et de la structure des partis communistes avant et après la conquête du pouvoir par le prolétariat.
- 7) La question nationale et coloniale.
- 8) La question agraire.
- 9) De l'attitude à adopter envers les tendances nouvelles du "centre" qui n'adopte que verbalement la plateforme de l'Internationale Communiste et des conditions d'admission dans la III-e Internationale.
- 10) Des statuts.
- 11) Questions d'organisation (organisations légales et clandestines, organisations féminines, etc.).
- 12) Le mouvement de la jeunesse.

13) Elections.

14) Divers.

Sont invités à participer au congrès avec voix délibérative tous les partis communistes, tous les groupes et syndicats qui ont officiellement adhéré à la III-e Internationale et ont été reconnus par le C. E.

Les groupes et groupements qui, tout en acceptant la plateforme de l'Internationale Communiste, se trouvent en opposition avec les partis officiellement affiliés, sont également invités; le congrès décidera lui-même de la nature et du nombre de voix à leur accorder.

Sont également invités les groupes syndicalistes révolutionnaires, l'Association des Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.) et d'une façon générale toutes les organisations avec lesquelles le Comité Exécutif est entré en relations.

Les jeunesses communistes ne doivent pas être uniquement représentées par leur Comité Central, mais aussi par des délégués de tous les pays.

La convocation d'une conférence internationale de femmes communistes et d'une conférence de la jeunesse doivent coïncider avec le congrès, est à l'étude.

La première conférence des syndicats rouges doit être de même organisée si la moindre possibilité s'en présente.

Les partis et les organisations sont invités à envoyer au congrès le plus grand nombre possible de délégués (Mais il va de soi que le nombre de voix délibératives attribué à chaque organisation ne dépendra pas du nombre des délégués).

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste insiste catégoriquement pour que tous les partis représentés, mandatent **OBLIGATOIREMENT** un de leurs délégués en qualité de représentant permanent auprès du C. E. et l'autorisent à un séjour prolongé en Russie.

Vous constaterez par notre avant-projet d'ordre du jour que le Congrès aura à examiner toutes les questions qui se posent actuellement devant les travailleurs communistes du monde entier. La rapide croissance de l'idée communiste dans l'univers nous contraint à hâter la réunion du congrès auquel il incombera de donner une réponse claire et nette aux questions qui se posent impérieusement à l'heure actuelle devant les prolétaires de tous les pays.

La Deuxième Internationale s'est effondrée comme un château de cartes. Les tentatives de quelques diplomates socialistes en vue de fonder une nouvelle et conciliante Internationale qui se situerait entre la II-e et la III-e sont évidemment ridicules et ne rencontrent aucune sympathie chez les travailleurs. Séparés les uns des autres par la censure militaire, par les campagnes de calomnies des socialistes jaunes et de la presse bourgeoise, les travailleurs de tous les pays se tendent pourtant une main fraternelle. L'Internationale Communiste a remporté en ses quelques quinze mois d'existence parmi les masses ouvrières du monde entier, une décisive victoire morale. Des millions de travailleurs viennent à elle, demandant à entrer dans la grande association fraternelle ouvrière qui est la III-e Internationale.

Que ces travailleurs sachent contraindre leurs partis et leurs organisations à se décider une fois pour toutes! Qu'ils mettent un terme aux manœuvres, indignes d'eux, des anciens leaders qui s'efforcent d'empêcher par la diplomatie l'adhésion du prolétariat à l'Internationale Communiste.

Que les syndiqués appartenant au point de vue formel à l'Internationale jaune fondée à Amsterdam

par les Leghiens et les Albert Thomas au service du capital, sachent contraindre leurs organisations à rompre avec les traîtres à la cause ouvrière et envoient leurs délégués au congrès de la Troisième Internationale.

Que le 2-e Congrès de l'Internationale Communiste qui doit se réunir le 15 juillet à Moscou soit véritablement le congrès **UNIVERSEL** des travailleurs! Qu'il soit animé d'une pensée unanime, l'assemblée des communistes authentiques, des partisans réels du programme et de la tactique révolutionnaire communistes.

Que chaque organisation communiste, que chaque groupe ouvrier ait soin d'étudier l'ordre du jour proposé par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Que les travailleurs préparent leurs projets de résolution concernant les questions posées. Que la presse communiste se consacre aux cours des semaines qui nous séparent du Congrès à leur discussion. Il faut que le travail préparatoire soit poussé avec ardeur. Ce n'est qu'à ce prix que notre Congrès pourra dresser le bilan de l'expérience acquise par les travailleurs conscients du monde entier et exprimer la volonté véritable des communistes de tous les pays.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adresse un salut fraternel aux prolétaires conscients du monde et les convie à entrer dans ses rangs fraternels.

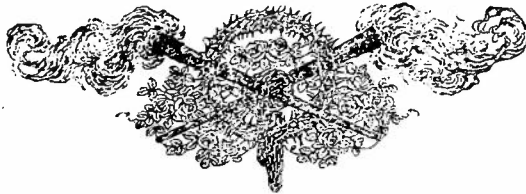
Vive la fraternité internationale des travailleurs!

Vive la III-e Internationale!

Salut Communiste.

Le président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste
G. ZINOVIEV

Le secrétaire du Comité Exécutif
K. RADEK





THÈSES PRÉSENTÉES AU II^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF

A. DU RÔLE DU PARTI COMMUNISTE DANS LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE.

La première année de travail de l'Internationale Communiste a été, surtout, une année de *propagande et d'agitation* autour des idées communistes. A l'heure présente, à la veille du deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, l'organisation mondiale du prolétariat entre dans une nouvelle phase: une époque d'organisation et d'édification s'ouvre devant nous. Jusqu'à présent il n'y a eu dans différents pays que des courants communistes, au sein du prolétariat. A l'heure présente il y a déjà dans presque tous les pays où le mouvement ouvrier a un développement réel, non seulement des tendances communistes, mais aussi des *organisations et des partis communistes*. Cette circonstance doit inciter le II^e Congrès de l'Internationale Communiste à adopter une position tout à fait nette et précise dans la question du rôle du parti communiste avant et après la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. On peut observer parmi certains défenseurs du communisme (les «gauches» en Allemagne, les I. W. W. d'Amérique, quelques groupes syndicalistes révolutionnaires et anarchistes) une compréhension insuffisante du rôle du Parti Communiste— incompréhension qui va même parfois jusqu'à la négation de la nécessité d'un Parti Communiste en général. Raison de plus, pour le II^e Congrès, de répondre de façon nette et précise à la question précitée.

1. Le Parti Communiste est une *fraction* de la classe ouvrière: sa fraction la plus avancée, la plus consciente et, par tant, la plus révolutionnaire. Il se crée par la sélection spontanée des travailleurs les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. Il n'a pas d'intérêts différents de ceux de la classe ouvrière. Il ne diffère de la grande masse des travailleurs qu'en ce qu'il envisage la mission historique de la classe ouvrière dans son entier et s'efforce, à tous les tournants de la route de défendre non les intérêts de quelques groupes, de quelques professions, mais ceux de toute la classe ouvrière. Le Parti Communiste constitue la force organisatrice et politique, à l'aide de laquelle, la fraction la plus avancée de la classe ouvrière dirige, dans le bon chemin, les masses du prolétariat et du demi-prolétariat.

2. Tant que le pouvoir gouvernemental n'est pas conquis par le prolétariat, tant que ce dernier n'a pas affirmé sa domination et assuré la classe ouvrière contre les tentatives de restauration bourgeoise, le Parti Communiste n'englobera, en règle générale, qu'une minorité ouvrière. Jusqu'à la prise du pouvoir et aux époques de transition le Parti Communiste peut, grâce à des circonstances favorables, exercer une influence *idéologique et politique* incontestable sur les couches prolétariennes et à demi-prolétariennes de la population, mais ne peut les réunir, organisées, dans ses rangs. Ce n'est que lorsque la dictature prolétarienne a privé la bourgeoisie de moyens d'action aussi puissants que la presse, l'école, le parlement, l'église, l'administration, ce n'est que lorsque la défaite définitive de la bourgeoisie sera devenue évidente aux yeux de tous que *la plupart* des ouvriers commenceront à entrer dans les rangs du Parti Communiste.

3. Il convient de distinguer avec le plus grand soin entre la classe et le parti: Les membres des syndicaux «chrétiens» ou libéraux d'Allemagne, d'Angleterre et d'autres pays, appartiennent indubitablement à la classe ouvrière. Les groupements ouvriers plus ou moins considérables qui suivent encore les Gompers, les Scheidemann, etc. lui appartiennent aussi. Dans telles conditions historiques données, de nombreuses tendances réactionnaires peuvent exister au sein de la classe ouvrière. La tâche du communisme n'est pas de s'adapter à ces éléments arriérés de la classe ouvrière mais d'élever toute la classe ouvrière au niveau de l'avant-garde communiste. La confusion entre la classe et le parti peut provoquer les fautes et les malentendus les plus graves. Il est, par exemple évident, que les partis ouvriers devaient, en dépit des préjugés et de l'état d'esprit d'une portion de la classe ouvrière pendant la guerre impérialiste s'insurger à tout prix, précisément contre ces préjugés et cet état d'esprit, au nom des intérêts historiques du prolétariat qui mettaient son parti dans l'obligation de déclarer la guerre à la guerre.

C'est ainsi, qu'au début de la guerre impérialiste les socialistes et social-démocrates de tous les pays soutenant «leurs» bourgeoisies respectives, ne manquaient pas de justifier leur attitude en invoquant la volonté de la classe ouvrière.

Ils oubliaient ce faisant que, si même il en avait été ainsi, la tâche du parti ouvrier eût été d'agir contre la mentalité ouvrière générale et de défendre envers et contre tous les intérêts historiques du prolétariat. C'est ainsi qu'à la fin du siècle dernier les menchéviks russes (alors appelés «économistes») répudiaient la lutte politique contre l'autocratie parce que, disaient-ils, la classe ouvrière dans son ensemble n'en comprenait pas encore la nécessité.

4. L'Internationale Communiste est absolument convaincue que la faillite des vieux partis social-démocrates de la II-e Internationale ne peut en aucun cas être considérée comme la faillite des partis prolétariens en général. L'époque des luttes directes en vue de la dictature du prolétariat suscite un nouveau parti prolétarien — le Parti Communiste.

5. L'Internationale Communiste répudie de la façon la plus catégorique l'opinion suivant laquelle le prolétariat peut accomplir sa révolution sans avoir son parti politique. Toute lutte des classes est une lutte politique. Le but de cette lutte qui tend à se transformer inévitablement en guerre civile, est la conquête du pouvoir politique. Ce pouvoir ne peut pourtant être pris, organisé et dirigé que par tel ou tel autre parti politique. Si le prolétariat est guidé par un parti organisé et éprouvé poursuivant des buts clairement définis et possédant un programme d'action susceptible d'être concrètement appliqué, tant dans la politique intérieure que dans la politique extérieure, si le prolétariat est ainsi guidé et seulement alors, la conquête du pouvoir politique cesse d'être épisodique pour devenir le point de départ d'un travail durable d'édification communiste.

La même lutte des classes exige la centralisation et la direction unique des formes diverses du mouvement prolétarien (Syndicats, Coopératives, Comités d'Usines, Universités populaires, élections, etc.). L'organisme centralisateur et dirigeant requis ne peut être autre que le Parti Communiste. Se refuser à le créer et à l'affermir, se refuser à s'y soumettre équivalait à répudier le commandement unique des contingents du prolétariat agissant sur des points différents. Enfin, la lutte de classe prolétarienne requiert une agitation concentrée, éclairant les différentes étapes de la lutte d'un point de vue unique et attirant, à chaque moment, toute l'attention du prolétariat sur les tâches qui l'intéressent dans son entier. Ceci ne peut être fait sans un appareil politique centralisé, c'est-à-dire en dehors d'un parti politique. C'est pourquoi la propagande de certains syndicalistes révolutionnaires et des adhérents du mouvement industrialiste américain (I. W. W.) contre un parti politique se suffisant à lui-même n'a aidé et n'aide, à parler objectivement, que la bourgeoisie et les socialistes réactionnaires. Dans leur propagande contre le Parti Communiste qu'ils voudraient remplacer par les seuls syndicats ou par on ne sait trop quelles vastes Unions Ouvrières, syndicalistes et industrialistes ont des points de contact avec des opportunistes avérés: après la défaite de la révolution russe en 1905 les menchéviks se firent pendant plusieurs années les protagonistes d'une Union Ouvrière qui aurait dû,

à leur avis, remplacer le parti ouvrier révolutionnaire; les Travailleurs américains et anglais de toutes nuances faisant le jeu d'une politique incontestablement bourgeoise veulent remplacer le parti politique par d'informes Unions Ouvrières. Syndicalistes révolutionnaires et industrialistes voudraient combattre la dictature bourgeoise mais ne savent comment s'y prendre. Ils ne voient pas qu'une classe ouvrière sans parti politique est un corps sans tête.

Le syndicalisme révolutionnaire et l'industrialisme ne marquent un progrès que par rapport à l'ancienne idéologie inerte et conservatrice de la II-e Internationale. Par rapport au marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire au communisme, ils marquent un pas en arrière. La déclaration des communistes «de la gauche» allemands (programme élaboré par leur congrès constituant d'avril dernier) qu'ils ne forment «pas un parti dans le sens traditionnel du mot» (*Keine Partei im überlieferten Sinne*) est une capitulation devant l'opinion syndicaliste et industrialiste en fait réactionnaire.

6. Les communistes encouragent absolument la formation à côté du Parti Communiste des organisations ouvrières neutres les plus larges. Les communistes considèrent comme une tâche des plus importantes leur travail d'éducation et d'organisation au sein de ces organisations. Mais, précisément pour qu'il soit fécond, pour que les ennemis du prolétariat révolutionnaire ne puissent s'emparer de ces organisations, les travailleurs avancés, communistes, doivent avoir leur parti d'action organisée, sachant défendre le communisme dans toutes les conjonctures et en présence de toutes les éventualités.

7. Les Communistes ne s'écartent jamais des organisations ouvrières politiquement neutres même quand elles revêtent un caractère évidemment contre-révolutionnaire (petits syndicats, syndicats chrétiens, etc.). Au sein de ces organisations le Parti Communiste poursuit constamment son œuvre propre, démontrant sans cesse aux travailleurs que la neutralité politique est sciemment cultivée parmi eux par la bourgeoisie et par ses agents afin de détourner le prolétariat de la lutte organisée pour le socialisme.

8. L'ancienne subdivision classique du mouvement ouvrier en trois formes (partis, syndicats, coopératives) a fait son temps. La révolution prolétarienne a suscité en Russie, la forme essentielle de la dictature prolétarienne, les *soviets*. Mais le travail dans les soviets, de même que dans les syndicats d'industrie devenus révolutionnaires doit être invariablement et systématiquement dirigé par le parti du prolétariat, c'est-à-dire par le parti communiste. Avant-garde organisée de la classe ouvrière, le Parti Communiste répond également aux besoins économiques politiques et spirituels de la classe ouvrière tout entière. Il doit être l'âme des syndicats, des soviets et de toutes les autres organisations prolétariennes.

L'apparition des soviets, forme historique principale de la dictature du prolétariat ne diminue nullement le rôle dirigeant du Parti dans la révolution prolétarienne. Quand les communistes allemands de «gauche» (voir leur Manifeste au Prolétariat Allemand du 14 avril 1920, signé du Parti

Ouvrier Communiste Allemand) déclarent que «le parti doit, lui aussi, s'adapter de plus en plus à l'idée soviétiste et se prolétarianiser» (1) nous ne voyons là qu'une expression insinuante de cette idée que le Parti Communiste doit se fondre dans les soviets, et que les soviets peuvent le remplacer.

Cette idée est profondément erronée et réactionnaire.

L'histoire de la révolution russe nous montre, à un certain moment, les soviets allant à l'encontre du parti prolétarien et soutenant les agents de la bourgeoisie. On a pu observer la même chose en Allemagne. Elle est possible dans les autres pays.

Pour que les Soviets puissent remplir leur mission historique, l'existence d'un Parti Communiste assez fort pour ne pas «s'adapter» aux Soviets mais pour exercer sur eux une influence décisive, les contraindre à ne pas s'adapter à la bourgeoisie et à la social-démocratie officielle, le conduire par le moyen de ses fractions communistes, est au contraire nécessaire.

Qui propose au Parti Communiste de «s'adapter» aux Soviets, qui voit dans cette adaptation un accroissement du «caractère prolétarien» du parti icelle à la fois au parti et aux Soviets le pavé de l'ours. L'idée soviétiste vaincra d'autant plus rapidement que nous saurons créer dans les différents pays des partis communistes plus forts. L'idée soviétiste est maintenant reconnue—tout au moins verbalement—par de nombreux socialistes «indépendants» et même par quelques droitiers. Nous ne pouvons empêcher ces éléments de la déformer que si nous avons un puissant parti communiste capable de définir la politique des Soviets et de les entraîner à sa suite.

9. Le parti communiste n'est pas seulement nécessaire à la classe ouvrière avant et pendant la conquête du pouvoir mais encore après celle-ci. L'histoire du parti communiste russe, qui détiend depuis trois ans le pouvoir, dans un immense pays, montre que le rôle du parti communiste, loin de diminuer depuis la conquête du pouvoir, s'est considérablement accru.

10. Au lendemain de la conquête du pouvoir par le prolétariat, le parti du prolétariat n'en constitue pourtant qu'une fraction. Mais c'est celle qui a organisé la victoire. Pendant vingt ans, comme nous l'avons vu en Russie, pendant treize ans, comme nous l'avons vu en Allemagne, le Parti Communiste en lutte contre la bourgeoisie et contre ceux d'entre les «socialistes» qui ne font en réalité que manifester l'influence des idées bourgeoises sur le milieu ouvrier, s'est assimilé les militants les plus stoïques, les plus clairvoyants, les plus avancés de la classe ouvrière. Et l'existence d'une semblable organisation prolétarienne permet de surmonter toutes les difficultés auxquelles se heurte le parti communiste dès le lendemain de sa victoire. L'organisation d'une nouvelle armée rouge prolétarienne, l'abolition effective du mécanisme gouvernemental bourgeois et la création

des premiers linéaments de l'appareil gouvernemental prolétarien, la lutte contre les tendances corporatives de certains groupements ouvriers, la lutte contre le patriotisme régional et l'esprit de clocher, les efforts en vue de susciter une nouvelle discipline du travail,—autant de domaines où le parti communiste, dont les membres entraînent par leur vivant exemple les masses ouvrières, doit dire le mot décisif.

11. La nécessité d'un parti politique du prolétariat ne disparaît qu'avec les classes sociales. Dans la marche du communisme vers la victoire définitive, il est possible que le rapport entre les trois formes essentielles de l'organisation prolétarienne contemporaine (partis, soviets, syndicats d'industrie) se modifie et qu'un type unique, synthétique, d'organisation ouvrière se cristallise peu à peu. Mais le parti communiste ne se résoudra complètement au sein de la classe ouvrière que lorsque le communisme cessera d'être l'enjeu de la lutte sociale, lorsque la classe ouvrière sera, tout entière, devenue communiste.

12. Le deuxième congrès de l'Internationale Communiste doit, non seulement confirmer le parti dans sa mission historique mais encore indiquer au prolétariat international, tout au moins les lignes essentielles du parti qui nous est nécessaire.

13. L'Internationale Communiste est d'avis que le parti Communiste doit être, surtout à l'époque de la dictature prolétarienne basé sur une inébranlable centralisation prolétarienne. Pour diriger efficacement la classe ouvrière dans la guerre civile longue et opiniâtre, devenu imminente, le parti Communiste doit établir en son sein une discipline de fer; une discipline militaire. L'expérience du parti communiste russe qui a pendant trois ans, dirigé avec succès la classe ouvrière à travers les péripéties de la guerre civile a montré que, faute d'une discipline sévère, d'une centralisation achevée, d'une confiance absolue des adhérents envers le centre directeur du parti, la victoire des travailleurs eût été impossible.

14. Le parti communiste doit être basé sur une centralisation démocratique. La constitution par voie d'élection des comités secondaires, la soumission obligatoire de tous les comités au comité qui leur est supérieur et l'existence d'un centre, muni de pleins pouvoirs, dont l'autorité ne peut, dans l'intervalle entre les congrès du parti, être contestée par personne, tels sont les principes essentiels de la centralisation démocratique.

15. Divers partis communistes d'Europe et d'Amérique sont rejetés par l'état de siège en dehors de la légalité. Il convient de se rappeler que le principe électif peut avoir à souffrir, dans ces conditions, quelques atteintes et qu'il peut être nécessaire d'accorder aux organes directeurs du parti le droit de coopter des membres nouveaux. Il en fut ainsi, naguère, en Russie. Le parti communiste ne peut évidemment pas avoir recours au référendum, toutes les fois qu'une question grave se pose devant lui pendant l'état de siège (proposition faite par un groupe de communistes américains); il doit au contraire donner à son centre dirigeant la possibilité de décider promptement, au moment opportun, pour tous les membres du parti.

(1) «Wird gefordert, dass auch die Partei sich immer mehr dem Rätegedanken anpasst und proletarischen Charakter annimmt» (*Kommunistische Arbeiterzeitung*, 26 54).

16. La revendication par les groupes locaux du parti d'une large «autonomie» ne peut en ce moment que débiliter le parti communiste, diminuer sa capacité d'action et favoriser le développement des tendances anarchiques et petites-bourgeoises contraires à la centralisation.

17. Dans les pays où le pouvoir est encore détenu par la bourgeoisie ou par la social-démocratie contre-révolutionnaire, les partis communistes doivent apprendre à juxtaposer systématiquement l'action légale et l'action clandestine, cette dernière devant toujours contrôler *effectivement* la première. Les groupes parlementaires communistes, de même que les fractions communistes opérant au sein des diverses institutions de l'Etat, tant centrales que locales, doivent être entièrement et absolument subordonnés au parti communiste—quelle que soit la situation, légale ou non, du parti. Les mandataires qui de façon ou d'autre ne se soumettent pas au parti doivent en être exclus.

La presse légale (journaux, éditions diverses) doit dépendre en tout et pour tout de l'ensemble du parti et de son Comité Central. Sur ce point nulle concession n'est possible.

18. Dans toute action organisatrice du parti et des communistes la pierre angulaire doit être posée par l'organisation d'un noyau communiste, partout où l'on trouve quelques prolétaires et quelques demi-prolétaires. Dans tout soviét, dans tout syndicat, dans toute coopérative, dans tout atelier, dans tout comité domiciliaire (1), dans toute institution où trois personnes sympathisent avec le communisme un noyau communiste doit être immédiatement organisé. L'organisation communiste est la seule force permettant à l'avant-garde de la classe ouvrière d'entraîner derrière elle toute la classe ouvrière. Tous les noyaux communistes agissant parmi des organisations politiquement neutres sont absolument subordonnés au parti dans son ensemble, que l'action du parti soit légale ou clandestine. Les noyaux communistes doivent être placés dans une stricte dépendance réciproque, à établir de la façon la plus précise.

19. Le parti communiste naît presque toujours dans les grands centres parmi les travailleurs de

(1) Comité domiciliaire,— nous employons cette expression abrégée pour désigner les comités de la Pauvreté domiciliaire qui régissent les habitations. Ils sont élus pour chaque immeuble par l'ensemble des locataires travailleurs.

l'industrie urbaine. Pour assurer à la classe ouvrière la victoire la plus facile et la plus rapide il est indispensable que le parti communiste ne soit pas exclusivement un parti urbain. Il doit s'étendre aussi dans les campagnes et à cette fin, se consacrer à la propagande et à l'organisation des journaliers agricoles, des paysans pauvres et moyens. Le parti communiste doit poursuivre avec un soin particulier, l'organisation de noyaux communistes dans les villages.

L'organisation internationale du prolétariat ne peut être forte que si cette façon d'envisager le rôle du parti communiste est admise dans tous les pays où vivent et luttent des communistes. L'Internationale Communiste invite tous les syndicats acceptant les principes de la III^e Internationale et disposés à rompre avec l'Internationale jaune à envoyer des délégués à son congrès. L'Internationale organisera une section des syndicats rouges communistes. Elle acceptera le concours de toute organisation ouvrière politiquement neutre désireuse de combattre la bourgeoisie. Mais l'Internationale Communiste ne cessera, ce faisant, de prouver aux prolétaires du monde:

1. Que le parti Communiste est l'arme principale, essentielle, de l'émancipation du prolétariat. Nous devons maintenant avoir dans tous les pays, non plus des groupes et des tendances mais des partis communistes;

2. Qu'il ne doit y avoir dans chaque pays qu'un parti communiste;

3. Que le parti communiste doit être fondé sur le principe de la plus stricte centralisation et doit instituer en son sein, à l'époque de la guerre civile, une discipline militaire;

4. Que partout où il y a, ne fût-ce qu'une dizaine de prolétaires ou de demi-prolétaires, le parti communiste doit avoir son noyau organisé;

5. Que dans toute organisation apolitique il doit y avoir un noyau communiste strictement subordonné au parti dans son entier;

6. Que, défendant inébranlablement et avec un absolu dévouement le programme et la tactique révolutionnaires du communisme, le parti doit toujours demeurer en relations étroites avec les organisations des grandes masses ouvrières, et doit se garder du sectarisme autant que du manque de principes.

B. LE PARTI COMMUNISTE ET LE PARLEMENTARISME.

1. Dans nombre de pays de l'Europe Occidentale et de l'Amérique une des questions les plus brûlantes de la tactique communiste est celle de la lutte parlementaire. La scission du parti communiste allemand, la formation d'une fraction anti-parlementaire dans le parti italien, la position du groupe communiste belge, les désaccords au sein des communistes anglais; enfin, l'attitude des milieux syndicalistes et des I. W. W., tout cela exige des directives précises et définies de la part de l'Internationale Communiste.

I.

2. Le parlementarisme, en tant que système gouvernemental, est une forme démocratique de la domination de la bourgeoisie. A un moment donné de son développement il a besoin d'une fiction de représentation populaire, qui doit, tout en constituant par son caractère extérieur, une organisation de la volonté sociale en dehors des classes, être en réalité une machine de coercition et d'oppression dans les mains du capital dominant.

3. Le parlementarisme est une forme déterminée de régime gouvernemental. C'est pourquoi il ne convient en aucun cas à la société communiste, qui ne connaît ni classes, ni lutte de classes, ni aucune sorte de pouvoir gouvernemental.

4. Le parlementarisme ne peut être non plus la forme de gouvernement de l'Etat prolétarien dans la période de transition qui va de la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat. Au moment le plus aigu de la lutte de classe, lorsque celle-ci se transforme en guerre civile, le prolétariat doit inéluctablement édifier son organisation gouvernementale, en tant qu'organisation de combat, dans laquelle il ne laissera pénétrer aucun représentant des anciennes classes dominantes; toute fiction de «volonté populaire» est au cours de cette phase, nocive au prolétariat; celui-ci n'a nul besoin de la séparation parlementaire des pouvoirs qui ne peut que lui être néfaste; la république soviétiste est la forme de la dictature du prolétariat.

5. Les parlements bourgeois, qui constituent un des principaux appareils de la machine gouvernementale de la bourgeoisie, ne peuvent pas être conquis, comme l'état bourgeois en général ne peut pas être conquis par le prolétariat. La tâche du prolétariat consiste à briser et à détruire la machine gouvernementale de la bourgeoisie, y compris les institutions parlementaires, qu'elles soient républicaines ou monarchistes constitutionnelles.

6. Il en sera de même des institutions municipales ou communales de la bourgeoisie qu'il est faux d'opposer théoriquement aux organes gouvernementaux. En fait leur appareil est identique au mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie; elles doivent être également détruites par le prolétariat révolutionnaire et remplacées par des soviets locaux de députés ouvriers.

7. Le communisme dénie donc au parlementarisme tout avenir; il le nie en tant que forme de dictature de classe du prolétariat; il nie la possibilité de la conquête des parlements; il se donne pour but l'abolition du parlementarisme. C'est pourquoi il ne peut être question de l'utilisation des institutions gouvernementales bourgeoises qu'en vue de leur destruction. C'est dans ce sens et rien que dans ce sens que la question peut être posée.

II.

8. Toute lutte de classe est une lutte politique, car elle est, en fin de compte, une lutte pour le pouvoir. Toute grève s'étendant sur tout un pays, devient une menace pour le gouvernement bourgeois et, par cela même, acquiert un caractère politique. S'efforcer de renverser la bourgeoisie et de briser par tous les moyens un Etat, c'est soutenir une lutte politique. Se créer un appareil de gouvernement et de coercition, de classe, contre la bourgeoisie réfractaire c'est, quel que soit cet appareil, conquérir le pouvoir politique.

9. La lutte politique ne se résume donc nullement en une question d'attitude envers le parlementarisme. Elle embrasse toute la lutte de classe

du prolétariat, pour autant que cette lutte cesse d'être locale et partielle et tend au renversement du régime capitaliste.

10. La méthode fondamentale de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire contre son pouvoir gouvernemental, est, avant tout, celle des actions en masse. Ces dernières sont organisées et dirigées par des organisations de masse du prolétariat sous la conduite générale du parti communiste solidement uni, discipliné et centralisé. La guerre civile est une guerre. Dans cette guerre le prolétariat doit avoir un corps d'officiers politiques, un bon état-major politique, qui conduit toutes les opérations dans toutes les branches de l'activité.

11. La lutte en masse représente tout un système d'actions qui se développent, qui s'avivent par leur forme même et mènent logiquement à l'insurrection contre l'état capitaliste. Dans cette lutte en masse qui se transforme fatalement en guerre civile, le parti dirigeant du prolétariat doit, en règle générale, renforcer derrière lui toutes les positions légales, en faire de solides points d'appui de son action révolutionnaire et les subordonner au plan de campagne principal, c'est-à-dire à la lutte en masse.

12. Un de ces solides points d'appui est la tribune du parlement bourgeois. On ne peut invoquer contre la participation à l'action parlementaire la qualité bourgeoise de l'institution gouvernementale. Le parti communiste y entre, non pour y mener une action organisatrice, mais pour saper de l'intérieur la machine gouvernementale et le parlement lui-même (Exemple: l'action de Liebknecht en Allemagne, des bolchéviks à la Douma tsariste, à l'Assemblée démocratique, au «pré-parlement» de Kérensky, et enfin à l'Assemblée Constituante, ainsi que dans les municipalités).

13. Cette action parlementaire, qui consiste surtout à user de la tribune parlementaire, dans un but d'agitation révolutionnaire, à dénoncer les manœuvres de l'adversaire, à grouper politiquement les masses, etc., doit être totalement subordonnée aux buts et aux tâches de la lutte en masse extra-parlementaire.

14. Les conditions suivantes doivent être réalisées à cette fin: 1) absence de toute «autonomie» des fractions communistes parlementaires et soumission sans réserve de ces fractions au Comité Central du parti; 2) contrôle permanent et directives du Comité exécutif; 3) conformité de l'action parlementaire à l'action extra-parlementaire; 4) attitude révolutionnaire au Parlement sans crainte d'enfreindre «en principe» le règlement parlementaire; 5) collaboration des membres communistes du Parlement à l'action extra-parlementaire, tout particulièrement dans les actions en masse; 6) liaison permanente avec l'action illégale et utilisation à ces fins de l'immunité parlementaire, pour autant que celle-ci existe; 7) rappel immédiat ou exclusion du parti de tout membre du groupe parlementaire, qui aura enfreint les directives du parti.

15. La campagne électorale elle-même doit être menée; non dans le sens de l'obtention du maximum de mandats parlementaires, mais dans

le sens de la mobilisation des masses sous les mots d'ordres de la révolution prolétarienne. La lutte électorale ne doit être menée que par les sommets du parti mais par l'ensemble des adhérents au parti; tout mouvement des masses doit être utilisé (grèves, démonstrations, troubles parmi les soldats et les marins, etc.); toutes les organisations prolétariennes des masses doivent être sans cesse poussées à une action active.

16. L'action parlementaire est, dans ces conditions, en complète opposition avec l'écœurante action parlementaire pratiquée par les partis social-démocrates de tous les pays dont les députés entrent au Parlement pour soutenir une constitution «démocratique» ou dans le meilleur des cas pour le «conquérir». Le parti communiste ne peut admettre que l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme, telle que nous la montrent Karl Liebknecht, Hoeglund et les bolchéviks.

III.

17. «L'anti-parlementarisme» de principe, conçu comme la négation absolue et catégorique de la participation aux élections et de l'action révolutionnaire parlementaire n'est donc qu'une conception enfantine et naïve ne résistant pas à la critique. Elle résulte d'une profonde aversion pour les politiciens parlementaires, lorsqu'on ne voit pas les possibilités du parlementarisme révolutionnaire. Il arrive de plus, que cette opinion se base sur une compréhension tout à fait erronée du rôle du parti, qui dans ce cas n'est pas considéré comme une avant-garde de combat ouvrière centralisée, mais comme un système décentralisé des sections révolutionnaires mal reliées entre elles.

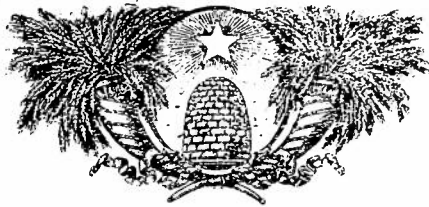
18. D'un autre côté, la nécessité d'une participation effective aux assemblées parlementaires ne découle nullement de la reconnaissance en principe de l'action révolutionnaire au Parlement. Tout dépend ici d'une série de conditions spécifiques. La sortie des communistes du Parlement peut devenir nécessaire à un moment donné. C'est ce qu'ont fait les bolchéviks, lorsqu'ils quittèrent le Pré-parlement de Kérénsky, afin de le

ruiner, de le rendre impuissant et de lui opposer plus vivement le Soviet de Pétrograd à la veille de se mettre à la tête de l'insurrection; c'est ce qu'ils ont fait à l'Assemblée Constituante le jour de sa dissolution, en se transportant au 2-e Congrès des Soviets. Dans d'autres circonstances, il peut être nécessaire de boycotter les élections ou de monter immédiatement à l'assaut de la clique bourgeoise parlementaire, ou même de participer aux élections tout en boycottant le Parlement lui-même, etc.

19. De la sorte, et tout en reconnaissant en règle générale, la nécessité de la participation aux élections tant au Parlement qu'aux organes du pouvoir local, ainsi que la nécessité de mener une action communiste dans ces institutions le parti communiste doit trancher la question concrètement, en tenant compte des particularités spécifiques du moment. Le boycottage des élections ou du Parlement, de même que la sortie du Parlement, sont moyens auxquels il peut être utile d'avoir recours surtout lorsqu'on se trouve en présence d'un ensemble de conditions permettant le passage immédiat à la lutte armée pour la conquête du pouvoir.

20. Il est indispensable d'avoir constamment en vue le peu d'importance relatif de cette question. Si le centre de gravité se trouve dans la lutte *extra-parlementaire* pour le pouvoir gouvernemental, il va de soi que la dictature prolétarienne et la lutte *en masse* pour la réalisation de celle-ci n'ont rien de commun avec la question particulière de l'utilisation du parlementarisme.

21. C'est pourquoi l'Internationale Communiste souligne de la façon la plus catégorique, qu'elle considère comme un crime envers le mouvement ouvrier toute scission ou tentative de scission à l'intérieur des partis communistes, qui suivent *cette* voie. Le Congrès fait appel à tous les partisans de la lutte en masse pour la dictature du prolétariat, sous la conduite du parti prolétarien révolutionnaire centralisé qui usera de son influence dans toutes les organisations de la classe ouvrière, pour obtenir l'unité complète des éléments communistes, en dépit des désaccords qui peuvent surgir du fait de la question du parlementarisme.





PREMIÈRE ESQUISSE DES THÈSES SUR LES QUESTIONS NATIONALES ET COLONIALES.

Soumettant à l'appréciation des camarades ces thèses (sur les questions nationales et coloniales) à présenter au II-e Congrès de l'Internationale Communiste, je prie instamment tous les camarades et, en particulier, les camarades au courant de ces questions complexes, de bien vouloir rectifier, compléter ces thèses, ou me donner leur avis, dans la forme LA PLUS CONCISE (pas plus de 2 pages manuscrites), principalement sur les points suivants :

L'expérience de l'Autriche.

L'expérience polonaise-israélite et ukrainienne.

L'Alsace-Lorraine et la Belgique.

L'Irlande.

Les relations entre le Danemark et l'Allemagne,—entre la France et l'Italie,—entre l'Italie et les Slaves.

L'expérience des Balkans.

Les peuples orientaux.

La lutte contre le panislamisme:

La situation au Caucase.

Les républiques tartare et bashkire.

Le Kirghizistan.

Le Turkestan et son expérience.

Les Noirs d'Amérique.

Les Colonies.

Chine, Corée, Japon.

N. LÉNINE.

1. La position abstraite ou formelle de la question de l'égalité—l'égalité des nationalités y étant incluse — est propre à la démocratie bourgeoise sous la forme de l'égalité des personnes, en général; la démocratie bourgeoise proclame l'égalité formelle ou juridique du propriétaire et du prolétaire, de l'exploiteur et de l'exploité, induisant ainsi les classes opprimées dans la plus profonde erreur. L'idée d'égalité qui n'était que le reflet des rapports créés par la production pour le négoce, devient entre les mains de la bourgeoisie une arme contre l'abolition des classes, combattue désormais au nom de l'égalité — absolue des personnalités humaines. Quant à la signification véritable de la revendication égalitaire, elle ne réside que dans la volonté d'abolir les classes.

2. Conformément à son but essentiel — la lutte contre la démocratie bourgeoise dont il s'agit de démasquer l'hypocrisie — le parti communiste, interprète conscient du prolétariat en lutte contre le joug de la bourgeoisie, doit considérer, comme formant la clef de voûte de la question nationale, non des principes abstraits et formels mais: 1) une notion claire des circonstances historiques et économiques; 2) la dissociation précise des intérêts nationaux en général,—représentant ceux de la classe dominante — et des intérêts des classes laborieuses exploitées; 3) la division tout aussi nette et précise des nations en opprimées, dépendantes, protégées, — et oppressives, exploiteuses, jouissant de tous les droits, contrairement

à l'hypocrisie bourgeoise et démocratique qui dissimule avec soin l'asservissement, propre à l'époque du capital financier et de l'impérialisme, par la puissance financière et colonisatrice, de l'immense majorité des populations du globe à une minorité de riches pays capitalistes.

3. La guerre impérialiste de 1914—1918 a mis en évidence devant toutes les nations et toutes les classes opprimées du monde la duperie des phraséologies démocratiques et bourgeoises, le traité de Versailles, dicté par les fameuses démocraties occidentales ne faisant que sanctionner, à l'égard des nations faibles, des violences plus lâches et plus cyniques encore que celles des junkers et du kaiser à Brest-Litovsk. La Ligue des Nations et la politique de l'Entente considérées dans son ensemble ne font que confirmer ce fait et développer l'action révolutionnaire du prolétariat des pays avancés et des masses laborieuses des pays colonisés ou assujettis, hâtant ainsi la banqueroute des illusions nationales de la petite bourgeoisie quant à la possibilité d'un paisible voisinage et d'une égalité véritable des nations, en régime capitaliste.

4. Il résulte de ce qui précède que la pierre angulaire de la politique de l'Internationale Communiste dans les questions coloniale et nationale doit être le rapprochement des prolétaires et des travailleurs de tous les pays pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie. Car ce rapprochement est la seule garantie de notre victoire sur le capitalisme, sans laquelle ne peu-

vent être abolies ni les oppressions nationales, ni l'inégalité.

5. La conjoncture politique mondiale actuelle met à l'ordre du jour la dictature du prolétariat; et tous les événements de la politique mondiale se concentrent inévitablement autour d'un centre de gravité: la lutte de la bourgeoisie internationale contre la République des Soviets qui groupe inévitablement autour d'elle, d'une part les mouvements soviétistes des travailleurs avancés de tous les pays, — de l'autre tous les mouvements émancipateurs nationaux des colonies et des nationalités opprimées qu'une expérience amère a convaincu qu'il n'est pas de salut pour elles hors de la victoire du gouvernement des Soviets sur l'impérialisme mondial.

6. On ne peut donc plus se borner à reconnaître ou à proclamer le rapprochement des travailleurs de tous les pays. Il est désormais nécessaire de poursuivre la réalisation de l'union la plus étroite de tous les mouvements émancipateurs nationaux et coloniaux avec la Russie des Soviets, en donnant à cette union des formes correspondant au degré d'évolution du mouvement prolétarien parmi le prolétariat de chaque pays ou du mouvement émancipateur démocratique-bourgeois parmi les ouvriers et les paysans des pays arriérés ou des nationalités arriérées.

7. Le principe fédératif nous apparaît comme une forme transitoire vers l'unité complète des travailleurs de tous les pays. Le principe fédératif a déjà montré pratiquement sa conformité au but poursuivi, tant au cours des relations entre la République Socialiste Fédérative des Soviets russes et les autres républiques des Soviets (hongroise, finlandaise, lettone, par le passé; Azerbeïdjane et Ukrainienne, présentement), qu'au sein même de la république russe, à l'égard des nationalités qui n'avaient auparavant ni état ni existence autonome (ex.: les républiques autonomes des Bashkirs et des Tartares, créées en Russie soviétique en 1919 et 1920).

8. La tâche de l'Internationale Communiste est ici, d'étudier et de vérifier l'expérience (et le développement ultérieur) de ces nouvelles fédérations — qui n'ont d'ailleurs ni forme soviétiste ni mouvement soviétiste. Considérant la fédération comme une forme transitoire vers l'unité complète, il nous est nécessaire de tendre à une union fédérative de plus en plus étroite, en tenant compte: 1) de l'impossibilité de défendre, sans la plus étroite union entre elles, les républiques soviétistes entourées d'ennemis impérialistes infiniment supérieurs en puissance militaire; 2) de la nécessité d'une étroite union économique des républiques soviétistes, sans laquelle la réédification des forces productrices détruites par l'impérialisme, la sécurité et le bien-être des travailleurs ne peuvent être assurés; 3) de la tendance à la réalisation d'un plan économique universel, dont l'application régulière serait contrôlée par le prolétariat de tous les pays, tendance qui s'est manifestée avec évidence sous le régime capitaliste et doit certainement continuer son développement et atteindre à son achèvement en régime socialiste.

9. Dans le domaine des rapports sociaux à l'intérieur des états constitués l'Internationale Communiste ne peut se borner à la reconnaissance formelle, purement officielle et sans conséquences pratiques, de l'égalité des nations, dont se contentent les démocrates bourgeois (qu'ils se reconnaissent tels ou qu'ils essaient de s'intituler socialistes comme les gens de la II-e Internationale).

Il ne suffit pas de dénoncer inlassablement dans toute la propagande et l'agitation des partis communistes — et du haut de la tribune parlementaire comme en dehors d'elle — les violations constantes du principe de l'égalité des nationalités et des droits des minorités nationales, dans tous les états capitalistes (et en dépit de leurs «constitutions» démocratiques); il faut aussi démontrer sans cesse que le gouvernement des soviets seul peut réaliser l'égalité des nationalités en unissant les prolétaires d'abord, l'ensemble des travailleurs ensuite, dans la lutte contre la bourgeoisie; il faut aussi, de la part des partis communistes, un concours direct à tous les mouvements révolutionnaires des pays dépendants ou lésés dans leurs droits (par exemple, en Irlande, parmi les noirs d'Amérique, etc.) et des colonies.

Sans cette condition particulièrement importante de la lutte contre l'oppression des pays asservis ou colonisés, la reconnaissance officielle de leur droit à l'autonomie n'est qu'une enseigne mensongère, comme nous le voyons par la II-e Internationale.

10. La reconnaissance verbale de l'internationalisme auquel on substitue néanmoins, en réalité, dans la propagande, l'agitation et la pratique le nationalisme et le pacifisme bourgeois, n'est pas seulement le fait des partis de la II-e Internationale, mais aussi de ceux qui en sont sortis et, assez souvent, de ceux qui s'intitulent maintenant communistes. La lutte contre ce mal, c'est-à-dire contre les préjugés petit-bourgeois le plus profondément ancrés, acquiert une importance d'autant plus grande que le problème de la transformation de la dictature prolétarienne nationale (existant dans un pays et, par conséquent, incapable de définir la politique mondiale) en dictature prolétarienne internationale (celle que réaliseraient au moins plusieurs pays avancés, et qui serait capable d'exercer une influence décisive sur la politique mondiale) devient plus actuel. Le nationalisme petit-bourgeois restreint l'internationalisme à la reconnaissance du principe d'égalité des nations et (sans insister davantage sur son caractère purement verbal) conserve intact l'égoïsme national, tandis que l'internationalisme prolétarien exige:

1) la subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays à l'intérêt de cette lutte dans le monde entier;

2) de la part des nations qui ont vaincu la bourgeoisie, le consentement et la volonté des plus grands sacrifices nationaux en vue du renversement du capital international.

Dans le pays où le capitalisme atteint déjà son développement complet, où existent des partis ouvriers formant l'avant-garde du prolétariat, la lutte contre les déformations opportunistes, c

pacifistes de l'internationalisme, par la petite bourgeoisie, est donc un devoir immédiat des plus importants.

11. A l'égard des états et des pays les plus arriérés, où prédominent des institutions féodales ou patriarcales et patriarcales-rurales, il convient d'avoir en vue:

1) La nécessité du concours de tous les communistes au mouvement d'émancipation démocratique-bourgeois de ces pays. L'obligation de le soutenir activement incombe naturellement en premier lieu aux travailleurs de la métropole ou du pays dans la dépendance financière duquel se trouve le peuple en question.

2) La nécessité de combattre le clergé et les autres éléments réactionnaires moyennageux des pays arriérés.

3) La nécessité de combattre le panislamisme et les tendances similaires qui s'efforcent de canaliser le mouvement émancipateur dirigé contre l'impérialisme européen et américain afin d'affermir les positions des khans, des mullahs, etc.

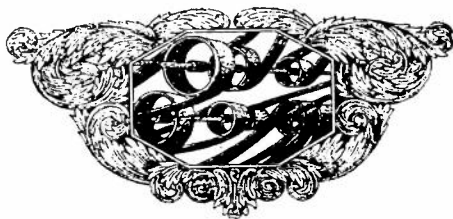
4) La nécessité de soutenir tout spécialement le mouvement paysan des pays arriérés, contre les propriétaires fonciers, contre les survivances ou les manifestations de l'esprit féodal; — la nécessité de donner au mouvement paysan le caractère le plus révolutionnaire, par la liaison la plus étroite du prolétariat communiste européen et du mouvement révolutionnaire paysan de l'Orient, des colonies, et des pays arriérés en général.

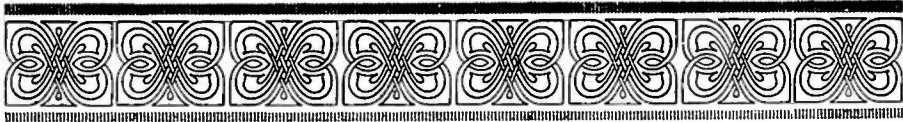
5) La nécessité de combattre énergiquement la manœuvre des tendances émancipatrices bourgeoises-démocratiques qui, dans certains pays, arborent volontiers les couleurs communistes; l'Internationale Communiste ne doit soutenir les mouvements nationaux démocrates-bourgeois dans les colonies et les pays arriérés, qu'à la condition que les éléments des futurs partis communistes — et communistes en fait — soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique; l'Internationale Communiste doit conclure des alliances temporaires avec la démocratie bourgeoise des pays arriérés, mais ne jamais fusionner avec elle et conserver toujours la personnalité du mouvement ouvrier même dans sa forme embryonnaire.

6) La nécessité de dévoiler inlassablement aux masses laborieuses de tous les pays et surtout des pays arriérés la duperie sciemment et systématiquement organisée par les puissances impérialistes qui, tout en feignant de créer des états indépendants créent en réalité des états vassaux, assujettis — aux points de vues économique financier et militaire. Dans la conjoncture internationale actuelle, il n'y a pas de salut pour les peuples faibles et asservis, hors de la fédération des républiques soviétistes.

12. L'oppression séculaire des petites nations et des colonies par les puissances impérialistes a fait naître chez les masses laborieuses des pays opprimés non seulement un sentiment de rancune envers les nations spoliatrices en général, mais encore un sentiment de défiance à l'égard du prolétariat des pays oppresseurs. L'infâme trahison des chefs officiels de la majorité socialiste en 1914—1919, alors que le socialisme chauvin qualifiait «défense nationale» la défense des «droits» de «sa bourgeoisie» à l'asservissement des colonies et à la mise en coupe réglée des pays financièrement dépendants, n'a pu qu'accroître cette défiance bien légitime. D'autre part, plus un pays est arriéré et plus importante y est la petite production agricole dont le caractère patriarcal et l'isolement confèrent inmanquablement une grande force au plus profond des préjugés petits-bourgeois: à ceux de l'égoïsme national, du nationalisme borné. Ces préjugés ne pouvant disparaître qu'après la disparition du capitalisme et de l'impérialisme dans les pays avancés et après la transformation radicale de la vie économique des pays arriérés, leur extinction ne peut être que très lente. D'où le devoir, pour le prolétariat conscient de tous les pays, de se montrer particulièrement circonspect envers les survivances du sentiment national des pays opprimés depuis un temps très long, et le devoir aussi de consentir à certaines concessions utiles en vue de hâter le processus de disparition de ces préjugés et de cette défiance. La victoire sur le capitalisme est conditionnée par la bonne volonté d'entente du prolétariat d'abord, et ensuite des masses laborieuses de tous les pays du monde et de toutes les nations.

N. LÉNINE





LE DEUXIÈME CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET SES BUTS

Voici plus d'un an qu'a eu lieu le Premier Congrès Constitutif de l'Internationale Communiste. Depuis, le mouvement communiste a grandi dans des proportions extraordinaires. Dans presque tous les pays où vit et lutte la classe ouvrière, nous avons actuellement une presse communiste très répandue et des organisations communistes qui se développent rapidement. C'est pourquoi le mouvement communiste est aux prises avec des problèmes nouveaux et de plus en plus complexes. Il est donc naturel que l'Internationale Communiste se trouve actuellement dans la nécessité de convoquer son deuxième congrès qui, on peut le dire en toute certitude, sera le Congrès mondial de l'avant-garde des prolétaires. A ce Deuxième Congrès nous devons tenir compte de la riche expérience acquise du printemps 1919 à l'été 1920. Nous devons donner au prolétariat mondial des réponses absolument précises et nettes sur les questions les plus pressantes du mouvement.

Et comme un fait exprès, comme pour laisser aux ouvriers de tous les pays la possibilité de faire un choix définitif, les socialistes-traitres ont fixé au 31 juillet 1920 leur congrès — le congrès de la II-e Internationale qui doit avoir lieu à Genève. Nous voulons espérer que cette fois-ci MM. Huysmans et Cie n'auront pas besoin de remettre de nouveau le congrès de leur Internationale.

Il y a six mois, ces Messieurs avaient déjà tout préparé pour la convocation du congrès de la II-e Internationale. Les invitations avaient été envoyées, le lieu avait été fixé, quand, inopinément, MM. Huysmans et Cie remirent leur congrès à une date ultérieure. Nous savons à présent pourquoi: Huysmans et Cie avaient flairé que le parti allemand des Indépendants se préparait à abandonner l'épave de la II-e Internationale. Ces Messieurs sentaient que les socialistes français allaient agir de même et jugeaient nécessaire de remettre leur congrès. Nous avons bien peur qu'une pareille déconvenue ne soit encore réservée à Huysmans. Il est vrai qu'il ne reste plus grand monde dans la II-e Internationale; M. Huysmans n'est pourtant pas garanti contre ces surprises désagréables.

Et il serait extrêmement regrettable que ces Messieurs, Huysmans et Cie, fussent obligés de

nouveau de remettre leur congrès. Pour éclaircir la situation une fois pour toutes, pour rendre le fait bien évident, nous désirons sincèrement qu'à côté du Congrès mondial de la III-e Internationale se tiennent au moins quelque chose qui ressemble à un congrès de la II-e Internationale. A l'ordre du jour du congrès fixé par Huysmans et Cie à Genève figurent les questions de la dictature et de la démocratie, des moyens de lutte pour la socialisation, etc. Il est extrêmement désirable que les ouvriers du monde entier aient sous les yeux les deux congrès, que le prolétariat de tous les pays ait devant lui les deux plateformes politiques exactement définies, que l'on puisse les comparer l'une à l'autre et choisir une fois pour toutes.

Non seulement les éléments transitoires de «l'opposition» sont sortis et continuent à sortir de l'Internationale Jaune, mais aussi les opportunistes les plus clairvoyants, ceux qui ont senti ce que l'avenir leur réserve, ceux qui ont compris que s'ils veulent avoir encore la moindre influence sur la classe ouvrière, ils doivent au moins avoir l'air de se séparer de la honteuse Internationale des traitres et des assassins.

Comme on le sait, dans l'espace de deux mois les Partis suivants sont sortis de la II-e Internationale:

- 1) Le Parti des Indépendants d'Allemagne.
- 2) Le Parti Socialiste Unifié (France).
- 3) Le Parti Ouvrier Indépendant (Angleterre).
- 4) Le Parti Socialiste Suisse.
- 5) Le Parti Socialiste Américain.
- 6) Le Parti Socialiste Espagnol.

Parmi les chefs de ces partis dominent les éléments hybrides du centre, qui, en réalité, ne font qu'osciller entre la II-e et la III-e Internationale, c'est-à-dire entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Bien mieux encore, le Parti Menchévik russe est sorti de la II-e Internationale. Dans le dernier numéro de *l'Internationale Communiste* nous insérons un extrait du compte rendu sténographique d'une séance du Soviet des Ouvriers et des Paysans de Moscou, contenant une déclaration officielle du leader des menchéviks russes L. Martov qui annonçait officiellement la sortie du Parti Menchévik de la II-e Internationale. Evidemment, cette sortie des menchéviks de la II-e Interna-

tionale n'aura pas une grande répercussion sur le sort des ouvriers russes. L'influence des menchéviks sur le prolétariat russe est insignifiante. Toutefois, leur séparation de la II-e Internationale est un symptôme très significatif de l'écroulement de celle-ci. Les camarades qui nous arrivent des différents pays, nous ont plus d'une fois raconté comment M. Branting, Scheidemann, Renaudel, Huysmans et Henderson pérorant dans les assemblées d'ouvriers affirmaient que le mouvement ouvrier en Russie est mené non par le Parti Communiste, mais bien par le Parti Menchévik et disaient avec fierté que le Parti Menchévik restait fidèle à la II-e Internationale. A présent, les socialistes-traitres sont privés même de cet « argument »-là. Le *Bund* Polonais dont le chef est l'opportuniste bien connu V. Medem, est également sorti de la II-e Internationale (ou tout au moins a fait le premier pas dans ce sens). Et, il n'y a pas longtemps, la Conférence de toutes les organisations du *Bund* de la Russie Soviétiste adoptait à une écrasante majorité une résolution dans laquelle elle se déclarait solidaire de la III-e Internationale.

Qui reste donc dans la II-e Internationale? Si l'on nous proposait de citer trois noms, parmi les plus importants, personnifiant la tactique actuelle de la II-e Internationale, il ne nous resterait qu'à nommer Pilsudski, Noske et Branting.

Joseph Pilsudski, l'assassin des ouvriers polonais et russes, l'agent des banquiers français, maintenant parti en guerre contre les ouvriers et les paysans russes et ukrainiens, apparaîtrait comme le père et en fait l'instigateur de ce même parti «socialiste» qui est représenté au Comité Exécutif de la II-e Internationale par M. Daczinski. Les ouvriers du monde entier et, nous osons l'espérer, même les ouvriers entrant dans le Parti Ouvrier Belge dont Huysmans est toujours le guide, haïssent le bourreau Pilsudski qui a assumé l'exécution des ordres abjects de la Bourse française. Mais il est à regretter que ces ouvriers ne sachent pas encore que cet agent des pires gredins de la Finance cosmopolite est un des actionnaires de la société Huysmans qu'on appelle la II-e Internationale.

Branting est déjà le leader reconnu de la II-e Internationale. Branting est maintenant Président du Conseil en Suède. Le roi de Suède et la bourgeoisie suédoise n'ont pas trouvé de meilleur chien de garde pour défendre leurs bénéfices contre le prolétariat suédois qui commençait à s'agiter que M. Branting, leader de la social-démocratie suédoise. Nous ne savons pas si le roi de Suède adhère officiellement au Parti Social-démocrate suédois. Au futur congrès de la II-e Internationale, Branting entonnera peut-être en l'honneur de «son» roi l'hymne qu'il a déjà entonné avec Henderson à la fameuse conférence de la II-e Internationale à Berne en l'honneur de leur patron d'alors Woodrow Wilson. Mais il y a une chose que nous savons: c'est que les plus grandes bassesses qui aient jamais été commises en Suède, les plus iniques lâchetés que la classe ouvrière de Suède ait subies, les manœuvres

les plus viles qui aient jamais été pratiquées en Suède, par les coquins de la diplomatie internationale sont maintenant accomplies par le leader de la II-e Internationale, Branting et par son ami et collègue de parti, M. le Baron Palmstierna.

Noske. Point n'est besoin de s'étendre longuement sur l'œuvre accomplie par ce personnage au cours de l'année passée. Le plus sanglant des généraux de la bourgeoisie française, le boucher de la Commune de Paris, n'est en vérité qu'un apprenti, comparé à l'ex-ministre de la Guerre de la République à peu près «socialiste» allemande. Maintenant, chassé de son poste honorifique de Ministre de la Guerre auprès du gouvernement social-démocrate allemand, Noske a du temps à perdre. Et les camarades allemands que nous avons rencontrés récemment nous annoncent avec un grand sérieux que le parti social-démocrate allemand officiel a choisi pour représentant principal au Bureau de M. Huysmans le sieur... Gustave Noske. Nous en félicitons sincèrement la II-e Internationale. Branting, Pilsudski, Noske sont les guides et les inspirateurs naturels de l'organisation jaune qui s'appelle la II-e Internationale. De tous les vieux partis socialistes formant autrefois la II-e Internationale, il ne reste plus actuellement que celui de Scheidemann qui sera représenté par Noske. Reste aussi la social-démocratie autrichienne qui, demain peut-être suivra l'exemple du parti des indépendants allemands. Il y a encore la social-démocratie finlandaise des Blancs qui soutient le Gallifet finlandais, Mannerheim et quelques autres groupes insignifiants.

Mais il ne faut pas oublier que dans les rangs de la II-e Internationale demeurent aussi quelques organisations importantes en nombre qui s'appuient sur les ouvriers et qui servent encore de soutien à la bourgeoisie. Nous voulons parler du Parti Ouvrier Anglais, de certaines Trades-Unions Anglaises et des vieux syndicats d'Amérique menés par Gompers. Je me souviens de la grande controverse qui eut lieu, il y a dix ans, au Comité Exécutif de la II-e Internationale au sujet de l'admission dans les rangs de la II-e Internationale du Parti Ouvrier Anglais dont Kautsky disait alors qu'il était pénétré de tendances bourgeoises. Actuellement, ce «Parti Ouvrier» est en somme l'unique grande organisation ouvrière restant encore dans la II-e Internationale. Il en est de même des syndicats américains dirigés par Gompers, autre agent reconnu de la bourgeoisie. Ces deux organisations constituent la base réelle de la II-e Internationale et, en vérité, n'ont rien de commun avec le socialisme (pour autant qu'il est question des «dirigeants» de partis) mais représentent néanmoins une force quantitative assez considérable.

Quand l'Internationale Communiste aura également conquis les masses ouvrières qui suivent encore le Labour Party Anglais, et les syndicats de Gompers en Amérique, la bourgeoisie aura perdu son dernier appui dans le mouvement ouvrier.

Lorsque, en mars 1919, nous avons fondé l'Internationale Communiste, il nous est arrivé d'entendre diverses contradictions. D'aucuns affirmaient que la fondation officielle de l'Internationale Communiste était prématurée. Le lecteur se rappelle que l'unique représentant des Spartakistes Allemands assistant à notre premier Congrès de 1919 était d'avis qu'il fallait encore temporiser quelque peu.

Il y a plus d'un an de cela et, il nous est aujourd'hui, parfaitement évident que ces idées pessimistes étaient dépourvues de fondement. La fondation de l'Internationale Communiste, non seulement n'était pas prématurée, mais l'on peut dire au contraire que nous nous sommes mis un peu tardivement à son organisation, par quoi nous avons retardé le groupement organisé du prolétariat international.

Quinze mois ont passé depuis notre premier Congrès. Au cours de ces quinze mois, l'influence politique de l'Internationale Communiste a augmenté de jour en jour. Le nombre de nos adhérents s'est accru et s'accroît constamment. Le prestige de notre drapeau a augmenté et augmente chaque jour. Comme un aimant puissant, l'Internationale Communiste attire à elle le cœur de tous les ouvriers d'avant-garde du monde entier. Toutefois, nous ne dissimulerons pas que notre influence sur le mouvement international est relativement faible au point de vue *organisation*. Nous sommes encore loin de posséder cette organisation internationale qui est indispensable au succès de notre lutte.

C'est justement parce que l'influence morale du communisme augmente de jour en jour que nous devons établir dès aujourd'hui le cadre exact de notre travail d'organisation. Chaque jour, tantôt dans un pays, tantôt dans un autre des dizaines de résolutions sont adoptées affirmant l'adhésion de telle ou telle organisation à l'Internationale Communiste. Pour autant que ces organisations sont composées de prolétaires, pour autant que ces résolutions expriment le désir sincère des ouvriers d'un pays de tendre une main fraternelle aux ouvriers des autres pays, pour autant qu'elles traduisent la décision de plus en plus ferme du prolétariat de livrer le combat suprême à la bourgeoisie, et pour autant naturellement elles sont dignes de la plus chaude approbation. Mais quand nous apprenons que M.M. Crispin et Hillferding en Allemagne, Morris Hillquit et ses pareils en Amérique tournent subitement, eux aussi, leurs regards sympathiques du côté de la III-e Internationale et qu'ils ne refuseraient pas, sous certaines conditions, d'y entrer, nous nous disons: *Il faut mettre le verrou à la porte de l'Internationale Communiste, il faut y mettre une garde sûre!*

Nous comprenons fort bien que ce n'est pas parce qu'ils sont bien chez eux que ces opportunistes assagis par l'expérience s'en viennent frapper à la porte de l'Internationale Communiste. Si les hauts milieux officiels du Parti Socialiste Américain dirigé par Hillquit prennent la résolution d'adhérer à l'Internationale Communiste, cela signifie tout simplement que les travailleurs d'avant-garde américains sont de plus

en plus révolutionnaires et nous tendent une main fraternelle. Si ces maîtres politiques parlementaires tournent leurs regards non plus «en haut» vers l'Olympe parlementaire, mais en bas vers les fourmis laborieuses qui se pressent dans les rangs de l'Internationale Communiste, c'est que les ouvriers américains échappent à l'influence de la bourgeoisie et des social-traîtres et se placent sur le terrain de la révolution prolétarienne.

Il en est de même des «leaders» de droite du Parti des Indépendants allemands. Au Congrès du Parti Ouvrier belge, M. Huysmans a répété avec solennité ce que lui avait confié Kautsky. Ce dernier a dit ceci à Huysmans: «Si mon parti (c'est-à-dire le Parti des Indépendants allemands) me mettait en demeure de le quitter ou de quitter la II-e Internationale, j'opterais pour la II-e Internationale». Huysmans a cité ces paroles de Kautsky comme un des arguments importants en faveur de la II-e Internationale. Kautsky eut certes autrefois une influence considérable sur le mouvement ouvrier allemand. Mais à présent, l'on peut affirmer sans crainte d'exagération qu'il n'a plus avec lui que son encrier — plein de mauvaise encre décolorée. Si les arrivistes les plus avérés parmi les chefs du Parti Indépendant d'Allemagne avaient la possibilité de choisir entre l'adhésion à l'Internationale Communiste et leur situation au sein du Parti Indépendant, ils préféreraient évidemment une place dans l'Internationale. Le problème qui se pose devant le Second Congrès de l'Internationale Communiste consiste donc à les empêcher d'agir ainsi. L'Internationale Communiste doit rester une Internationale d'*action*, elle doit être, honnêtement, l'association mondiale des ouvriers déclarant la guerre à outrance à la bourgeoisie, elle doit être une organisation coulée d'un seul métal. L'idée de l'Internationale Communiste ne permet aucune équivoque à la vieille diplomatie «socialiste».

Là-dessus reposent nos relations avec le groupe appelé quelquefois par plaisanterie le groupe de la «II-e Internationale (et demie)». Nous parlons des partis qui sont sortis de la II-e Internationale et qui ne sont pas encore entrés dans la III-e Internationale. Ce sont les partis que nous avons mentionnés plus haut, c'est-à-dire les Indépendants allemands, les Unifiés français, le Parti Ouvrier Indépendant anglais, etc. Notre réponse aux Indépendants d'Allemagne inscrite dans le N° 9 de l'*Internationale Communiste*, est catégorique sur ce point. Nous savons bien que les ouvriers affiliés à ce parti sont en grande majorité, avec nous. Les travailleurs veulent en toute sincérité combattre dans les rangs de la III-e Internationale contre la bourgeoisie et les socialistes-traîtres. Nous envoyons un salut chaleureux à ces ouvriers que nous serons toujours heureux de voir dans nos rangs. Mais nous sommes profondément convaincus que les ouvriers entrant dans ces partis se débarrasseront d'autant plus vite de l'influence nuisible des mauvais bergers décidant de la politique de leur parti que nous saurons démasquer avec plus de force M.M. Kautsky, Hillferding, Hillquit et C^{ie}. Soyez avec nous — disons-nous aux ouvriers, membres de ces partis.

Mais libérez-vous d'abord de votre poids-mort, chassez d'abord tous ceux de vos «leaders» qui en fait sont des agents de la bourgeoisie opérant dans votre milieu.

Que doit être le prochain Congrès de l'Internationale Communiste? Une assemblée de *partisans*, un congrès d'hommes entièrement pénétrés d'une seule et même idée s'efforçant de réaliser un programme et une théorie bien déterminés,—ou bien un congrès mondial qui, jouant le rôle d'une grande manifestation politique, solliciterait les masses laborieuses les plus nombreuses? L'un et l'autre, croyons-nous. Mais d'abord et surtout un congrès de *partisans*. La situation du mouvement ouvrier dans toutes les grandes nations, la croissance de l'esprit révolutionnaire de par le monde entier sont telles que, si les circonstances extérieures ne l'empêchent pas, le prochain congrès de l'Internationale Communiste sera, sans contredit, une manifestation des forces politiques du prolétariat mondial marchant à la victoire.

Cependant la tâche principale du prochain Congrès consistera à déterminer d'une façon claire et précise la politique pratique de l'Internationale Communiste,—à consolider en elle une véritable organisation de partisans pourvue d'un programme et d'une tactique et suivant son chemin.

Le Premier Congrès de l'Internationale Communiste, en 1919, eut comme but principal de faire lever sur le monde entier le drapeau du communisme, de propager le programme communiste. Cette tâche est remplie. Le succès a dépassé toutes les espérances. Mais à présent il s'agit de faire le deuxième pas. Le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, en 1920, doit préciser le programme communiste et élaborer la *tactique* du mouvement communiste.

Cela ne veut pas dire que nous devons appliquer la même tactique à tous les partis communistes. L'Internationale Communiste sait parfaitement que les ouvriers des différents pays ont à compter avec des conditions très différentes et doivent y adapter leur tactique. En passant en revue les pays les plus importants où le communisme a déjà jeté des racines profondes, nous pouvons les diviser en 4 groupes:

1) *La Russie* où la révolution prolétarienne s'est déjà accomplie, où la classe ouvrière est au pouvoir depuis trois ans et où la tâche principale consiste d'une part à repousser les attaques des ennemis, de l'autre à établir une économie communiste.

2) *L'Allemagne, l'Autriche*, une partie des États *Balkaniques* où la révolution a commencé, mais où la révolution prolétarienne mûrit dans des conditions particulièrement pénibles.

3) *L'Angleterre, la France, l'Italie* pays de la bourgeoisie victorieuse, et des plus vieilles traditions parlementaires, où se produisent justement de profondes perturbations dans la classe ouvrière qui procède à une révision des valeurs.

4) Les nationalités opprimées et les grandes colonies comme *l'Irlande, les Indes*, et maintenant une partie de la *Turquie*, etc., où le mouvement libérateur ne peut se développer que sous un aspect nationaliste et où, par suite de cette situation,

des problèmes d'un ordre tout spécial se posent devant les communistes.

Le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste tiendra compte de toutes ces conditions. Il aura constamment devant les yeux cette variété et la complexité de la tâche de reconstruction du monde capitaliste tout entier.

Le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste concentrera nécessairement toute son attention sur les questions de tactique qui se posent devant l'avant-garde du mouvement ouvrier *européen*. Mais il n'oubliera ni l'Amérique, ni les Indes, ni la Perse, ni le Japon, ni les autres pays...

Une des principales questions de tactique dont s'occupera notre Deuxième Congrès sera sans doute celle du parlementarisme. Elle est très débattue en Allemagne, en Angleterre, en Italie et dans plusieurs autres pays. Tout d'abord, rendons-nous bien compte de ce dont il s'agit. Nous ne discutons pas la question de savoir si le prolétariat vainqueur de la bourgeoisie doit conserver le système parlementaire. Nous savons trop bien que le parlementarisme est le régime des États bourgeois. Ce sont les soviets et non les parlements démocratiques qui exercent la dictature du prolétariat. La démocratie parlementaire du monde entier a toujours été et reste la forme de la dictature bourgeoise. Pour les communistes, la controverse se rattache exclusivement à la question de savoir si l'on peut, si l'on doit utiliser le parlement bourgeois dans des circonstances favorables, dans l'intérêt de la lutte pour les Soviets et la dictature prolétarienne? C'est ainsi et rien qu'ainsi que la question se pose.

Et nous sommes convaincus que le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste répondra: Non seulement on peut, mais encore on doit utiliser le parlementarisme bourgeois; de même que nous usons, par exemple, de la faculté d'éditer des journaux légaux pendant la dictature bourgeoise, de même toutes les possibilités légales pendant la dictature du capital doivent être utilisées.

Dans le monde entier, sauf en Russie Soviétiste, c'est-à-dire dans le pays où le prolétariat a déjà le pouvoir, la presse est l'organe de l'oppression des masses tout comme le parlementarisme bourgeois. Pourtant, nul parmi les communistes les plus «extrêmes» n'a encore osé soutenir qu'il ne fallait pas, pendant la dictature de la bourgeoisie, avoir une presse légale ouvrière, quoiqu'elle dût parfois se soumettre à la censure et toujours aux lois bourgeoises. C'est à peu près de la même façon que se pose pour nous la question des parlements bourgeois. Six députés ouvriers sur 500 députés bourgeois et grands propriétaires de la Douma «Centaine noire» en Russie ont rendu un service inappréciable à la révolution ouvrière. Au début de la guerre, ils furent envoyés aux travaux forcés, mais ils étaient entourés, réconfortés dans leur travail par la sympathie de centaines de milliers d'ouvriers et de paysans russes. Et que l'on ne vienne pas nous dire que ce n'était possible qu'en Russie! Ne dis pas: «Je ne peux pas», dis: «Je ne veux pas!» Iebknecht, tout seul parmi 500 députés

bourgeois, junkers et arrivistes social-démocrates, a rendu à la révolution prolétarienne en Allemagne d'inoubliables services, en votant contre les crédits militaires, et en démasquant par ses brèves répliques, l'État bourgeois.

Höglund, seul parmi quelques centaines de propriétaires et de bourgeois, a rendu de grands services à la classe ouvrière suédoise lorsqu'il a dévoilé les vilénies du militarisme et appelé la classe ouvrière au combat. Nous voyons le même phénomène en Serbie, en Bulgarie. Nous verrons bientôt ces faits se reproduire dans tous les pays où existe un parti communiste tant soit peu sérieux, tant soit peu digne d'attention. Aller à l'assaut de la forteresse du capitalisme, prétendre avoir derrière soi des millions d'hommes et ne pas trouver en soi assez de forces pour réunir dans un parlement bourgeois un petit groupe de militants dévoués au communisme, ne pas résister à l'influence pernicieuse du parlementarisme bourgeois, être incapables de marcher sur le parquet glissant du parlement «démocratique» — tout cela impose une conclusion: Ces gens savent parler mais ils ne savent pas agir en révolutionnaires.

Et que l'on ne nous dise pas encore que nous pouvons parler au peuple sans passer par la tribune parlementaire. C'est le point de vue d'une minorité. C'est une attitude aristocratique. C'est le point de vue de ceux qui ont mordu à l'arbre de la science et qui ont compris le mécanisme essentiel du régime bourgeois. Ce qui nous importe surtout, ce sont les grandes masses. Nous, communistes, nous devons à présent apprendre à nous servir de la réalité des chiffres. A chaque nouveau pas, nous devons tenir compte de l'influence qu'il aura non pas sur des milliers ou des dizaines de milliers d'hommes, mais bien sur des millions et des dizaines de millions. A part l'avant-garde des ouvriers des villes qui connaissent déjà le prix de la démocratie bourgeoise, il existe encore dans les villes des millions d'hommes aveuglés par la bourgeoisie. Et dans les petites localités, dans les villages vivent des millions et des dizaines de millions de paysans et de petites gens, travailleurs qui courbaient humblement la tête, avant la guerre, sous le joug des monarques bourgeois; ces hommes commencent seulement à s'éveiller à la vie nouvelle. Un mot hardi lancé du haut d'une tribune parlementaire, un mot hardi que ne pourra faire ni le journal bourgeois; ni le curé à une grande importance.

Mais dans la question de l'utilisation du parlementarisme, ce n'est pas seulement l'agitation mais encore l'organisation qui importe.

Un souvenir: lorsque, en mars 1917, nous reçûmes en Suisse la première nouvelle de la révolution russe, le camarade Lénine insista surtout dans ses télégrammes à nos amis de Pétrograd sur la nécessité d'arriver avant tout à organiser les élections à la Douma municipale. Par quoi ce conseil était-il inspiré? Le camarade Lénine se rappelait la Commune de Paris née, comme l'on sait, des élections municipales. Le camarade Lénine savait bien que notre parti était peu préparé au point de vue de l'organisation, quoiqu'il existât depuis près de 20 ans

et qu'il eût une influence notable en Russie. Nous cherchions les voies qui donneraient au parti la possibilité de former dans les villes des embryons d'organisation et nous arrivions à cette conclusion que les élections municipales nous donnaient en temps de révolution cette possibilité. Puis, trois semaines à peine, avant la grande révolution d'Octobre 1917, eurent lieu à Pétrograd les nouvelles élections à la Douma municipale. Les ouvriers étaient déjà en majorité de notre côté. Les tramways circulèrent avec d'énormes écriteaux appelant à voter pour la liste bolchévik. Tous les partis se réunirent contre nous; et nous remportâmes une grande victoire électorale. Et l'on se demande: Cette action parlementaire nous a-t-elle gênés ou bien aidés dans notre révolution d'Octobre? Jusqu'à présent, nous sommes convaincus qu'elle ne nous a pas gênés mais bien au contraire aidés. Au cours des huit mois qui s'écoulèrent depuis la révolution bourgeoise de février jusqu'à la révolution prolétarienne d'Octobre en Russie notre parti employa chaque jour, chaque heure à créer par tout le pays tout un réseau d'organisations devant servir plus tard de fondement à la dictature du prolétariat; si nous n'avions pas su créer durant ces 8 mois à travers tout le pays d'importantes fractions communistes dans les Soviets des députés ouvriers et soldats, dans les syndicats, dans les organes municipaux, nous n'aurions pas pu nous emparer du pouvoir en Octobre. Plus encore, nous n'aurions pas pu conserver ce pouvoir. Nous devions, dans chaque ville, avoir des groupes qui, par la pratique, apprenaient à résoudre les questions d'habitations, d'approvisionnement, etc., comme toutes les questions vitales. Sans quoi nous serions restés un parti de propagande et d'agitation, nous n'aurions pas pu prendre en mains le gouvernement...

Et cela n'a nullement empêché, quelques mois après, notre révolution prolétarienne victorieuse de dissoudre, voire de chasser par endroits les doumas municipales élues par le suffrage universel et de les remplacer par des soviets de députés ouvriers et soldats élus par les travailleurs. Mais c'est précisément pendant ce moment transitoire — jusqu'à la prise du pouvoir — que nous ne laissons pas échapper une occasion; nous nous accrochions à toutes les possibilités «légalistes». Nous nous rappelions sans cesse que le parti communiste doit s'installer dans chaque grande ville, dans chaque syndicat quelque peu important, dans chaque fabrique, dans chaque comité de maison, dans chaque organisation municipale.

On sait que le Parti Communiste Russe, alors qu'il tenait déjà le pouvoir dans ses mains, décida et assura les élections à l'Assemblée Constituante, participa à ces élections, eut sa fraction à l'Assemblée Constituante. Et il n'y a pas de doute que l'effectif sérieux de la fraction communiste à l'Assemblée Constituante aida, au moment voulu, à faire disparaître cette même Assemblée du chemin de la révolution prolétarienne.

L'Internationale Communiste considère que la question du parlementarisme ne peut en aucun cas justifier une scission entre communistes. Nous sommes convaincus que le Deuxième Congrès de

l'Internationale Communiste partagera le même point de vue, mais se prononcera en même temps d'une façon claire et précise sur l'utilisation par les communistes du parlementarisme dans toutes les démocraties bourgeoises; il aura en vue qu'il n'est pas de meilleur moyen d'ouvrir les yeux aux masses sur le caractère véritable des démocraties capitalistes.

Une autre question qui se dressera devant l'Internationale Communiste, c'est celle des *syndicats*. Nous avons déjà indiqué plus haut que, si la II-e Internationale a encore quelque importance pour la bourgeoisie, c'est uniquement parce que les syndicats d'Allemagne, d'Angleterre, d'Amérique appartiennent encore à cette II-e Internationale jaune. Quelques camarades «ultra-gauches» en déduiront peut-être que c'est tant pis pour ces syndicats professionnels et qu'il faut leur accorder d'autant moins d'attention. Mais cette déduction n'a rien de commun avec le communisme. Si une chose nous déplaît, nous ne pouvons pas nous en débarrasser par un commode: «tant pis». Il est de notre devoir d'éclaircir les faits et non de les *escamoter*. Dans la question des syndicats, le devoir des communistes consiste non seulement à expliquer comment au cours du développement prolongé, pacifique et réformiste de la démocratie bourgeoise sont nés et se sont développés des syndicats multimillionnaires, petits-bourgeois et réformistes, devenus le soutien de la bourgeoisie et de ses agents. Notre devoir consiste à créer au moyen d'un travail prolongé et opiniâtre, — d'abord à l'intérieur de ces syndicats — de gros noyaux communistes et ensuite à obliger les syndicats à modifier leur orientation en s'appuyant sur nos groupes de militants.

On peut dire aujourd'hui que le mouvement prolétarien s'appuie dans tous les pays sur les syndicats. La II-e Internationale s'est écroulée. C'est vrai. Mais à la même heure l'Internationale des syndicats politiquement «neutres», jaunes en réalité, a commencé à se former à Amsterdam. Boitant d'une jambe, la bourgeoisie s'affermir sur l'autre autant qu'elle peut. Ayant perdu presque toutes les associations *politiques* de la II-e Internationale, ayant usé jusqu'au bout les vieux partis social-démocrates qui ont toujours fidèlement soutenu le capital, la bourgeoisie essaie à présent d'un autre procédé: l'Internationale des syndicats *professionnels*. Et l'on peut dire sans craindre d'exagérer: La sinistre Ligue des Nations est moins dangereuse maintenant pour la révolution prolétarienne mondiale que l'Internationale des syndicats jaunes fondée à Amsterdam. Que la Ligue des Nations est une ligue de forbans — la chose est reconnue par les ouvriers les plus arriérés de l'Europe Occidentale et de l'Amérique. Mais que l'Internationale syndicale d'Amsterdam n'est au fond qu'une succursale de cette même Ligue des Nations, voilà qui n'est pas encore compris par des millions et des millions d'ouvriers, même parmi ceux qui appartiennent aux organisations de ces mêmes pays. On peut l'affirmer avec certitude: ayant avec nous les grands syndicats qui sont maintenant l'unique support de la politique bourgeoise parmi les masses nous écarterions du même coup l'obstacle principal qui s'oppose au succès

et au développement rapide de la révolution prolétarienne. Le prolétariat international resterait alors face à face avec la bande internationale des rapaces impérialistes. Les tampons seraient supprimés. Le choc se produirait inévitablement et immédiatement. Et nous vaincrons naturellement.

C'est pourquoi la question de nos relations avec les syndicats aura une importance de premier ordre pour le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste.

Quelques quasi-«gauches» prônent la sortie en masse des syndicats. Ces phraseurs de «gauche» pensent qu'il suffit de lancer d'un ton méprisant à la face des syndicats allemands l'épithète de syndicats «neutres-jaunes» pour avoir accompli notre tâche.

Oui, les syndicats qui comptent parmi leurs chefs M.M. Leghien, Sassembach, Robert Schmidt et d'autres valets du capital, oui, ces syndicats, sont à l'heure actuelle des syndicats «neutres-jaunes»! Certes. Mais seraient-ils trois fois plus jaunes qu'ils ne le sont maintenant, que nous n'aurions pas le droit d'en sortir, du moment que des milliers de prolétaires y entrent. Quand le gouvernement tsariste organisa avec l'aide de sa gendarmerie (et du fameux colonel «socialiste» Zoubaïov) des syndicats jaunes cléricaux, les bolchéviks y entrèrent, pour y combattre l'influence réactionnaire et ouvrir les yeux des ouvriers sur leur rôle. De même, quand le gouvernement tsariste fit élire dans les fabriques et les usines des «anciens», les bolchéviks se servirent de cette organisation pour leur action propre. Et seule une organisation qui a peur de son ombre, qui ne croit pas en ses propres forces, qui n'est pas assez bien organisée et disciplinée pour résister avec succès à toute influence démoralisante de l'ennemi, peut redouter pour ses membres l'entrée dans un syndicat réactionnaire.

Les syndicats professionnels «neutres-jaunes» allemands comptent plus de 7 millions de membres. Il est à regretter que ces 7 millions de membres soient presque entièrement entre les mains de la bureaucratie professionnelle. Tout le mécanisme d'organisation des syndicats allemands est construit de telle façon que la bureaucratie peut en faire ce qu'elle veut. Peu à peu, avec une pénible lenteur, l'avant-garde des ouvriers organisés commence pourtant à y prendre sa revanche sur la bureaucratie jaune. Il faut néanmoins compter avec ce fait: les syndicats «neutres-jaunes» réunissent des *millions* d'ouvriers. La semaine du coup d'état contre-révolutionnaire de M. Kapp a montré quel rôle immense continuent à jouer ces syndicats «neutres-jaunes» qui purent seuls sauver la couronne chancelante d'Ebert et de Scheidemann et conséquemment la bourgeoisie.

Et que peuvent opposer nos amis ultra-«gauches» au point de vue de l'organisation à ces syndicats «neutres-jaunes»? Les communistes allemands de «gauche» ont organisé leur «Union des Travailleurs» (Arbeiterunion). L'appellation est bruyante, le titre est chic, mais qu'y a-t-il dessous? Les communistes de gauche eux-mêmes avouent que leur *Arbeiterunion* ne compte pas plus de 100.000 membres.

De même les syndicalistes allemands lancent pas mal d'injures à l'adresse des syndicats «neutres-jaunes». Les syndicalistes allemands sont issus de syndicats locaux à demi bourgeois. Et que disent-ils? Ils disent eux-mêmes qu'au bout de longues années ils ont réussi à attirer dans leurs rangs 250.000 membres. Et c'est tout ce que nos «gauches» peuvent opposer aux 7 millions de membres de Leghien.

Lancer des phrases sonores et des sarcasmes contre les syndicats «neutres-jaunes» est chose facile, mais peu sérieuse. Si les communistes russes dans leur lutte avec les menchéviks, s'étaient contentés de lancer des phrases creuses ou des devises dans le genre de: «Hors des syndicats!» les syndicats seraient jusqu'à présent entre les mains des menchéviks, c'est-à-dire des Leghiens russes. Si nos amis de gauche étaient au courant de l'histoire de notre lutte en Russie, ils sauraient que, pendant *plusieurs années*, les syndicats russes ont été aux mains des social-traitres. Après le renversement du tsarisme, après la révolution de février 1917, à la conférence pan-russe des syndicats, en juin 1917, les menchéviks avaient encore la majorité dans les syndicats russes. Même en août 1917, à la Conférence Gouvernementale de Moscou, organisée pour la bourgeoisie par ses agents Kérénsky et Cie, la majorité, dans la délégation des syndicats, appartenait aux social-traitres. Les communistes russes n'usèrent pas de la formule «hors des syndicats». Au contraire ils envoyèrent dans les syndicats (alors «neutres et jaunes») le meilleur de leurs forces. Ils organisèrent dans chaque syndicat, dans chaque rayon, dans chaque section de syndicat leur *groupe communiste*, leur fraction bolchévik. Cette fraction ne comprenait parfois que trois membres. Sous le moindre prétexte, à chaque modification des événements, à chaque changement de route, ces fractions communistes des syndicats professionnels entraînaient en lutte ouverte avec la majorité «neutre-jaune». Peu à peu, autour de ces petites fractions se groupa tout ce qui était honnête, tout ce qui réfléchissait dans les syndicats russes. Une lutte acharnée se livra pour la direction des syndicats. Avec des difficultés inouïes, par une lutte opiniâtre, nous arrivâmes à arracher leurs postes aux pires bureaucrates. Et par cette lutte tenace nous arrivâmes à conquérir les syndicats. Cette arme puissante nous l'avons donc arrachée aux «neutres-jaunes».

C'est ainsi qu'un parti sérieux lutte avec les social-traitres. Et si nous n'avions su que crier contre les ronds de cuir professionnels, si nous nous étions bornés à les tourner en ridicule, avec plus ou moins d'esprit comme font maintenant nos amis de «gauche» dans leur lutte contre les bonzes, nous en aurions été pour nos frais de déclamation et les jaunes seraient restés à la tête de leurs millions de membres.

Lancer immédiatement en Allemagne ou en Angleterre, ou en Amérique le cri de: «Hors des syndicats!» équivaudrait à crier «Sortez des rangs des ouvriers organisés». Les vieux syndicats «neutres-jaunes» groupent des millions de travailleurs. Ces travailleurs ont de grands préjugés; ils sont parfois entièrement entre les mains d'arrivistes.

Mais ces millions de syndiqués se détournent inévitablement tôt ou tard de ces arrivistes et s'engageront dans la voie de la révolution prolétarienne. C'est fatal, comme la victoire du socialisme sur le capitalisme. L'un n'est pas possible sans l'autre. Le socialisme ne peut pas vivre, s'il n'arrache pas à l'influence bourgeoise ces millions d'ouvriers groupés à présent dans les syndicats. Et cette libération des ouvriers de l'influence bourgeoise et des leaders jaunes aura lieu d'autant plus tôt que nous perdrons moins de temps à crier: «Hors des syndicats» et que nous travaillerons plus opiniâtrement à l'intérieur des syndicats. Les communistes doivent être partout où il y a des masses prolétariennes organisées. Les communistes doivent savoir être en minorité. Dans tous les cas, ils doivent avoir leur organisation particulière indépendante. Les communistes doivent avoir leur parti qui, si petit soit-il, doit toujours et sur tous les points défendre les intérêts de la classe ouvrière. Mais les communistes se doivent de toujours agir avec discipline comme un parti travaillant méthodiquement; ils doivent lancer le meilleur de leurs forces là où les masses sont le plus trompées. Et plus les ouvriers sont dupés, plus l'appareil à l'aide duquel on les trompe est parfait, plus les communistes doivent s'efforcer de les libérer de l'influence de cet appareil. Saisir dans les tentacules du Communisme toutes les organisations ouvrières sans exception, répandre l'influence de l'idée communiste dans les recoins les plus reculés des provinces où existe une quelconque section des syndicats «neutres-jaunes» sera bien entendu plus difficile que de lancer le cri «Hors des syndicats» et de créer en guise de consolation un «Syndicat Ouvrier» tout neuf comprenant un nombre infime de membres. Il est depuis longtemps évident qu'il est plus facile de critiquer et de railler que de faire un travail prolétarien sérieux. Mais ceux qui adoptent le parti le plus facile n'ont rien à faire avec l'Internationale Communiste.

En Allemagne et dans quelques autres pays l'idée est née au cours de ces derniers mois de remplacer les anciens syndicats par des Conseils de fabriques. Ces Conseils de fabrique sont semblables aux organisations que nous avons en Russie sous la forme de Comités d'usines. Ce sont des bureaux élus par les ouvriers dans l'entreprise même pour diriger en premier lieu les affaires de l'usine.

Actuellement l'Internationale Communiste encourage absolument la formation de Conseils de fabrique ou de Comités d'usines. — Surtout leur formation spontanée, révolutionnaire, dans un milieu révolutionnaire. Mais il ne faut pas penser une minute que ces comités puissent remplacer tant soit peu les syndicats de producteurs. En Russie Soviétique, ces Comités d'usines sont devenus eux-mêmes les noyaux des syndicats. Les Comités d'usines (ou les Soviets d'usines) sont en Russie les organisations collectives *primordiales* sur lesquelles s'édifient les syndicats.

Le renouvellement des syndicats professionnels «neutres-jaunes» actuels sera de beaucoup aidé par ces Comités d'usines. Les syndicats actuels «neutres-jaunes» sont renouvelés dans une large mesure par ces Soviets de producteurs.

Mais nous devons, en outre, et coûte que coûte conquérir les syndicats mêmes. On ne peut pas conquérir le pouvoir et le conserver sans avoir à sa disposition l'appareil colossal que représente, par exemple, le syndicat des travailleurs du transport. Il y a des pièces rouillées dans cet appareil et beaucoup de parties usées. La révolution prolétarienne jettera cela par-dessus bord et la dictature prolétarienne le refondra. Mais notre attention doit être justement concentrée sur la nécessité de s'emparer de cet appareil, d'en rejeter l'inutile et de le refaire au gré de la révolution prolétarienne.

Un grand mouvement a commencé parmi les vieux syndicats. Les Trade-Unions anglaises ne sont plus ce qu'elles étaient il y a 5 ans. On peut en dire de même de la Fédération Américaine du Travail (Gompers). En Allemagne le remplacement des vieux bureaucrates a commencé et se poursuit vigoureusement. La «Triple-Entente», c'est-à-dire l'union des trois plus grands syndicats anglais commence à rompre avec la vieille tradition bourgeoise anglaise du trade-unionisme «classique». Parallèlement au Congrès des Trade-Unions une conférence ouvrière se tint en mars 1920 à Londres où se réunirent tous les éléments de gauche du mouvement syndical anglais. C'est là un événement d'une portée historique pour le mouvement prolétarien mondial (voir dans le N° 10 de *L'Internationale Communiste* le compte rendu de cette Conférence). Si les partis communistes des différents pays savent adopter à l'égard des syndicats une attitude intelligente et décidée, cet acheminement vers la gauche des anciens syndicats se poursuivra non de jour en jour, mais bien d'heure en heure.

On ne peut pas rendre de plus grands services à Leghien, Gompers et Jouhaux que de boycotter, comme le conseillent certains communistes de «gauche», les anciens syndicats. Leghien, Jouhaux, Gompers, Appleton et Cie ne désirent rien plus que voir le meilleur élément ouvrier sortir de «leurs» syndicats et les en laisser maîtres incontestés. Mais l'Internationale Communiste n'accordera pas cette satisfaction-là aux chefs jaunes!

Le Deuxième congrès de l'Internationale Communiste adoptera sans nul doute quelque formule conçue à peu près en ces termes: La création d'une petite fraction communiste — ne fût-elle composée que d'une dizaine d'hommes — dans chaque syndicat a une grande signification révolutionnaire; une dizaine de résolutions grandiloquentes sur la sortie des communistes des syndicats «neutres-jaunes» a une profonde signification réactionnaire.

L'Internationale Communiste ayant complètement défilé la II^e Internationale au point de vue de l'union politique des organisations, doit à présent lutter pour l'influence dans les syndicats. La différenciation des éléments révolutionnaires et rétrogrades au sein du mouvement professionnel a déjà commencé et ne peut que progresser rapidement. A certains endroits le mouvement entraînera des scissions dans les syndicats. L'Internationale Communiste n'y verra rien de fâcheux lorsque ce sera inévitable. Mais au bout d'un temps relativement court, l'énorme majorité des ouvriers

appartenant maintenant aux syndicats «neutres-jaunes» sera de notre côté, s'emparera de ces syndicats, les transformera en syndicats vraiment prolétariens, les reconstruira, en chassera les agents du capital, en fera des organisations combattives et qui deviendront, comme c'est le cas en Russie, la clef de voûte de la dictature prolétarienne.

Enfin le Deuxième congrès de l'Internationale Communiste devra se prononcer d'une façon définitive sur le rôle des Partis Communistes avant comme après la conquête du pouvoir par le prolétariat. Les questions traitant du rapport entre le parti et les classes, de la dictature du parti et de la dictature de classe, les rapports entre les masses et les chefs, toutes ces questions jouent actuellement dans quelques pays un rôle considérable dans les débats entre communistes.

Il est étrange que quelques camarades qui voudraient passer pour des adeptes conséquents de Marx, — un des protagonistes les plus convaincus du centralisme prolétarien, — doutent de la nécessité de la centralisation du Parti Communiste et, parfois même, de la nécessité de l'existence d'un Parti Communiste en général.

Le Premier Congrès de l'Internationale Communiste a par exemple souhaité voir les I. W. W. d'Amérique entraînés dans le mouvement communiste comme des alliés possibles. Et c'était sans contredit, par suite d'une juste appréciation des choses. Les I. W. W. signifient d'une façon typique le renouvellement du mouvement ouvrier. Tandis que le vieux mouvement ouvrier, induit en erreur tombait complètement entre les mains des socialistes-fratres et que commençaient en même temps les convulsions sociales annonçant la proche naissance d'une société nouvelle, tandis qu'apparaissaient les signes précurseurs de la révolution prolétarienne, les I. W. W. jouissaient déjà d'une grande influence en Amérique, là, précisément, où les chefs du mouvement syndical étaient profondément corrompus, où le joug de la bourgeoisie «démocratique» était le plus infâme et où les conditions objectives de la révolution prolétarienne étaient pourtant au point. La tactique des I. W. W. n'est ni réfléchie ni conséquente. Dans certains groupes d'ouvriers courbés sous le double joug de l'écorceur millionnaire américain et leader «du» mouvement ouvrier, Gompers, on commence à serrer les poings. Un poing menaçant levé sur les exploiters américains — ainsi peut, en somme être résumée la tactique des I. W. W. Certes, ce poing menaçant que l'ouvrier montre au capitaliste nous est autrement agréable à voir que le visage de l'ouvrier résigné, humblement soumis au capitaliste et à ses valets social-démocrates. Mais la menace ne constitue pas et ne peut pas constituer la tactique de la classe opprimée combattant un monde d'ennemis et qui doit voir clairement toute l'étendue de son chemin.

Les Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.) se prononcent contre la nécessité pour la classe ouvrière d'avoir son parti politique même communiste. Les I. W. W. se nomment parfois communistes, tout en étant adversaires de toute lutte po-

litique dont ils n'attendent aucun résultat. Ils veulent transformer la Société en la réédifiant sur les syndicats. Au centre se trouverait le Conseil principal des Syndicats, à la périphérie — les syndicats par profession ou encore par industrie. Tous les partis jusques et y compris le parti communiste sont d'après les I. W. W. un mal; tout groupement de politiciens est une coterie ayant des intérêts bien définis. Toute centralisation, même celle du parti communiste est également un joug insupportable pour les adeptes conséquents des I. W. W. Ces derniers repoussent non seulement le parlementarisme comme une des formes de la lutte politique, mais toute lutte politique en général.

Et pourtant, nous avons dit que les I. W. W. pouvaient être les compagnons de route de l'Internationale Communiste. Comparés à Gompers et à Leghien, les I. W. W. représentent un progrès. Là-bas, des valets au service du capital, ici des gens qui haïssent sincèrement le joug du capital mais qui n'ont pas encore bien compris quelles méthodes offrent le maximum de chances de succès pour renverser le régime capitaliste édifié sur l'hypocrisie et la violence.

Il est certain que par rapport au mouvement syndical des neutres-jaunes, jusqu'à présent entièrement entre les mains des agents du capital, le syndicalisme révolutionnaire et la tactique des I. W. W. constituent un progrès.

Mais par rapport au marxisme révolutionnaire, et au communisme conséquent le syndicalisme révolutionnaire et la tactique des I. W. W. marquent un pas en arrière, un phénomène réactionnaire.

Sans un parti communiste puissant, il est impossible de libérer le prolétariat du joug capitaliste. Le Parti Communiste est le cerveau de la classe ouvrière. Un homme seul, privé de la vue, ne trouvera pas sa voie, n'atteindra pas son but, n'acquerra pas ce qui est nécessaire à un homme libre. De même la classe ouvrière ne peut accomplir la mission historique qui lui incombe, sans avoir à ses côtés le Parti Communiste, son avant-garde consciente. Il est l'incarnation de ce qu'il y a de plus clairvoyant, de plus honnête, de plus inébranlable, de plus noble, de plus capable de se sacrifier et de lutter. Il est l'arme la meilleure de la classe ouvrière. Il est un levier entre les mains de l'avant-garde de la classe ouvrière, le seul levier capable d'ébranler toute une classe et de la pousser dans la lutte révolutionnaire. La classe ouvrière sans parti communiste est un géant sans tête.

Lorsque nous voyons un homme qui se considère comme communiste, et qui en même temps ne veut pas d'un parti communiste indépendant nous lui disons: renoncer à l'idée d'un parti communiste indépendant équivaut à se trancher soi-même la main droite. Figurez-vous que vous avez à lutter avec un brigand fort et adroit. Que diriez-vous à celui qui viendrait vous conseiller, dans votre intérêt, de vous trancher la main droite avant que de commencer la lutte contre ce brigand?

Mais c'est justement ce conseil que nous donnent les camarades de «gauche» qui ne veulent pas comprendre que pour la lutte contre le brigand-capital il faut que nous ayons notre main

droite (le parti) et que cette main soit ferme, forte, une véritable main de fer.

Cette simple vérité n'a pas été comprise par quelques communistes «de gauche» qui marchent à la suite des I. W. W. On ne peut s'empêcher de sourire quand par exemple le docteur Fritz Wolfheim un des leaders des communistes «de gauche» démontre le plus sérieusement du monde aux ouvriers d'avant-garde allemands qu'ils doivent suivre l'exemple des I. W. W. Fritz Wolfheim et ses adeptes se croient des communistes d'avant-garde. En fait, ils ne font qu'éloigner du marxisme révolutionnaire le mouvement qu'ils ralentissent et rejettent dans un syndicalisme obscur et confus. On ne peut entendre sans colère les communistes allemands de gauche déclarer dans leur programme élaboré au congrès d'avril 1920 à Berlin qu'ils ont formé «un nouveau parti dans le vrai sens du mot». Les «gauches» allemands n'expriment pas toute leur pensée, mais il est bien clair qu'ils marchent ici sur les traces de Fritz Wolfheim et de ses disciples qui, à franchement parler, nient la nécessité du parti communiste en général et s'imaginent qu'on peut accomplir une révolution prolétarienne au moyen de «syndicats ouvriers» amorphes et neutres.

Il y a treize ans, après l'écrasement de la première révolution russe, les menchéviks émettent l'idée fameuse d'un congrès ouvrier neutre qui, d'après leurs théoriciens, devait remplacer les partis politiques du prolétariat, c'est-à-dire le parti au sens propre du mot. Les ouvriers avancés de l'époque ridiculisèrent cette idée réactionnaire. Quelques-uns de nos camarades d'Allemagne et des autres pays, ne s'aperçoivent pas qu'ils ne font que répéter à l'heure présente cette absurdité proposée par les menchéviks en 1906-1907.

Le parti communiste est à la classe ouvrière ce que l'air est aux poumons et le pain aux affamés. Sans lui, elle est comme privée de gouvernement. Sans lui, nous serions incapables d'offrir la moindre résistance, tant au point de vue des idées qu'au point de vue de l'organisation, à la classe bourgeoise et à ses mercenaires. Mais ce qu'il nous faut, c'est un parti communiste rigoureusement centralisé, avec une discipline de fer avec une organisation militaire. Oui, militaire. L'expérience du parti communiste russe qui, en Russie, détient si fermement le pouvoir, le prouve. Ce parti s'est formé en vingt ans par une sélection naturelle des prolétaires les plus conscients. Les statuts proclament le principe de la «centralisation démocratique». Il a réalisé une centralisation sévère dans les conditions les plus diverses: pendant les heures terribles de la réaction tsariste aussi bien que pendant les années de guerre civile. Ce parti compte actuellement environ 600.000 membres. Les syndicats groupent 4 1/2 millions de membres. Le nombre d'électeurs qui usent de leur droit de vote lors des élections des Soviets de Députés Ouvriers et Paysans en Russie, est, à peu près, de 80 millions. La population de la Russie Soviétiste actuelle est d'environ 120 millions d'habitants. Ce sont là les chiffres.

Nos adversaires, les Scheidemann et les

Gompers russes, nos menchéviks et socialistes-révolutionnaires ne cessent de reprocher à notre parti d'avoir établi en Russie la dictature du parti et non celle du «peuple travailleur». Mais chaque prolétaire russe conscient comprend que, sans cette dictature de fer du parti communiste, la puissance des Soviets, non seulement n'aurait pas pu se maintenir 3 ans, mais n'aurait pas même duré 3 semaines. Quand la classe ouvrière a été mise dans la nécessité de se défendre contre toute une meute d'adversaires, quand il lui a fallu tenir tête à une foule d'ennemis, quand la moitié du monde lui faisait la guerre, c'est le parti communiste qui prit sur lui la direction de la lutte, et qui en devint l'état-major général. A une heure où nous devions mobiliser des milliers de membres du parti pour les diriger sur le front, quand l'ouvrier devait être chaque jour prêt à sacrifier sa vie, quand toutes les 24 heures le gouvernement ouvrier devait prendre des décisions lourdes de conséquences et souvent d'une importance vitale — il fallait un parti centralisé avec une discipline militaire intérieure, un dévouement absolu à la cause, une confiance illimitée des membres au Comité central tout puissant, unie à une confiance réciproque, à une vaste camaraderie prolétarienne. Ce n'est qu'à ce prix que nous avons pu vaincre; c'est ce qui fait que nous pouvons aujourd'hui, d'un coup, lancer des milliers de membres sur un front, les transporter le lendemain sur un autre, le surlendemain donner nos meilleures forces à l'amélioration du transport. Ce n'est pas tout. Nous avons envoyé des dizaines de milliers de nos membres dans les provinces, pour y organiser des services d'approvisionnement pour les centres affamés, etc., etc. On ne peut pas tenir contre un monde d'ennemis, sans avoir un état-major puissant, une discipline de fer, une organisation sévère, ne relevant absolument que d'un seul centre de direction. Il va de soi que pour les communistes des pays, qui sont encore en lutte pour la conquête du pouvoir, il ne peut être question de s'occuper d'un type fédératif d'organisation ou de «l'autonomie» des «groupes» locaux. Il doivent s'adonner entièrement à la création d'un parti unique, rigoureusement centralisé, coulé d'un même métal, possédant une discipline de fer et édifié sur le principe de la centralisation prolétarienne. C'est là, la condition de la victoire; sans cela, nulle conquête n'est possible et la perte de la révolution est certaine.

Il ne faut pas croire qu'après la révolution le rôle du parti communiste sera diminué en quoi que ce soit. Au contraire l'expérience de la révolution prolétarienne russe a démontré qu'après la conquête du pouvoir, le rôle du parti communiste reste immense et s'élargit de jour en jour. Toutes les questions d'économie publique, d'organisation militaire, d'instruction publique, de politique, d'approvisionnement, etc., etc., dont dépend entièrement le sort de la révolution prolétarienne, se tranchent en Russie *avant tout et surtout dans l'enceinte du parti*. Et comme le parti groupe tout ce qu'il y a de meilleur dans la classe ouvrière de Russie, tout ce qui a été trempé et éprouvé par la lutte, il s'ensuit que le contrôle du parti sur les organes soviétistes et sur les syndicats est

la seule garantie sérieuse de la défense des intérêts de tout le prolétariat et non d'une corporation ou d'un groupe.

Les partisans du syndicalisme révolutionnaire, les I. W. W. et quelques communistes de «gauche» élaborent de très beaux projets de «société future» (Zukunftstaat) sans inutile centralisation, sans pression d'en haut, exclusivement fondée sur le principe de la solidarité entre camarades. Tout cela est fort beau. Mais il ne faut pas se passionner pour des romans utopiques dans le genre de celui de Bellami. Il faut se souvenir de la guerre civile qui nous entraînera avant que nous ayons renversé le capital. Nos amis de gauche oublient de nous dire comment, à l'aide de quelle organisation ils renverseront le capitalisme, proclameront la dictature du prolétariat et *défendront* cette dictature contre les attaques des ennemis, s'ils n'ont pas d'organisation centralisée? Ces mêmes amis de gauche oublient de répondre à la question principale: Quelle forme d'organisation prendra la dictature du prolétariat pendant cette période transitoire qui durera certainement quelques années et au cours de laquelle une organisation prolétarienne militaire centralisée sera une condition de victoire *sine qua non*.

Le prolétaire qui pense tant soit peu à la marche de la révolution prolétarienne dans les différents pays, doit se bien pénétrer de cette idée que, sans la création d'une armée rouge prolétarienne, il ne peut même pas être question de victoire du communisme. Or, est-il possible de créer une armée rouge sérieuse sans l'appuyer sur toute la nation, sur les bases d'une centralisation rigoureuse et d'une discipline de fer? Devons-nous nous appliquer à créer une armée rouge spéciale de métallurgistes, parallèlement à une armée rouge indépendante des fisserands, des travailleurs du bois, etc.? S'il fallait appliquer d'une façon conséquente l'idée des I. W. W. et de nos déraisonnables camarades de «gauche» il faudrait pourtant recourir à de pareilles méthodes qui mèneraient, à coup sûr, la révolution à sa perte.

Toutes ces questions devront être définitivement résolues au Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste. Il devra en finir avec les prétentions des syndicalistes à remplacer le parti; il devra répudier impitoyablement le point de vue petit-bourgeois quant à la centralisation prolétarienne; il devra établir des relations régulières entre les fractions communistes parlementaires et l'ensemble du parti communiste (naturellement sur le principe de la complète dépendance des parlementaires communistes du parti communiste légal ou clandestin); il devra séparer le bon grain communiste de l'ivraie syndicaliste.

• • •

Au dernier moment le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a ajouté une nouvelle question à l'ordre du jour: «De l'attitude envers les tendances du centre qui n'acceptent que verbalement la plateforme de la III-e Internationale; et des conditions de leur admission dans la III-e Internationale».

C'est un point très important.

Les thèses publiées au nom du C. E. ont la plus grande importance idéologique et politique; elles indiquent dans quel sens le Comité Exécutif souhaiterait orienter la politique du prochain congrès. Nous voulons montrer à nos camarades de la «gauche» leurs erreurs et les mettre en garde de la façon la plus sérieuse contre les fautes grossières qu'ils commettent parfois.

Pour nous, communistes russes, c'est un devoir à remplir. Ce n'est pas pour renoncer à cette lutte au sein de l'Internationale — puisque ces questions sont désormais internationales — que nous avons soutenu chez nous une lutte si vive contre les absurdités de la «gauche».

Nous ne reculons pas devant l'action la plus énergique sur le terrain des idées et même dans le domaine de l'organisation contre les adversaires de «gauche» de la tactique communiste.

Mais nous n'oublierons, à aucun moment, qu'il y a parmi ces «gauches» de nombreux militants pleinement dévoués à notre cause et qui, demain, comprenant leurs erreurs, seront entièrement avec nous.

Déjà nous voyons surgir dans certains pays des groupes communistes qui n'ont de *communiste* que le nom. La III^e Internationale est à la mode. Des gens n'y entrent que pour mieux y défendre *en fait* les opinions à la Kautsky, du «centre» socialiste. Il y a des gens qui se croient communistes tout en faisant reculer les perspectives de la révolution prolétarienne dans les lointains les plus nébuleux — comme le faisaient naguère certains prétendus orthodoxes pour lesquels le but final n'était qu'un doux mirage, le rêve d'un avenir lointain.

A ces «communistes» de droite nous ferons une guerre impitoyable.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste estime que le Deuxième Congrès devra s'efforcer d'établir les statuts de l'Internationale. Il va de soi, qu'en la matière ce qui importe le plus, ce n'est pas la forme mais l'esprit. Nous avons à créer une organisation communiste internationale, conforme à l'esprit de l'époque, c'est-à-dire capable de diriger *en fait* la lutte des prolétariats des différents pays, lutte qui, par la force des choses, deviendra de plus en plus internationale.

Au Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, nous pensons avoir à proposer à certains partis qui ont adhéré à l'Internationale Communiste d'envisager absolument toutes les conséquences nécessaires de leur acte. Nous estimons que tous les partis qui se rattachent à l'Internationale Communiste doivent accepter intégralement son programme et sa tactique et modifier en conséquence, leur appellation. C'est une question de la plus haute importance. Il faut que tous les travailleurs du monde, même les plus ignorants, petits paysans et ouvrières, saisissent

bien nettement la différence entre les communistes combattant pour la révolution prolétarienne et la social-démocratie qui aide la bourgeoisie à étrangler la classe ouvrière. La nouvelle appellation du parti, ne signifierait naturellement rien si les idées ne changeaient pas. Mais celui qui a modifié fondamentalement son action, qui accepte intégralement les principes communistes, doit également modifier le nom de son parti.

Nous avons encore à exiger des partis qui adhèrent à l'Internationale Communiste l'exclusion de M.M. les social-démocrates qui, bien que n'y constituant qu'une minorité, y restent pour en saboter l'action. Sans aller plus loin, nous prendrons, pour exemple, le parti italien, le premier venu à l'Internationale Communiste et qui a rendu une foule de services à la révolution prolétarienne. Nous sommes absolument d'accord avec le camarade suisse Humbert-Droz, qui réclamait dernièrement dans un article, l'exclusion de ses rangs de M.M. Turatti et Cie. Turatti et ses amis sont des opportunistes avérés, partisans de la Deuxième Internationale. La majorité du parti italien adopte nettement le point de vue communiste. Turatti demeure pourtant dans ce parti. Ce qui en fait officiellement un membre de l'Internationale Communiste. Cette situation n'est pas tolérable. L'accepter serait continuer les pires traditions de la Deuxième Internationale. Ce serait prouver que par respect d'une unité apparente, nous gardons dans nos rangs des gens qui, au moment décisif, trahiront la révolution prolétarienne. Celui qui a dit: j'adhère à l'Internationale Communiste doit savoir rompre, une fois pour toutes, avec les social-démocrates. Celui qui adhère à l'Internationale Communiste, non pas pour suivre le courant, non pas pour faire des concessions à l'état d'esprit des travailleurs, non pas par méprisable «diplomatie», doit savoir tirer toutes les déductions pratiques, qui découlent de son geste.

Deux mondes sont dressés l'un contre l'autre. Classe contre classe. Proletariat contre bourgeoisie. La moindre équivoque en pareille occurrence peut avoir des conséquences fatales. La plus petite faute politique ou d'organisation, peut coûter en ces heures graves des milliers de victimes prolétariennes. La clarté du programme, la franchise de la tactique, la précision du travail d'organisation — sont les conditions d'existence indispensables de l'Internationale Communiste, si elle veut remplir le grand rôle historique qu'elle s'est assigné.

Le prochain congrès de l'Internationale Communiste sera, à la veille de la grande bataille décisive, l'appel général des ouvriers d'avant-garde de tous les pays. Les ouvriers communistes de tous les pays doivent faire tout ce qui dépend d'eux pour que le Deuxième Congrès puisse, dans l'histoire du mouvement de libération du prolétariat, écrire la page qu'il lui appartient d'écrire.

G. ZINOVIEV.

14 mai 1920.
Koursk—Kharkov.



DU TERRORISME

«La Révolution entraîne, — gémit Kautsky (dans son livre *Terrorisme et communisme*)—un terrorisme sanguinaire mis en vigueur par des gouvernements socialistes. En Russie, les bolchéviks se sont engagés les premiers dans cette voie. C'est ce qui les a fait désavouer de la façon la plus sévère par tous les socialistes qui n'admettent pas le point de vue bolchévik et au nombre desquels figurent les majoritaires allemands. Mais ces derniers ne se sont pas sitôt sentis menacés dans leur domination qu'ils n'ont pas hésité à recourir à leur tour aux méthodes du terrorisme dont ils avaient condamné l'emploi en Orient». Il semblerait donc qu'il eût fallu tirer de ces prémisses la conclusion que le terrorisme est bien plus profondément lié à la nature de la Révolution que ne l'avaient pensé certains sages. Kautsky en tire lui, une conclusion diamétralement opposée. Le développement formidable du terrorisme des blancs et des rouges dans toutes les dernières révolutions—russe, finlandaise, allemande, autrichienne, hongroise—lui est une preuve que ces révolutions ont dévié de leur bonnic voie et qu'elles ne se sont pas montrées telles qu'elles auraient dû l'être conformément à ses rêveries théoriques. Sans nous attarder à discuter de «l'immanence» du terrorisme considéré «en soi», dans la Révolution comprise, elle aussi, «en soi», arrêtons-nous sur l'exemple de quelques révolutions telles que nous les montre l'histoire vivante de l'humanité.

Nous rappellerons, tout d'abord, la Réforme qui trace une sorte de démarcation entre l'histoire du moyen-âge et l'histoire moderne: plus elle embrassait les intérêts profonds des masses populaires, plus elle prenait d'ampleur, plus la guerre civile qui se déroulait sous les étendards religieux devenait acharnée et plus la terreur était, des deux côtés, impitoyable.

Au XVII^e siècle l'Angleterre accomplit deux révolutions: la première, qui provoqua de violentes commotions sociales et de longues guerres, amena, notamment, l'exécution de Charles I^{er}; la deuxième s'est heureusement terminée par l'arrivée au trône d'une dynastie nouvelle. La bourgeoisie anglaise et ses historiens considèrent ces deux révolutions sous des angles bien différents: la première est à leurs yeux une abominable Jacquerie, une «vaste rébellion»; la deuxième a reçu le nom de «glorieuse révolution». L'historien français Augustin Thierry a montré les causes de cette différence d'appréciation. Dans la première révolution anglaise, dans la «vaste rébellion», le peuple agissait, alors que dans la deuxième, il s'était presque «tu». D'où il résulte que

sous un régime d'esclavage de classe il est bien difficile d'apprendre les bonnes manières aux masses opprimées. Exaspérées elles se battent avec des épieux et des pierres, avec le feu, et la corde. Les historiens au service des monarches et des exploitateurs en sont quelquefois offensés. Remarquons toutefois, que dans l'histoire de la nouvelle Angleterre (bourgeoise) c'est la «vaste rébellion» qui se situe comme un événement capital et non la «glorieuse révolution».

L'événement le plus considérable de l'histoire moderne après la Réforme et la «vaste rébellion», événement qui par son importance laisse loin derrière lui les deux précédents c'a été la Grande Révolution française.

La Révolution classique a engendré le terrorisme classique. Kautsky est prêt à excuser la terreur des Jacobins, en reconnaissant qu'aucune autre mesure ne leur eût permis de sauver la république. Mais nul n'a que faire de cette justification tardive. Pour les Kautsky de la fin du XVIII^e siècle (les leaders des Girondins français) les Jacobins personnifiaient le mal. Voici, dans toute sa banalité, une comparaison suffisamment instructive des Girondins avec les Jacobins. Nous la trouvons sous la plume d'un des historiens bourgeois français. «Les uns comme les autres voulaient la République...» Mais les Girondins «voulaient» une République légale, libre, généreuse. Les Montagnards «voulaient (!) une République despotique et terrible. Les uns et les autres se déclaraient pour la souveraineté du peuple; mais entendaient fort justement, les Girondins, sous le mot peuple l'ensemble de la population; tandis que pour les Montagnards, peuple n'était que la classe laborieuse; et dès lors, c'est à ces hommes seuls que devait appartenir le pouvoir». L'antithèse entre les paladins chevaleresques de l'Assemblée Constituante et les réalisateurs sanguinaires de la dictature prolétarienne est ici assez bien indiquée dans les termes politiques de l'époque.

La dictature de fer des Jacobins avait été appelée par la situation extrêmement critique de la France révolutionnaire. Voici ce qu'en dit un historien bourgeois: «Les armées étrangères étaient entrées en territoire français par quatre côtés à la fois; au nord, les Anglais et les Autrichiens; en Alsace, les Prussiens; en Dauphiné et jusqu'à Lyon, les Piémontais; en Roussillon, les Espagnols. Et cela à un moment où la guerre civile faisait rage sur quatre points différents: en Normandie, en Vendée, à Lyon et à Toulon». Et il faut encore y ajouter les ennemis de l'intérieur, les innombrables défenseurs cachés du

vieil ordre de choses, prêts à aider l'ennemi par tous les moyens.

La rigueur de la dictature prolétarienne en Russie, dirons-nous, a été conditionnée par des circonstances non moins critiques. Un front ininterrompu du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. Outre les armées contre-révolutionnaires de Koltchak, de Dénikine, etc., la Russie soviétiste était simultanément ou successivement attaquée par les Allemands, les Autrichiens, les Tchéquo-Slovaques, les Roumains, les Français, les Anglais, les Américains, les Japonais, les Finlandais, les Esthoniens et les Lithuaniens. A l'intérieur du pays, bloqué de toutes parts et mourant de faim, ce n'était que complots incessants, révoltes, actes terroristes, destruction des dépôts, des voies ferrées et des ponts. «Le gouvernement qui avait pris sur lui de lutter avec l'ennemi innombrable de l'extérieur et de l'intérieur, n'avait ni argent, ni armée suffisante, en un mot, rien, sauf une énergie sans limite, un appui chaleureux de la part des éléments révolutionnaires du pays et l'audace de recourir à toutes les mesures pour le salut de la patrie, quels qu'en fussent l'arbitraire, l'illégalité et la vigueur». C'est en ces termes que Plékhanoff caractérisait autrefois le gouvernement des Jacobins (*Le Social-Démocrate: Aperçu politique et littéraire d'une période de trois mois. Février. Tome premier. Londres 1890. Article sur le «Centenaire de la Grande Révolution», p. 6-7*).

Mais tournons-nous vers la Révolution qui s'est produite dans la deuxième moitié du XIX^{me} siècle, aux Etats-Unis, pays de la «démocratie». Bien qu'il se fût agi non de l'abolition de la propriété privée, mais de l'abolition de la traite des noirs, les institutions de la démocratie n'en avaient pas moins été tout-à-fait incapables de résoudre le conflit par la voie pacifique. Les Etats du Sud, battus aux élections présidentielles de 1860, avaient décidé de recouvrer, à n'importe quel prix, l'influence qu'ils avaient jusqu'alors exercée pour le maintien de l'esclavages des noirs et, tout en prononçant, comme il est d'usage, des discours grandiloquents sur la liberté et l'indépendance, ils s'engageaient dans la voie qui conduisait à la révolte des propriétaires-esclavagistes. Toutes les conséquences ultérieures de la guerre civile devaient en résulter inévitablement. Dès le début de la lutte le gouvernement militaire de Ballimore enfermait malgré le «habeas corpus», au fort Mac Henry, plusieurs partisans esclavagistes. La question de la légalité ou de l'illégalité de ces actes faisait l'objet d'une chaude discussion entre les «principaux notables» de l'endroit. Le juge suprême Teinsy déclara que le Président de la République n'avait ni le droit de suspendre l'action du «habeas corpus» ni celui de conférer de semblables pouvoirs aux autorités militaires. «Telle est, selon toute probabilité, la solution normale de cette question,—dit un des premiers historiens de la guerre américaine. Mais la situation était si critique et la nécessité de prendre des mesures radicales à l'égard de la population de Ballimore si impérieuse, que le gouvernement et le peuple des Etats-Unis réclamaient les mesures les plus énergiques» (*Histoire de la guerre*

américaine, par Fletcher, lieutenant-colonel des fusiliers écossais de la garde, traduit de l'anglais, St-Petersbourg, 1867, p. 95).

Les quelques objets dont le Sud révolutionnaire avait besoin lui étaient fournis secrètement par les commerçants du Nord. Dans ces conditions il ne restait plus aux habitants du Nord qu'à recourir aux répressions. Le 6 août 1861 un bill du Congrès sur la confiscation de la propriété privée employée à des fins insurrectionnelles fut ratifié par le président. Le peuple, représenté par des éléments les plus démocratiques était enclin aux mesures extrêmes, le parti républicain avait au Nord une majorité décisive et tous ceux qui étaient suspectés de secessionnisme, c'est-à-dire de favoriser les états dissidents du Sud, étaient l'objet de violences. Dans quelques villes du Nord et même dans les états de la Nouvelle Angleterre qui se glorifiaient de leur bon ordre, la population saccagea à diverses reprises les locaux de journaux qui soutenaient les esclavagistes insurgés et brisa leurs presses. Il n'était pas rare de voir les éditeurs révolutionnaires enduits de goudron, roulés dans des plumes et promenés par les rues dans cet accoutrement jusqu'au moment où ils consentaient à jurer fidélité à l'Union. La personnalité d'un planteur enduite de goudron n'avait plus rien de commun avec «la chose en soi» et de ce chef l'impératif catégorique de Kant a subi au cours de la guerre civile américaine plus d'un échec. Mais ce n'est pas tout. «Le gouvernement de son côté, nous raconte le même historien, eut recours à diverses mesures de répression contre les publications qui n'adoptaient pas son point de vue. Et la presse américaine qui avait jusqu'alors bénéficié de la plus grande liberté se trouva très rapidement dans une posture tout aussi fâcheuse que celle des monarchies abolues de l'Europe. La liberté de la parole eut le même sort. Ainsi,—continue le lieutenant-colonel Fletcher,—le peuple américain se vit privé au même instant de la plupart de ses libertés. Il est à remarquer—ajoute-t-il en moraliste—que la majorité de la population était tellement absorbée par la guerre et si profondément disposée à consentir à tous les sacrifices pour atteindre son but que loin de regretter la perte de ses libertés, elle semblait ne pas s'en apercevoir» (*Histoire de la guerre américaine* p. 162-164).

Les sanguinaires esclavagistes du Sud et leur valetaille déchainée agirent avec une fureur beaucoup plus grande. «Partout,—raconte le comte de Paris—où se formait une majorité en faveur des propriétaires - esclavagistes, l'opinion publique devenait terriblement despotique à l'égard de la minorité. Tous ceux qui regrettaient le drapeau national, étaient contraints au silence. Mais cela parut bien insuffisant. Comme il arrive dans toutes les révolutions on contraignit les indifférents à exprimer leur attachement à la nouvelle cause. Ceux qui s'y refusaient étaient donnés en pâture à la haine et à la violence de la populace... Dans tous les centres de la civilisation naissante (états du sud-ouest) se constituèrent des comités de vigilance composés de tous ceux qui s'étaient signalés par leur extrémisme au cours de la lutte

électorale... Le cabaret était le lieu ordinaire de réunions et l'orgie s'y mêlait à une misérable parodie des formes souveraines de la justice. Quelques énergumènes siégeant autour d'un comptoir sur lequel coulait le jam et le whisky jugeaient leurs concitoyens présents et absents. L'accusé avant même d'être questionné voyait déjà préparer la corde fatale. Et celui qui ne comparait pas devant le tribunal apprenait sa condamnation en tombant sous la balle du bourreau tapi dans les broussailles de la forêt... Ce tableau évoque les scènes qui se déroulent chaque jour dans les régions où opèrent Dénikine, Koltchak, Youdénitch et les autres champions de la « démocratie » franco-anglaise et américaine.

Comment se posait la question du terrorisme sous la Commune de Paris? c'est ce que nous verrons plus loin. Quoi qu'il en soit, les efforts que fait Kautsky pour nous opposer la Commune ne sont nullement fondés et l'obligent à recourir à une piètre phraséologie.

Il faut, paraît-il, regarder les arrestations d'otages comme « inhérentes » au terrorisme de la guerre civile. Kautsky adversaire du terrorisme et des arrestations d'otages, est cependant pour la Commune de Paris (il est vrai qu'elle vécut il y a cinquante ans). La Commune avait pourtant pris des otages. D'où chez notre auteur un certain embarras. Mais à quoi servirait la casuistique, si ce n'était dans ces circonstances?

Les décrets de la Commune sur les otages et sur leur exécution en réponse aux cruautés des Versaillais ont été motivés, — selon la profonde explication de Kautsky — par le désir de conserver des vies humaines et non par un désir de meurtre. Admirable découverte! Il ne reste plus qu'à l'élargir. On peut et on doit faire comprendre qu'en temps de guerre civile nous exterminons les gardes-blancs afin qu'ils n'exterminent pas les travailleurs. Dès lors notre but n'est pas de supprimer des vies humaines, mais bien de les préserver. Si pour leur préservation il nous arrive de devoir combattre les armes à la main, et si cela nous conduit à des exterminations — il y a là une énigme dont le secret dialectique a été élucidé par le vieil Hegel, pour ne point parler des sages appartenant à des plus anciennes écoles.

La Commune n'aurait pu se maintenir et s'affermir qu'en faisant une guerre sans merci aux Versaillais. Ceux-ci avaient, à Paris, bon nombre d'agents. En guerre avec les bandes de Thiers, la Commune n'aurait pu faire autrement que d'exterminer les Versaillais tant sur le front qu'à l'arrière. Si son autorité avait dépassé les limites de Paris, elle se fût heurté — dans le développement de la guerre civile avec l'armée de l'Assemblée nationale — à des ennemis bien plus dangereux, au sein même de la population. La Commune n'aurait pas pu — en tenant tête aux royalistes, accorder la liberté de parole à leurs agents de l'arrière.

Kautsky, en dépit des grands événements actuels, ne se fait aucune idée de la guerre en général et de la guerre civile en particulier. Il n'arrive pas à comprendre que tout partisan de Thiers à Paris, n'était pas qu'un simple « adver-

saire » idéologique des communards, mais bien un agent et un espion de Thiers, un ennemi mortel, guettant le moment pour leur tirer dans le dos. Or, l'ennemi doit être mis dans l'impossibilité de nuire, ce qui en temps de guerre ne peut se traduire que par sa suppression.

En la révolution comme en guerre il s'agit de briser la volonté de l'ennemi, de le réduire à capituler en acceptant les conditions du vainqueur.

La volonté est, assurément, un fait d'ordre psychologique, mais à la différence d'un meeting, d'une réunion publique ou d'un congrès, la révolution poursuit ses fins par le recours à des moyens matériels, bien que dans une mesure moindre que la guerre.

La bourgeoisie s'est emparée du pouvoir par l'insurrection, elle l'a affirmé par la guerre civile. En temps de paix elle garde le pouvoir à l'aide d'un appareil de coercition très complexe. Aussi longtemps qu'il y aura une société de classes, fondée sur les antagonismes les plus profonds, l'emploi des répressions sera indispensable pour soumettre la partie adverse.

Si même, la dictature du prolétariat naissait, dans quelque pays, au sein de la démocratie, la guerre civile ne serait pas écartée pour cela. La question de savoir à qui appartiendra le pouvoir dans le pays, c'est-à-dire, si la bourgeoisie doit vivre ou périr, se résoudra non par des références aux articles de la Constitution, mais par le recours à toutes les formes de la violence. Quoi que fasse Kautsky pour analyser la nourriture de l'antropophagique (voir la page 85 et suivantes de son livre) et les autres circonstances proches ou lointaines qui lui permettront de déterminer les causes de la cruauté humaine, il ne trouvera pas dans l'histoire d'autres moyens de briser la volonté de classe de l'ennemi que le recours énergique à la force.

Le degré d'acharnement de la lutte dépend de toute une série de conditions intérieures et internationales. Plus la résistance de l'ennemi de classe vaincu se montrera acharnée et dangereuse, plus inévitablement le système de coercition se transformera en système de terreur.

Mais ici Kautsky prend inopinément une nouvelle position dans la lutte avec le terrorisme soviétiste; il feint tout simplement d'ignorer la furieuse résistance contre-révolutionnaire de la bourgeoisie russe. « On n'a pas — dit-il — observé semblable acharnement à Pétrograd et à Moscou en novembre 1917 et moins encore à Budapest tout récemment », (p. 102).

Par suite de cette façon heureuse de poser la question le terrorisme devient tout simplement un produit de l'esprit sanguinaire des bolchéviks rompant en même temps avec les traditions de l'antropophagique herbivore et les leçons de morale du « kautskisme ».

La conquête du pouvoir par les Soviets au début de novembre 1917 (nouveau style) s'est accomplie au prix des pertes insignifiantes. La bourgeoisie russe se sentait tellement éloignée des masses populaires, tellement impuissante à l'intérieur, si compromise par le cours et l'issue de la guerre, si démoralisée par le régime de Kérénsky, qu'elle ne se risqua pas pour ainsi dire,

à résister. A Pétersbourg, le pouvoir de Kérensky fut renversé presque sans combat. A Moscou la résistance se prolongea surtout par suite du caractère indécis de nos propres actions. Dans la plupart des villes de province le pouvoir passa aux Soviets sur un simple télégramme de Pétersbourg ou de Moscou. Si les choses en étaient restées là il n'aurait jamais été question de terreur rouge. Mais dès novembre 1917 j'avais été témoin d'un commencement de résistance de la part des possédants. Il est vrai qu'il fallait l'intervention des gouvernements impérialistes d'Occident pour donner à la contre-révolution cette confiance en soi et à sa résistance une force toujours croissante. Ce que l'on peut prouver par les faits quotidiens importants ou secondaires qui se sont produits pendant toute la révolution soviétique.

«Le Grand Quartier Général» de Kérensky ne sentait aucun appui dans les masses de soldats. Il était disposé à reconnaître sans résistance le pouvoir soviétique qui entamait des pourparlers avec les Allemands en vue de la conclusion de l'armistice. Une protestation des missions militaires de l'Entente, accompagnée de menaces directes devait s'ensuivre. Le G. O. G. s'effraya. Sous la pression des officiers «alliés» il entra dans la voie de la résistance, suscitant ainsi un conflit armé et l'assassinat du chef de l'Etat-major, le général Doukhonine, par un groupe de matelots révolutionnaires.

A Pétersbourg les agents officiels de l'Entente, et tout particulièrement la Mission militaire française, agissant de concert avec les socialistes révolutionnaires et les menchévicks, organisaient ouvertement la résistance dès le deuxième jour de la révolution. Ils mobilisèrent, armèrent et dirigèrent contre nous les aspirants (junkers) et la jeunesse bourgeoise. La révolte des junkers du 10 novembre a coûté cent fois plus de pertes que la révolution du 7 novembre. L'aventure Kérensky-Krassnov contre Pétrograd, suscitée par l'Entente, devait introduire naturellement dans la lutte les premiers éléments d'acharnement. Le général Krassnov fut néanmoins remis en liberté sur parole. L'insurrection de Yaroslav (au cours de l'été 1918) qui coûta tant de victimes, fut organisée par Savinkov, sur les ordres de l'Ambassade de France et à ses frais. Arkhangelsk fut pris selon le plan des agents militaires et navals anglais, avec le concours des vaisseaux de guerre et des avions anglais. L'avènement de Kolitchak, l'homme de la finance américaine, a été le fait des légions étrangères, tchéco-slovaques, à la solde du gouvernement français. Kalédine et Krassnov, premiers leaders de la contre-révolution du Don, que nous avions remis en liberté ne purent obtenir quelques succès partiels que grâce à l'aide financière et militaire de l'Allemagne. En Ukraine le pouvoir soviétique fut renversé au début de 1918 par le militarisme allemand. C'est avec les moyens financiers et techniques de la France et de la Grande Bretagne que l'armée contre-révolutionnaire de Dénikine fut créée. Ce n'est que dans l'espoir d'une intervention de l'Angleterre et par suite de son aide matérielle que l'armée de Youdénitch fut organisée.

Les politiciens, les diplomates et les journalistes des pays de l'Entente, débattaient en toute franchise, depuis deux ans la question de savoir si la guerre civile en Russie est une entreprise suffisamment avantageuse pour qu'on la puisse financer. Dans de telles conditions, il faut un crâne dur comme la pierre pour rechercher les causes du caractère sanglant de la guerre civile en Russie dans la mauvaise volonté des bolchévicks et non dans la situation internationale.

Le prolétariat russe s'est engagé le premier dans la voie de la révolution sociale, et la bourgeoisie russe, politiquement impuissante, a eu l'audace de ne pas consentir à son expropriation politique et économique, uniquement parce qu'elle voyait partout ses aînées au pouvoir nanties de toute la puissance économique, politique et dans une certaine mesure militaire.

Si notre révolution d'octobre s'était produite quelques mois ou même quelques semaines après la conquête du pouvoir par le prolétariat en Allemagne, en France et en Angleterre, il ne peut y avoir de doute que notre révolution eût été la plus pacifique, la moins «sanglante» des révolutions possibles ici-bas. Mais cet ordre historique, — à première vue le plus naturel et en tout cas le plus avantageux, pour la classe révolutionnaire russe — n'a pas été enfreint par notre faute, mais par la faute des événements: au lieu d'être le dernier le prolétariat russe a été le premier. C'est précisément cette circonstance qui a donné, après la première période de confusion, un caractère très acharné à la résistance des ex-classes dominantes de Russie et qui a obligé le prolétariat russe, à l'heure des plus grands dangers, des agressions de l'extérieur, de complots et de révoltes à l'intérieur, à recourir aux cruelles mesures de la terreur gouvernementale.

Que ces mesures aient été inefficaces, c'est ce que personne ne peut dire actuellement. Mais peut-être voudra-t-on les considérer comme «inadmissibles».

La classe ouvrière qui s'est emparée du pouvoir en combattant, avait pour tâche et pour devoir de l'affermir inébranlablement, d'assurer définitivement sa domination, de couper toute envie de coup d'Etat chez ses ennemis et de se donner, par cela même, la possibilité de réaliser les grandes réformes socialistes. Ou bien il ne fallait pas prendre le pouvoir. La révolution n'implique pas «logiquement» le terrorisme, de même qu'elle n'implique pas l'insurrection armée. Solennelle banalité! Mais par contre la révolution exige de la classe révolutionnaire qu'elle mette tous les moyens, en œuvre pour atteindre ses fins; par l'insurrection armée, s'il le faut; par le terrorisme, si c'est nécessaire. La classe ouvrière qui a conquis le pouvoir les armes à la main doit briser par la violence toutes les tentatives qu'on fera de le lui arracher. Partout où elle se trouvera en présence d'un complot armé, d'un attentat, d'une révolte, sa répression sera impitoyable. Peut-être Kautsky a-t-il inventé d'autres moyens? Ou ramène-t-il toute la question au degré de coercition et proposerait-il, dans ce cas de recourir à l'emprisonnement plutôt qu'à la peine de mort?

La question des formes et du degré de la répression, n'est assurément pas une question «de principe». C'est une question de moyens en vue d'atteindre le but. A une époque révolutionnaire le parti qui a été chassé du pouvoir, qui ne veut pas admettre la stabilité du parti dirigeant et qui le prouve par la lutte forcée qu'il mène contre lui, ne se laissera pas intimider par la menace des emprisonnements à la durée desquels il ne croit pas. C'est uniquement par ce simple fait décisif que s'explique l'application fréquente de la peine de mort dans la guerre civile.

Mais peut-être Kautsky veut-il dire que la peine de mort n'est pas en général conforme au but qu'on veut atteindre, et qu'il est impossible d'effrayer les «classes»?

Ce n'est pas vrai. La terreur est impuissante—et encore n'est ce qu'en «fin de compte» qu'elle l'est—si elle est appliquée par la réaction contre la classe qui se soulève en vertu des lois de son développement historique. La terreur doit par contre être efficace contre la classe réactionnaire qui ne veut pas quitter l'arène. L'intimidation est le plus puissant moyen d'action politique tant dans la sphère internationale qu'à l'intérieur. La guerre, de même que la Révolution, repose sur l'intimidation. Une guerre victorieuse n'extermine en règle générale qu'une partie infime de l'armée vaincue, mais démoralise les autres, et brise leur volonté. La révolution agit de même: elle tue quelques personnes, elle en effraie mille. Dans ce sens, la terreur rouge ne se distingue pas en principe de l'insurrection armée, dont elle n'est que la continuation. Ne peut condamner «moralement» la terreur gouvernementale de la classe révolutionnaire que celui qui en principe réprouve (en paroles) toute violence en général. Mais il faut n'être pour cela qu'un quaker hypocrite.

Comment donc distinguer votre tactique de celle de l'autocratie?—nous demandons les pontifes du libéralisme et du «Kautskisme».

Vous ne le comprenez pas, faux dévots? Nous vous l'expliquerons. La terreur du tsarisme était dirigée contre le prolétariat. La gendarmerie tsariste étrangeait les travailleurs, qui militaient pour le régime socialiste. Nos Commissions Extraordinaires fusillaient les grands propriétaires, les capitalistes, les généraux qui s'efforçaient de rétablir le régime capitaliste. Vous saisissez cette... nuance? Oui? Pour nous, communistes, elle est tout-à-fait suffisante.

La liberté de la presse.

Auteur d'un grand nombre de livres et d'articles, Kautsky est particulièrement affligé des atteintes à la liberté de la presse. Est-il admissible de supprimer les journaux?

En temps de guerre toutes les institutions, organes du pouvoir gouvernemental et de l'opinion publique deviennent, directement ou indirectement, des organes pour la conduite de la guerre. Ceci concerne en premier lieu la presse. Nul gouvernement soutenant une guerre sérieuse ne peut permettre la publication sur son terri-

toire de publications, qui ouvertement ou non favoriseraient l'ennemi. A plus forte raison en période de guerre civile. La nature de cette dernière est telle que les deux ont à l'arrière de leurs troupes des populations faisant cause commune avec l'ennemi. A la guerre, où la mort sanctionne les succès et les insuccès, les agents ennemis qui se sont faulxés à l'arrière des armées doivent subir la peine de mort. Loi inhumaine, sans doute, mais personne n'a considéré encore la guerre comme une école d'humanité, à plus forte raison la guerre civile. Peut-on sérieusement exiger que pendant la guerre avec les bandes contre-révolutionnaires de Dénikine les publications des partis qui le soutiennent puissent paraître sans encombre à Moscou et à Pétersbourg? Le proposer au nom de la «liberté» de la presse équivaldrait à exiger au nom de la publicité la publication, des secrets militaires. «Une ville assiégée—écrivait le Communiste Arthur Arnoux—ne peut admettre ni que le désir de la voir tomber s'exprime librement dans son sein, ni qu'on excite ses défenseurs à la trahison, ni qu'on communique à l'ennemi les mouvements de ses troupes». Telle a pourtant été la situation de la république soviétique depuis sa fondation. Ecoutez, cependant, ce que dit Kautsky à ce sujet.

«La justification de ce système (il s'agit de la suppression de la presse) se résume en la créance naïve qu'il y a une vérité absolue (!) que seuls les communistes détiennent (!). Elle se résume aussi—continue Kautsky en cette autre opinion—que tous les écrivains mentent de par leur nature (!) et que seuls les communistes sont des fanatiques de la vérité (!), alors qu'en réalité, les menteurs et les fanatiques de ce qu'ils considèrent comme la vérité, se rencontrent dans tous les camps». Etc., etc., etc. (p. 119).

Ainsi, pour Kautsky, la révolution dans sa phase aiguë, quand il s'agit pour les classes de vie ou de mort, reste comme autrefois une discussion littéraire en vue d'établir... la vérité. Que c'est profond!.. Notre «vérité» n'est certainement pas absolue. Mais du fait qu'à l'heure actuelle nous versons du sang en son nom, nous n'avons aucune raison, aucune possibilité d'engager une discussion littéraire sur la relativité de la vérité avec ceux qui nous «critiquent» en faisant flèche de tout bois. Notre tâche ne consiste pas non plus à punir les menteurs et à encourager les justes de la presse de toutes les tendances, mais uniquement à étouffer le mensonge de classe de la bourgeoisie et à assurer le triomphe de la vérité de classe du prolétariat—indépendamment du fait qu'il y a dans les deux camps des fanatiques et des menteurs.

«Le pouvoir soviétique — s'afflige plus loin Kautsky — a détruit l'unique force qui puisse aider à extirper la corruption: la liberté de la presse. Le contrôle au moyen d'une liberté de presse sans limites aurait été le seul moyen de brider les bandits et les aventuriers qui voudront inévitablement profiter de tout pouvoir non limité, non contrôlé...» (p. 140) Ainsi de suite. La presse, arme sûre contre la corruption! Cette recette libérale sonne bien tristement quand on songe aux deux pays de la plus grande «liberté» de presse: l'Amé-

rique du Nord et la France, qui sont en même temps les pays où la corruption capitaliste atteint son apogée.

Nourri des commérages désuets des arrières-boutiques politiques de la révolution russe, Kautsky s' imagine que privé de la presse des cadets et des menchéviks l'appareil soviétiste sera détérioré par les «bandits et par les aventuriers». Tel était le son de la cloche des menchéviks il y a un an et demi... A l'heure actuelle ils n'oseraient plus eux-mêmes le répéter. A l'aide du contrôle soviétiste et de la sélection qu'opère sans cesse le parti dans une atmosphère de lutte acharnée, le pouvoir soviétiste a eu raison des bandits et des aventuriers, montés à la surface au moment de la révolution, incomparablement mieux que ne l'aurait fait à n'importe quel moment tout autre pouvoir.

Nous faisons la guerre. Nous nous battons, non à vie, mais à mort. La presse n'est pas l'arme d'une société abstraite, mais de deux camps inconciliables, qui se combattent par les armes. Nous supprimons la presse de la contre-révolution comme nous détruisons ses positions fortifiées, ses dépôts, ses communications, ses services d'espionnage. Nous nous privons des révélations des cadets et des menchéviks sur la corruption de la classe ouvrière. Par contre nous détruisons victorieusement les fondements de la corruption capitaliste.

Mais Kautsky va plus loin dans le développement de son thème: il se plaint que nous ferions les journaux des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks et même — cela arrive — que nous arrêtons leurs leaders. Est-ce qu'il ne s'agit pas ici de «nuances» dans le prolétariat ou dans le mouvement socialiste? Notre pédagogie, derrière ces mots couverts, ne voit pas les faits. Les menchéviks et les socialistes révolutionnaires ne constituent pour lui que des tendances politiques, alors qu'ils se sont transformés au cours de la Révolution en des organisations étroitement alliées à la contre-révolution et qui nous font une guerre déclarée. L'armée de Koltchak a été formée par les socialistes-révolutionnaires (comme ce nom sonne aujourd'hui faux et creux!) et soutenue par les menchéviks. Sur le front nord les uns et les autres combattent contre nous depuis un an et demi. Les dirigeants menchéviks du Caucase, ex-alliés des Hohenzollern, alliés présentement à Lloyd-Georges, arrêtaient et fusillaient les bolchéviks en parfait accord avec les officiers anglais et allemands. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de la Rada de Kouban ont créé l'armée de Dénikine. Les menchéviks esthoniens, membres du gouvernement, ont participé directement à la dernière offensive de Youdénitch contre Pétrograd.

Ce sont là des «tendances» du socialisme... Kautsky pense qu'on peut se trouver en état de guerre déclarée avec les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, qui, avec l'aide des armées de Youdénitch, de Koltchak, de Dénikine, créées grâce à leur concours, militent pour leur «nuance» socialiste, et accorder en même temps, à l'arrière de notre front, à ces innocentes «nuances» la liberté de la presse.

Si le conflit entre les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks avait pu être solutionné par la persuasion et le vote, c'est-à-dire s'il n'y avait pas eu derrière eux des impérialistes russes et étrangers, il n'y aurait pas de guerre civile.

Kautsky est naturellement disposé à «condamner» (goutte d'encre superflue) et le blocus, et l'aide accordée à Dénikine par l'Entente, et la terreur blanche. Mais du haut de son impartialité il ne peut pas ne pas trouver à cette dernière des circonstances affénuantes. La terreur blanche, voyez-vous, ne viole pas ses principes, tandis que les bolchéviks en appliquant la terreur rouge violent le respect du «caractère sacré» de la vie humaine qu'ils ont eux-mêmes proclamé... (p. 139). Quesignificien pratique le respect du caractère sacré de la vie humaine et en quoi il se différencie — du commandement: «Tu ne tueras point», Kautsky s'abstient de l'expliquer? Quand un bandit lève son couteau sur un enfant, peut-on tuer le premier pour sauver le second? N'est-ce pas une atteinte au «caractère sacré» de la vie humaine? Peut-on tuer un bandit pour se sauver soi-même? L'insurrection des esclaves contre leurs maîtres est-elle admissible? Est-il admissible qu'un homme paie sa liberté de la mort de ses geôliers? Si la vie humaine est en général inviolable et sacrée, il faut donc renoncer à recourir non seulement à la terreur, à la guerre, mais aussi à la Révolution. Kautsky ne se rend pas compte de la signification contre-révolutionnaire du «principe» qu'il tente de nous imposer. Nous verrons ailleurs qu'il nous reproche d'avoir conclu la paix de Brest-Litovsk. Nous aurions dû, à son avis, continuer la guerre. Mais que devient donc le «caractère sacré» de la vie humaine? La vie cesserait-elle d'être sacrée lorsqu'il est question d'individus qui parlent une autre langue? Ou bien Kautsky considère-t-il que des assassinats en masse, organisés selon les règles de la stratégie et de la tactique modernes ne sont pas des assassinats? En vérité, il est difficile à notre époque, d'affirmer un principe à la fois plus hypocrite et plus inepte. Tant que la main-d'œuvre humaine et par conséquent, la vie, est un article de commerce, d'exploitation et de dilapidation, le principe «du caractère sacré de la vie humaine» n'est que le plus infâme des mensonges, dont le but est de maintenir les esclaves sous le joug.

Nous avons lutté contre la peine de mort, introduite par Kérensky, parce qu'elle était appliquée par les cours mariales de l'ancienne armée contre les soldats qui refusaient de continuer la guerre impérialiste. Nous avons arraché cette arme aux anciens conseils de guerre. Nous avons détruit ces institutions et licencié l'ancienne armée qui les avait créées. En exterminant dans l'armée rouge et en général dans tout le pays les conspirateurs contre-révolutionnaires qui s'efforçaient par l'insurrection, par l'assassinat, par la désorganisation, de rétablir l'ancien régime, nous agissons conformément aux lois de fer de la guerre par laquelle nous voulons nous assurer la victoire.

Si l'on recherche les contradictions formelles, il va de soi, qu'il les faut avant tout chercher du côté de la terreur blanche, arme des classes qui

se considèrent comme chrétiennes, protègent la philosophie idéaliste et sont fermement convaincus que la personnalité (la leur) est la personnalité humaine, fin en soi. En ce qui nous concerne, nous ne nous sommes jamais occupés des bavardages des pasteurs-kautskistes et des quakers végétariens sur le « caractère sacré » de la vie humaine. Nous avons toujours été des révolutionnaires, nous le sommes resté au pouvoir. Pour rendre la personnalité sacrée il faut détruire le régime social qui l'écrase. Et cette tâche ne peut être accomplie que par le fer et par le sang.

Il y a encore une différence entre la terreur blanche et la terreur rouge. Le Kautsky actuel l'ignore, mais aux yeux d'un marxiste elle a une importance capitale. La terreur blanche est l'arme d'une classe historiquement réactionnaire. Tout en affirmant l'impuissance des répressions de l'Etat bourgeois à l'égard du prolétariat, nous n'avons jamais nié que par les arrestations et les représailles les classes dirigeantes peuvent, sous certaines conditions, retarder temporairement le développement de la révolution sociale. Mais nous étions convaincus qu'elles ne réussiraient pas à l'arrêter. Notre certitude provenait de ce fait que le prolétariat est une classe historiquement ascendante et que la société bourgeoise ne peut pas se développer, sans augmenter les forces du prolétariat. La bourgeoisie est à l'heure actuelle une classe en décadence. Non seulement elle ne joue pas le rôle essentiel dans la production, mais par ses méthodes impérialistes d'appropriation elle détruit l'économie nationale et la culture humaine. Cependant, la vitalité historique de la bourgeoisie est colossale. Elle se cramponne au pouvoir et ne veut pas lâcher prise. Par cela même elle menace d'entraîner dans sa chute toute la société. On est obligé de l'en arracher et de lui couper, pour cela, les mains... La terreur rouge est l'arme employée contre une classe vouée à périr et qui ne s'y résigne pas. Si la terreur blanche ne peut que retarder l'ascension historique du prolétariat, la terreur rouge ne fait que précipiter la chute de la bourgeoisie. A certaines époques l'accélération — qui fait gagner du temps — a une importance décisive. Sans la terreur rouge, la bourgeoisie russe, de concert avec la bourgeoisie mondiale nous aurait étouffé bien avant l'avènement de la Révolution en Europe. Il faut être aveugle pour ne pas le voir, ou faussaire pour le nier. Celui qui reconnaît une importance révolutionnaire historique au fait même de l'existence du pouvoir soviétiste doit également sanctionner la terreur rouge. Et Kautsky, après avoir au cours de ces deux dernières années noirci des montagnes de papier contre le communisme et le terrorisme est bien obligé à la fin de sa brochure d'admettre que le pouvoir soviétiste russe représente actuellement le facteur principal de la révolution mondiale. «Quelle que soit l'attitude qu'on adopte à l'égard des méthodes bolchéviques, écrit-il, le fait qu'un gouvernement prolétarien est non seulement parvenu au pouvoir dans un grand pays mais s'y maintient depuis déjà deux ans au milieu de difficultés inouïes, augmente considérablement, chez les pro-

létariens de tous les pays, le sentiment de leur force. Par cela même les bolchéviques ont rendu un service inestimable à la révolution réelle, p. 153. Cette déclaration nous surprend profondément, comme la reconnaissance d'une vérité historique, survenant au moment où on ne l'attendait plus. Et tenant tête au monde capitaliste coalisé les bolchéviques ont accompli une œuvre historique considérable. Ils ne se sont pas maintenus au pouvoir que par l'idée, mais aussi par les armes. L'aveu de Kautsky est la sanction involontaire des méthodes de la terreur rouge et en même temps la condamnation la plus sévère de ses propres procédés critiques.

L'influence de la guerre.

Kautsky voit dans la guerre, dans son effroyable influence sur les mœurs (morale) une des causes du caractère sanglant de la lutte révolutionnaire. C'est incontestable. Cette influence, avec toutes les conséquences qui en découlent, on la pouvait prévoir à l'avance, à l'époque où Kautsky ne savait pas s'il fallait voter pour ou contre les crédits militaires.

«L'impérialisme a arraché de vive force la société à son équilibre instable, — écrivions-nous il y a quelque cinq ans dans un livre allemand sur *La Guerre et l'Impérialisme*. — Il a rompu les écluses par lesquels la social-démocratie contenait le torrent d'énergie révolutionnaire du prolétariat et l'a canalisé dans son ruisseau. Cette formidable expérience historique qui d'un coup a brisé les reins à l'Internationale socialiste, porte en elle, en même temps, un danger mortel pour la société bourgeoise. On a retiré le marteau des mains de l'ouvrier pour le remplacer par l'épée. L'ouvrier lié tout entier à l'engrenage de l'économie capitaliste s'est arraché soudainement de son milieu et apprend à siffler les buts de la collectivité au-dessus du bien-être domestique et de la vie.

«Tenant en mains les armes qu'il a forgées lui-même, l'ouvrier se place dans une situation telle que le sort politique de l'Etat dépend immédiatement de lui. Ceux qui, d'ordinaire, l'opprimaient et le méprisaient, le flattent désormais et recherchent ses bonnes grâces. Il apprend en même temps à connaître intimement ces canons qui, de l'avis de Lassalle, constituent une des parties intégrantes et les plus importantes de la Constitution. Il franchit les limites de l'Etat, participe aux réquisitions violentes, voit passer les villes de mains en mains sous ses coups. Des changements se produisent que la génération n'avait jamais vus».

«Si les ouvriers avancés savaient théoriquement que la force est la mère du droit, leur façon politique de penser les laisserait tout de même pénétrés d'un esprit de possibilisme et d'adaptation à la légalité bourgeoise. Maintenant la classe ouvrière apprend à mépriser en fait et à détruire par la violence cette légalité. Les phases statiques de sa psychologie cèdent la place aux phases dynamiques. Les canons lourds inculquent à la classe ouvrière l'idée que lorsqu'on ne peut contourner l'obstacle, la ressource reste encore

de le briser. Presque tous les hommes adultes passent par cette affreuse école de réalisme social qu'est la guerre, créatrice d'un nouveau type humain».

«Sur toutes les normes de la société bourgeoise—avec son droit, sa morale et sa religion—est suspendu aujourd'hui le poing de la nécessité de fer: «Nécessité n'a pas de loi», déclarait le chancelier allemand (le 4 août 1914). Les monarques viennent sur la place publique tenir un langage de rouliers, s'accuser les uns les autres de perfidie. Les gouvernements foulent aux pieds les obligations qu'ils ont solennellement contractées; et l'église nationale enchaîne, comme un forçat, son seigneur-dieu au canon national».

«N'est-il pas évident que ces circonstances doivent provoquer les changements les plus profonds dans la vie psychique de la classe ouvrière après l'avoir radicalement guérie de l'hypnotisme de la légalité, qui est le résultat d'une époque de politique stagnante? Les classes possédantes, devront bientôt s'en convaincre à leur grand effroi. Le prolétariat qui a passé par l'école de la guerre ressentira, au premier obstacle sérieux qui surgira de son propre pays, le besoin impérieux de tenir le langage de la force. «Nécessité n'a pas de loi!» jettera-t-il à la face de ceux qui tenteront de l'arrêter par les lois de la légalité bourgeoise. Et l'épouvantable besoin qui a régné au cours de cette guerre et surtout à la fin, poussera les masses à fouler aux pieds beaucoup, beaucoup de lois (p. 56-57)».

Tout cela est incontestable. Mais il faut encore ajouter à ce qui a été dit que la guerre n'a pas exercé moins d'influence sur la psychologie des classes dominantes: dans la mesure même où les masses sont devenues exigeantes, la bourgeoisie est devenue intraitable.

En temps de paix les capitalistes assuraient leurs intérêts par le vol «pacifique» du salariat. En temps de guerre ils ont servi ces mêmes intérêts en faisant exterminer des multitudes de vies humaines. Ce qui a ajouté à leur esprit de domination un nouveau trait «napoléonien».

Pendant la guerre les capitalistes s'étaient habitués à envoyer à la mort des millions d'esclaves, nationaux et coloniaux, au nom des profits qu'ils tirent des mines, des chemins de fer, etc.

Au cours de la guerre, du sein de la haute, de la moyenne et de la petite bourgeoisie sont issus des centaines de milliers d'officiers, combattants professionnels, — hommes dont le caractère s'est trempé dans la guerre et affranchi de

toutes les retenues extérieures — de soudards qualifiés prêts et capables de défendre avec un acharnement qui touche à l'héroïsme, la situation privilégiée de la bourgeoisie qui les a dressés.

La révolution eût été probablement plus humaine, si le prolétariat avait eu la possibilité de se racheter de «toute cette bande», ainsi que Marx s'exprimait autrefois. Mais le capitaliste, au cours de cette guerre, a fait retomber sur les travailleurs un fardeau de dettes trop écrasant; il a ruiné trop profondément la production pour qu'on puisse parler sérieusement de ce rachat, au prix duquel la bourgeoisie consentirait à admettre la révolution sans trop murmurer. Les masses ont perdu trop de sang, elles ont trop souffert, elles se sont trop endurcies pour prendre une semblable décision, qu'elles ne seraient pas en état de réaliser économiquement.

D'autres circonstances agissant dans le même sens viennent s'y ajouter. Les bourgeoisies des pays vaincus rendues furieuses par la défaite, sont disposées à en faire retomber la responsabilité sur le bas peuple, sur les ouvriers et les paysans qui n'ont pas été capables de mener «la grande guerre nationale» jusqu'au bout. A ce point de vue les explications d'une insolence sans exemple, fournies par Ludendorff, à la Commission de l'Assemblée Constituante sont des plus instructives. Les bandes de Ludendorff brûlent du désir de se laver de la honte de leur abaissement extérieur dans le sang de leur propre prolétariat. Quant à la bourgeoisie des pays victorieux, pleine d'arrogance, elle est plus que jamais prête à défendre sa situation sociale en recourant aux abominables moyens qui lui ont assuré la victoire. Nous avons vu que la bourgeoisie internationale s'est montrée incapable d'organiser le partage du butin sans guerres et sans ruines. Peut-elle en général, renoncer sans combat au butin? L'expérience des cinq dernières années ne laisse aucun doute à ce sujet: si autrefois, par le plus pur utopisme, on avait pu s'attendre à ce que l'expropriation des classes possédantes — grâce à la «démocratie» — passât inaperçue, indolore, sans révolte, sans collisions armées, sans tentatives de contre-révolution et sans répressions impitoyables, nous sommes obligés de reconnaître aujourd'hui que la situation tout autre qui nous a été léguée par la guerre impérialiste ne fait que doubler et tripler le caractère impitoyable de la guerre civile et de la dictature du prolétariat.

L. TROTSKY



LA TROISIÈME INTERNATIONALE

6 mars 1919 — 6 mars 1920.

Voici un an que fut fondée à Moscou la Troisième Internationale. Cet immense événement se passa dans une modeste salle du Kremlin où étaient rassemblés une quarantaine de délégués, pour la plupart Russes ou réfugiés politiques de la Russie. Depuis longtemps les vrais révolutionnaires de tous les pays attendaient la naissance de la nouvelle Internationale. Pourtant aucun représentant officiel des prolétariats latins et anglo-saxons de l'Europe occidentale et de l'Amérique n'assistait à ce congrès qui fut accueilli par des éclats de rire méprisants de la bourgeoisie mondiale et de ses valets serviles, les renégats de la Seconde Internationale.

La Russie, mise en pièces, épuisée, soignée à blanc par trois années de guerre impérialiste et par deux années de guerre civile, étouffée dans un cercle de fer par les armées contre-révolutionnaires, paraissait être à l'agonie. Et c'était à l'heure même où la révolution russe mourait qu'elle osait convier les peuples à la révolution sociale. Quelle ridicule folie!

A Londres, à Paris, à New-York les journaux bourgeois et soi-disant socialistes riaient à gorge déployée de la puérite audace de la «miserable poignée d'extrémistes» réunis à Moscou. Ils dénonçaient ce nouveau bluff de Lénine comme une suprême manœuvre politique des bolchéviks aux abois. Les bourgeois, enivrés par la victoire militaire, se portaient garants du rétablissement de l'ordre, c'est-à-dire de l'écrasement des mouvements insurrectionnels et de l'asservissement définitif des ouvriers et des paysans soumis au joug capitaliste. Les social-traitres, forts de la protection de leurs gouvernements, proclamaient que la Deuxième Internationale était indestructible.

Pendant ce temps, ballottés par la tempête, mais brûlant de foi révolutionnaire, calmes sous les huées et sous les rires, les congressistes de Moscou jetaient les fondements de l'édifice à l'abri duquel le prolétariat international allait pouvoir précipiter la déroute économique et politique du capital.

En des thèses irréfutables l'Internationale Communiste prouvait à l'orgueilleuse bourgeoisie de l'Entente qu'elle dansait sur un volcan, qu'elle ne pouvait même plus répéter comme Pyrrhus: «Encore une victoire comme celle là et je suis perdu!» qu'elle était condamnée à périr sous les ruines accumulées par sa victoire.

Elle prouvait aux peuples des pays vaincus, des petits états créés avec les lambeaux de l'empire tsariste, aux peuples des états neutres, à tous ces esclaves et à tous ces vassaux, qu'ils

ne libéreraient leurs forces productives accaparées par l'Entente, qu'ils ne conquerraient la liberté et l'indépendance que par la constitution d'une confédération générale des peuples possible seulement par le moyen de la révolution sociale.

Elle prouvait au prolétariat du monde entier que pour sortir de l'état de ruine et de barbarie où l'a plongée la guerre, pour échapper à l'étreinte mortelle de la misère et de la famine, il devait abattre tous les privilèges, supprimer la propriété capitaliste et s'emparer par la force du pouvoir.

Elle prouvait aux socialistes et aux syndicalistes que l'œuvre grandiose de construction socialiste demeurerait impossible tant que le mouvement ouvrier n'aurait pas rejeté la tutelle des chefs indignes, qui ont accepté en paroles le programme de la révolution, mais qui en fait n'ont jamais cessé de pratiquer la collaboration des classes, se faisant ainsi les complices de la bourgeoisie.

Une année s'est écoulée.

Malgré la guerre sauvage menée contre les Soviets par la réaction mondiale, la Révolution de Russie et d'Ukraine est plus forte que jamais. Elle a vaincu tous ses ennemis. Elle a successivement anéanti ses agresseurs au nord, à l'est et au sud. Elle n'est plus enfermée dans une citadelle assiégée. Pour la première fois elle a conquis presque entièrement la liberté de ses mouvements. Le seul péril qui la menace encore est à l'ouest. Elle a vaincu alors que ses ennemis étaient dix fois plus forts et qu'elle était cent fois plus faible. Elle vaincra dans l'avenir avec infiniment plus d'aisance tous les adversaires polonais, roumains, hongrois, etc., que les gouvernants de l'Entente dans un effort désespéré s'apprêtent sournoisement à lui lancer à la gorge tout en faisant semblant de négocier la paix avec elle. Ces bandits peuvent bien compromettre provisoirement l'œuvre complexe et difficile de l'organisation socialiste en obligeant les soldats citoyens de la Russie et de l'Ukraine à transformer brusquement les armées de travail en armées de combat. Ils peuvent par des victoires passagères retarder le triomphe de la Révolution. Ils ne l'empêcheront pas. Ils n'arrêteront pas la marche de l'histoire. Ils sont condamnés à mort.

Malgré le blocus, malgré l'état de siège et les conseils de guerre, malgré les arrestations et les fusillades en masse, les proclamations et les agitateurs de la nouvelle Internationale ont incendié le monde entier. Grâce à l'Internationale Communiste, la conscience de classe des prolétaires s'est éveillée. Ils ont abandonné leurs illusions sur la

valeur de la démocratie bourgeoise et parlementaire, sur l'efficacité du réformisme et de l'opportunisme. Il ont compris que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et d'eux seuls. Ils ont compris surtout que dans la situation révolutionnaire où est placé le monde, il faut agir sans retard. A la hâte, mais méthodiquement, ils mobilisent et organisent leurs forces pour le combat décisif contre la bourgeoisie. Partout ils ont adopté les mots d'ordre de l'Internationale Communiste: Dictature du Proletariat et Pouvoir des Soviets.

Malgré leur résistance et malgré leur ruse, les chefs de la Seconde Internationale, les Scheidemann et les Kautsky, les Renaudel et les Longuet, les Henderson et les Macdonald, ont perdu tout prestige. Après avoir combattu violemment la Troisième Internationale, la plupart d'entre eux ont dû approuver son programme, s'agenouiller et s'humilier devant elle, mais les travailleurs ne seront plus dupes de ces hommes que partout ils chassent et flétrissent.

La «miserable poignée d'extrémistes» réunie à Moscou en mars 1919 est devenue une armée formidable et par conséquent respectée.

Tout à tour les partis communistes Russe, Ukrainien, Letton, Esthonien, Arménien, le parti social-démocrate Norvégien, le parti spartakiste Allemand, le parti communiste Finlandais, la gauche du parti social-démocrate Suédois, le parti socialiste Danois, le parti socialiste Italien, le parti communiste Autrichien, le parti communiste Hollandais, le parti socialiste Bulgare, le parti communiste Hongrois, le parti socialiste Yougo-Slave, les groupements communistes de Géorgie, d'Azerbeïdjan, de Turquie, de Perse, de Chine, de Corée, de Grèce, le parti communiste Polonais, le parti communiste Américain, le parti socialiste Suisse, le parti socialiste Mexicain, le parti socialiste Britannique, le parti communiste Galicien, le parti socialiste de Bohême, le parti socialiste d'Alsace-Lorraine, etc., etc., ont adhéré à la Troisième Internationale. Les organisations qui subissent encore la néfaste influence des opportunistes, tel que le parti socialiste Français, le parti socialiste indépendant Allemand, le parti socialiste indépendant Anglais, etc., ont dû céder eux-mêmes à la pression de leurs membres ouvriers et paysans. Ils ont dû rompre avec la Seconde Internationale et prendre devant les masses l'engagement de commencer les pourparlers pour arriver à l'accord avec la Troisième Internationale.

Après une courte année d'existence l'Internationale Communiste a renversé le colosse aux pieds d'argile, l'internationalisme jaune, dont la défaite est tellement indiscutable que les traitres menchéviks eux-mêmes s'apprentent à s'en séparer,

comme les rats abandonnent les bateaux à l'heure du naufrage.

Un seul grand parti demeure cloué à la Seconde Internationale, comme un larron sur sa croix, c'est le parti social-démocrate majoritaire allemand, le parti des Scheidemann et des Noske. Cette union indissoluble, cette complicité dans le crime avec les assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, en plaquant au front de la Seconde Internationale une tache ineffaçable de sang ouvrier, découvre la profondeur du gouffre où s'abîme cette association jadis glorieuse. A mesure que ce cadavre puant se décompose, l'Internationale Communiste s'épure et se fortifie. Autour de son drapeau se serrent déjà des millions et des millions de prolétaires, toute l'avant-garde prolétarienne du monde.

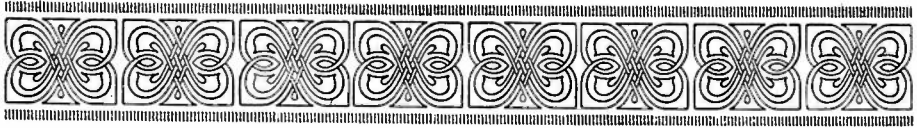
Prodigieuse enfant de deux géants, fille de la Révolution et du Parti Communiste Russe, notre jeune Internationale est déjà un puissant colosse. Son agitation retentissante a frappé à mort le réformisme et l'opportunisme. Elle a fait renaitre dans tous les cœurs prolétaires l'esprit de révolution. La bourgeoisie ne rit plus. Elle tremble. Elle sent passer sur elle le souffle de la mort.

L'armée innombrable des exploités s'arme sur toute la surface de la terre. Par des grèves politiques de plus en plus généralisées, par des escarmouches avec la police et les troupes gouvernementales elle essaie ses forces. Elle ne tardera plus à entrer en action. Si sombres et si menaçants que soient les nuages qui obscurcissent encore le ciel de la Russie et de l'Ukraine, ils ne suffisent plus à voiler les rayons éblouissants qui, partis d'Occident, viennent illuminer et réchauffer nos cœurs, fortifier notre confiance, justifier toutes nos espérances.

Par une lutte héroïque de trois années, par des sacrifices inouis les révolutionnaires de Russie et d'Ukraine ont assuré l'avenir des travailleurs de tous les pays. Les travailleurs de tous les pays manifesteront bientôt leur admiration et leur reconnaissance. Ils ne se borneront plus à pleurer sur les morts. Ils viendront à l'aide des vivants. Ils démontreront que la solidarité internationale des prolétaires n'est pas un mot vain en assurant par une action vigoureuse l'avenir des révolutionnaires de Russie et d'Ukraine.

Gloire éternelle à l'Internationale Communiste qui à l'heure où le développement des faits imposait au prolétariat la lourde tâche de saisir le pouvoir sut faire comprendre aux travailleurs leur mission historique, les appela à l'organisation et les entraîna au combat, préparant ainsi la victoire de la Révolution Sociale Universelle et le salut de l'humanité.

JACQUES SADOUL.



LA LUTTE DE CLASSES DANS LA FRANCE IMPÉRIALISTE

I.

Parmi tous les pays de l'Entente la France est actuellement celui où se manifeste la plus nette et la plus totale réaction. Il y a accord parfait entre la politique intérieure et la politique extérieure et les répressions croissantes et de plus brutales qu'ordonne tant à Paris qu'en province le gouvernement du dictateur Millerand, s'accomplissent à l'instant précis ou sous l'influence des impérialistes et des capitalistes français les légions polonaises se ruent vainement à l'assaut de la république des Soviets. Le synchronisme est bien apparent.

La retraite de Poincaré et l'échec de Clémenceau réjouissent seulement ceux-là qui accordent une importance excessive aux personnalités et observent superficiellement le cours des événements—et l'on sait à ce propos combien le groupe socialiste parlementaire qu'incarnent si parfaitement MM. Paul Boncour et Léon Blum se vanta bruyamment d'avoir contribué à la chute du Tigre. Mais les véritables artisans de la politique française contemporaine ce sont les grands capitalistes et industrielles qui ont deux soucis: empêcher par tous les moyens la renaissance de l'Allemagne et constituer un front solide contre les vagues d'assaut du bolchévisme.

Aussi bien, au lendemain du jour où fut abandonnée la présidence de la république, Poincaré recevait un poste moins décoratif peut-être mais lui conférant des pouvoirs extrêmes, puisque la commission des réparations dont il est le président est soustraite à tout contrôle parlementaire et jouit de privilèges diplomatiques et autres. Le maréchal Foch qui ressemble à Ludendorff comme un frère est le technicien militaire de grand style sur qui s'appuie avec raison la contre-révolution. Maurice Barrès est l'interprète intellectuel et académique de tous les éléments impérialistes et il répand profusément sa pensée dans les plus importants périodiques et quotidiens, dans ses discours parlementaires et dans des brochures et livres qu'il publie à l'infini. *Le Temps*, *L'Echo*, *de Paris*, avec une ferme précision, *L'Action Française* sans fard et avec une violence extrême chaque jour exposent le programme des trois académiciens Poincaré, Foch et Barrès et dont le grand réalisateur est M. Millerand, le premier en date de la longue série des social-traitres, l'avocat des hommes d'affaires et des trusts financiers et qui, s'il n'a pas la vigueur, la véhémence et l'allure dictatoriale d'un Clémenceau est

plus antibolchévique peut-être que le figre, parce qu'il est en contact plus intime et plus constant avec les potentats de la finance française. Qu'on n'oublie pas qu'après la chute du dictateur Clémenceau, *le Matin* publia des «révélation» sensationnelles, d'après lesquelles Clémenceau ne se serait pas montré assez draconien dans les conditions imposées à l'Allemagne dans le «traité» de Versailles, et il est un grand nombre d'hommes politiques français qui accusent le Tigre d'une excessive pusillanimité à l'égard de l'Angleterre et ce sont précisément ceux-là qui n'hésitent pas à attaquer ouvertement Lloyd Georges au Parlement et dans la presse.

Depuis la conclusion de la paix, la France est devenue la vassale de l'Angleterre—et à vrai dire, cette situation de fait s'établit durant la guerre même. Dans toutes les questions essentielles: livraison des «coupables» allemands, partage de la flotte marchande, question russe, question turque, question polonaise—et plus récemment: occupation de Homburg, Francfort, Hanau et Darmstadt, les antagonismes sont devenus aigus. Et si l'on ne peut parler ici de la prochaine guerre qui vient, c'est tout simplement parce que d'avance la France est vaincue et qu'elle est obligée de se prosterner à l'impérialisme britannique. Il est bon de citer pour mémoire le discours retentissant prononcé le 25 mars dernier par M. Barthou, président de la commission des affaires extérieures à la Chambre des Députés.

De tous les états groupés dans la Ligue des Nations que jadis célébrèrent sur le ton le plus lyrique les plus notoires social-impérialistes les Edgard Milhaud, les Renaudel et les Albert Thomas, la France est celui qui poursuit avec le plus d'acharnement la lutte contre la République des Soviets et contre le communisme.

On peut poser en principe que la marche de la Reichswehr dans le bassin de la Ruhr décidée par le gouvernement contre-révolutionnaire de Berlin eut lieu après entente tacite avec le gouvernement contre-révolutionnaire de Paris et l'occupation temporaire des villes allemandes et les protestations larmoyantes et bruyantes du gouvernement allemand étaient à n'en pas douter destinées à la galerie.

II.

La France, gendarme de l'Europe, s'entend à faire la police sur son propre territoire et elle a mis à nu tout le mécanisme du joujou: patriotisme.

En face d'une situation financière effroyable, les représentants de la bourgeoisie française se sont refusés obstinément à faire la plus petite concession aux masses ouvrières. Non seulement l'impôt progressif sur le revenu a été écarté, mais encore on a renoncé à la participation de l'état aux superbénéfices de guerre, à la taxe de luxe, à la participation de l'Etat à tous les bénéfices de la production—et toutes les affirmations contraires basées sur les fallacieuses apparences sont mensongères. La dette globale est de deux cent trente huit milliards, quatre cent soixante quatorze millions et les prévisions budgétaires pour l'année présente, malgré la compression pourtant élevée de huit milliards, atteignent trente quatre milliards. L'impôt par tête au lieu de 110—tel qu'il était avant la guerre—est de 500 francs. Théoriquement! Mais dans la pratique si l'on élimine les femmes et les enfants exonérés en fait de toute charge, l'impôt par tête se monte à 1650 francs. D'une manière générale, la vie a augmenté de 400%, tandis que les appointements et salaires n'ont subi qu'une augmentation de 157%. Voilà qui explique infiniment mieux que les stupidités sans nom accumulées sans art dans la presse, le mécontentement de la classe ouvrière, la multiplication et l'extension des grèves, l'accroissement de la puissance des syndicats et la formidable poussée à gauche qu'on observe dans toutes les couches du prolétariat français.

Fait hautement significatif: c'est dans les régions libérées Nord, Pas de Calais et Alsace-Lorraine, c'est-à-dire les départements où le chauvinisme avait le plus profondément atteint la masse que les grèves se sont le plus développées, que les idées communistes se sont le plus répandues et que les Fédérations du parti socialiste ont groupé le plus d'adhérents nouveaux.

Le gouvernement de M. Millerand qui ne voit à l'ordinaire que l'immédiat et manque totalement de clairvoyance—au rebours des gouvernements que dirigent les réalistes Lloyd-Georges et Nitte—dans sa bêtise extrême a décidé d'envoyer des troupes de couleurs dans les garnisons de l'Alsace et d'emmurer les recrues de cette province «reconquise» dans des casernes de la Bretagne et du Poitou. A Belfort, lors d'une récente grève, la troupe tira sur les grévistes; il y eut une victime qui était comme par hasard, un ouvrier originaire d'Alsace-Lorraine. Tout dernièrement, le secrétaire de l'union des syndicats d'Alsace et de Lorraine (170.000 membres), le camarade Imbs qui fut naguère parmi les Alsaciens francophiles, rédigeant un manifeste de protestation contre les brutalités infligées à la classe ouvrière écrivait: «Quelle honte pour la France! Cette France, qui a été saluée en novembre 1918 avec une joie et un enthousiasme uniques, incomparables, a fait charger des manifestants paisibles et verser le sang des frères retrouvés! Et pourquoi? Uniquement pour obliger les plus pauvres parmi les pauvres des ouvriers assidus, qui avaient été poussés par la misère à la grève, à rentrer sous le vieux joug devenu insupportable et pour sauver le système du capitalisme et du profit...».

On dirait d'autre part que les agents du gouvernement contre-révolutionnaire s'ingénient à poursuivre, arrêter, emprisonner, charger, blesser exclusivement des anciens combattants et mutilés. Ainsi: Victor Méric, Raymond Lefèvre, Vailant-Couturier, Giraud, etc...

L'approche du premier mai a provoqué une recrudescence de folie brutale et stérile. Questionné par le député ultra-réactionnaire Paul de Cassagnac au sujet de l'intervention des troupes, le ministre de la guerre, M. André Lefèvre, déclara cyniquement: «En vertu d'une circulaire récente, les troupes du service d'ordre n'ont pas de munitions, au contraire, les troupes de protection en ont. Il y a là une inconnue permanente qui fait qu'en présence d'une troupe armée, on ne sait au juste si elle est en état de tirer; cette inconnue doit cesser. *Il faut qu'on sache bien que l'armée reste la force publique et qu'à l'avenir l'on n'ignore plus qu'elle sera, le cas échéant, munie de cartouches.*».

A la veille du premier mai, la fédération nationale des travailleurs du sous-sol menaçait d'une grève la chambre et le Sénat parce que le parlement tardait à légaliser l'assimilation existant en fait depuis la guerre de tout le personnel de mines et carrières souterraines ou à ciel ouvert—et en particulier les ardoiseries. Et les cheminots, en réclamant la nationalisation des chemins de fer, décidaient de faire grève dès le premier mai; cette décision fut appuyée par une résolution de la Confédération Générale du Travail. Le parti socialiste adoptant un mot d'ordre quelque peu plus révolutionnaire que les deux fédérations citées et dont les revendications ne dépassaient pas la ligne du réformisme, adressait aux travailleurs de France un Manifeste réclamant: 1) l'amnistie pleine et entière; 2) le droit syndical étendu à tous les fonctionnaires; 3) la paix avec la Russie des Soviets; 4) le désarmement général. Enfin, afin de donner un appui aux cheminots la C. G. T. décidait la grève des mineurs, des inscrits maritimes et des dockers. On le voit aisément, les revendications des grévistes et le mot d'ordre du parti socialiste étaient loin d'être fougueusement révolutionnaires. Au surplus, toutes les organisations avaient pris des mesures pour assurer partout l'ordre et le calme. A Paris, pas de cortège, mais seulement des meetings auxquels étaient conviés les travailleurs. Il appartenait au gouvernement contre-révolutionnaire d'imprimer au mouvement une impulsion révolutionnaire.

La veille du premier mai l'*Humanité* était poursuivie pour un article publié quelques jours auparavant par Raymond Lefèvre et intitulé: «Les camarades de la classe 18». Pour la première fois depuis sa fondation qui remonte à seize ans, l'organe officiel du parti est poursuivi à la requête du ministère public et sur l'ordre du gouvernement. Et le premier mai, bien qu'il n'y eut pas de manifestants dans la rue, la police de Paris pratiquant sa méthode apathique, procéda à des nombreuses arrestations et se montra bêtement féroce. Un cliché paru dans l'*Humanité* représente un agent s'acharnant à coups de pieds sur un blessé gisant à terre. Une femme, sans qu'elle ait

quilté l'appartement où elle travaillait, fut mortellement atteinte par la balle du revolver d'un policier. Le député Alexandre Blanc qui s'interposait entre la foule et les agents fut grièvement blessé à la tête et le député Vaillant-Couturier reçut quelques contusions. Dans les grandes villes et dans les grands centres prolétariens le premier mai eut un caractère grandiose, à Marseille, St. Etienne, Limoges et Bourges en particulier.

Le mouvement gréviste s'amplifia et le gouvernement fit arrêter la plupart des camarades d'extrême-gauche: Pierre Monatte, Fernand Lorient, Henri Sirolle, Gauthier, Delagrange, Ray, etc... D'autres camarades recherchés également par la police eurent le temps de se cacher en lieu sûr d'où ils furent. Mais ce qui marque l'extraordinaire affolement du gouvernement, c'est qu'il imagina un complot contre la sûreté de l'Etat et qu'il fit arrêter Raoul Verfeul ancien secrétaire de la Fédération de la Seine, Rédacteur du *Populaire*, membre de la Commission Administrative du parti, délégué à la propagande du parti—longuetiste de gauche sans doute, mais longuetiste impénitent.

Le mouvement prit désormais un caractère plus révolutionnaire. Les métallurgistes de la région parisienne se mirent en grève malgré la C. G. T., qui, sans élégance, désapprouve cet «abandon prématuré», mais 48 heures après, la très réformiste et très sage C. G. T. transmettait pourtant l'ordre de grève à la Fédération des Métaux, à la Fédération de Bâtiment, à la Fédération des Moyens de Transport, à la Fédération de la Voiture-Aviation ainsi qu'aux éléments des Ports et Docks demeurés au travail. L'organisme contre-révolutionnaire de la C. G. T. une fois encore était emporté par le courant révolutionnaire.

III.

Ce qui démontre la crainte qu'a le gouvernement d'un mouvement révolutionnaire et la terreur que lui inspire le bolchévisme, c'est l'arrestation de Lorient et de Pierre Monatte.

Ni Lorient, ni Monatte ne sont secrétaires des fédérations ayant pris part à la grève et en particulier ni l'un ni l'autre ne sont cheminots. Mais Lorient et Monatte sont à l'heure actuelle, les deux camarades qui représentent avec le plus de force et de conséquence le programme révolutionnaire. Monatte, rédacteur de la *Vie Ouvrière*, secrétaire des Syndicats minoritaires, et Lorient, du Syndicat des instituteurs, chef depuis longtemps affilié de la fraction de gauche du Parti Socialiste, sont avec Souvarine secrétaires du comité de la *III-e Internationale*. Or, depuis le 1-er mars 1920, le Comité public l'organe marxiste et communiste qui manquait jusqu'alors à la France: le *bulletin communiste*, dont le premier numéro s'exprimait ainsi: «Les enseignements féconds de la *III-e Internationale* ont armé l'avant-garde du peuple français qui repousse aujourd'hui les renégats du mouvement ouvrier, répudie la collaboration des classes et prend sa place au front révolution-

naire international en s'inspirant des méthodes éprouvées de la lutte communiste. Une grande force de la *III-e Internationale* se constitue en France et accomplira son devoir sans défaillance, guidée par l'exemple de ceux qui sont morts pour la libération du travail».

La confusion et l'imprécision qui semblaient envouter hélas! un grand nombre de militants français paraissent s'effriter. Le *bulletin communiste* apporte la clarté, la méthode, la décision, la fermeté. La discipline des Communistes se fortifie. Les camarades communistes qui remplissaient quelques fonctions dans la Commission Administrative du Parti l'abandonnent; la citoyenne Sommonneau, depuis longtemps en coquetterie avec les longuetistes et qui préconisait l'entrée dans la *III-e Internationale* du Parti Socialiste sans épuración, s'étant avisée de présenter une liste personnelle à la Commission Exécutive de la Fédération de la Seine fut exclue du Comité, de la *III-e Internationale* et les 2 secrétaires socialistes du Comité Lorient et Souvarine mettent en garde les organisations contre les agissements de la citoyenne Sommonneau. Non seulement — affirmement-ils — cette citoyenne a perdu toute qualité pour parler au nom du mouvement communiste, mais encore, elle s'est elle-même classée comme l'ennemie la plus acharnée de notre action».

Il fut un temps où le camarade Lorient n'était pas inquiet: Les journaux français qui traitaient Longuet de «boche» et de bolchévik — imitant le dit Longuet — méprisaient Lorient qu'ils tenaient pour un extrémiste sans influence, un farouche sectaire sans troupe. Et les centristes Cachin, Longuet, Mayéras, seuls étaient désignés par la presse au courroux public et à la justice gouvernementale.

L'arrestation de Lorient, comme celle de Monatte, est un symptôme. La volonté du gouvernement de Millerand de restreindre les libertés syndicales et de dissoudre la C. G. T. en est un autre. Le gouvernement contre-révolutionnaire, représentatif de la bourgeoisie féroce, ne veut à l'extérieur qu'expéditions coloniales, aventures et conquêtes, à l'intérieur, que répression du mouvement ouvrier. La bourgeoisie française se croyait protégée et hors de toute atteinte: n'avait-elle pas corrompu depuis longtemps les chefs du mouvement socialiste et ouvrier. C'est pourquoi non seulement elle a cru pouvoir n'accorder aucune satisfaction à la masse, mais elle a décidé même de lui ravir la liberté syndicale que jusqu'à présent elle lui avait laissée.

Le 1-er mai et les journées qui suivirent sont une importante veillée d'armes. La répression gouvernementale est annonciatrice de prochaines luttes et de prochaines victoires. Supprimez la presse, arrêtez les chefs innés du prolétariat. Vous faites une admirable propagande pour le communisme et la révolution. Ainsi que l'écrivait spirituellement voici quelques jours Charles Rappoport: «Dans les conditions actuelles, la Prison est l'antichambre du Pouvoir, et le Pouvoir l'antichambre de la Prison».

Henri GUILBEAUX.



LES PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES EN ANGLETERRE

Dans tous les pays capitalistes, la classe ouvrière est également opprimée, et dans chaque Etat le prolétariat lutte à sa guise pour son émancipation. Je me permets cette paraphrase de la maxime bien connue de Tolstoï, pour rappeler aux camarades qu'ils ne doivent point, dans l'appréciation des événements politiques actuels, appliquer à l'Angleterre la même mesure qu'à la Russie et se désespérer, si en se plaçant à ce point de vue russe, ils constatent que rien de bon ne se fait chez nous. En réalité, l'Angleterre traverse, à l'heure qu'il est, un moment critique analogue à celui que traversait la Russie à la veille de la révolution de février, mais avec une différence de forme et tout donne à penser que la révolution elle-même, quand elle éclatera, se déroulera de tout autre façon qu'en Russie.

L'Angleterre ne souffre pas de la faim: la conclusion naturelle serait, semble-t-il, que ce pays est encore très loin de la révolution; mais une telle conclusion serait précisément une application de la mesure russe aux conditions anglaises. Il ne faut pas oublier que la notion de la faim est relative. Ce qui apparaît à une classe de la population comme une privation sensible n'est considéré par une autre que comme un phénomène social normal; il en est de même pour les différents peuples. L'ouvrier anglais a toujours vécu beaucoup plus largement que son camarade russe. Sa nourriture était plus abondante et plus variée, ses vêtements plus propres et plus élégants et son habitation meilleure sous tous les rapports. L'abaissement de ce «standard of life» jusqu'au niveau russe ou même allemand serait pour l'ouvrier anglais ce que serait pour l'ouvrier russe la réduction de la ration de pain, ou pour l'ouvrier allemand, la privation de choucroute: cela équivaldrait à la «famine». Donc, l'ouvrier anglais, même sans ressentir la «faim», au sens russe du mot, peut se trouver poussé à la révolte, s'il éprouve des privations plus ou moins sensibles. C'est ce que nous avons eu l'occasion d'observer avant la guerre, au début du XX-e siècle, quand la hausse des prix commença à réduire la valeur réelle des salaires. On était encore bien loin de la famine, certes, mais la classe ouvrière anglaise commença à s'agiter. Des vagues de grèves de plus en plus menaçantes balayèrent d'un bout à l'autre le pays, submergeant à peu les masses, les fusionnant en blocs inexpugnables et renversant, dans leur mouvement, les digues, — grandes et

petites, que la classe capitaliste avait élevées, pendant la période précédente, avec le concours des ouvriers eux-mêmes. A cette date, tout l'édifice de la société capitaliste anglaise tremblait sous les coups de la mer profétarienne en furie, et il est fort possible que, n'eût été la guerre, la révolution eût éclaté non seulement en la jeune Russie, — dont la capitale construisait déjà des barricades — mais en la vieille Angleterre, antipode de la Russie au point de vue économique et social. En effet il n'y a pas de pays au monde où la hausse des prix révolutionne le peuple, comme en Angleterre, où le capitalisme déjà mûr, même trop mûr, ne reste au pouvoir jusqu'ici que, parce que les prix, par suite de la baisse progressive qu'ils ont subie pendant un cinquantaine d'années à dater du milieu du XIX-e siècle ont, d'une part, retardé la désagrégation de la petite bourgeoisie, qu'ils ont même consolidée, et, d'autre part, amélioré peu à peu, les conditions matérielles d'existence de la classe ouvrière, malgré l'augmentation extrêmement lente du taux des salaires. Voilà pourquoi le mouvement gréviste anglais, à la veille de la guerre, révélait le caractère quelque peu extraordinaire d'une révolte, non seulement contre la classe des entrepreneurs, mais aussi contre toutes les anciennes traditions de la lutte professionnelle, contre la politique de compromis, contre la diplomatie secrète des leaders, contre les chambres et les cours d'arbitrage, contre les pouvoirs illimités dont étaient investis les comités exécutifs et les délégations «de paix», en un mot, ce mouvement avait le caractère d'une rupture avec les traditions de la «paix sociale» et de la collaboration amicale des classes qui avaient jadis couvert de gloire les ouvriers anglais.

C'est ce mouvement, peu révolutionnaire au premier coup d'oeil, mais foncièrement révolutionnaire par son esprit, qui fut constaté, comme je viens de le dire, encore avant la guerre, et qui reprit presque au lendemain de la conclusion de l'armistice.

Les mouvements des grandes masses pour des questions économiques: grèves de mineurs, de cheminots, d'ouvriers des transports, et autres conflits de moindre envergure, qui ont fixé l'attention publique anglaise: toutes ces manifestations isolées avaient une seule et même cause: la hausse des prix; et toutes elles dissimulaient des tendances révolutionnaires qui se révélèrent plus tard, quand le mouvement aura atteint un plus

haut degré de développement. Pendant la guerre, tous les prix ont fait en hauteur un bond monstrueux, qui a du coup abaissé le niveau du bien-être matériel de la classe ouvrière; en outre cette augmentation des prix a perdu pour ainsi dire son caractère impersonnel et mystérieux; elle a pris forme matérielle, elle s'est incarnée dans les spéculateurs et pillards de tout poil, à commencer par les rois du charbon jusqu'aux petits boutiquiers, que des fils matériels et moraux, visibles et palpables, unissent les uns aux autres, en formant une seule classe de capitalistes et de commerçants. C'est pour cette raison que la conscience révolutionnaire de classe, qui ne s'élabore, avant la guerre, qu'au cours de la lutte elle-même et qui représentait le résultat du fusionnement de masses, de plus en plus importantes, a été réveillée actuellement dans l'esprit des ouvriers par la vie même au cours de laquelle se dévoilent tous les détails du mécanisme régulateur des prix, mécanisme dont dépendent, les conditions matérielles de la vie des ouvriers. Cette conscience provoque des tendances révolutionnaires, même parmi les éléments les plus arriérés de la classe ouvrière, tendances qui s'exacerbent au souvenir des privations endurées pendant la guerre, au souvenir des promesses dont on avait alors le peuple et de l'attitude du gouvernement cyniquement inactif, quand il s'agissait de la protection des masses contre l'exploitation, et au contraire, cyniquement énergique, quand il fallait défendre les intérêts des exploités; au souvenir, enfin, de la ténacité extraordinaire, frisant la provocation, avec laquelle la classe capitaliste, renforcée des nouveaux riches dont l'insolence n'avait d'égale que l'ignorance, défendait les positions qu'elle avait conquises pendant la guerre, contre toutes les revendications même les plus modérées.

Tous ces faits sont du domaine de la vie économique. Mais au point de vue politique, le prolétariat anglais a reçu, ces temps derniers, une série de leçons d'une haute importance révolutionnaire. Il est à noter que l'ouvrier anglais, comme son camarade russe, ne s'était pas fait, tout d'un coup à la guerre. Pendant plusieurs mois, il refusa opiniâtrément d'en tenir compte, comme le prouvent les grèves incessantes qui éclataient les premiers temps de la guerre même dans l'industrie militarisée. Les leaders-traitres et tout l'appareil officiel et officieux de propagande durent faire de grands efforts pour calmer les ouvriers et leur imposer une trêve dans la lutte des classes. Mais les ouvriers, tout en cédant, ne capitulèrent pas complètement, et sauf une ou deux catégories de travailleurs dupés par la propagande chauvine des leaders, ils continuèrent à traiter avec défiance pendant toute la guerre, la clique dirigeante et la bourgeoisie. Ils gardèrent au fond du cœur un sentiment de haine dû à la lutte économique précédente et qui se traduisait assez souvent par cette expression typique de menace: «Attendez un peu! Quand nos gars reviendront de la guerre...!» Le soupçon que le peuple était trompé se trouva bientôt confirmé. La diplomatie secrète de la conférence de Paris, les conditions barbares des

traités de Versailles, le trafic éhonté des territoires et des intérêts des diverses nationalités, la comédie de la «Ligue des Nations», la conclusion par trois grandes puissances d'une nouvelle alliance militaire, la renaissance du militarisme, cette fois sous une forme encore plus farouche et plus menaçante et, en fin de compte, l'intervention dans les affaires de la Russie, même après la disparition du «danger allemand», — tout cela et beaucoup d'autres choses encore, furent un abandon si cynique des principes dont s'inspirait la guerre, une trahison si nette et si ouverte envers les masses, que même les couches les plus modérées de la classe ouvrière se sentirent humiliées à la pensée qu'on avait pu les tromper avec tant de facilité.

Dans le domaine de la politique intérieure, la classe ouvrière fut dupée avec une impertinence non moindre. En décembre 1918, un mois après la conclusion de l'armistice, la campagne électorale parlementaire avait commencé et peu après, la coalition des libéraux et des conservateurs, dirigée par Lloyd Georges, obtint une majorité écrasante, inconnue jusqu'alors en Angleterre. Pendant cette campagne électorale où se donna libre cours le chauvinisme belliqueux, on ne fit pas à la société, il est vrai, de promesses spéciales, sauf celles de forcer l'Allemagne au remboursement de tous les frais de guerre et de faire juger le Kaiser. Mais les ouvriers avaient encore présentes à la mémoire les assurances solennelles de Lloyd Georges qu'après la guerre le monde serait reconstruit de façon que les héros y pussent vivre, en jouissant de tout le bien-être qui leur était dû, etc. ... etc. L'on sait que toutes ces promesses et assurances n'étaient qu'une immense tromperie, du premier au dernier mot: on n'a réalisé, depuis lors, aucune réforme, on n'a pas fait la moindre sérieuse tentative pour mettre un frein à l'avidité des spéculateurs et des profiteurs, on n'a mis à exécution aucune mesure susceptible d'atténuer quelque peu la crise du logement. Au lieu de tout cela, les ouvriers n'ont assisté qu'à une orgie frénétique des capitalistes exploités et au rejet complet de toute une série de revendications fondamentales de la classe ouvrière. Il y avait longtemps que le prolétariat anglais ne se souvenait d'avoir vu dans son pays un gouvernement et une chambre si réactionnaires, et ce contraste criant, entre ce qu'il était en droit d'attendre et la réalité, a joué, comme nous allons le voir, un rôle décisif dans la marche ultérieure des événements.

La combinaison de ces facteurs tant économiques que politiques, créa précisément en Angleterre un état de choses que l'on peut qualifier de révolutionnaire. Les traits fondamentaux de cet état de choses s'esquissèrent déjà presque au lendemain de l'armistice. En fin de novembre, il se produisit un fait de peu d'importance, mais très caractéristique. Le *Daily Herald*, journal ouvrier assez connu, se proposa d'organiser, dans la plus vaste salle qu'on pût louer à Londres, un grand meeting; et cela, partiellement dans un but de réclame, partiellement dans un but de propagande en faveur de l'idée de paix «démocratique». Toutes les dispositions nécessaires

avaient été prises : un contrat avait été signé avec les propriétaires de la salle, qui avaient reçu des arrhes, des affiches avaient été placardées et des billets d'entrée distribués dans toutes les organisations ouvrières. Au dernier moment, les propriétaires de la salle en refusèrent subitement la location sous prétexte qu'ils ne pouvaient pas la mettre à la disposition des ouvriers, de peur des désordres que pourraient provoquer, au cours du meeting, leurs nombreux adversaires politiques. Il était clair que le refus des propriétaires avait été dicté par le gouvernement qui avait résolu d'empêcher ce meeting. « Eh bien ! — se dit la rédaction du journal, — du moment que c'est impossible, il n'y a rien à faire, et puisque les propriétaires légitimes du local nous le refusent, il faudra se passer de meeting ». Tout à coup, sonnerie du téléphone : c'est le secrétaire du syndicat des ouvriers électriciens qui demande plusieurs douzaines de cartes d'entrée. On lui explique que, malheureusement, le meeting ne peut avoir lieu pour telle et telle raison. « C'est ce qu'on va voir ! » répond-il, et immédiatement il téléphone aux propriétaires du local : « Vous ne donnez pas votre local ? — Non, malheureusement, c'est impossible. — C'est impossible ? Eh bien, vous n'aurez plus d'électricité ». En effet, le même soir, le public, venu pour assister dans cette même salle à un concert de gala se trouva tout à coup plongé dans l'obscurité. Il fallut envoyer chercher des bougies, allumer les becs de gaz de réserve et expédier tant bien que mal, le programme du concert. Cet incident fit sensation, d'autant plus qu'on se proposait d'organiser quelques jours plus tard, dans la même salle un grand bal aristocratique, dit « bal des victoires ». Le gouvernement se vit contraint d'ouvrir son jeu. On fit venir au ministère du travail le secrétaire du syndicat des ouvriers électriciens et le représentant de la rédaction du *Daily Herald* et on les menaça de toutes les rigueurs du code pénal. En fin de compte, les propriétaires du local furent forcés de revenir sur leur refus et même de louer la salle au journal pour deux soirées, au lieu d'une. Les deux meetings eurent un plein succès.

Quand l'auteur de ces lignes eut appris la conduite des ouvriers électriciens dans cette affaire, il se rappela le « soleil qui se réfléchit dans la moindre goutte d'eau » et il s'écria involontairement : « Mais c'est le commencement de la révolution anglaise ! » Et à l'heure qu'il est, ces paroles encore me paraissent justes : c'était pour la première fois, en effet, que les ouvriers anglais manifestaient avec tant de vigueur et de netteté leur conscience politique de classe. Pour apprécier, comme il convient, cet incident relativement petit, il faut se rappeler que les ouvriers électriciens sont les « aristocrates » de la classe ouvrière anglaise et qu'au point de vue révolutionnaire, Londres est la ville la plus rétrograde de toute l'Angleterre. « Mais, — me disais-je alors, — si de telles choses peuvent se passer à Londres et si ce sont les ouvriers électriciens qui les provoquent, quel est donc l'état d'esprit des ouvriers plus éclairés du nord prolétarien, des régions industrielles du Lancashire ou de l'Ecosse ? »

Les élections parlementaires eurent lieu un

mois après cet incident. Ce fut Lloyd Georges qui choisit le moment avec son habileté de vieux routier rompu à tous les stratagèmes politiques. Les fumées enivrantes de la victoire troublaient encore les têtes de la grande et de la petite bourgeoisie. A dire vrai, une partie des ouvriers, particulièrement « les vieux », étaient influencés par le triomphe militaire de leur pays. Quant au gros de la classe ouvrière, il ne s'était pas encore fait à la nouvelle situation et n'avait pas encore eu le temps de rassembler ses idées et ses forces. A cette date, les organisations ouvrières commençaient seulement à renaître après leur dissolution volontaire pendant la guerre, et il ne pouvait encore être question d'une organisation du parti en vue des élections. Nous n'avions ni programme, ni mots d'ordre, alors que Lloyd Georges avait préparé en secret toute sa campagne plusieurs mois à l'avance. Les ouvriers en somme furent pris à l'improviste — par les nouvelles élections, et c'est ce qu'il fallait à Lloyd George et à sa clique qui profitèrent du désarroi des travailleurs pour s'assurer de nouveaux mandats quinquennaux. Cela ressemblait beaucoup à cette manœuvre pratiquée pendant la guerre et qui consistait à prévenir l'ennemi en faisant sauter son boyau de mine souterrain. La déloyauté de cette manœuvre politique, provoqua naturellement l'indignation des ouvriers et c'est ce qui explique qu'ils s'abstinrent en général de prendre part au vote dans les régions industrielles ; cette abstention fut la marque caractéristique de cette campagne électorale. Ce fut de la part des ouvriers, une espèce de boycottage, une forme de protestation, dont usent instinctivement les électeurs quand ils comprennent subitement qu'on veut les tromper. Mais on peut dire avec raison que ce ne fut pas là, de leur part, une tactique heureuse. Elle assura en effet à Lloyd George une énorme majorité et eut pour conséquence la débâcle de l'aile gauche du parti ouvrier dans toutes les régions où ce boycottage fut appliqué sur une grande échelle. D'ailleurs, la classe ouvrière, quand elle se trouva devant les résultats de sa tactique, c'est-à-dire en présence d'un parlement réactionnaire, et quand elle en eut fait sur elle l'épreuve, comprit qu'elle était tombée dans un piège ; elle comprit, en même temps, le caractère illusoire du parlementarisme et souleva la question d'une action directe, comme moyen de lutte extra-parlementaire, extra-constitutionnel, pour obtenir la réalisation de ses revendications. C'était déjà une hérésie révolutionnaire sentant le « soviétisme » ou le syndicalisme, mais, en tout cas, une hérésie révolutionnaire.

La Triple Alliance (fédération des syndicats des houilleurs, des cheminots et des ouvriers des transports) fut la première à inscrire sur son drapeau ces mots significatifs de « direct action », (action directe). Et ce fut précisément l'intervention dans les affaires de la Russie qui lui en fournit l'occasion. Tous ceux qui savent combien les ouvriers anglais ont toujours été réfractaires à n'importe quels influences ou mots d'ordre internationalistes, ont dû être fortement étonnés à la vue de cette attitude inopinée des trois syndicats ouvriers anglais les plus importants. L'intervention

en faveur de la Russie, de la Russie ouvrière et paysanne, et accompagnée en outre de la menace d'employer contre le gouvernement l'arme économique de la classe ouvrière: la grève générale, voilà qui devait sembler pour tous un miracle sauf pour les observateurs attentifs du changement considérable qui s'était produit peu à peu dans la psychologie des ouvriers avant et surtout après la guerre. Quoi qu'il en fût, la seule menace d'une action directe suffit pour forcer le gouvernement à promettre aux ouvriers que les troupes anglaises seraient évacuées de la Russie. Nous savons que tout cela ne s'est pas fait en un jour que la «Triple Alliance» n'eut pas le courage de mettre à exécution, elle seule, sa menace, mais soumit la question à l'examen du congrès général des syndicats, spécialement convoqué dans ce but, et que le congrès—encore un miracle!—approuva en principe et le but et le moyen proposé; il est vrai que le congrès, lui aussi, ne se décida pas à mettre immédiatement en application ce moyen et, à son tour, se déchargea sur son comité permanent du soin de résoudre cette question. S'étant réuni quelque temps après, le congrès renvoya à un mois ou deux sa décision définitive. Dans une impatience bien compréhensible, nous pouvons nous indigner et nous nous indignons, en effet, en voyant cette lenteur et ces sempiternelles hésitations; mais le fait même que les syndicats les plus importants et toute la masse ouvrière professionnellement organisée, qui était jusqu'alors la force la plus réactionnaire de l'Angleterre, ont proclamé la cause de la Russie ouvrière et paysanne et enrichi leur arsenal d'un moyen de lutte politique, tel que la grève générale, ce fait,—nous le répétons—est d'une haute importance politique.

C'est à ce moment que la question de la grève générale fut discutée par les mineurs qui prirent également la résolution d'avoir recours à ce moyen pour aboutir à une grande réforme économique et sociale, savoir: la nationalisation de toute l'industrie minière, parce qu'il s'agissait, dans ce cas, non seulement de la remise entre les mains de l'Etat de toutes les entreprises, mais aussi de l'introduction du contrôle ouvrier. Depuis longtemps, les ouvriers avaient compris qu'en formulant sans cesse des revendications économiques et en réclamant des augmentations de salaires, du fait de la hausse incessante des prix, ils ne faisaient que tourner dans un cercle vicieux; ils comprenaient aussi que, tant que les mines de houille restent entre les mains des propriétaires privés, toute hausse des salaires, même la moindre, détermine inévitablement une hausse encore plus sensible du prix de la houille et, par conséquent, une augmentation des frais de production dans les autres branches de l'industrie; qu'à son tour, ce fait provoque fatalement une hausse équivalente des prix de tous les articles de première nécessité, dont les mineurs, ainsi que le reste de la population, souffrent encore davantage, alors que les trusts houilliers et autres compagnies industrielles en retirent des bénéfices encore plus grands. Voilà pourquoi, déjà au cours de la guerre, les ouvriers mineurs avaient commencé à exiger la nationalisation des mines houillères,

mais le gouvernement n'avait fait que des réponses évasives à cette réclamation, s'y montrant tantôt favorable, tantôt manifestement hostile. Quand la composition du nouveau parlement fut connue, les ouvriers comprirent qu'il n'y avait pas à attendre d'un gouvernement de cette sorte la nationalisation des entreprises, mais, cette fois, au lieu de se soumettre à leur sort, ils adressèrent d'une façon tout à fait inattendue au gouvernement un ultimatum avec menace, dans le cas où leurs revendications seraient repoussées, de déclarer la grève générale dans toute l'industrie minière. Cet acte équivalait à un abandon complet du principe de la démocratie parlementaire et à une tentative d'établir un nouveau principe, lequel sentait, comme le comprit tout de suite la presse bourgeoise, la dictature de la classe ouvrière. Le gouvernement se rendit parfaitement compte qu'une réponse positive ou négative à l'ultimatum lui serait également dangereuse; il ne doutait point que, en cas de conflit, non seulement les mineurs, mais aussi les cheminots et les ouvriers des transports, affiliés à la «Triple Alliance», fussent entraînés dans la lutte qui pourrait aller jusqu'à une bataille générale entre le travail et le capital et se terminer par une révolution. Le gouvernement sut cependant éviter le danger immédiat qui le menaçait, en proposant la création d'une commission d'enquête politique publique chargée de déterminer exactement la véritable situation de l'industrie minière, et en s'engageant d'avance à se conformer à toutes les décisions de ladite commission. La proposition fut acceptée et la commission d'enquête se mit à l'œuvre; elle confirma d'une manière éclatante la justesse des raisons invoquées par les ouvriers en faveur de la nécessité de la nationalisation des entreprises. La plupart des membres de la commission, y compris son président, un magistrat très en vue, nommé à ce poste par le gouvernement, se prononcèrent pour la nationalisation de toutes les mines, et seule la minorité de la commission composée de propriétaires de mines, s'opposa à cette mesure et proposa un compromis et quelques palliatifs qui, en somme, n'apportaient pas de modifications sensibles à la situation. Cependant le gouvernement refusa catégoriquement de donner suite à la décision de la majorité et, prenant parti pour les propriétaires des mines, déclara résolument qu'il ne consentirait pas à la nationalisation. Le congrès des ouvriers mineurs, tenu dans la suite, décida, de son côté, de ne pas céder et, au moment où nous écrivons ces lignes, l'on fait, dans les régions minières, une propagande très active et l'on prépare un nouveau congrès qui aura à se prononcer définitivement sur la question de la grève générale.

A peine la société bourgeoise avait-elle évité un danger, qu'elle se vit menacée d'un autre: les cheminots qui, depuis plusieurs mois, menaient avec le gouvernement des pourparlers purement professionnels sur l'égalisation des conditions de service et des salaires, rompirent brusquement les négociations, adressèrent au gouvernement un bref ultimatum et n'y ayant pas reçu de réponse satisfaisante, déclarèrent la grève générale. L'insolence «inouïe» de cet acte, ahurit le bon

bourgeois. Mais quelques heures après, l'on apprit que le gouvernement s'était déjà préparé à cette grève: il avait formé, pour assurer les services, des détachements de «renards» bourgeois, avait constitué d'importants stocks de vivres, organisé la défense militaire des trains et pris toutes les mesures nécessaires pour être à même, au besoin, de proclamer l'état de guerre et de procéder à la formation d'une garde blanche. Il était évident que la grève ne déplaisait pas au gouvernement, qui l'avait peut-être provoquée à son escient pour infliger à la classe ouvrière, en la personne de l'une de ses avant-gardes, une bonne leçon et pour faire exploser prématurément la mine que l'ennemi lui préparait. Voilà pourquoi le mouvement qui aurait dû avoir par son esprit même, un caractère professionnel, inoffensif, acquiel du coup une importance politique énorme. La portée de cet événement fut d'autant plus grande que toute la société bourgeoise: journaux, partis politiques, clergé, corps enseignant, etc. avait pris fait et cause pour le gouvernement. Aucune grève ouvrière n'avait jamais été accueillie avec une réprobation aussi unanime et bruyante; l'on sentait que la bourgeoisie était prête à une lutte à outrance pour la faire échouer. Mais la classe ouvrière se leva alors comme un seul homme. Les ouvriers des transports et les houilleurs déclarèrent de leur côté, qu'ils se mettraient aussi en grève, si le gouvernement refusait de faire droit aux revendications des cheminots; les ouvriers typographes de la presse bourgeoise, eux, invitèrent les directeurs des journaux à changer de ton dans leurs articles, menaçant en cas de refus, de suspendre l'impression des journaux. C'est ainsi que, pour la première fois dans son histoire, l'Angleterre, ce pays classique des «libertés civiles», vit tout à coup se dresser devant elle la question de la liberté de presse; mais la classe ouvrière décida alors que ses intérêts et droits étaient au-dessus de toutes les «libertés». Le geste des ouvriers typographes, connus non seulement en Angleterre, mais aussi dans tous les autres pays par leur esprit conservateur—la raison est qu'ils touchent de plus en plus près que le reste du prolétariat à la source principale de l'influence intellectuelle de la bourgeoisie—était non moins caractéristique pour la psychologie nouvelle de la classe ouvrière anglaise que celui des ouvriers électriciens que nous avons déjà cité. Il produisit une très forte impression et contribua puissamment à faire réfléchir le gouvernement qui revint sur sa décision et consentit à entamer des pourparlers, comme l'avaient demandé les ouvriers. Ceux-ci alors reprirent aussitôt le travail. C'est ainsi que le premier combat sérieux contre les forces unies de la société capitaliste se termina pour la classe ouvrière par une victoire brillante. L'on ne saurait exagérer la portée politique de ce fait.

Cette grève, indépendamment de son issue, a eu pour les travailleurs une immense importance éducatrice. Ceux-ci ont eu un exemple frappant, une démonstration éclatante de la solidarité de la bourgeoisie tout entière sans distinction de partis et, de degrés dans l'échelle sociale, et ils ont compris, cette fois, avec netteté la leçon donnée

par les typographes. Ils ont compris, pour la première fois, peut-être non seulement la nécessité pour eux d'une presse ouvrière spéciale, mais aussi la raison des mesures de répression prises en Russie Soviétiste contre les journaux bourgeois. Si, se sont-ils dit, dans un pays comme l'Angleterre où la guerre civile est encore très loin et où chaque mensonge et chaque calomnie peuvent être immédiatement réfutés, si, dans ce pays, la presse bourgeoise peut mentir avec tant d'impudence, quelle est donc la valeur des «renseignements» et des «accusations» que cette presse repand dans le public sur la lointaine Russie ouvrière et paysanne? Cette question hantait les esprits des ouvriers qui peu à peu ont cessé de prêter foi aux fables qu'on leur contait sur la Russie. Cette grève eut donc une grande importance, elle mit le prolétariat anglais du côté de la Russie Soviétiste. L'intervention dans les affaires russes est maintenant réléguée dans le domaine de l'impossible.

En général, l'attitude adoptée par la classe ouvrière anglaise à l'égard de la Russie mérite toute notre attention, parce qu'elle reflète le revirement qui se produisit dans la conscience du prolétariat britannique. Il va de soi, que ce n'est pas spontanément et tout d'un coup que les ouvriers anglais se rendirent compte de l'importance de la révolution d'octobre. Ils s'imaginaient de bonne foi que les bolchéviks étaient des agents de l'empereur d'Allemagne et que la révolution d'octobre n'était qu'une aventure d'une bande de joueurs hasardeux. Les négociations de paix de Brest-Litovsk leur ouvrirent pour la première fois les yeux et depuis lors leur sympathie pour les masses ouvrières de la Russie n'a fait qu'augmenter. Cependant, cette évolution fut sérieusement entravée jusqu'à la conclusion de l'armistice par l'influence des leaders ouvriers et par la presse bourgeoise qui ne faisait que décrier la Russie Soviétiste, particulièrement après la rupture définitive des relations diplomatiques provoquée par le complot de Lockhart. Mais, après la conclusion de l'armistice, la sévérité de la censure s'attenua, l'atmosphère politique se déchargea, et on eut la possibilité de donner au public des nouvelles plus exactes sur la Russie; une première brèche fut ainsi percée dans le mur épais du mensonge. A cette date, les nouvelles qui parvenaient en Angleterre sur la Russie Soviétiste n'étaient pas abondantes, mais l'esprit des ouvriers était tel que ces quelques bribes d'informations ont suffi pour leur révéler la vérité. L'intérêt même que les masses ouvrières anglaises portaient à la cause des ouvriers d'un autre pays était déjà quelque chose de nouveau, d'insolite. Il est vrai que cette cause ouvrière présentait, cette fois, une importance toute particulière, et c'est pour cette raison, sans doute, qu'elle joua le rôle de focusin avertisseur même dans un milieu aussi isolé, aussi peu intellectuel que celui de la masse ouvrière anglaise. Et le mérite de la révolution d'octobre devant l'histoire sera précisément d'avoir éveillé la conscience de classe dans les cœurs des éléments les plus arriérés du prolétariat mondial; la preuve en est la différence d'attitude de la classe ouvrière anglaise à l'égard

de la révolution russe et à l'égard de la révolution en Allemagne où les représentants des ouvriers, eux aussi, s'étaient emparés du pouvoir. La rapidité et la justesse avec laquelle les ouvriers anglais se sont orientés dans les événements russes enveloppés à dessein par la bourgeoisie d'une obscurité impénétrable où ne passaient que de rares étincelles de vérité est une preuve que la conscience des ouvriers présentait un terrain favorable pour les semences de la vérité. A partir de ce moment, le gouvernement britannique se trouva dans l'impossibilité de fait d'envoyer ouvertement des troupes pour combattre la Russie soviétiste et fut forcé de recourir dans ce but à différents subterfuges et artifices. Les élections de décembre qui ont révélé aux ouvriers le néant de cette démocratie parlementaire, tant vantée, ont joué aussi leur rôle dans l'œuvre de l'éclaircissement de la conscience des masses ouvrières: elles ont donné au prolétariat une explication pratique et une justification irréfutable de la dissolution de l'Assemblée Constituante, dissolution qui jusqu'alors avait été le principal argument des démagogues, partisans de l'intervention dans les affaires de la Russie Soviétiste. Après les élections de décembre, cet argument perdit définitivement sa force de persuasion et les ouvriers commencèrent en général à sympathiser avec le pouvoir soviétiste. Plus la lutte de classes s'envenimait en Angleterre, plus les ouvriers de ce pays se méfiaient de la politique d'intervention de leur gouvernement et manifestaient de sympathie pour la Russie ouvrière et paysanne et ses devises. Les deux phénomènes, avaient une influence réciproque: le conflit toujours croissant en Angleterre même entre les ouvriers et le gouvernement rendait plus intransigeante l'attitude du prolétariat à l'égard de la politique d'intervention, et, en même temps, l'augmentation de la propagande anti-interventionniste accélérât la croissance de la conscience révolutionnaire des masses. La popularité de la Russie Soviétiste et de ses mots d'ordre allait toujours croissant, ce que montraient clairement l'état d'esprit du public ouvrier qui fréquentait les nombreuses réunions consacrées à la question russe et l'accueil que ce public faisait aux orateurs du camp adverse. Les leaders eux-mêmes (tels que Sidney Webb en personne, président de la commission du parti ouvrier pour les affaires étrangères, qui défendait en été 1918 l'occupation du chemin de fer de Sibérie par les Tchéco-Slovaques) qui avaient jusqu'alors ouvertement soutenu la politique gouvernementale ou qui avaient gardé un silence assez équivoque, commencèrent à se prononcer pour la nécessité d'un armistice avec la Russie; un peu plus tard, au mois de septembre, le congrès des trade-unions menaça formellement le gouvernement d'une grève générale s'il ne rappelait immédiatement de Russie les troupes britanniques. Mais ce fut la grève des cheminots qui porta le coup de grâce à l'intervention armée; elle releva du coup la conscience de classe des ouvriers anglais et leur dévoila toute la turpitude et la perfidie de la bourgeoisie démocratique. Toutes les attaques démagogiques des partisans de la „démocratie“ contre la dictature du prolétariat en Rus-

sie ne trouvèrent plus d'écho, et le dernier rempart des impérialistes et des interventionnistes se trouve ainsi démoli. La classe ouvrière anglaise se rangea résolument du côté de la Russie ouvrière et paysanne et les milieux gouvernementaux de la Grande-Bretagne comprirent que toute tentative ultérieure d'étrangler l'odieuse république socialiste serait non seulement vouée à un échec, mais pourrait donner lieu à des complications peu désirables pour l'Angleterre. En insistant sur un changement radical de la politique alliée à l'égard de la Russie, Lloyd George doué, il faut le reconnaître, d'un sens pratique très développé céda non seulement à la considération que toute aventure militaire ultérieure contre la Russie serait fatalement vouée à l'insuccès après toutes les victoires remportées par l'armée rouge, mais aussi à la crainte bien justifiée que le maintien de la politique d'intervention accélérerait le développement des tendances révolutionnaires des masses anglaises et finalement mettrait le pays en face d'une révolte armée de la classe ouvrière.

La sympathie que la classe ouvrière de l'Angleterre a pour la grande révolution prolétarienne russe est tout à fait naturelle, mais la popularité dont la République Soviétiste jouit parmi les intellectuels anglais peut paraître surprenante. L'on sait que, nulle part, les liens idéaux qui rattachent les intellectuels aux sphères gouvernantes de la bourgeoisie ne sont si étroits qu'en Angleterre et c'est pour cette raison que le mouvement socialiste de ce pays a été si pauvre en forces intellectuelles. Ceux des intellectuels, auxquels ne suffisaient plus les mots d'ordre de la politique traditionnelle du libéralisme et du radicalisme bourgeois, n'allaient pas plus loin que l'idéologie de la société «fabienne»: C'était pour ces jeunes gens mécontents du libéralisme bourgeois et pourtant, par snobisme ou par timidité, incapables de rompre définitivement avec lui, une forme tout à fait convenable de socialisme. Actuellement ces mêmes intellectuels sont tellement enchantés de la République Soviétiste qu'ils sont prêts à accepter même les principes communistes y compris la théorie et la pratique de dictature prolétarienne. — Cet engouement est-il sérieux? Il est difficile de le dire. Il est possible que, lorsque la question de la dictature prolétarienne passera, en Angleterre, du domaine de la théorie à celui de la pratique, à ce moment décisif, une bonne partie des intellectuels se sauve dans le camp opportuniste, mais pour le moment leur sympathie est précieuse pour nous, car c'est grâce à elle que quelques journaux libéraux ont changé d'attitude envers la Russie.

Ce nouvel état d'esprit des intellectuels anglais a été favorisé non seulement par la faillite du libéralisme et par la difficulté de plus en plus grande de trouver du travail dans les professions libérales, mais encore par la déception causée par l'issue de la guerre. Il est très probable que les pourparlers de Brest-Litovsk avec leur défi au monde bourgeois n'y ont pas été étrangers.

De cette ébauche rapide du mouvement ouvrier anglais depuis la paix, il résulte clairement que l'état d'esprit des masses ouvrières a radica-

lement change. Les ouvriers anglais ne sont plus les bons garçons qui faisaient autrefois l'admiration de la bourgeoisie mondiale. A présent, c'est une force révolutionnaire prête à tout moment à se ruiner sur la société capitaliste et à la détruire. Et il suffirait pour cela d'un mot des chefs, de l'initiative hardie d'une personnalité connue des masses et douée des talents de chef révolutionnaire. Mais, pour le moment, il n'existe pas de tels chefs et c'est là le seul obstacle qui endigue la tempête révolutionnaire. A la tête des masses ouvrières conscientes à présent de leur force et déjà mûres pour la Révolution se trouvent de vieux chefs qui, depuis longtemps, ont perdu tout contact avec leurs troupes. Ce sont ces chefs embourgeoisés, corrompus ou achetés depuis longtemps par la bourgeoisie qui retardent la révolution et qui maintiennent les masses ouvrières dans les anciennes ornières. Pourquoi les mineurs ont-ils accepté la nomination d'une commission d'enquête qui a traîné l'affaire en longueur et a ainsi permis aux propriétaires de mines et au gouvernement de prendre les mesures nécessaires? Lorsque le gouvernement a rejeté la décision de la Commission, pourquoi les mineurs ne se sont-ils pas mis en grève? Pourquoi se sont-ils laisser persuader de la soi-disant nécessité d'un nouveau Congrès et d'une nouvelle propagande en faveur de la nationalisation des mines? Et pendant la grève des cheminots, au moment où le gouvernement hésitait encore à faire des concessions qu'est-ce qui a empêché les ouvriers des transports et les autres de déclarer la grève générale? Pourquoi, enfin, les ouvriers, au lieu de faire une nouvelle grève ont-ils accepté un compromis qui ne les satisfaisait point?

Bien plus, quand le Congrès des Trade-Unions, porte-parole de la volonté des masses ouvrières a décidé la grève générale, si l'intervention dans les affaires russes ne prenait pas fin, pourquoi cette décision n'a-t-elle pas été exécutée? Pourquoi est-elle restée platonique jusqu'au deuxième congrès; et pourquoi ce congrès s'est-il limité à l'organisation d'une délégation pour la Russie, qui d'ailleurs ne put partir que quelques mois plus tard par suite de la lenteur des «pourparlers» que le Comité menait avec le gouvernement pour la question des passeports.

Dans toutes ces circonstances la volonté des masses ouvrières a été sabotée par les chefs officiels qui craignaient plus que tout la Révolution et qui mettaient en œuvre toute leur diplomatie et ne s'arrêtaient devant aucune intrigue pour en empêcher la réalisation.

A peine, par exemple, les ouvriers des transports et les typos avaient-ils émis le désir de venir en aide aux cheminots en grève, que leurs comités exécutifs avaient déjà formé un comité d'arbitrage et couru présenter au gouvernement des projets susceptibles d'apaiser le conflit et d'écarter le danger; et quand la formule du compromis qui émut si fortement les cheminots fut publiée les mêmes représentants de la «Triple alliance» s'empressèrent de chuchoter à leurs collègues que la grève générale était inopportune. Le sabotage des chefs dans la question de l'intervention est trop clair pour nécessiter d'autres

exemples. Très intéressante est la tactique des leaders quand, après les élections de décembre, les masses ouvrières eurent perdu leurs illusions sur le compte des institutions parlementaires. A ce moment-là, et sans trop de difficulté, des chefs audacieux auraient pu transformer cette déception en une opposition décisive à tout le démocratisme bourgeois et fortifier dans les masses la conviction de la nécessité d'une action directe, extra-parlementaire, pour renverser l'Etat bourgeois. Mais pour cela il aurait fallu avoir des chefs pareils à ceux que le sort a donnés à la Russie et non pas les Henderson et les Macdonald dont la mauvaise fortune a doté l'Angleterre. Profitant de ce que le résultat des élections était dû en grande partie à l'abstention des masses ouvrières, les Henderson et les Macdonald s'empressèrent de faire une large propagande parmi les ouvriers en faveur du parlementarisme. «Vous aurez le temps de vous désillusionner de la lutte et des institutions parlementaires lorsque vous aurez appris à en user; vous devez, avant tout, vous convaincre par la pratique qu'elles ne peuvent vous donner rien de bon»—disent-ils aux ouvriers. Les masses ouvrières prennent alors une large part aux élections et c'est grâce à cela sans doute que les candidats du Parti ouvrier obtiennent un brillant succès—ce qui prouve encore l'éveil des masses—mais cette participation de la classe ouvrière à la lutte parlementaire l'éloigne de l'idée, soviétiste, affaiblit son intérêt pour les formes révolutionnaires de lutte et de nouveau affermit sa foi en les institutions parlementaires. En même temps cependant, elle maintient chez les ouvriers l'idée de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière; elle leur suggère que la transformation radicale de la société doit être réalisée par eux-mêmes. A ce point de vue la fièvre électorale dont, à ce moment, est saisie la classe ouvrière joue malgré tout un rôle révolutionnaire; elle pose la question de l'organisation du gouvernement ouvrier et cela a, comme nous allons le voir, une très grande importance.

Une question s'impose. Pourquoi les chefs réactionnaires ont-ils une telle influence sur les ouvriers révolutionnaires? Pourquoi ces derniers permettent-ils de saboter leur volonté? Pour comprendre ce fait il est nécessaire de se rappeler que, depuis la chute du chartisme, c'est à dire depuis le milieu du siècle passé environ, le mouvement ouvrier en Angleterre s'est déroulé sous la forme de mouvement syndicaliste et que les seules organisations ouvrières furent les syndicats. Depuis le commencement du XX-e siècle le mouvement ouvrier a revêtu également une forme politique, mais cette forme greffée sur le mouvement économique avait, en fait, pour base l'organisation professionnelle. Le parti ouvrier était, à proprement parler, le parti politique des syndicats. Dans ce parti, il est vrai, entraient les groupes socialistes, mais bientôt la social-démocratie en sortit; quant au «Parti ouvrier indépendant» composé d'une infime minorité d'opportunistes il décida d'«imprégner» progressivement de socialisme les syndicats ou plutôt, la bureaucratie syndicaliste. Le résultat a été que le «Parti ouvrier indépendant» est tombé sous l'entière dépendance de la bureaucratie syn-

dicaliste et a échangé ses principes socialistes contre des mandats électoraux.

Quoi qu'il en soit les syndicats étaient restés la forme prépondérante sinon unique de l'organisation de la classe ouvrière. Remplissant à la fois des fonctions économiques et politiques ces syndicats satisfirent à tous les besoins des masses, tant que celles-ci restèrent dans une demi-léthargie politique. Depuis, la situation a certes changé; les masses ont beaucoup progressé, mais la forme de leur organisation est restée la même. Il est vrai que, pendant la guerre, nous avons assisté à l'apparition des comités de fabrique qui représentent une nouvelle forme d'organisation de la lutte économique; le parti ouvrier s'est élargi, car il s'est détaché des syndicats comme tels et s'est reconstitué sur les bases de sections politiques locales, où peuvent entrer les organisations ouvrières ainsi que les particuliers. Mais malgré les espérances qu'ils faisaient concevoir à leurs débuts, les comités de fabrique se développent très lentement; car ils se heurtent à l'activité traditionnelle des masses habituées aux «Trade-unions» auxquels, au fond, il font concurrence sur le champ de la lutte professionnelle; quant aux sections locales du Parti, les syndicats y ont la prédominance, grâce à leur supériorité numérique. En résultat nous voyons que, même les nouvelles formes révolutionnaires du mouvement ouvrier en Angleterre sont obligées de se développer dans le cadre des organisations professionnelles, dont le mécanisme même, avec sa hiérarchie de Comités, sa bureaucratie et l'esprit petit-bourgeois de ses employés, est créé pour comprimer toute initiative révolutionnaire des masses ouvrières. Néanmoins la classe ouvrière ne peut exister sans syndicats et tant que ceux-ci resteront l'unique ou le principal organe du mouvement ouvrier, ce dernier sera saboté par la bureaucratie tradunioniste et par les représentants politiques dans le parti ouvrier. C'est pourquoi, nous sommes convaincus que les syndicats seront aussi peu aptes que le Parlement à jouer le rôle d'instrument de la Révolution prolétarienne. La révolution doit se faire en dehors d'eux aussi bien qu'en dehors des institutions parlementaires où bien elle ne se fera pas.

Pourtant la Révolution se fera. La désorganisation économique de plus en plus profonde, créée par la guerre et la paix qui l'a suivie et contre laquelle la société capitaliste est absolument incapable de lutter, nous en est garante. Et nous ne voulons pas dire par là que le capitalisme tombera automatiquement, mécaniquement comme un édifice pourri; nous voulons dire que cette désorganisation influant sur les conditions de la vie et du travail du prolétariat doit infailliblement le conduire au désespoir et l'inciter à la révolte. L'idée qu'une telle crise est impossible dans l'Angleterre actuelle avec ses ressources et la clairvoyance de sa classe dominante est erronée. Cette crise, en effet, est universelle, elle touche tous les pays capitalistes et par conséquent elle ne peut pas ne pas affecter l'Angleterre où le capitalisme est plus développé que nulle part ailleurs. Bien plus, comme l'Angleterre est le pays du capitalisme porté à son plus haut degré de

développement, la crise économique doit la toucher tout particulièrement. Tout ce que l'on peut dire de l'Angleterre, c'est que dans ce pays remarquable par la richesse de ses ressources économiques et la clairvoyance de son gouvernement, la révolution socialiste prendra, peut-être d'autres formes et se déroulera d'une autre façon sur le continent. Il est facile en effet de se représenter la situation: la lutte économique atteint son apogée: les mineurs réclament la nationalisation des mines; les cheminots exposent un programme à peu près analogue; les ouvriers des autres industries exigent des augmentations de salaire. Or il est possible que toutes ces revendications soient présentées en même temps, non par hasard, mais par suite d'un accord préalable, car il est déjà question de l'organisation d'un «état-major» pour toute la classe ouvrière organisée. En tout cas, il n'y a personne en Angleterre qui ne soit persuadé de la possibilité ou même de la probabilité d'une telle concentration de la lutte économique dans un avenir très rapproché. Nous voyons, en effet, que quelque soit l'art avec lequel les chefs du mouvement professionnel et le gouvernement atténuent les points essentiels du programme des mineurs et des cheminots par exemple, la masse ouvrière n'a nullement l'intention de renoncer à ses revendications; au contraire, à mesure que la crise économique s'accroît, elle exige avec plus de force qu'il y soit fait droit. Un moment viendra—et il n'est pas éloigné—où les chefs mêmes seront obligés de soutenir les revendications ouvrières comme c'a été le cas pendant la grève des cheminots, et alors la grève des principales branches de l'industrie sera inévitable et cette grève pourra s'étendre à toutes les autres branches. Et alors que fera le gouvernement? Qu'entreprendra la bourgeoisie? Ils céderont aux ouvriers? Mais comment le pourraient-ils sur des questions d'une importance capitale comme la nationalisation (ou la socialisation) des mines et des chemins de fer?

Et même s'ils cèdent, tout sera-t-il fini? Une victoire si importante et gagnée surtout par un tel procédé ne fera qu'exciter l'humeur combative de la masse ouvrière et l'amener à poser d'autres exigences qui toucheront encore plus au vif les intérêts vitaux de la classe capitaliste et de la société bourgeoise. Il reste une autre alternative: le compromis, mais, même si les ouvriers s'y préparaient—ce qui est peu probable, étant donné l'atmosphère de lutte aiguë—ce ne serait qu'un court armistice et non la solution définitive de la crise. Dans le premier, comme dans le second cas, il arrivera un moment où les deux partis adverses seront de nouveau aux prises pour un combat décisif; et cela si même la classe ouvrière ne le comprend pas, il est certain que la bourgeoisie avec sa perspicacité, le comprendra. Il ne faut pas oublier que ces dernières années, beaucoup de nouveaux éléments, de formation «américaine» se sont infiltrés dans la bourgeoisie anglaise.—Ces nouveaux venus, ces intrus sont étrangers aux anciennes coutumes et traditions anglaises et il est très probable que les sphères dirigeantes relèveront le défi du prolétariat, lui déclareront une guerre féroce, supprimeront le «habeas corpus», mettront le pays

en état de siège, etc., etc., comme on le fait en Irlande et dans les colonies, et comme on a failli le faire pendant la grève des chemins de fer. Alors, aucun doute, la véritable révolution se produira en Angleterre.

L'auteur de ces lignes considère qu'une telle folie est bien possible de la part de la bourgeoisie actuelle anglaise avec ses Churchill, Geddes, Northcliffe et autres belliqueux paladins de l'impérialiste. Mais d'autre part, l'ancienne Angleterre n'est pas encore tout à fait morte et il est probable qu'au dernier moment «elle se fera respecter» et prendra le dessus sur la nouvelle. En tout cas, c'est ce qui eut lieu lors de la dernière grève des cheminots, quand le représentant des anciennes traditions, Lloyd George, écartant habilement Churchill et Geddes entra en scène et dépêcha aux ouvriers des parlementaires; et cela, presque à la veille de la transmission du pouvoir à lord Haig, ancien commandant en chef des armées pendant la guerre.

Si l'affaire prend une semblable tournure il est probable que le ministre donnera sa démission en conseillant au roi de charger Henderson ou quelque autre leader «populaire» de la formation d'un gouvernement ouvrier: que les ouvriers et leurs chefs se débrouillent eux-mêmes! Et comme un tel gouvernement n'aura pas de majorité dans le parlement, il le dissoudra immédiatement et fixera de nouvelles élections qui évidemment donneront aux ouvriers la majorité désirée.

Tout cela est certainement une hypothèse, mais cette hypothèse a pour elle beaucoup de probabilités. La bourgeoisie elle-même est convaincue qu'un tel gouvernement est inévitable dans un avenir prochain. Tout y concourra: la décomposition intérieure du vieux parti libéral, l'intérêt extraordinaire des ouvriers pour la lutte parlementaire et tout ce que nous venons de dire. L'on peut être certain que si le gouvernement de Lloyd George, malgré la volonté ouvrière très clairement exprimée dans les élections supplémentaires, décide de rester au pouvoir jusqu'à l'expiration de son mandat quinquennal, les élections générales suivantes donneront la majorité aux ouvriers. La bourgeoisie, elle-même, d'ailleurs considère que les ouvriers seront au pouvoir dans 2 ou 3 ans; mais elle oublie l'indignation sans cesse croissante de la classe ouvrière et le commencement probable dans un avenir très peu éloigné de la crise que nous avons décrite. Elle oublie également l'acuité de toute une série de questions de politique extérieure et intérieure, que ni le gouvernement de Lloyd George ni aucun autre gouvernement ne pourrait résoudre, nous voulons parler des questions d'Irlande, d'Égypte, des Indes, de la question financière, etc. Il semble que Lloyd George, ce cerveau le plus solide de la bourgeoisie anglaise contemporaine, comprenne très bien tout cela et fasse déjà dans sa tête des plans pour se décharger sur le gouvernement ouvrier de la solution de ces questions ardues. Nous ne serions nullement étonné que, devant le moment où toutes ces questions y compris la question ouvrière deviendront insolubles, Lloyd George dissolue lui-même le parlement, ou bien remette le pouvoir aux représentants de la classe ouvrière.

Et c'est parce que la classe dirigeante anglaise est si clairvoyante qu'il est difficile d'admettre qu'elle donnerait à la crise le temps de se développer jusqu'à la fin, jusqu'à la véritable révolution sans chercher à diminuer son acuité par une concession opportune. Il va de soi, qu'en faisant cette concession la bourgeoisie n'aura aucunement l'intention de renoncer à son pouvoir effectif. Au contraire, connaissant bien les chefs ouvriers elle leur cédera nominalement le pouvoir dans la pensée qu'en très peu de temps, incapables de rien accomplir de sérieux, ils feront faillite et qu'alors les ouvriers désillusionnés remettront de nouveau le pouvoir à la bourgeoisie. La première partie de ce raisonnement est très juste. Le gouvernement ouvrier qui se formera sera le gouvernement des Henderson et des Macdonald, c'est-à-dire des chefs du mouvement professionnel et un tel gouvernement ne fera absolument rien pour la classe ouvrière.

Ce ne sont ni les enquêtes, ni les promesses, ni les palliatifs qui pourront résoudre les problèmes actuels de la politique extérieure et intérieure, mais des résolutions révolutionnaires dont les Henderson's et les Macdonalds sont absolument incapables. Ils n'ont pour cela ni la hardiesse d'esprit, ni la décision, ni même le savoir. Mais s'il est juste de croire qu'un tel gouvernement ne sera qu'un misérable avorton, il serait erroné de penser que la classe ouvrière désillusionnée retournera en arrière. Il est hors de doute que le seul fait de l'existence d'un gouvernement ouvrier, augmentera encore plus la fermentation révolutionnaire de la classe ouvrière qui aura pris alors conscience de sa force et qui ne tardera pas à présenter ses revendications. Sur ce terrain il peut même se produire des conflits avec le gouvernement; et plus l'opposition bourgeoise excitera le gouvernement contre les ouvriers, plus le gouvernement rampera devant elle et plus ces conflits prendront un caractère sérieux. Ce n'est pas à droite, mais à gauche qu'iront les ouvriers quant ils seront désillusionnés par le gouvernement de Henderson et Macdonald et l'étape suivante ne sera pas le retour de la bourgeoisie au pouvoir, mais la révolution socialiste. Il est probable qu'auparavant il y aura quelques tentatives de coup d'état dans le genre de celles de Korniloff ou de Kapp, mais cela ne changera pas la marche de l'histoire.

Selon nous, par conséquent, la formation du gouvernement ouvrier aura une influence décisive: elle déchainera la révolution et sera son premier acte. Elle aiguillera, pour ainsi dire, le train sur une autre voie et le train marchera vers son but historique malgré tous les obstacles. Ce sera, en quelque sorte, la révolution de «Février», anglaise qui sera inévitablement suivie de celle «d'Octobre». La première aura cela de particulier que, grâce aux conditions de vie anglaises, elle s'effectuera sans effusion de sang; elle sera pacifique et «constitutionnelle»; mais la deuxième aura lieu dans les conditions de la guerre civile.

Lourde est la tâche et grande la responsabilité des partis socialistes dans de telles conditions. Tout le monde connaît la tragédie du mouvement socialiste en Angleterre et nous n'en

parlerons pas. Présentement il existe en Angleterre deux grands partis socialistes: le Parti Ouvrier Indépendant dont les chefs sont (depuis la mort de Keir-Hardie) Snowden et Macdonald et le Parti Socialiste Britannique héritier de l'ancien parti Social-démocrate. Le premier est le plus nombreux et son prestige politique est plus grand, mais il est anti-marxiste et opportuniste; le second est marxiste: c'est l'aile gauche. Le premier, s'est conduit d'une façon très convenable pendant la guerre, mais pour des raisons pacifistes, il est vrai. Il n'avait pas adhéré à Zimmerwald et il s'est borné à mener, au nom de la liberté de conscience, une lutte passive contre la guerre, et son aile droite a fourni plusieurs ministres: par exemple, George Barnes et Clynes.

Le Parti Socialiste Britannique a eu le malheur de voir au début de la guerre ses chefs, les vieux fondateurs du socialisme anglais dans le camp «patriotique» et, de ce fait, il est resté comme paralysé pendant un an et demi. Cependant ses éléments les plus audacieux ont réussi à remettre sur pied l'organisation, à avoir leur comité et à grouper en très peu de temps autour d'eux une majorité écrasante, de sorte que les «hydmen» ont été obligés de se retirer et de fonder leur propre parti, sous le nom de: «Parti National Socialiste». Mais par contre, cette scission a privé de ses leaders le Parti Britannique qui est resté sans un seul homme, ayant quelque talent de chef. Néanmoins il a survécu et a même accru ses forces pendant la guerre; il a adhéré à Zimmerwald et, à son congrès de l'année dernière, il a accepté le programme communiste et plus tard par une grande majorité de voix a décidé d'adhérer à la III-e Internationale. Ces deux partis composent la droite et la gauche du mouvement anglais, mais il faut reconnaître que le Parti Ouvrier Indépendant, grâce à ses anciens rapports avec le parti ouvrier et à sa politique «d'adaptation» a joui jusqu'à l'heure actuelle d'une plus grande influence parmi les masses que sa rivale qui est en même temps son aînée et qui a soutenu une lutte acharnée contre l'opportunisme du parti Ouvrier et, en toute occasion, n'a cessé de souligner son programme socialiste. Bien de gens et parmi eux Kautsky, ont accusé les membres du Parti Britannique d'être des esclaves et ont expliqué le peu de succès du parti auprès des masses par l'étroitesse de son esprit. Ce que sont les «non-sectaires», comme par exemple les «socialistes» belges qui ont trouvé le moyen de collaborer avec des masses non-socialistes, la guerre l'a montré.

La grande cause du peu de succès de la social-démocratie anglaise a été, en réalité, l'indifférence et l'insouciance caractéristiques des masses avant la guerre. En outre le Parti Britannique a de nombreux concurrents sous forme de groupes de gauche formés spontanément et sortis du Parti. Tel est, par exemple le «Parti Socialiste Ouvrier», ex-groupe des «impossibilistes» chassés de la fédération socialiste de ce temps, non pas tant pour question de principes, que pour des raisons personnelles. Ce groupe était, au début à demi syndicaliste, mais à présent, il a adopté une position résolument communiste. Il est

moins nombreux que le «Parti Britannique», mais dans certaines régions: en Ecosse et au sud du pays de Galles, par exemple, il jouit d'une plus grande influence que le Parti Britannique. L'explication en est dans son organisation intelligente des comités de fabrique et dans son opposition intransigente au Parti ouvrier, par lesquelles il s'est acquis les sympathies des sphères radicales de la classe ouvrière.

Outre ces partis, il existe encore quelques organisations indépendantes dans le genre de «la Société Socialiste» très proche par son esprit du «Parti Ouvrier» Socialiste, mais ne partageant pas ses opinions sur le Parti ouvrier. Cette société compte en tout à peu près deux cents membres, mais très énergiques et tout à fait marxistes. Il y a encore la «Fédération socialiste des ouvriers» héritière de la fédération féministe des «suffragettes», mais qui a perdu son caractère d'organisation purement féministe.

L'existence de tant de partis à l'aile gauche du Socialisme complique extrêmement la solution des problèmes que l'histoire d'ores et déjà nous pose. C'est pourquoi, l'été dernier, quand le Parti Socialiste Britannique adhéra à la III-e Internationale, on conçut l'idée d'unifier tous les groupes de gauche en un parti communiste. L'intérêt en était évident car, séparément aucune organisation ne possède les forces et les capacités suffisantes pour remplir les tâches difficiles qui s'imposent: le Parti Britannique manque d'hommes d'énergie et d'initiative; les autres groupes comptent un trop petit nombre d'adhérents; les troisièmes manquent de bases théoriques et ainsi de suite. Cette nouvelle union aurait aussi pour avantage d'attirer non seulement tous les sympathisants isolés qui sont si nombreux dans un pays où l'individualisme est aussi développé qu'en Angleterre, mais aussi les membres du «Parti Ouvrier Indépendant» dont plusieurs sont très mécontents de l'opportunisme de leurs chefs et voudraient se rapprocher de la Russie soviétique. Mais malheureusement cette union n'est pas facile à réaliser.

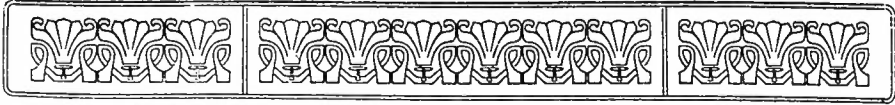
La majorité des membres du «Parti Britannique» ne veut pas entendre parler de rupture avec le «Parti Ouvrier». Elle espère que l'absence d'un programme défini chez le «Parti Ouvrier» permettra au parti communiste de faire bloc avec lui, ce qui permettra ainsi aux communistes de défendre leur politique dans les organisations ouvrières et de faire passer au Parlement leurs candidats au cours des élections suivantes, dont l'issue résoudra la question du gouvernement ouvrier et du caractère de l'opposition qui luttera contre ce gouvernement. D'autre part, le «Parti Socialiste Ouvrier» pense que sa présence dans le parti ouvrier sera nuisible à la lutte révolutionnaire et qu'il ne doit rien y avoir de commun entre les Communistes et ce parti. Quant à la «Fédération Socialiste» elle est contre le parlementarisme et boycotte les élections. L'organisation du sud du Pays de Galles partage, en principe, le point de vue du Parti Britannique, mais en fait, elle appuie le Parti Socialiste, considérant que le Parti Britannique accorde trop d'importance au parlementarisme et est entaché de

réformisme. Dans le «Parti Britannique» en effet, il y a un groupe qui tient beaucoup à l'union avec le «Parti Ouvrier» à cause surtout des mandats parlementaires possibles, mais ce groupe n'est qu'une infime minorité qui est restée par surcroît sans chef, depuis que Fairchild a quitté le parti, lorsque celui-ci adhéra au programme communiste. La majorité du parti veut sincèrement lutter dans le Parti Ouvrier pour les idées communistes et continuer cette lutte, si possible dans le Parlement, où actuellement il lui est impossible d'entrer par ses propres forces. Quand le «Parti Ouvrier» sera au pouvoir, le «Parti Britannique» sera obligé de rompre avec lui s'il s'oppose à la propagande des idées communistes. Mais tant que cela sera possible il veut utiliser le parlementarisme bourgeois. La minorité du «Parti Socialiste Ouvrier» comprend cette tactique et l'approuve pleinement. Cette minorité comprend les membres les plus actifs et les plus énergiques (William Dool, Bell, Mac Manus, etc. et en fait elle s'est déjà ralliée au Parti Britannique, mais la majorité continue à se tenir à l'écart de ce parti, trouvant sa position opportuniste. Elle a même refusé le compromis offert par le Parti Britannique et accepté par la minorité. Ce compromis était le suivant: La question de savoir si l'on doit faire partie du «Parti Ouvrier» doit être soumise au vote de tous les membres du nouveau parti trois mois après son organisation. En un mot la majorité du «Parti Socialiste» veut d'avance limiter la souveraineté du nouveau parti. La «Fédération Socialiste» consent à laisser la question du parlementarisme ouverte, se réservant le droit de la soulever dans le nouveau parti; mais comme le «Parti Socialiste Ouvrier» ne veut pas s'unir au «Parti Britannique», la «Fédération Socialiste» se refuse à faire ce pas la première, par crainte de rester en minorité, comme elle le dit, contre l'aile des «modérés». Elle est soutenue par l'organisation du Pays de Galles qui, sans le «Parti Socialiste» ne fait pas un pas. Le conflit n'est pas encore résolu, mais il ne peut pas durer longtemps. Il est possible que la minorité réussisse en fin de compte à entraîner le reste du parti dont les membres s'orientent mal dans cette question épineuse et ne peuvent surmonter leur ancien antagonisme contre le «Parti Britannique». S'il en est ainsi, les deux autres groupes n'auront plus de raison pour rester à l'écart. Si par contre, les efforts de la minorité échouent, le «Parti Britannique» organisera avec cette minorité le parti communiste et laissera les autres agir à leur guise.

D'une façon ou d'une autre en Angleterre il y aura bientôt un parti communiste dont le sort sera la préparation de la classe ouvrière à la révolution d'Octobre. La tâche du parti ne sera pas seulement la propagande théorique du communisme international, mais la solution de toute une série de questions tactiques. Le Parti Communiste devra reconnaître que l'avenir prochain, en tout cas, appartient non à lui mais aux Scheideman anglais et que la masse ouvrière s'instruira non par la théorie mais par l'action pratique. En conséquence, la meilleure tactique sera d'aider la classe ouvrière à faire le plus vite possible l'expérience du gouvernement ouvrier, genre Scheideman, et d'éviter tout ce qui peut empêcher les ouvriers de terminer cette expérience dans le plus bref délai. Le Parti Communiste doit énergiquement réclamer «tout le pouvoir aux ouvriers» sans s'arrêter à cette considération que la réalisation de cette revendication portera au pouvoir tout d'abord ses pires ennemis. D'autre part, il doit se garder de la contagion opportuniste qui, de l'idée communiste qu'il faut déchaîner la révolution par l'organisation du gouvernement ouvrier, fâchera de tirer la conclusion qu'il faut aider ce gouvernement, éviter toute critique et s'abstenir de manifester contre lui par l'action. Le parti Communiste devra, d'accord avec la classe ouvrière, lutter pour le gouvernement ouvrier, mais en même temps faire de l'agitation en faveur du communisme et préparer le cerveau de la classe ouvrière à la lutte contre la politique opportuniste. Telle sera la tâche que le parti communiste devra accomplir et qui sera d'autant plus difficile qu'en Angleterre, pays classique de l'individualisme, l'esprit de révolte est étroitement lié avec l'opportunisme non seulement dans les masses, mais encore chez les individus.

D'ailleurs notre intention n'est pas d'élaborer dans cet article un plan d'action du parti communiste; nous ne voulons qu'indiquer les perspectives actuelles de la lutte révolutionnaire du prolétariat anglais. Pour résumer tout ce que nous venons d'exposer, nous dirons que l'un des premiers pays qui suivront l'exemple de la Russie, ou le capitalisme était le moins développé, pourrait bien être l'Angleterre où le capitalisme est, au contraire, au plus haut point de son développement. Et cette asymétrie ne sera pas l'effet du hasard.

Un Communiste Anglais.



UNE CONFÉRENCE DES COMMUNISTES ANGLAIS

Le B. S. P. (British Socialist Party), c'est-à-dire la plus importante organisation communiste anglaise, vient de tenir à Londres son IX-e Congrès; sous tous les rapports — qu'il s'agisse du nombre des délégués présents, du niveau des débats, de l'esprit révolutionnaire et de l'enthousiasme — ce Congrès demeure incontestablement la plus remarquable et la plus heureuse des assemblées communistes organisées jusqu'à ce jour en Angleterre.

Le Congrès se tint à la Maison de Ville (Town Hall) de Bethnal Green — commune suburbaine de Londres dont la municipalité appartient aux membres du Labour Party. Le maire de l'endroit, I. I. Vaughan — un bolchévik — qui avait souhaité la bienvenue aux congressistes au nom des travailleurs de la localité, fut invité à diriger les débats. Vaughan est un vieux militant socialiste et un des chefs des électriciens qui forment l'une des trade-unions les plus révolutionnaires. Dans son discours présidentiel il examine magistralement la situation actuelle dans le monde entier, envisagée du point de vue de la III-e Internationale et des travailleurs communistes.

Les difficultés du capitalisme, dit-il, ne décroissent pas avec le temps, mais au contraire revêtent des proportions plus graves à mesure que se poursuit plus rapidement l'évolution. La guerre des classes, loin de s'atténuer, devient plus acharnée. Le masque hypocrite des politiciens leur est tombé du visage. Ne pouvant plus se situer en arbitres hors du conflit social, ils sont contraints de s'avouer ennemis déclarés de la classe ouvrière. — Après avoir résumé les luttes industrielles de l'année dernière et traité selon leurs mérites les leaders officiels du mouvement ouvrier anglais dont on sait la politique de compromis, d'opportunisme et de trahison, Vaughan exposa que la désagrégation économique de la Grande-Bretagne n'est pas seulement une conséquence de la guerre, mais aussi celle de la ruine économique de l'Europe, ruine qui revêt des proportions telles, qu'il n'est plus possible d'y remédier en régime capitaliste. L'Europe capitaliste ne peut ni acheter ni vendre. Elle est entraînée dans une sorte de danse macabre. Le capitalisme est près de sa dernière heure; nous assistons à son agonie. Jamais une société n'a consenti à mourir; quant au capitalisme qui vient de célébrer son orgie sanglante, il est pénétré d'un désir fou de vivre et lutte désespérément. Qu'on se souvienne de la lutte terrible qu'il a soutenue pendant deux ans contre la révolution russe, de l'énergie sauvage qu'il a manifestée en Bavière et en Hon-

grie, de la ténacité qu'il met à défendre, en Allemagne, les moindres lambeaux du pouvoir! A en juger par l'aspect extérieur des choses, la Russie est encore le seul pays où la révolution a fait de grands progrès. Le capitalisme a pu vaincre le socialisme, mais non le socialisme — et c'est là, pour nous, une grande leçon. La Russie nous montre le chemin que nous avons à parcourir; révolution d'abord et travail, ensuite, dans l'intérêt commun. Dans quelques années la Russie sera le pays du monde le plus riche et le plus heureux. La croissance merveilleuse de la III-e Internationale, autre grande œuvre des communistes russes, prouve éloquemment que l'avance réelle de la révolution est bien plus considérable qu'il n'y paraît à première vue. Partout où se jettent nos regards nous voyons fermenter les masses et les partis socialistes s'orienter vers le communisme révolutionnaire. Bien des gens voudraient, naturellement, dans presque tous les pays, s'asseoir entre deux chaises, comme font les Indépendants d'Allemagne et les majoritaires français. Mais le seul fait qu'ils aient renoncé à s'installer sur la chaise de droite montre assez où nous en sommes et que tous les propos sur la quatrième Internationale — ou sur une combinaison entre la III-e et quelque IV-e — ne sont évidemment que propos en l'air. Vaughan termina en invitant l'assemblée à un triple ban d'applaudissement en l'honneur de la révolution russe et de la III-e Internationale.

Nous ne pouvons que résumer brièvement les débats les plus importants du Congrès.

On envisagea tout d'abord l'action à entreprendre, afin de contraindre le gouvernement anglais à renoncer à ses tentatives criminelles contre la Russie socialiste et à entamer des négociations de paix avec le gouvernement des soviets. Au cours des débats eut l'occasion de produire l'émouvant manifeste du Bureau d'Amsterdam de la III-e Internationale, nous conviant à la grève générale pour le 1-er mai. Mary Bamber proposa ensuite au nom du Comité Exécutif la résolution suivante:

..Eu présence de l'héroïsme sans bornes des travailleurs russes et de leurs glorieuses victoires, qui donnent au monde l'exemple de la première république socialiste et réalisent, pour la première fois dans l'histoire, le rêve de jadis, la Conférence leur adresse l'expression de sa profonde admiration. Elle condamne avec la dernière énergie l'aide accordée aux généraux tsaristes et aux contre-révolutionnaires capitalistes par les gouvernements anglais et alliés et elle adresse au gouvernement des soviets, à l'occasion des victoires

de l'armée rouge et de sa résistance aux forces coalisées du monde capitaliste, ses félicitations chaleureuses.

La Conférence attire l'attention des travailleurs organisés sur l'appel du secrétariat de l'Internationale Communiste pour l'Europe Occidentale, invitant à l'organisation d'une grève générale pour le 1-er mai, afin de traiter la paix avec la Russie et la reconnaissance du gouvernement des soviets; elle invite les sections et les membres du B. S. P. à faire tout ce qui est en leur pouvoir en vue d'obtenir le Premier Mai la cessation totale du travail comme une manifestation de la solidarité des travailleurs anglais envers la République des Soviets.

Défendue par le camarade George Ebury, un de nos organisateurs et propagandistes connus de tout le pays, cette résolution fut adoptée à l'unanimité.

Après la Russie vient l'Allemagne. La pensée des délégués était puissamment sollicitée, par l'effort des travailleurs allemands contre les social-traitres et les policiers bourgeois aujourd'hui au pouvoir dans la République allemande. F. Willis, éditeur de *The Call*, proposa la résolution suivante:

«La Conférence du B. S. P., affirmant une nouvelle fois la solidarité internationale de la classe ouvrière, salue avec joie l'insurrection des travailleurs allemands contre la clique militariste et capitaliste qui s'efforce de les asservir. Elle s'engage à user de toute son influence parmi les travailleurs anglais organisés en vue d'empêcher l'Angleterre de venir en aide à la réaction russe, — et à user de tous les moyens pour rompre le blocus dont le capitalisme anglo-américain menace la future République des soviets allemands. La Conférence voue à l'exécration les traîtres social-démocrates qui, par leurs perfidies et leurs trahisons, ont aidé le gouvernement allemand à vaincre le mouvement révolutionnaire. La révolution allemande n'est pas un fait national; elle est une phase de la révolution mondiale; c'est pourquoi nous nous en déclarons solidaires et nous adressons un salut fraternel aux travailleurs allemands combattant pour la classe ouvrière tout entière».

Après que le camarade John Maclean y ait fait ajouter la déclaration par laquelle le B. S. P. s'engageait à user de tous les moyens, en vue de faire déclarer la grève générale en cas où les troupes anglaises franchiraient le Rhin, ce texte fut accepté à l'unanimité.

Lecture fut donnée d'une lettre adressée au Congrès par un représentant du Parti Ouvrier Américain, résidant actuellement en Angleterre, et demandant, au nom des communistes américains persécutés par le gouvernement capitaliste américain, l'aide fraternelle des travailleurs anglais. Une résolution de protestation et de sympathie, où se trouve mentionné le nom d'Eugène Debbs, fut votée à l'unanimité. Le Comité fut chargé d'envisager l'organisation d'une campagne de protestation contre la terreur blanche en Hongrie, en Allemagne, en Amérique.

Dans une série de résolutions le Congrès dénonce la paix de brigands signée à Versailles comme impliquant maintes annexions ouvertes ou déguisées, l'asservissement des petites nations aux grandes puissances impérialistes: — voue à l'exécration l'impérialisme anglais, qu'il se manifeste

en Inde, en Egypte, en Irlande ou ailleurs, et adresse aux peuples de ces pays le salut fraternel des travailleurs révolutionnaires anglais; déclare que seul le communisme peut mettre un terme aux guerres, assurer l'indépendance des peuples et leur collaboration pacifique; invite les membres du B. S. P. à consacrer toutes leurs forces à la cause de la III-e Internationale.

La discussion la plus importante sur les buts et la politique du parti se produisit à propos de la résolution suivante, présentée, au nom du Comité Exécutif par le camarade H. F. Hodgson:

«La Conférence du B. S. P. réitère la déclaration par laquelle elle a fait sienne la plateforme communiste, déclaration nécessaire pour préciser son attitude envers l'Etat, dans les circonstances présentes. L'heure est venue d'abolir l'ordre capitaliste et d'instituer la Communauté Communiste où chacun travaillera pour le bien de tous, recevra sa part de la production commune et de toutes les joies de la vie. A cette fin, la classe ouvrière doit établir sa domination incontestée en lieu et place de celle des capitalistes et des propriétaires fonciers et réorganiser l'Etat sur la base du transfert de tous les pouvoirs publics aux soviets ouvriers directement élus par l'ensemble des travailleurs, aux lieux-mêmes où s'effectue le travail et toujours soumis à leur contrôle. La Conférence n'accorde nulle confiance aux institutions parlementaires, assurément incapables de contribuer à cette révolution politique et sociale et contraintes de manière à ne servir que les intérêts de la classe capitaliste; elle voit dans l'organisation universelle de la classe ouvrière en soviets et dans son action directe la seule possibilité de réussir une semblable révolution. La Conférence invite le parti à propager constamment ces idées au sein de la classe ouvrière sans négliger de se servir même à cette fin de la tribune parlementaire et des autres corps constitués. Travaillant en accord avec la III-e Internationale, le parti secondera de cette façon la classe ouvrière à accomplir la révolution et à instituer la Communauté Communiste».

Au cours des débats provoqués par cette résolution, la petite minorité du B. S. P. qui n'accepte par encore sans réserves le programme du communisme révolutionnaire, se manifesta. L'orateur principal de ce groupe, le camarade F. A. Broad, président de la société des travailleurs de l'outillage scientifique, proposa un amendement qui, sans désavouer les principes fondamentaux du programme communiste—dictature de la classe ouvrière, système des soviets et action révolutionnaire des masses—faisait la plus large place aux méthodes d'action parlementaires et «constitutionnelles». Mais l'opinion de l'immense majorité des membres n'était pas équivoque. Par 80 voix contre 20 l'amendement fut rejeté, la résolution du Comité Exécutif fut adoptée par 82 voix contre 16.

La discussion s'engagea ensuite sur un sujet d'importance capital: l'unification de toutes les organisations des gauches anglaises en un Parti Communiste Unique. Le Comité Exécutif du B. S. P. m'avait chargé de présenter le rapport sur cette question. J'eus à relater les longues négociations poursuivies depuis neuf mois, les nombreuses conférences tenues avec les représentants du Labour Party, de la Workers' Socialist Federation et de la South Wales Socialist Society; je fis connaître les divergences de vues qui s'étaient par moments

manifestées sur des questions de tactique. Le B. S. P., conformément à la volonté clairement exprimée par ses membres tant au congrès que par leur vote, considère l'affiliation au Labour Party comme étant nécessaire, afin de demeurer en contact avec l'ensemble des travailleurs organisés. Une concession importante a néanmoins été faite à ce sujet, afin de réaliser l'unité et il a été décidé, sur proposition du délégué du Labour Party, que les relations entre le Parti Communiste en formation et le Labour Party seront réglées par voie de referendum, au sein de la nouvelle organisation communiste, trois mois après sa formation. Le Comité Exécutif du Labour Party a depuis refusé de ratifier cet accord et désavoué ses délégués à la conférence. Le B. S. P. s'est efforcé de renouer par la suite des négociations et s'est même proposé de faire à l'Unité Communiste de nouvelles concessions. Nous étions disposés à admettre l'affiliation nationale au Labour Party, pourvu que les sections du Parti Communiste aient leur autonomie locale par rapport aux sections locales du L. P. (ce que le délégué du L. P. avait d'ailleurs suggéré lui-même) et que nous ayons la faculté d'adhérer individuellement, en tant que membres du Parti Communiste au L. P. Toutes ces concessions n'ont servi à rien. Le L. P. a catégoriquement déclaré ne pas vouloir d'unité avec nous et la W. S. F. a suivi son exemple. Mais on sait qu'un grand nombre d'adhérents du L. P. désapprouvent l'attitude de leur Comité Exécutif, encore dominé par des traditions et des inimitiés personnelles dont les causes n'existent plus. Cette fraction considérable du Labour Party nous laissait entendre qu'elle continuerait volontiers les négociations. Je demandai donc au Congrès d'approuver les démarches que nous avions faites, de ne pas sacrifier l'unité du mouvement à des questions secondaires et de nous autoriser à poursuivre

nos efforts. Par 90 voix contre 16 la résolution que je proposais fut approuvée et nous reçûmes le mandat demandé. On aurait tort de croire que les 16 voix dissidentes aient été contraires à l'unité. Au contraire, ces camarades exprimaient la crainte de voir les choses traîner en longueur et souhaitaient la constitution, par les soins du Congrès, d'une commission spéciale.

Des informations récentes nous apprennent que le mouvement vers l'unité s'est accusé au sein du Labour Party; à la conférence (non officielle) de Nottingham, à laquelle assistaient des délégués de toutes les régions du pays et les meilleurs écrivains et propagandistes du parti, un comité vient d'être désigné, afin de continuer les pourparlers avec le B. S. P. Nous allons tenter une nouvelle fois de reprendre contact avec les autres organisations et, tout au moins en ce qui nous concerne, les questions de détail et de tactique ne feront pas obstacle à l'Unité Communiste. L'opinion que nous avons exprimée quant aux relations entre le Parti Communiste et l'ensemble des travailleurs organisés représentés par le Labour Party s'est trouvée confirmée de façon saisissante par la circulaire sur le *Parlementarisme et les Soviets*, signée du camarade Zinoviev au nom du C. E. de l'Internationale Communiste. Cette circulaire justifie pleinement l'usage de la tribune parlementaire au bénéfice de la révolution prolétarienne. « Dans le camp même de leurs ennemis, les communistes y sapent la société bourgeoise ». Précisément. Parmi les masses arriérées, dont l'éveil est si lent nous saisons de même la position des mauvais bergers social-patriotes et opportunistes, nous conquerrons lentement mais sûrement les masses ouvrières.

Albert INKPIN

(Secrétaire du B. S. P.)





LA LUTTE CONTRE LA FAMINE EN RUSSIE

Au moment où la famine devient un phénomène mondial, expression concrète de la faillite du régime capitaliste, et conséquence directe de la guerre impérialiste, l'histoire de la lutte entreprise par la Russie contre la famine présente le plus grand intérêt; ayant eu le premier à faire face à la famine, ce pays est le premier qui ait fait l'expérience des divers systèmes de lutte contre la faim, correspondant aux divers régimes politiques et sociaux. Cet historique vient à son heure grâce à la connaissance que nous avons acquise, dans le domaine du ravitaillement, d'une assez grande quantité d'éléments permettant de procéder à une étude impartiale des mesures prises en Russie en cette matière. — Mais ces éléments ont besoin d'être systématisés.

L'histoire de la lutte contre la famine en Russie peut être divisée en trois périodes qui chacune ont une valeur propre. La première période est celle du tsarisme; le pays étouffait alors dans l'état du régime bureaucratique et policier; la seconde est celle de l'activité très courte du gouvernement provisoire qui établit la dictature de la bourgeoisie; la troisième—est celle du pouvoir des soviets, dictature du prolétariat et des paysans pauvres.

L'insuffisance des vivres a commencé à se faire sentir dès les premiers mois de la guerre mondiale. Elle n'était pas alors le résultat du manque des produits, mais celui d'une conjoncture économique spéciale, créée par la guerre et extrêmement favorable au développement de la spéculation.

Tandis que les ouvriers et les paysans, sous la menace du bâton, sacrifiaient leurs biens et leur sang à la guerre criminellement insensée, déchainée par les classes dirigeantes, les capitalistes, gros et petits, et les propriétaires terriens s'enrichissaient grâce aux commandes de guerre, grâce à maintes combinaisons avantageuses avec les titres et fonds d'Etat, grâce à la tendance de tous les prix courants à une hausse incessante et inflexible. Le prix des grains, en particulier, s'est élevé pendant les 9 premiers mois de la guerre, de 23% par rapport aux prix moyens de 1913--1914.

Est-il nécessaire de démontrer que le gouvernement du tsar, s'appuyant sur la classe des propriétaires terriens et sur une minorité ploutocrate, était organiquement incapable de prêter une attention suffisante aux besoins alimentaires des grandes masses de travailleurs, réduits de jour en jour à une misère plus grande par suite de la cherté croissante des vivres? La politique économique s'attachait à laisser les classes dominantes profiter de l'occasion d'un enrichissement sans difficulté ni limites.

Aussi le gouvernement du tsar n'accorda-t-il d'abord que peu d'attention à la hausse démesurée

des prix. Il se borna au début à résoudre la question du ravitaillement de l'armée, et ce n'est que plus tard, quand les travailleurs manifestèrent à haute voix leur mécontentement, qu'il essaya de remédier à la crise des vivres dans toute son étendue.

Calculées d'après cette manière d'envisager la question, les mesures du gouvernement tsariste ne pouvaient évidemment avoir qu'un caractère occasionnel et ne furent d'ailleurs que des palliatifs. Leur défaut capital était de n'être nullement dictées par le désir de lutter efficacement contre la crise, mais bien plutôt par celui de ne pas porter préjudice aux hommes de proie et aux chacals qui s'enrichissaient à la faveur de la guerre aux dépens des classes non-possédantes.

Organiser l'approvisionnement des grains pour l'armée par l'intermédiaire de fondés de pouvoirs spéciaux, dans la plupart des cas représentants du zemstvo, c-à-d. propriétaires fonciers, intéressés à ce que les prix des grains fussent élevés; fixer des prix maxima sur les grains tout en laissant à ces fondés de pouvoir la faculté de ne pas s'y conformer; réglementer le commerce des produits de consommation par l'intermédiaire des gouverneurs de province, à qui était conféré le droit de taxer les produits principaux; telles sont les mesures que le gouvernement du tsar osa prendre jusqu'à la seconde moitié de l'année 1916. Les détenteurs de produits et de marchandises s'adaptèrent rapidement à toutes les mesures du gouvernement et y trouvèrent en fin de compte le moyen de hausser davantage encore les prix.

Ce n'est qu'à la fin de 1916, lorsque la famine se fit véritablement sentir dans les villes et les centres industriels, où elle provoqua une série de grèves de fabriques et usines, et lorsque les stocks de l'armée furent presque entièrement épuisés, que le gouvernement tsariste, après de multiples hésitations, se décida à réquisitionner la quantité de grains qui lui était nécessaire.

Cette mesure arrivait trop tard—les jours de l'autocratie étaient déjà comptés,—et, de plus, un gouvernement qui s'appuyait sur un groupe de capitalistes et de propriétaires terriens n'était pas de taille à la réaliser, car elle entraînait l'emploi de la force armée contre le paysan, et la guerre avait donné à ce dernier le sens de la révolution tout autant que celui des prix élevés sur les grains.

Toutes les mesures du gouvernement tsariste en matière de ravitaillement étaient fondées sur la liberté du commerce, à laquelle seuls on n'apportait que d'insignifiantes restrictions et, comme l'expérience l'a prouvé, elles ne donnèrent pas de résultats positifs. La liberté du commerce et „le libre jeu, la libre concurrence des intérêts écono-

miques" ne purent arrêter le développement de la crise alimentaire, mais, au contraire, favorisèrent extraordinairement son extension dans les conditions créées par la guerre mondiale.

Avec la tentative malheureuse du gouvernement tsariste d'obtenir des grains par voie de règlement coercitif, la première partie de la lutte contre la crise alimentaire en Russie se termine. Avec la constitution du gouvernement provisoire, la politique du ravitaillement entre dans une phase nouvelle.

Quelques mois avant la révolution, la bourgeoisie industrielle, obligée de céder à la hausse inévitable des salaires provoquée par la hausse continue des prix des vivres, mais très peu disposée à abandonner une partie de ses profits en faveur des propriétaires terriens et des paysans aisés, avait commencé une campagne en faveur de l'établissement de prix fermes sur les grains et de la réglementation de la vente des produits alimentaires essentiels. Il est naturel qu'une fois en possession du pouvoir, la bourgeoisie n'ait pas tardé à transporter la solution de la question du ravitaillement sur un autre terrain.

Par la loi de mars 1917 sur le monopole des grains, le gouvernement provisoire déclara ces derniers propriétés de l'État et rendit obligatoire la remise des excédents aux organes de l'État, au prix ferme. Comparé au règlement du gouvernement tsariste, c'était un grand progrès: c'était la première atteinte sérieuse à la liberté du commerce, exploitée par la spéculation florissante qui accroissait les difficultés du ravitaillement; de plus, les propriétaires terriens, dépossédés du pouvoir, ainsi que les paysans aisés, étaient appelés à faire, sous forme de prestation, divers sacrifices dans le but d'alléger la crise alimentaire.

La bourgeoisie industrielle qui tenait maintenant les rênes de l'État se faisait une idée très simple de la question. Elle s'imaginait pouvoir, en fixant un prix ferme sur les grains et en supprimant la liberté du commerce des céréales, laisser entre les mains de la spéculation les produits de l'industrie minière et manufacturière nécessaires à l'agriculture, sans que fut troublée la liberté du commerce en général et sans porter atteinte aux bases capitalistes de production. Ce point de vue, s'il eût prévalu, eût amené l'asservissement économique de l'agriculture au capital industriel.

Pour qu'une pareille politique fût couronnée de succès, il eût fallu que le pouvoir de la bourgeoisie ne se réduisit pas à une simple apparence et que le gouvernement provisoire eût une force réelle. Mais, le courroux est vain à faible main.

La révolution fit surgir les forces créatrices de la classe ouvrière, décidée à ne point s'arrêter à des demi-mesures. Quant aux paysans, d'esprit révolutionnaire, ils voulaient à tout prix, après avoir renversé le pouvoir politique des propriétaires terriens, se débarrasser aussi des vieilles chaînes économiques et n'étaient nullement disposés à se laisser imposer un nouveau servage.

Toutes ces raisons ensemble obligèrent le gouvernement provisoire à louvoyer. D'une part il déclara les grains propriété de l'État et commença à introduire le monopole d'État en cette branche du commerce; et, de l'autre, il fut forcé de faire des concessions et de confier la réalisation de la

„réforme“ des grains aux paysans, surtout aux paysans aisés intéressés à la liberté du commerce des grains; obligé de tenir compte des réclamations des ouvriers, qui avaient faim, le gouvernement provisoire essaya, pour se concilier les paysans, d'organiser l'échange des marchandises, mais, en même temps, fidèle aux intérêts de la bourgeoisie qu'il représentait, il ne put, et ne voulut d'ailleurs pas, prendre aucune des mesures qui auraient pu donner, à ce point de vue, des résultats réels.

On ne peut donc pas s'étonner de ce que la politique du gouvernement provisoire en matière de ravitaillement, dirigée en plein contre les paysans et préoccupée de maintenir dans la vie industrielle la liberté du commerce et les rapports de droit civil antérieurs (afin de sauvegarder les intérêts du capital industriel), échoua aussi piteusement que toutes les mesures prises en cette matière par le gouvernement tsariste. Il est curieux de constater que la mesure finale à laquelle se résigna le gouvernement provisoire en matière de ravitaillement, ce fut la menace d'employer la force pour se procurer la quantité de grains nécessaire: le gouvernement provisoire décida, comme le gouvernement du tsar, d'employer la contrainte à l'égard des paysans qui ne voulaient pas se soumettre au règlement: mais ni l'un ni l'autre n'eurent le temps de mettre leurs menaces à exécution.

La question du ravitaillement était devenue le nœud complexe de toute une série de questions politiques et économiques et le nœud ne pouvait être tranché que par la classe intéressée à la destruction de l'ancien régime et à la construction d'un nouvel ordre politique et social. Seule cette classe pouvait opposer à la libre concurrence et à la liberté du commerce, au nom de la lutte contre la famine, la contrainte de l'État.

Cette classe, ce fut la classe ouvrière, qui conjointement avec les paysans, s'empara du pouvoir en octobre 1917. Elle n'avait pas à flatter les appétits des groupes sociaux enrichis à la faveur de la guerre et au prix de la misère populaire. La tâche dont le gouvernement tsariste et le gouvernement provisoire avaient été organiquement incapables de s'acquitter put être réalisée par le gouvernement des ouvriers et des paysans et ne pouvait l'être que par lui.

Tous les produits de grande consommation doivent être mis à la disposition de l'État et répartis par ce dernier selon ce principe: „Qui ne travaille pas ne mange pas“; les producteurs doivent recevoir pour leurs produits un prix ferme et juste; les grandes et moyennes entreprises de production doivent être nationalisées, de même que le commerce privé... Telle est la politique du pouvoir des soviets en matière de ravitaillement, et c'est elle qui caractérise la troisième période de l'histoire de la lutte contre la famine en Russie.

Les ennemis du gouvernement des ouvriers et des paysans font remarquer que cette nouvelle politique n'a pas sauvé la Russie de la famine. C'est exact; au cours des dernières années la famine a augmenté en Russie.

Mais qu'est-ce à dire? Est-ce à dire que la politique du pouvoir des soviets en matière de ravitaillement ne répond pas aux intérêts de la population affamée? Ou bien, admettant que le nœud complexe

des questions qui constituent le problème du ravitaillement est tranché, ne peut-on expliquer pourquoi les questions elles-mêmes qui composent ce problème sont loin d'être résolues?

Chacun doit comprendre que si la famine en Russie n'est pas vaincue, c'est parce que le nouveau régime social qui a succédé au capitalisme est né au milieu de souffrances inouïes... Vaincre la famine dans les conditions actuelles équivaut à briser définitivement et sans retour la résistance de la bourgeoisie, à remédier aux conséquences désastreuses de la guerre impérialiste et aux inconvénients inséparables d'une époque de transition; à réédifier enfin la vie politique et économique du pays sur des bases entièrement nouvelles.

Or, une pareille tâche ne saurait être accomplie dans un temps restreint et suppose un progrès réparti sur un grand nombre d'années. La difficulté du problème est encore accrue par le fait que la Russie soviétiste, entourée d'un cercle de fer par ses ennemis, est actuellement comme une forteresse assiégée et doit faire des efforts héroïques pour se défendre.

Pour apprécier la politique des soviets en matière de ravitaillement, il faut se placer à un autre point de vue que celui du moment présent. Il faut se demander ce que seraient devenues les masses des travailleurs, dans les conditions créées par la guerre impérialiste, si le pouvoir appartenait encore aux propriétaires terriens ou à la bourgeoisie.

La liberté du commerce n'a pu empêcher la crise alimentaire alors que la guerre n'avait pas encore ébranlé l'économie populaire jusque dans ses fondements, et il va de soi que la dépréciation actuelle de l'argent et la rareté croissante des marchandises, étant données, elle aurait été à plus forte raison incapable d'arrêter l'accroissement de la crise. Dans les conditions actuelles, la liberté du commerce ne serait autre chose que la liberté du lucre et améliorerait l'approvisionnement des classes possédantes sans rien donner aux travailleurs.

Si le pouvoir n'appartenait pas aux ouvriers et aux paysans, c'est à la bourgeoisie qu'échouerait la petite quantité de produits que le producteur laisse arriver sur le marché. Les classes possédantes accaparaient aussi la quantité dérisoire de marchandises dont le pays dispose actuellement.

La tâche fondamentale vers laquelle tend la politique du pouvoir des soviets en matière de ravitaillement consiste à donner avant tout à l'ouvrier, au paysan pauvre et au paysan moyen, et à ne pas donner à la bourgeoisie, si cela est contraire aux intérêts des ouvriers et des paysans. Or cette tâche serait rendue impossible si le pouvoir des soviets

renonçait aux principes que nous avons indiqués et qui constituent sa politique en matière de ravitaillement.

Le pouvoir des soviets, peut-on objecter, donne peu de chose aux ouvriers et aux paysans. Soit! Mais il donne tout ce qu'il a et les ouvriers et paysans ne pourraient recevoir d'aucun autre gouvernement ou régime ce qu'ils reçoivent du pouvoir des soviets.

En ce qui concerne la question essentielle, qui est au centre du problème du ravitaillement, la question du pain, il faut remarquer que, malgré la difficulté d'obtenir du paysan les grains, en dépit de la dépréciation totale de l'argent et du manque de marchandises, le pouvoir des soviets a réussi là où ont échoué le gouvernement du tsar et le gouvernement provisoire: il a établi la prestation en grains. Alors qu'en dix mois de l'exercice 1917—1918, les organes des soviets n'avaient pu retirer des campagnes, sous forme de prestation pour la population manquant de pain, que 30 millions de pouds de grains, pendant les 12 mois de l'exercice 1918—1919, ils en ont obtenu 110 millions de pouds. Au cours de la campagne actuelle, les quantités de grains qui parviennent aux lieux de chargement sont supérieures encore à celles de l'année dernière.

Obtenir que le paysan donne ses grains est une tâche des plus ardues. Si le succès du pouvoir soviétiste en cette matière est chaque année de plus en plus marqué (et c'est un fait que nous pouvons affirmer maintenant), c'est que la voie qu'il a choisie en matière de ravitaillement est la bonne.

N'oublions pas que la famine devient un phénomène mondial. Partout les gouvernements bourgeois mettent à l'essai pour la combattre les moyens qui ont été employés par les classes dominantes en Russie, et partout les masses ouvrières affamées perdent confiance dans ces moyens.

La classe ouvrière russe a la première pris d'assaut le pouvoir. La première, elle s'est engagée dans la voie pénible qui, à travers des difficultés inouïes, peut seule assurer la suppression de la misère dans l'avenir et la diminution de la famine aujourd'hui, au détriment, il est vrai, de la bourgeoisie...

Dans le monde entier, les ouvriers montent à l'assaut du pouvoir; poussés par la faim, ils combattent la crise alimentaire par les mêmes moyens que leurs frères russes. Leur victoire sera la victoire contre la famine dans le monde entier.

A. SVIDERSKY.

CORRESPONDANCE DE „L'INTERNATIONALE COMMUNISTE“

LE MOUVEMENT COMMUNISTE EN BULGARIE

I.

La Bulgarie est le pays de la petite propriété foncière. Aussi, y considère-t-on communément comme impossible le succès du mouvement communiste et la bourgeoisie bulgare, de son côté, assure l'Europe que le bolchévisme ne saurait s'y implanter.

Néanmoins il existe, dans le pays, un fort mouvement communiste qui ne fait chaque jour qu'accroître.

Quelles en sont les causes et quelles sont les possibilités d'une révolution prolétarienne en Bulgarie?

Après la signature du traité de paix, la population ne dépassera probablement pas 4 millions d'habitants, dont quatre cinquièmes de paysans et un cinquième de citadins.

La propriété foncière privée comprend environ 45 millions de dékares (*) répartis entre 495.000 propriétaires; et ainsi, l'étendue moyenne de terre qui reviendrait à chacun d'eux serait de 91 dékares. En réalité, la répartition est la suivante:

80.000	propriétés de moins de 20 dékares
145.000	» » 20 à 50 »
175.000	» » 50 à 100 »
95.000	» » plus de 100 »

et 936 domaines d'une superficie supérieure à 1000 dékares. Au point de vue social, les deux premières catégories sont formées de tout petits propriétaires ou de gens n'ayant presque rien, c'est-à-dire des paysans dont le principal moyen d'existence est le louage de leur travaux ou des paysans, qui, tout en cultivant leur lopin de terre, sont obligés néanmoins, pour vivre, de se louer pour certains travaux aux gros propriétaires. C'est la classe des prolétaires et demi-prolétaires paysans.

La troisième catégorie est composée des paysans, possesseurs de 50 à 100 dékares de terre qu'ils cultivent eux-mêmes sans avoir recours au travail d'autrui. C'est la classe paysanne moyenne, la classe laborieuse.

Le quatrième groupe: propriétaires de plus de 100 dékares représente la catégorie de riches paysans qui, pour cultiver leurs terres, emploient la main-d'œuvre étrangère: c'est la classe des exploitants ruraux.

La proportion numérique de ces trois classes (en y comprenant ceux qui ne travaillent pas aussi bien que ceux qui travaillent) dans la population totale des campagnes est la suivante: paysans sans terre ou possesseurs d'un tout petit lopin: 45%; classe paysanne laborieuse: à peu près 36%, et groupe des exploitants: environ 19%.

La population urbaine (environ 900.000 âmes) est ainsi répartie: prolétariat et classe peu fortunée: 62%; petite bourgeoisie laborieuse, n'exploitant pas le travail d'autrui: 25% et bourgeoisie exploitatrice: 13%.

En somme, dans tout le pays, la classe ouvrière et peu fortunée forme plus de la moitié de la population; la classe laborieuse n'exploitant pas le travail d'autrui, environ le tiers, et la bourgeoisie urbaine et rurale: 17%.

La classe des prolétaires purs forme environ le cinquième de la population totale.

(*) 1 dékare = 1 hectare.

Tel est, approximativement, le rapport numérique des classes en Bulgarie. Avant la guerre de 1911, la richesse nationale s'élevait à 10^{1/2} milliards de levas et le revenu à 1 milliard 650 millions.

La balance commerciale se montait, en 1911, à 384 millions de levas, dont 199 millions pour l'importation et 185 millions pour l'exportation. L'importation, pour les trois quarts, consistait en produits industriels et l'exportation, pour les quatre cinquièmes, en produits agricoles.

II.

Jusqu'à la guerre balkanique, la vie économique du pays n'avait pas eu à subir de crises sérieuses. L'industrie se développait assez rapidement, attirant de plus en plus à elle les masses prolétaires urbaines et rurales, surtout les femmes et les enfants. Les paysans peu fortunés y trouvaient un salaire d'appoint pour leur travail sur les voies ferrées ou ailleurs. La classe laborieuse moyenne, de son côté, s'acquittait seule, tant bien que mal, de la culture de ses terres. Quoique les contributions indirectes fussent assez élevées, les impôts, dans leur ensemble, ne constituaient pourtant pas un fardeau insupportable pour le peuple. Il n'y avait vraiment de misère et de mécontentement que les années de mauvaise récolte.

Mais la situation subit un changement radical après les guerres de 1912 à 1918. Le bétail avait été décimé; quant au cheptel mort, il avait été partiellement détruit, et ce qui en restait, était à peu près hors d'usage. C'est pourquoi la surface de terre ensauvée est aujourd'hui sensiblement moindre qu'avant la guerre. Il s'ensuit qu'une partie de la classe laborieuse a été prolétarisée et obligée de chercher un salaire d'appoint dans la vente de son travail; il faut en dire autant d'une grande partie de la petite bourgeoisie urbaine. D'autre part, le champ d'application de la main-d'œuvre a considérablement diminué: il ne se développe pas de nouvelles industries, les anciennes sont ébranlées, le transport désorganisé et considérablement réduit et la construction des voies ferrées et des chaussées est arrêtée. Dans les villes et les villages il y a un fort chômage qui contribue à développer le paupérisme.

Actuellement le pays produit considérablement moins qu'avant la guerre et l'importation est trois fois supérieure à l'exportation. Les dépenses de l'Etat en 1919 (non compris le paiement des intérêts pour les dettes nouvellement contractées) se sont élevées à deux milliards 300 millions de levas et la dette publique, d'après l'économiste Guecheff, se monte, fin 1919, à 27 milliards de levas. Le trésor ne connaît, pour couvrir ses dépenses courantes, d'autre moyen que l'émission à jet continu de papier-monnaie. Aussi le leva est-il coté six à sept centimes sur le marché suisse. Les finances du pays sont dans un état désespéré, si bien qu'aucun gouvernement bourgeois ne veut se charger de les réorganiser et qu'il ne saurait même être question de les améliorer.

Ce sont naturellement les classes ouvrière et peu fortunée qui ont à supporter tout le poids de cette situation et qui souffrent le plus de la terrible cherté de la vie. Tout a haussé, en moyenne, de 25 fois. La population peu fortunée des villes et des campagnes est dans l'impossibilité d'assurer

sa subsistance. Aussi a-t-on confié aux administrations auto-nomes des communes le soin de fournir la population de pain à bon marché; mais c'est là, une tâche impossible, car elles n'ont pas les fonds nécessaires pour faire face à de si fortes dépenses. Le lait (8 levass le litre) est à un prix inabordable pour les enfants des prolétaires; les classes peu fortunées finissent d'user les derniers vêtements qui leur restent d'avant la guerre, car ils sont maintenant à des prix impossibles.

La classe paysanne laborieuse est également dans la misère. Quoique le prix des produits agricoles ait augmenté, celui des produits industriels nécessaires au paysan a crû dans une proportion beaucoup plus considérable. En outre, c'est à présent seulement que le paysan va commencer à payer les intérêts des dettes colossales de l'Etat banqueroutier, dettes qui pèseront de tout leur poids sur le travail et la terre du paysan. Ce dernier n'a rien à espérer pour lui, dans l'avenir prochain, que l'assujettissement à un travail forcé, une exploitation sans bornes, en un mot, l'esclavage.

Par contre, la bourgeoisie n'a à se plaindre de rien. Elle s'est enrichie et continue de s'enrichir avec une rapidité vertigineuse. Quelques personnes ont fait des fortunes véritablement américaines. Les banques et les sociétés anonymes se sont multipliées; une spéculation effrénée sévit sur tout le pays; toutes les marchandises sont accaparées pour être relancées ensuite sur le marché à des prix effroyables. Le dévergondage et le luxe de la bourgeoisie forment un contraste saisissant avec la misère noire des ouvriers.

D'un autre côté, les partis bourgeois ont perdu tout leur crédit politique auprès des masses. En effet, non seulement ils n'ont pas réalisés les idéals nationaux qu'ils faisaient briller aux yeux des foules, mais ils ont attiré sur le pays deux catastrophes consécutives.

III.

Aussitôt après la conclusion de l'armistice, les partis bourgeois se rendirent compte de leur impuissance. Ils prolongèrent l'état de guerre et la censure et se mirent sous la protection des troupes d'occupation de l'Entente. En même temps, ils tentèrent un avatar politique: l'alliance avec la partie de gauche qui n'avaient point pris part au pouvoir avant la guerre: l'Union Agraire et les Grandes Socialistes. Cette manœuvre stratégique de la bourgeoisie aux abois fut couronnée d'un plein succès. Comme le mécontentement des masses n'avait pas encore eu le temps de se transformer en un programme révolutionnaire déterminé, il trouva son expression incomplète dans cette combinaison politique où «l'Union Agraire» et les «Grandes Socialistes» jouèrent le rôle de sauveur de sûreté. Le pouvoir issu de cette coalition composée en majeure partie des éléments de gauche dirigés, une année durant, les destinées du pays et arrêta l'explosion de la colère nationale.

Des deux partis «gauches», les «Grandes Socialistes» les premiers, perdirent pied. Les masses ouvrières urbaines, plus directement éprouvées par la misère et intellectuellement plus développées, furent les premières à subir l'influence du parti communiste et à élaborer en elles la conscience révolutionnaire. Elles se détachèrent rapidement des «Grandes Socialistes» qui n'étaient plus alors d'aucune utilité à la bourgeoisie, furent éloignés par elle du pouvoir.

Le parti des «Grandes Socialistes» n'est plus, en ce moment, qu'un cadavre. Ses leaders, déshonorés aux yeux des masses ouvrières et rejetés par la bourgeoisie, ont été contraints de chercher alliance avec le parti communiste. Celui-ci tendu une main fraternelle à tous les éléments ouvriers honnêtes et à toutes les organisations qui reconnaissent le programme et les méthodes de lutte de l'Internationale Communiste; mais il a déclaré ne pouvoir contracter alliance avec les social-traitres que sont les leaders déshonorés de ce parti. L'union complète et définitive, la concentration des forces ouvrières et révolutionnaires de la Bulgarie sous le drapeau du communisme n'est plus qu'une question d'avenir prochain.

Après le déclin de l'étoile des «Grandes Socialistes», ce fut le tour de «l'Union Agraire». Fondée par les masses pay-

sannes mécontentes de l'administration des partis bourgeois et pour leur faire échec, elle avait, aux moments de crise agraire, une grande autorité qui diminuait, une fois la crise passée. Issu d'un mouvement des masses, ce parti devait avoir et avait un programme démocratique, mais porte-parole des intérêts spéciaux d'une campagne retardataire, il introduisit dans ce programme des parties réactionnaires. Pendant la guerre, «l'Union Agraire» vota les crédits militaires et, renonçant à la politique d'opposition, soutint le gouvernement. Ce n'est qu'à la fin de la guerre, quand la faillite de la politique gouvernementale devint évidente, qu'elle se rangea de nouveau dans l'opposition.

A ce moment, pourtant, un changement radical s'était opéré. La bourgeoisie rurale, enrichie pendant la guerre, du fait de l'augmentation des prix et par la spéculation sur les produits agricoles, avait afflué dans les villes où elle prenait part aux grosses affaires commerciales et où elle avait même commencé à participer à la fondation de banques et sociétés anonymes. Aussi comprenait-elle très bien tout l'intérêt qu'elle aurait à détenir le pouvoir et elle le convoitait passionnément. Le seul instrument propre à ce but qui lui restait, après le krach des partis bourgeois, était «l'Union Agraire». Comme cette dernière n'avait pas encore été au pouvoir, les masses lui faisaient crédit, mais comme union agraire elle devait fatalement donner l'entière domination dans son sein à la bourgeoisie rurale. La tentative de Dragulev, le fondateur et chef incontesté de cette union, de lui conserver un caractère petit-paysan et démocratique échoua complètement, et Dragulev, lui-même, en fut expulsé par la bourgeoisie rurale, mercantile et exploitrice. Stambolyski resta le seul chef de «l'Union Agraire». Mieux que personne, il incarne la tendance au pouvoir de la bourgeoisie paysanne, ignorante et rapace, et a le don d'entraîner, par ses procédés démagogiques, la masse inconsciente et peu éclairée des paysans.

Les petits bourgeois, effrayés de l'approche de la vague communiste, se réfugièrent sous l'égide de «l'Union Agraire». Mais tout en recourant à elle, ils entendaient bien l'apprivoiser et la décider à partager avec eux le pouvoir. En effet, ils réussirent tout d'abord à l'embourgeoiser; plus tard la peur du parti communiste qui se renforçait la fit entrer dans un pouvoir de coalition qu'elle partagea avec les éléments bourgeois.

Et ainsi «l'Union Agraire» est actuellement au déclin de sa carrière politique. Elle a montré, il est vrai, plus de stabilité que les «Grandes Socialistes» parce que les masses paysannes réagissent plus lentement que le prolétariat urbain sur les changements politiques, mais elle est néanmoins toute proche de la culbute finale. Ce n'est pas tout, en effet, de montrer le poing aux communistes pour exciter les applaudissements de la bourgeoisie, il faudra bientôt se mettre aux affaires urgentes et entreprendre la solution des problèmes agraires et sociaux à l'ordre du jour. Mais comme l'Union sera impuissante à rien faire dans ce domaine, qu'elle se bornera à laisser à la bourgeoisie le champ libre pour le pillage et l'exploitation, la crise deviendra de plus en plus aiguë et le mécontentement des masses ne fera que croître. «L'Union Agraire» a déjà réussi à s'aliéner les masses urbaines. La campagne aussi, en majorité, est mécontente d'elle. Son action lui enlèvera bientôt ses derniers partisans parmi les paysans arriérés.

La bourgeoisie a donc perdu toute influence dans les villes et bientôt elle n'aura même plus l'appui de la campagne. Elle se trouvera alors devant l'abîme.

IV.

Le parti communiste bulgare se rend parfaitement compte de la situation présente; il a pleinement conscience des tâches révolutionnaires qui lui incombent. Il ne s'agit pas de réformes plus ou moins importantes dans les cadres de la société bourgeoise: ce qu'il faut, c'est arracher tout le pouvoir des mains des capitalistes, pour le remettre aux mains des travailleurs, c'est instaurer la dictature des ouvriers et des paysans pauvres pour arriver à la réalisation du communisme.

Cette dictature ne peut s'exercer que sous la forme de soviets de paysans et d'ouvriers. C'est de cet esprit révolutionnaire qu'est imprégnée toute l'action d'agitation et de propagande du parti communiste bulgare. Les mots d'ordre communistes sont en grande faveur auprès des masses qui se rangent volontiers sous le drapeau rouge du parti. Par sa rapidité insensée, la bourgeoisie se sape elle-même le terrain sous les pieds et le parti communiste prépare activement les forces qui la précipiteront dans l'abîme.

Le parti s'est efforcé de renouer les relations avec les autres partis communistes et socialistes des pays balkaniques voisins.

Il a réussi à convoquer la Conférence Communiste Balkanique qui s'est tenue à Sofia en janvier 1920 et à laquelle ont assisté les délégués du parti communiste bulgare, des partis socialistes yougo-slave et grec. Cette Conférence a vu la reconstitution de la Fédération Communiste Balkanique. Le parti socialiste roumain, par suite d'empêchements divers, n'a pu y prendre part, mais son adhésion à la Fédération Communiste Balkanique ne fait pour nous aucun doute. La Fédération Communiste Balkanique doit être la 1^{ère} ligne de défense retranchée de la révolution balkanique contre la réaction internationale.

V.

À l'époque déjà de la scission avec les «Larges socialistes», en 1903, les socialistes-révolutionnaires bulgares, les «tesniaks», avaient adopté les thèses fondamentales suivantes du socialisme révolutionnaire:

1. Lutte de classe implacable en opposition à la collaboration des classes en coalition.
2. Lutte pour réalisation des buts finals du socialisme en opposition au réformisme et à l'opportunistisme.
3. Unification du mouvement professionnel et politique du prolétariat en opposition à la neutralité du mouvement professionnel des ouvriers.

Pour organiser sur les bases ci-dessus le mouvement ouvrier encore à l'état embryonnaire, il fallait aux «tesniaks»:

- 1) un parti fortement uni et discipliné,
- 2) une propagande intensive des idées du socialisme révolutionnaire,
- 3) une liaison étroite du parti avec les syndicats.

Au cours de la réalisation de ces trois parties de leur programme, ils se heurtèrent à l'individualisme d'une partie des intellectuels et à l'idéologie petite-bourgeoise des artisans; ce qui amena la sortie du parti de certains groupes, avec un nombre restreint d'adhérents d'ailleurs. Ces groupes trouvèrent asile au sein du parti des «Larges Socialistes».

C'est ainsi qu'au prix d'une incessante et rigoureuse critique doctrinale et d'une lutte intestine poussée à l'extrême se constitua le parti bulgare social-démocrate tesniak. Malgré le petit nombre de ses adhérents, il représentait une organisation modèle sous le rapport de la discipline, de la préparation théorique et de l'activité de ses membres.

Dans le pays économiquement arriéré qu'était la Bulgarie, où les prolétaires étaient peu nombreux, le parti social-démocrate des «tesniaks» ne pouvait pas avoir une grande influence politique. Les «tesniaks» s'en rendaient parfaitement compte et ils ne recherchèrent jamais un rapide accroissement numérique aux dépens de la qualité. Ils faisaient tous leurs efforts pour répandre leur influence sur le prolétariat de plus en plus nombreux, l'organiser et l'éduquer dans l'esprit de classe; en lui seul, ils mettaient leur espoir d'élargir leur influence politique dans le pays.

En 1903, la bourgeoisie nationaliste et monarchiste bulgare organisa l'insurrection macédonienne qui devait servir de prétexte à la guerre contre la Turquie. Nous menâmes alors une campagne énergique contre cette aventure, dévoilant les appétits conquérants de la bourgeoisie et du monarchisme bulgare et mettant en lumière tous les dangers que faisait courir au peuple bulgare une telle politique.

En 1908, après la proclamation de l'indépendance de la

Bulgarie, une crise éclata. Les «tesniaks» démasquèrent de nouveau les monarchistes et impérialistes bulgares qui, sous prétexte d'une lutte pour l'indépendance de la Bulgarie, mettaient le pays sous la coupe de l'absolutisme russe et donnaient à l'impérialisme austro-hongrois la possibilité de s'implanter dans les Balkans par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine.

Quand éclata la guerre de Tripoli, la bourgeoisie balkanique, pressant l'approche du moment favorable pour l'ouverture des hostilités contre la Turquie, commença fiévreusement à se préparer à la guerre. Au même temps croissait le mouvement en faveur de l'union des peuples balkaniques. Les «tesniaks» ne se indignèrent pas à la signification de ces faits: ils virent tout le danger de ce complot des dynasties et de la bourgeoisie balkanique avec le belliqueux absolutisme russe contre la liberté des peuples balkaniques et entamèrent une lutte acharnée contre les prétentions russes aux Balkans, ainsi que contre les plans de conquête de la bourgeoisie balkanique. À la veille de la guerre des Balkans, les «tesniaks» lancèrent une proclamation contenant un avertissement prophétique que le cours ultérieur des événements justifia complètement.

À ce moment, l'influence de la social-démocratie révolutionnaire, en Bulgarie, était encore trop faible pour réduire à l'impuissance les politiques des classes dirigeantes. Les masses populaires étaient trop empoisonnées par le nationalisme, trop désunies et inertes pour opposer une résistance quelconque aux tendances belliqueuses du monarchisme et de l'impérialisme.

Les guerres balkaniques, pourtant, apportèrent un changement radical à cette situation. Elles portèrent un coup terrible au monarchisme et au militarisme, mirent à nu l'incapacité et la bêtise de la bourgeoisie bulgare et donnèrent ainsi la possibilité de creuser les divergences de classe entre la bourgeoisie et les masses ouvrières. Le prestige de la social-démocratie révolutionnaire ne faisait au contraire que s'accroître et c'est alors que son influence commença à se faire clairement sentir sur les masses populaires. Si l'on peut juger de l'influence d'un parti par le nombre de suffrages qu'il recueille aux élections, les chiffres suivants donneront une idée de l'accroissement d'influence de notre parti: en 1908 les «tesniaks» ne recueillirent que 3.000 suffrages; en 1911, ils obtinrent 13.500 voix; en 1912, 14.000 et après la guerre balkanique 52.000, ce qui leur donna le droit à 18 mandats. Trois mois plus tard, le gouvernement, par un système de terrorisation inouïe, réussit à faire tomber ce chiffre à 43.000.

Une puissance vague de socialisme avait passé par tout le pays, et dans toutes les questions d'intérêt général, l'attitude de la social-démocratie avait une grande importance. Au parlement notre groupe fit une guerre implacable au gouvernement germanophile, ainsi qu'à la bourgeoisie russophile et à l'opposition petite-bourgeoise. Nous démasquâmes la politique belliqueuse des deux camps bourgeois. Malgré la proclamation de l'état de guerre, le parti mena la propagande la plus active contre la participation du pays à la guerre et créa un immense mouvement populaire dirigé contre les plans des monarchistes et de tous les partis bourgeois sans exceptions. La veille de la mobilisation, nous lançâmes une proclamation enflammée contre la guerre. Cette propagande eut d'excellents résultats: la mobilisation s'effectuait lentement et les soldats ne se soumettaient pas à la discipline. Effrayé, le gouvernement s'attaqua directement au parti et donna l'ordre d'arrêter toute la fraction parlementaire qui avait signé la proclamation.

VI.

Les victoires militaires qui suivirent décidèrent l'opposition russophile à retourner sa veste et à proclamer «l'union sacrée»; les «Larges Socialistes» firent de même. Le parti communiste seul, resta l'ennemi juré de la guerre. Il refusa de voter les crédits de guerre, fit une opposition systématique et déclarée à toutes les mesures de l'autorité militaire et de-

meura inébranlable dans son attitude révolutionnaire. Il croit que seule, l'insurrection des masses mettrait fin à la guerre, et garde la ferme conviction que la guerre impérialiste débâterait la révolution prolétarienne. C'est pourquoi, au front aussi bien qu'à l'arrière, il mena une propagande révolutionnaire intensive, et, à l'extérieur, fit tous les efforts pour reconstituer une Internationale révolutionnaire. Son activité redoubla après la révolution russe et particulièrement, après la révolution d'octobre. Il eut le temps de répandre les mots d'ordre révolutionnaires à l'arrière et surtout au front, où il créa en quelque sorte un état d'esprit bolchéviste. Tout cela rendit furieux le gouvernement et les partis de la grande et de la petite bourgeoisie. Tous les partis, depuis les partis gouvernementaux jusqu'à celui des «Larges Socialistes» y compris, s'unirent pour lutter contre le bolchévisme et les bolchéviques bulgares. Ce fut le commencement des arrestations en masse, des procès tendancieux, des condamnations impitoyables et des exécutions au front.

VII.

Sur ces entrefaites, survint le désastre au front (15 septembre 1918). Tel était alors l'état d'esprit des troupes, qu'au premier insuccès, elles abandonnèrent leurs positions et coururent à la débâcle regagner leurs foyers. Aux environs de Sofia éclata l'émeute appelée: émeute de Radomirsky, à laquelle notre parti ne prit aucune part. Quelques-uns en prirent parti pour nous accuser de manque d'esprit révolutionnaire. Cette accusation est dénuée de fondement. La révolution que voulait le Parti Communiste était, en ce temps-là, impossible en raison des circonstances suivantes:

1) Les troupes de l'Entente ne lâchaient pas d'une seule outre armée dans sa retraite et pouvaient arriver à Sofia en deux jours. La superficie restreinte du territoire bulgare ne permettait pas à la révolution de se développer et de consolider sa position sous le feu des innombrables troupes ennemis qui s'avancèrent de toutes parts. Ces dernières avaient tout avantage à voir éclater une simple émeute de soldats qui anéantit définitivement la force de résistance du pays, mais elles n'auraient jamais toléré une révolution prolétarienne et paysanne.

2) Il y avait à Sofia des troupes allemandes nombreuses, en particulier une artillerie considérable, envoyées pour réprimer la mutinerie des soldats, ce dont elles s'acquittèrent d'ailleurs sans peine. Sous le régime de l'occupation allemande, aucune révolution n'était possible en Bulgarie.

3) L'organisation communiste des «tseniaks» ne comptait, en ce moment, dans tout le pays pas plus de 600 membres non mobilisés, dont une cinquantaine seulement dans la capitale. De plus, Sofia qui ne possédait pas d'usines de munitions et où il n'y avait, en général, aucune usine de guerre n'était pas un centre de concentration du prolétariat. Dans ces conditions, le parti était dans l'impossibilité d'entreprendre une action en masse quelconque. L'émeute, elle-même, fut de trop courte durée pour permettre de développer une activité quelconque.

4) Les soldats qui prirent part à cette émeute étaient pour la plupart des paysans, brûlant du désir de regagner leurs foyers. Ils étaient venus à Sofia parce que la ville était sur leur chemin. Ils s'arrêtèrent aux environs de la capitale, parce que le gouvernement qu'ils effrayaient, après les avoir en vain exhortés à retourner au front, fit dresser contre eux des mitrailleuses et des canons. Ils marchèrent en armes sur Sofia parce que c'était le seul moyen de se frayer un passage pour retourner chez eux. Si même ils avaient réussi à s'emparer de Sofia, ils se seraient immédiatement dispersés. Ce n'était qu'une mutinerie susceptible, dans l'hypothèse la plus favorable, d'anéantir au pouvoir «l'Union Agraire» qui, d'ailleurs, gouverne maintenant le pays. En aucun cas elle ne pouvait se transformer en une révolution prolétarienne soviétique, révolution dont il ne pouvait même être question dans la Bulgarie parlementaire.

Lorsque la mutinerie fut réprimée avant l'arrivée à Sofia des troupes de l'Entente, le tsar Ferdinand renonça au trône.

«L'Union Agraire» prêta serment au nouveau tsar donnant ainsi la preuve qu'elle était contre le tsar Ferdinand, mais non contre la monarchie en général. Et actuellement encore, ses leaders font bon ménage avec le tsar Boris et ses ministres.

Du fait de l'occupation militaire de notre pays par les troupes de l'Entente, notre parti se trouvait dans des conditions très pénibles pour continuer la lutte. La dictature militaire et la censure étaient en pleine vigueur. Pourtant ce fut pour nous une période d'activité fébrile.

Il nous fallait tout d'abord reconstituer et ranimer les organisations, les développer et les adapter aux conditions de la lutte en masse; il fallait développer la conscience révolutionnaire au sein des masses démobilisées et prêtes à l'émeute qui affluaient incessamment dans nos rangs, si bien qu'en un court espace de temps elles transformèrent notre petit parti en une puissante organisation révolutionnaire. Ainsi notre parti qui, avant la mobilisation de 1915, n'englobait qu'82 organisations urbaines et 22 civiles comptant au total 8.435 membres, en avait, au 1-er mai 1919, 562 de plus avec un total de 21.577 nouveaux membres. Toute l'attention du parti fut concentrée sur la tâche importante de l'éducation et de l'organisation de cette masse. Nous résumâmes à créer un puissant appareil d'organisation, fonctionnant à merveille, se perfectionnant sans cesse et menant une infatigable propagande par la parole et par la presse; tout cela en une période de lutte politique acharnée accompagnée d'actions en masses.

Les mineurs de Peraika commencèrent à s'agiter et à réclamer des améliorations à leur situation. La bourgeoisie bulgare entama contre ce mouvement une odieuse campagne, répandant le bruit mensonger que l'Entente avait interrompu le renvoi au pays de nos prisonniers par suite de la grève des mineurs. Quant aux «Larges Socialistes» (monchéviques) dont le chef, J. Sakizoff, était ministre du travail et de l'industrie, ils s'efforcèrent, par de basses intrigues, de désagréger le puissant syndicat des mineurs, ainsi que l'organisation de notre parti. Les mineurs furent déclarés mobilisés; on les provoqua de toutes les façons, jusqu'à ce qu'on eût réussi à créer un incident dont le gouvernement, appuyé par les monchéviques, prit prétexte pour envoyer contre eux de l'artillerie et des mitrailleuses dans le but de briser notre organisation, d'arrêter et de déporter dans la forteresse «Slivnitsa» quelques centaines d'ouvriers les plus conscients. En même temps les chefs du mouvement étaient traduits en justice, et l'on réclamaient contre eux la peine de mort.

Cette basse agression du gouvernement provoqua l'indignation et les protestations du pays tout entier. L'ouverture des débats judiciaires, à Sofia, donna lieu à des manifestations ininterrompues. Grâce à ces manifestations et sous l'influence de la victorieuse offensive des troupes rouges en Ukraine, au printemps de l'année 1919, les tribunaux prononcèrent des condamnations relativement légères. L'organisation des mineurs en fut renforcée et l'influence de notre parti accrue.

La journée du 1-er mai se transforma, cette année-là, en une grandiose manifestation populaire des masses laborieuses dans tout le pays. Le gouvernement fut obligé de céder sur ce point et d'autoriser la manifestation. Ce jour-là, la production fut véritablement interrompue dans toute la Bulgarie; tous les établissements gouvernementaux furent fermés et la classe tout entière des travailleurs fit cortège à nos drapeaux révolutionnaires.

Notre parti avait organisé pour le 31 juillet, par tout le pays, des manifestations et des meetings de protestation contre la politique réactionnaire du gouvernement; les mots d'ordre devaient être ceux de notre parti communiste. Nos organisations et groupes de la campagne devaient prendre part. Dans cette manifestation de notre parti le gouvernement vit un commencement de révolution. Le ministre socialiste, Pastoukhoff, qui avait la prétention de devenir le Nosko balkanique, ne se contenta pas d'interdire le meeting; il mit sur pied littéralement toutes les forces militaires et toute la police du pays et ordonna de réprimer à tout prix la tentative de révolution des «tseniaks». Il groupa autour de lui, dans sa tâche de sauveur de la société, toute la bourgeoisie

qu'il pria de prêter appui aux troupes; quant à son parti les «Larges socialistes», il lui confia l'honorable mission d'organiser le service d'espionnage. La Bulgarie ouvrière qui avait décidé, pour le 27 juillet, une imposante manifestation toute pacifique, se trouva assaillie de tous côtés par des forces armées. Les ouvriers furent déclarés factieux; tous ceux qui se risquèrent dans la rue furent arrêtés et ainsi à Sofia et dans plusieurs autres villes les manifestations ne purent avoir lieu. Le Comité central pour éviter une effusion de sang inutile donna l'ordre de se conformer, dans chaque ville, aux prescriptions locales. Néanmoins en beaucoup d'endroits il se produisit des manifestations; et, par ailleurs, il y eut même du sang versé.

Les «Larges Socialistes», en cette occasion, se montrèrent dès contre-révolutionnaires acharnés et se déshonorèrent définitivement aux yeux des masses ouvrières.

Tout lien entre eux et le prolétariat fut rompu. Les élections législatives, fixées au 17 août, en donneront bientôt une preuve éclatante.

En ce temps, une vague de grèves systématiques avait envahi le pays. Il y eut dans presque toutes les professions des grèves consécutives déclarées pour l'obtention d'une augmentation de salaire et qui, toutes, furent couronnées d'un plein succès. Les organisations professionnelles en furent naturellement consolidées.

Notre parti qui avait déjà pris le nom de parti communiste, sans s'exagérer l'importance du bulletin de vote et du parlement bourgeois, dans lequel nous avons toujours vu un instrument de la bourgeoisie, n'en mena pas moins une énergique campagne électorale, la considérant uniquement comme un moyen de propagande de nos mots d'ordre révolutionnaires. Ce qu'il y eut de plus remarquable, ce fut notre influence dans le village. Les prolétaires ruraux et les paysans pauvres accueillaient nos paroles avec un enthousiasme inouï. La campagne électorale tout entière fut un véritable triomphe communiste. Les travailleurs ne voulaient pas écouter d'autres orateurs que les nôtres; ils les dispersaient et parfois même les poursuivaient. Les élections donnèrent à l'Union Agraire 180.000 voix et 85 mandats; aux communistes 120.000 voix et 47 mandats; aux socialistes policiers 80.000 voix et 39 mandats. Ce fut une défaite pour les deux partis de l'Union Agraire et des «Larges Socialistes» dont chacun en particulier s'attendait à obtenir la majorité. Mais l'important fut que, dans presque toutes les villes, la liste communiste arriva en tête tandis que les «Larges Socialistes» arrivèrent tous derniers. Ce fut le soufflet inérité que leur donna le prolétariat pour leur politique traïtrise. Aussitôt après les élections, par suite de la crise des logements à Sofia, éclata un mouvement assez vif. Affolée, la police des «Larges Socialistes» tira sur les ouvriers et en tua trois. Une fureur terrible s'empara des masses. Aux funérailles des victimes, une foule de plusieurs milliers de personnes se battit dans les rues contre les troupes et la police pour se frayer un chemin jusqu'au cimetière.

En septembre, à l'occasion de la remise à notre délégation des conditions du traité de paix, le parti communiste bulgare organisa de nouveau, par tout le pays, des meetings et manifestations grandioses. Cette fois, le gouvernement préféra ne pas intervenir, quoique nous flagellions, de la plus impitoyable manière, la politique d'assassinat et de traïtrise de la bourgeoisie bulgare.

Le 25 mars 1919, fut convoqué, pour la première fois après la démobilisation, le congrès annuel du parti. Ce congrès montra l'accroissement du parti sous tous les rapports. Il restaura dans l'histoire, parce que le parti y adopta son nouveau programme révolutionnaire, y changea son nom en celui de communiste et se rallia à l'unanimité à la III^e Internationale de Moscou. Les séances du congrès furent une manifestation grandiose en faveur des mots d'ordre communistes. On en finit avec le courant anti-parlementaire au sein du parti. Le parti communiste bulgare n'avait jamais été un parti parlementaire, en ce sens qu'il n'avait jamais cru que la révolution se ferait par le Parlement. Il prenait une part active aux élections, parce qu'il considérait la lutte

électorale comme un instrument puissant permettant une critique énergique de la société bourgeoise, donnant la possibilité de démasquer les partis bourgeois et de faire de la propagande en faveur du programme socialiste. Quant au Parlement il le considérait comme un magnifique instrument de propagande socialiste parmi les masses ouvrières. A l'époque révolutionnaire actuelle, tant que le moment de la lutte révolutionnaire ouverte ne sera pas arrivé, la tribune parlementaire peut jouer un rôle assez utile. Telle était l'opinion de la grande majorité du parti. Pourtant, un petit groupe, insuffisamment éclairé sur la question, croyait que l'Internationale Communiste repousse complètement et toujours l'arme du parlementarisme, et exigeait que le Parti n'entrât pas au Parlement. Après un examen détaillé de la question, le congrès décida à l'unanimité que le parti devait prendre part aux élections au Parlement en se réservant toutefois le droit, à un moment quelconque, lorsque les circonstances l'exigeraient, de se retirer du Parlement et de recourir à l'action révolutionnaire en masse. La suite des événements confirma la justesse de la décision du congrès, et maintenant il ne reste plus dans le parti de membres anti-parlementaires.

Après les élections, où le groupe des «agriculteurs» avait euevélé la première place, les «Larges Socialistes» s'efforcèrent néanmoins de s'accrocher au pouvoir. Ils proposèrent de former un bloc des travailleurs où les «agriculteurs» entreraient comme «droites», leur propre parti comme centre et les communistes comme «gauches». En réalité les «Larges Socialistes» se proposaient de former alliance avec les seuls «agriculteurs», mais leur espoir fut déçu. Non seulement les communistes refusèrent leur proposition, mais les «agriculteurs», après des pourparlers prolongés, se détournèrent d'eux préférant former un cabinet avec deux partis bourgeois conservateurs les «nationalistes» et les «stankovistes».

A l'étranger on se fait une idée fautive de «l'Union Agraire». Peu s'en faut qu'on la considère comme une organisation révolutionnaire, dans le genre du parti socialiste-révolutionnaire de Russie. Ce sont quelques procédés séditieux de ses chefs qui ont donné naissance à cette opinion. Les «Larges Socialistes» ont aussi contribué à répandre cette erreur en poursuivant cette union comme organisation de travailleurs. Néanmoins elle ne saurait être regardée comme telle. Nous, communistes, nous avons toujours vu dans l'Union Agraire le parti de la bourgeoisie rurale, des paysans exploités. Ses actes, quand elle a été au pouvoir, ont complètement confirmé notre appréciation.

Soutant son impuissance à alléger la crise économique et à soulager les misères du peuple, le gouvernement résolut de comprimer le mécontentement des masses par la force brutale. Il créa une nombreux gendarmerie, édicta une série de mesures policières d'une sévérité draconienne et se donna ouvertement pour but d'étouffer le mouvement communiste, en quoi il fut soutenu par tous les partis bourgeois.

Les élections municipales avaient été fixées au 7 décembre. De peur que les conseils municipaux ne tombassent entre les mains des communistes, le gouvernement, avec l'appui des partis bourgeois, édicta la loi du vote obligatoire. En contraignant les masses inconscientes et indifférentes à prendre part à la lutte électorale, la bourgeoisie se flattait de couler à jamais le mouvement communiste. Hélas! les élections, au contraire, lui apportèrent une terrible déception. Le parti communiste en sortit de nouveau victorieux. Nous remportâmes une victoire complète dans un très grand nombre de villes, et dans les autres, notre parti eut la majorité. Les conseils municipaux des villes de Varna, Roustchouk, Schoumla, Plevna, Lovetch, Lom, Troyan, Doubnitcha, Plevdiv, Sliven, Bourgas, Yambol et de plusieurs autres chefs-lieux d'arrondissement, ainsi que d'une foule de gros villages, tombèrent entre nos mains. Notre victoire fut si éclatante, si sensible, que le gouvernement jugea nécessaire d'ajourner à une époque plus favorable les élections aux conseils d'arrondissement, fixées primitivement au 21 décembre.

Déjà en juin 1919, probablement sur l'ordre de l'Estote, le gouvernement avait donné à Dénikine des armes contre de la farine. Un peu plus tard le même fait se reproduisit. Dans le premier comme dans le second cas, les «Larges Socialistes» participaient au pouvoir, de sorte qu'ils sont responsables de l'appui donné aux contre-révolutionnaires russes. Le parti communiste eut l'occasion de dévoiler, au Parlement, ces faits contre lesquels il protesta énergiquement. Mais l'envoi d'armes et de projectiles n'en continua pas moins. Plus la situation de Dénikine devenait critique plus la complaisance du gouvernement bulgare à son égard augmentait. En Bulgarie, une représentation de Dénikine fut instituée, une intendance militaire créée et un camp d'instruction ouvert. On y recevait les engagements des volontaires, mais les résultats furent nuls, car la population était hostile aux contre-révolutionnaires russes. Une foule d'agents de Dénikine arrivèrent en Bulgarie et une agence télégraphique russe fut ouverte qui inonda le pays de nouvelles mensongères. La bourgeoisie accueillait avec joie ces contre-révolutionnaires, mais le peuple les détestait.

Le parti communiste bulgare résolut d'organiser, pour le 21 décembre, des meetings de protestation contre les agissements de ces contre-révolutionnaires et de leurs agents en Bulgarie. Dans ce but il lança une proclamation spéciale. Et en effet, des manifestations eurent lieu, ce jour là, par tous les pays. A Sofia il se produisit une collision entre les manifestants et la gendarmerie: celle-ci lança dans un groupe de manifestants une bombe qui tua une personne et en blessa plusieurs autres. Cet acte de provocation fut le signe précurseur d'un changement de tactique dans la politique du gouvernement.

VIII.

La cherté en Bulgarie a dépassé toute mesure. Le blé et les autres denrées alimentaires sont en assez grande quantité; l'exportation est interdite et néanmoins les prix sont incroyablement élevés. Les produits alimentaires ont encheri en moyenne de 25 fois et continuent à hausser sans interruption. Nous n'avons pas d'exemple d'une pareille cherté dans aucun autre pays, excepté peut être en Autriche, où cette cherté se trouve justifiée par le manque de produits. Chez nous la spéculation éhontée en est la principale cause. Pendant la guerre, les gens d'affaires, pillant le pays et spéculant sur tout, amassèrent des fortunes considérables. Plus de 200 banques et sociétés anonymes à fort capital furent créées. Dans ces banques et entreprises sont concentrés, au moins, un milliard de francs. Ce capital s'est emparé de toute l'industrie; mais comme elle n'était pas suffisante pour lui, il a envahi le commerce et a donné naissance à une monstrueuse spéculation. Les banques accaparent tout, exportent en contrebande et par la spéculation créent une hausse effrénée. Tous les personnages en vue des partis bourgeois sont actionnaires de ces banques et par conséquent, personnellement intéressés au succès des affaires. Voilà pourquoi ils sont partisans de «la liberté du commerce». En est partisan également l'Union Agraire. Son premier soin, à son avènement au pouvoir, a été de supprimer toutes les restrictions à la liberté du commerce qui avaient été édictées pendant la guerre. Il est vrai que le gouvernement «agraire» menacé de perdre les spéculateurs et procéda parfois à grand fracas à des arrestations, mais c'est dans le but de s'attirer la faveur des masses. En réalité c'est lui qui a donné le champ libre à la spéculation, et ses membres influents sont mêlés à différentes affaires. Pour toutes ces raisons, en ce moment même, nous assistons à une nouvelle hausse de toutes les denrées dans le pays.

C'est la population urbaine qui souffre le plus de la cherté. Mais cette cherté est ressentie également par une grande partie de la population rurale qui ne produit pas suffisamment. Dans les villes, les plus malheureux sont certainement les fonctionnaires de l'Etat et les employés des établissements privés, aux appointements fixes. Au lieu que les particuliers ou autres personnes louant leur travail réagissent jusqu'à un cer-

tain point contre l'encherissement, en réclamant des augmentations de salaire qu'ils obtiennent, les fonctionnaires, eux, dont les appointements sont prévus dans le budget, se trouvent dans la plus triste situation.

Tous les mouvements populaires qui ont lieu dans le pays sont intimement liés à la question de la cherté et de l'insuffisance des vivres. A ces mouvements les fonctionnaires prennent une part active, s'efforçant, par tous les moyens, d'obtenir une augmentation de traitement. Tous les pouvoirs ont montré de la malveillance à leur égard et particulièrement les «agriculteurs» qui ont toujours poursuivi les fonctionnaires comme des parasites.

Les cheminots s'agitaient depuis longtemps; en juillet 1919 on en arriva à la grève. Elle fut arrêtée par les «Larges Socialistes» alors au pouvoir dont elle compromettait la participation au gouvernement. En décembre survint une nouvelle crise. Cette fois c'étaient tous les fonctionnaires de l'Etat qui s'agitaient. A l'occasion de l'ouverture du Parlement, le 24 décembre, l'organisation neutre des fonctionnaires les convoqua tous à une grande manifestation devant le Parlement. Le parti communiste bulgare organisa à cette occasion de grands meetings par tout le pays. Le gouvernement repréenta ces manifestations comme une émeute et une tentative de révolution, les interdit, déclara l'état de siège dans tout le pays et résolut de les empêcher coûte que coûte. Dans ce but, comme il n'avait pas entièrement confiance dans les troupes, il forma une garde blanche composée de paysans inconscients qu'il paya grassement, lui donna des armes et, le 22 décembre, l'opposa aux manifestants. Ceux-ci, à Sofia, ne parvinrent pas à forcer le cordon compact des troupes qui entouraient les parties centrales de la ville. De même, dans quelques autres villes, pour éviter une effusion de sang, les manifestations furent ajournées. Néanmoins, dans la plupart des localités des manifestations grandioses eurent lieu et dans quelques villes eurent lieu des collisions sanglantes avec un grand nombre de tués et de blessés. Quoique le Comité Central eût toujours recommandé d'éviter les bagarres, en plusieurs endroits il s'en produisit. Dans quelques villes les autorités capitulèrent laissant pleine liberté d'action aux manifestants. Ces manifestations rendirent furieux le gouvernement qui décida de révoquer tous les fonctionnaires y ayant pris part. Mais les tueries et les menaces du gouvernement ne firent que les exaspérer davantage. Le 25 décembre, les employés des chemins de fer chômaient encore dans beaucoup de villes. Ce même jour, ils réussirent à organiser une manifestation au centre de la capitale et à présenter leurs revendications au gouvernement. Le parti communiste bulgare et l'Union syndicale les soutenaient. Le gouvernement refusa avec hauteur d'entrer en pourparlers. Le 27 décembre la grève générale des employés des chemins de fer, des postes et télégraphes fut déclarée; aussitôt les mineurs de Pernik déclarèrent la grève par solidarité. Quelques jours plus tard les ouvriers des ports se joignirent à eux, ainsi que les ouvriers d'une foule d'entreprises privées et publiques dans beaucoup de villes. La grève prit un caractère général et politique. Il y eut une colossale pression sur le gouvernement. Les ouvriers se montrèrent prêts à la lutte et firent preuve d'un admirable dévouement. Dans les transports et dans la poste la grève fut générale, ainsi que dans les entreprises privées en province. Par ailleurs, à Sofia, la grève ne put être complète dans les entreprises privées, par suite de la trahison des «Larges Socialistes». Sous leur protection et sûre de l'impunité, la presse mena une campagne de calomnies impudentes contre les grévistes qu'elle accabla d'injures et contre lesquels elle excita la foule. Le prolétariat de Sofia payait cher la tactique de conciliation des partis qu'il avait soutenue pendant de longues années. Une semaine plus tard, la grève générale politique était terminée, seule la grève des employés des chemins de fer et des postes et télégraphes durait encore.

Pour lutter contre la grève, le gouvernement militarisa les chemins de fer et les postes et mobilisa le personnel. Mais ces mesures n'eurent aucun effet: la grande masse des grévistes ne répondit pas à l'ordre de mobilisation et ceux qui se présentèrent refusèrent de travailler. Ils furent livrés aux

conseils de guerre qui les condamnerent à de lourdes peines, mais cette mesure ne donna aucun résultat.

On peut juger de la discipline du parti et de l'esprit des masses sous son influence par le fait qu'aux élections aux conseils d'arrondissements, élections fixées par le gouvernement au 25 janvier 1920, c'est-à-dire à un moment de crise terrible, alors que la dictature militaire et politique battait son plein, le parti communiste qui n'avait pu organiser aucune réunion avant les élections et qui, en quelques endroits mêmes, n'avait pu enregistrer ses candidats, obtint 150.000 voix, c'est-à-dire 30.000 de plus qu'aux élections législatives du mois d'août de l'année précédente.

Les partis gouvernementaux et bourgeois étaient battus. Le parti communiste qu'ils considéraient comme anéanti, venait de ressusciter à leurs yeux avec une force nouvelle.

Cependant la grève des employés des chemins de fer, des postes et télégraphes continuait. Le gouvernement résolut d'en finir coûte que coûte.

Il eut recours à de basses manœuvres; il réussit à corrompre les machinistes «neutres» et à leur faire reprendre le travail; ainsi, une première brèche fut percée dans la grève, ce qui ébranla le moral du reste des grévistes. Il fallut interrompre la grève, le 18 février, sans avoir obtenu aucun résultat. L'exaspération des grévistes était terrible, surtout en province où l'on voulait, à toute force, continuer la grève.

IX.

Après la grève, le prestige du gouvernement grandit aux yeux de la bourgeoisie et des militaires qui n'avaient jusqu'alors eu lui qu'une confiance très limitée. L'«Union Agraire» avait montré la force de son poing de fer qui pouvait abattre le communisme et, par conséquent, sauvegarder la bourgeoisie de la révolution. Elle résolut de profiter du moment, prononça la dissolution du Parlement et fixa les nouvelles élections au 28 mars. Elle avait la ferme assurance que le parti communiste était anéanti et qu'elle obtiendrait la majorité absolue des mandats, ce qui lui permettrait de constituer un gouvernement homogène.

Pour y arriver, le gouvernement dirigea ses attaques uniquement contre le parti communiste qu'il mit en fait hors la loi. Le 3 mars 1920, une explosion terrible eut lieu au théâtre de l'Odéon, au cours d'une conférence publique organisée par un contre-révolutionnaire russe P. Ruiss: parmi les assistants il y eut 10 personnes tuées ou blessées. Immédiatement après, une action judiciaire fut intentée contre les membres du Comité Central: les camarades Blagoeff, Kolaroff, Kabakchieff, Dimitroff, Lonkanoff et Péneff qui avaient publié, le 15 décembre 1919, un manifeste contre les agissements des contre-révolutionnaires russes en Bulgarie et l'appui que leur prêtait le gouvernement bulgare.

Ce fut le signal de la persécution générale. Le gouvernement suspendit l'exécution des lois en vigueur, supprima

toutes les libertés, suspendit les pouvoirs de toutes les autorités pour les transmettre à la gendarmerie qui les mit à l'entière disposition de l'«Union Agraire». Le gouvernement proclama la dictature de l'«Union Agraire». Celle-ci, de son côté, déclara la guerre au parti communiste. Ce fut le commencement des arrestations en masse dans les campagnes, où les agitateurs communistes étaient passés à tabac avant d'être incarcérés. On donna l'ordre de confisquer les proclamations et les bulletins de vote communistes et de les détruire. Tous les automobiles de l'Etat furent mis à la disposition des agitateurs «agraires». Leurs agents étaient munis de toutes sortes de certificats et cartes de la police donnant droit à voyager gratuitement sur tous les chemins de fer et à arrêter tous les agitateurs communistes. Les ministres eux-mêmes déclaraient cyniquement que la lutte contre le communisme était pour eux une question de vie et de mort et qu'ils ne reculeraient devant aucun moyen pour étouffer ce parti; ils imploraient l'aide des partis bourgeois. Le gouvernement annonça officiellement que tout l'avoir des communistes serait confisqué (ordre fut donné de procéder immédiatement à l'inventaire de leurs biens) que, eux-mêmes, ils seraient expulsés en Russie et leurs familles employées à des travaux obligatoires: assèchement des marais et autres. Le bouquet fut l'envoi par l'«Union Agraire» aux organisations communistes d'une fausse «circulaire secrète», signée soi-disant par le Comité Central du parti, et dans laquelle on prescrivait de brûler tous les papiers et listes de scrutin du parti et de renoncer à la lutte électorale en raison de la reconstitution du parti sur de nouvelles bases. Quand le Comité central voulut prévenir par télégraphe ses organisations de cette odieuse machination, le gouvernement ne laissa pas passer les télégrammes. La dictature policière de l'«Union Agraire» alla jusqu'à dissoudre toute une série de conseils municipaux communistes. Les dirigeants et les membres de ces conseils furent arrêtés et à leurs places on installa des gens «bien pensants». Cette terreur nouvelle, ces violences sans pailles à l'égard de toutes les libertés et de toutes les lois, qui devaient, soi-disant, démontrer la force de l'«Union Agraire», ne firent que dévoiler son impuissance et préparer sa chute. Le résultat des élections en est la preuve. Malgré toutes les persécutions, le nombre des suffrages recueillis par les communistes monta de 118.000 à 182.000 et le nombre des mandats de 47 à 50 (le nombre total des représentants de la nation étant 229). L'«Union Agraire» fut de nouveau impuissante à obtenir la majorité et elle se voit actuellement contrainte à rechercher l'alliance d'un parti bourgeois quelconque.

Mais le fait le plus symptomatique et le plus remarquable de ces élections fut la défaite complète des «Larges Socialistes». Le nombre de leurs mandats tomba de 39 à 9. Ce parti est presque définitivement expulsé des villes qui sont devenues des forteresses du communisme. Les élections ont été également une défaite pour les partis bourgeois.

B.

LETTRES D'ALLEMAGNE

I.

En Allemagne, comme dans les autres pays, la conscience des masses devient de jour en jour plus révolutionnaire. Le parti social-démocrate indépendant, qui exigeait auparavant la convocation de l'Assemblée Nationale, demande maintenant la dictature du prolétariat et le régime soviétiste. Hilferding, qui, en novembre 1918, anathématisait—avec Kautsky,—les bolchéviks russes, a déclaré, il y a quelques jours, au dernier congrès du parti, que «chaque coup dirigé

contre la Russie Soviétique atteindra, en même temps, tout le socialisme et notre propre parti». Il est à noter, d'une façon générale, que ce congrès de Leipzig, malgré ses résolutions équivoques, a démontré avec évidence l'accroissement de force de la tendance à l'adhésion à la III^e Internationale et à l'alliance fraternelle avec la Russie Soviétique, tendance qui rallie aujourd'hui le gros du parti.

Quant à nous, ouvriers, qui marchons déjà sous les drapeaux du communisme, nous sommes unanimement avec vous; vos succès nous enthousiasment et quand vous éprouvez

des revers nous déplorons amèrement de ne pas pouvoir vous venir en aide. Même dans nos différends, dans nos désaccords sur les questions d'organisation et de tactique, les deux parties adverses sont inspirées du même profond désir d'activer la marche de la révolution en Allemagne, pour contribuer au développement du mouvement révolutionnaire mondial, et lier avec vous, au plus tôt, des rapports étroits et constants; les deux parties adverses cherchent à mettre à profit les leçons de votre expérience, et l'on voit, dans toutes nos réunions et dans tous nos débats, des orateurs qui, tout en défendant des thèses opposées, tentent à justifier leur opinion en affirmant que ces camarades russes auraient agi, le cas échéant, de la même manière. Nous avons tous la conscience commune de nos devoirs envers vous et envers le prolétariat universel, et elle nous donne la ferme assurance que nos différends ne pourront aucunement entraîner la désorganisation du parti communiste, mais doivent, au contraire aboutir à sa concentration en un puissant détachement de choc, dévoué à la révolution prolétarienne. Tout nouveau combat livré aux forces de la réaction à Berlin, à Brême, sur le Rhin, à Munich contribue d'ailleurs au raffermissement de notre union.

FR.

Berlin.

II

Voici, brièvement résumées, mes observations sur la vie du parti en Allemagne, au cours de l'année dernière. Ma tentative pour arriver en Russie à travers le Danemark et la Suède échoua à Copenhague, au mois d'avril 1919 par suite d'une trahison. Je ne revins pourtant plus à Berlin où, au mois de janvier, j'avais pris une part très active à la révolution et aux combats de rues, à côté du journaliste et poète ouvrier, Werner Müller, tué par les créatures de Noske pendant l'assaut des locaux du *Vorwärts*. Je me dirigeai sur Leipzig, vieille ville renommée dans l'histoire du parti, ville qui était encore tenue à ce moment pour la forteresse des radicaux dans l'Allemagne centrale. Je parlerai donc surtout des événements qui ont eu lieu à Leipzig; ce qui s'est passé à Berlin vous est d'ailleurs probablement connu.

Les Indépendants étaient les maîtres de Leipzig, comptant 45.000 membres organisés de leur parti, tant dans la ville que dans les environs. Ils avaient à leur tête Kurt Geier et détenaient presque tous les sièges au Soviet ouvrier. Communistes, nous étions très faibles, avec nos 2.000 membres; mais nous exerçons une assez grande influence, grâce à la considération que notre logique nous valait parmi les Indépendants.

La *Rote Falne*, supprimée à Berlin, avait tout de même paru à Leipzig presque jusqu'au moment de mon arrivée (8 mai 1919); mais ce journal dut finalement se fermer à cause de difficultés financières et politiques. Le journal le plus important de la ville était la *Gazette Populaire de Leipzig*. C'était sous le rapport politique le meilleur journal des Indépendants; on pouvait, au reste, s'accorder avec lui sur bien des choses. Mais la moitié du journal était, au grand dommage de l'idée révolutionnaire, occupée par des réclames de cinématographes, de bals publics, de placements de fonds avantageux, etc.

Le drapeau rouge de la révolution flottait encore fièrement au-dessus du théâtre et sur la place Auguste. L'ancienne police désarmée, portait des brassards rouges et sa conduite était correcte. La bourgeoisie se sentait très déprimée. Les officiers se cachaient et des équipes de matelots assaillaient jour et nuit le service d'ordre nécessaire. Les stocks alimentaires cachés dans les quartiers bourgeois étaient réquisitionnés, les spéculateurs traînés devant les tribunaux. Les communistes développaient une propagande énergique; un grand meeting fut tenu à la Maison du Peuple où le camarade Brandler de Chemnitz se prononça pour nous.

Les troupes révolutionnaires possédaient des armes de toutes sortes, même de l'artillerie et des lance-mines. Les unités appartenant aux anciens régiments occupaient une position neutre. Quoiqu'imparfaitement, Leipzig fut mise en état de défense contre l'offensive attendue de Halle, de la part de la garde de Noske. L'organisation manquait cependant.

Le petit nombre des communistes ne pouvait rien faire contre les Indépendants hésitants, surtout, parce que (et c'est la cause de l'incapacité permanente du parti Social-Démocrate Indépendant) leurs chefs assuraient qu'il n'y avait aucun danger, qu'on avait des renseignements sûrs, que les gens de Noske avaient peur d'attaquer et qu'on pouvait dormir sur les deux oreilles. De grandes affiches rouges tenaient ce langage. On publiait aussi que plusieurs camarades étaient partis pour Berlin afin d'y négocier. — Mais qu'arriva-t-il?

Le général Merker entra à Leipzig de tous les côtés, sans rencontrer la moindre résistance. Il disposait de 15.000 hommes appartenant à toutes les armes.

L'état de siège fut immédiatement déclaré, la peine de mort introduite, le Soviet ouvrier dissout. On arrêta plusieurs camarades, on désarma les ouvriers et une milice s'organisa parmi les habitants avec l'aide de quelques socialistes Scheidemanniens.

Les communistes déclarèrent la grève générale et échouèrent, car les Indépendants, très nombreux, manquaient de leaders, se rendant bien compte des moyens d'action et des buts. Quelques fabriques, les mieux organisées, firent grève pendant quelques jours avec le concours des communistes. Les Indépendants n'ayant pas cessé le travail, le général Merker se sentit assez fort pour interdire toutes les grèves en général et pour étouffer l'activité ouvrière.

La *Gazette Populaire de Leipzig* fut naturellement interdite. L'espionnage politique devint insupportable, et nos meilleurs camarades durent se cacher; ce fut le cas du camarade Schaumann.

Les temps difficiles du travail clandestin étaient arrivés, pour nous, communistes. Nous y trouvâmes deux soutiens sans lesquels notre activité eût été complètement impossible. Ce fut en premier lieu la «Société pour la colonisation de l'Orient», fondée par nous au mois de février. Les réactionnaires croyaient voir derrière cette enseigne inoffensive une société d'anciens militaires projetant la colonisation de la Prusse Orientale. En second lieu ce fut notre société de lecture «U. N. S.» par l'entremise de laquelle nous réussissions à recevoir presque toute la littérature communiste. Le local occupé par notre administration et pourvu d'un kiosque pour la vente des imprimés, resta intact peut être uniquement parce qu'il se trouvait à quelques maisons du «Kaisorhof», quartier général de Noske. Au mois de juin, cependant, le sort inéluctable l'atteignit aussi; avec le camarade Müller j'avais profité d'un voyage à Chemnitz pour rapporter une certaine quantité de littérature récente; une perquisition eut lieu chez nous, le jour suivant Otto Müller fut arrêté. Il fit quelques mois de prévention et, grâce sans doute à sa défense énergique, ne fut condamné qu'à quelques mois de réclusion pour fait de propagande communiste.

Le parti Social-Démocrate Indépendant réussit cependant à faire reparaitre la *Gazette Populaire de Leipzig*. Des discussions affligeantes s'ouvrirent, hélas, entre les fractions de ce parti. La gauche comprenait entre autres des hommes tels que Kurt Geier et Franz Bettke; la droite—Zeger et Lipinsky. Afin de témoigner de leur loyauté envers la dictature militaire de Noske, ils attaquèrent aveuglément les communistes. On fit de ces derniers le point de mire de tous les entretiens du parti aux réunions, dans les fabriques, résultat que les Indépendants n'avaient certes pas souhaité.

Toute notre propagande fut dirigée sur les fabriques et les usines. Nous y discutâmes les événements, nous y distribuâmes de la littérature communiste. Nous eûmes des succès inattendus et qui nous montrèrent combien chaque entreprise industrielle est un foyer naturel et inépuisable d'organisation ouvrière. Nous créâmes dans toutes les entreprises des groupes communistes.

Nos succès dans les entreprises industrielles provoquèrent une explosion de rage parmi la bureaucratie des syndicats, que sa faiblesse compromettait aux yeux de la dictature militaire. Tous les moyens lui étaient bons contre la propagande communiste. Elle ne dédaignait même pas de nous dénoncer aux autorités militaires (Mulavü-Girach). Mais ainsi, l'attitude contre-révolutionnaire des syndicats devenait de plus en plus claire pour les ouvriers conscients, l'idée, de plus en plus nette (et quelquefois réalisée) en dérivait.

Les syndicats de Leipzig, à l'exception de celui des imprimeurs, étaient totalement entre les mains des Indépendants. Si les ouvriers communistes se refusaient à assister aux réunions organisées par les Indépendants dans les fabriques et les usines, des amendes leur étaient infligées. Si, au contraire, les communistes se proposaient d'organiser une réunion, non seulement on les empêchait de coller dans les fabriques leurs affiches sur les planches à placard, mais on lançait des contre-affiches aux injonctions desquelles 80% des ouvriers obéissaient. Le petit nombre d'ouvriers qui venait à nos réunions, nous était cependant de plus en plus sympathique. Ce qui explique l'accroissement numérique lent, mais infaillible du Parti Communiste Allemand. Le mouvement d'hostilité contre les syndicats augmentait parallèlement.

On ne peut pourtant pas dire que le désir de former une nouvelle «Union» syndicale se manifesta à Leipzig. Au contraire, cette idée n'eut aucun succès. On y préféra plutôt une organisation communiste unifiée avec enregistrement des membres suivant les entreprises industrielles et les domiciles.

Plusieurs vinrent à nous, qui auparavant se tenaient tout à fait à l'écart. Ces nouveaux camarades participèrent activement aux travaux du parti et prouvèrent qu'on pouvait compter sur eux.

Les événements contre-révolutionnaires de Leipzig et la lâcheté des leaders Indépendants poussèrent puissamment les masses à gauche, en les faisant songer à la «dictature du prolétariat». L'impuissance manifeste des Indépendants dans tous les domaines du self-government mettait les ouvriers dans une situation inextricable par rapport à la bourgeoisie pourvue de canons et de mitrailleuses et cela, en dépit de la possession de la majorité des voix et des bureaux élus. Les communistes réunissaient beaucoup de sympathie, mais les ouvriers demeuraient dans le Parti Indépendant. Ils l'expliquaient ainsi:

1) Les communistes sont incapables d'un travail d'une large envergure étant persécutés et privés de leurs chefs pour la plupart arrêtés ou déjà condamnés à de longues peines.

2) Ils n'ont que peu de journaux et peu d'argent.

3) Au fond, nous sommes aussi des communistes, et nous tâcherons de «convertir» la plus grande quantité de nos membres. Nous renforcerons ainsi notre gauche soviétiste.

4) Nous prendrons part à toutes les élections au signal des communistes.

Sans doute, ce ne sont là que des échappatoires résultant d'une sorte de lâcheté; et la conduite, les discours tenus par les leaders, les jérémiades des journaux confirmeraient notre appréciation.

On nous produisait souvent cet étrange argument: il faut rétablir la bonne réputation du «Parti Social-Démocrate Allemand». La plupart des membres du Parti Indépendant croyaient que le nom du Parti Communiste ne datait que d'une année. La plupart ne savent pas encore que ce nom (Parti Communiste) était déjà employé par Marx et Engels. Et comment le sauraient-ils, puisque les Indépendants poursuivent toute littérature politique même n'ayant qu'un rapport lointain avec le communisme? On peut même noter ici toute une série de dénonciations contre des camarades travaillant dans les fabriques. Au cours de ces derniers jours, après le Parteitag de Leipzig on a enfin osé—bien timidement—exposer dans la vitrine de la librairie du parti, le Manifeste Communiste (au mois de février j'y avais vu l'*Internationale Communiste*).

Le refus de prendre part aux élections parlementaires fut en somme le signe le plus marquant de la divergence d'opinions entre le Parti Communiste Allemand et le Parti Social-Démocrate Indépendant, après que ce dernier se fut dépeuplé en paroles rouflautes, pour rapprocher son programme d'action du programme communiste.

Cette ligne de démarcation s'effaça d'une façon inattendue, les Indépendants se tournant à gauche, en proclamant au Parteitag de Leipzig la nécessité de la dictature du prolétariat même s'il se trouve en minorité, et les communistes, donnant pour mot d'ordre la participation aux élections parlementaires. Une discussion est lieu à ce sujet dans le Parti Communiste.

A la veille de ces divergences, nous avions réussi à organiser deux grandes réunions pour y discuter «Ce qui nous sépare des Indépendants». Le camarade Rück de Stuttgart y avait flagellé la mollesse des Indépendants à l'Assemblée Nationale. Notre camarade Rück se distingua à son avantage des Indépendants bavards de l'espèce de Schillinge, des Libmann, etc.

C'est à lui que fut confiée l'agitation à faire parmi les membres du parti, au cours des réunions régionales en vue de les convaincre de la nécessité d'adopter une nouvelle tactique; Rück adopta dans cette circonstance les procédés des démagogues-Indépendants et rencontra, naturellement, une très forte opposition. Une crise difficile s'ensuivit pour le parti, qui était déjà faible à Leipzig. Les camarades finirent par ne plus discerner clairement les choses et ceux qui avaient récemment adhéré au parti, se disposèrent à revenir aux Indépendants. Quant aux anciens camarades, convaincus de la justesse de la tactique précédemment adoptée, ils penchèrent malheureusement vers le syndicalisme pur.

Notons que la gauche des Indépendants comprend aussi un fort courant anti-parlementaire (Kenen, Delming, Bettcher), de sorte que nous nous trouvons peut-être en Allemagne en face de combinaisons de partis tout à fait nouvelles.

Jamais encore le terrain du parti ne fut si profondément labouré. Espérons qu'indépendamment de la décision théorique de la question, nous verrons bientôt surgir, résultant des efforts coalisés de ces diverses tendances contre la réaction, la république soviétiste allemande.

Théodore FUNK.

LA VINDICTE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE.

(Lettre de Munich).

La «Justice» de la contre-révolution fonctionne à Munich depuis mai 1919. Son but est d'exterminer tous ceux qui ont pris une part quelconque à la création du régime soviétiste. Et jusqu'à ce jour cette machine à condamner n'a pas chômé. Des centaines d'habitants, condamnés à peines d'emprisonnement plus ou moins longues, languissent depuis longtemps dans leurs cachots; plus d'un millier d'affaires politiques se trouvent encore (au dire d'un fonctionnaire de cette Justice) en état de préparation; les enquêtes judiciaires, les interrogatoires et les arrestations se poursuivent sans trêve ni répit. Cette soif de vengeance qui s'empara de la bourgeoisie en mai 1919, — date à laquelle elle se mettait en chasse du prolétaire, le fusil en main et le brassard blanc sur la manche, — doit être maintenant suffisamment apaisée par le sang de Léviné et des autres condamnés, victimes du procès relatif à l'exécution des otages. En ce moment, la bourgeoisie de Munich semble même ne pas s'intéresser à la politique: la question du combustible et les distractions, licites et illicites, la préoccupent entièrement. Mais la justice de classe ne suspend toujours pas sa besogne. Que de personnes se sont merveilleusement «casés», en travaillant pour le salut de la patrie; que de procureurs ont fait une carrière brillante. Aussi, juges et mouchards continuent-ils leur sinistre besogne, sans se soucier des victimes et des conséquences.

Dès que le pouvoir soviétiste fut renversé, le gouvernement bourgeois fit fonctionner la cour martiale. Cette institution sanglante devait être remplacée plus tard par un «tribunal populaire». Celui-ci, par l'essence même de ses statuts, est une violation de tous les droits judiciaires. Il est vrai que la constitution bavaroise ne prévoit la formation des «tribunaux populaires» qu'en cas d'événements extraordinaires, quand le pays est menacé de révoltes ou de soulèvements. Il va sans dire que ces «tribunaux populaires» furent créés en juillet, c'est-à-dire à une date, où si le pays se trouvait sous une menace, ce n'était uniquement que de la terreur blanche.

Tout tribunal de ce genre est composé de trois juges professionnels et de deux autres personnes; ces dernières sont ordinairement recrutés parmi les éléments de la petite bourgeoisie, tels que boulangers, petits patrons et autres, qui se laissent bien volontiers atteler au char de la justice. Vu cette sélection de juges, les «tribunaux populaires» rendent tous les verdicts presque à l'unanimité. La définition juridique des actes incriminés est extrêmement simplifiée: tous les partisans du régime soviétiste sont accusés, en bloc, de haute trahison ou de complicité à ce crime.

L'article 81 de Code pénal allemand porte: «Quiconque aura agi dans le but de changer, de vive force, les statuts constitutionnels et les droits d'héritage au trône en vigneur dans n'importe quel Etat de l'Empire d'Allemagne, commet un acte de haute trahison». Il appert des termes mêmes de cet article qu'il ne peut être appliqué que sous un régime monarchiste et, au point de vue juridique, c'est encore discutable, si l'application de l'art. 81 dans la république «socialiste» allemande est conforme aux principes de droit. Mais, outre cette considération, le centre de gravité de cet article est dans les mots «de vive force». Or, est-ce de vive force que le régime soviétiste fut établi le 7 avril à Munich? De plus, peut-on, par exemple, ne fit-ce qu'au point de vue de

la jurisprudence bourgeoise, condamner, en se basant sur l'art. 81, le directeur de la *Rote Fahne* ou un membre d'un comité d'économie rurale? Les juges qui siègent à l'heure présente à Munich et qui condamnent quotidiennement des personnes à des peines de deux, trois, quatre années d'emprisonnement dans les maisons disciplinaires ou dans les forteresses, reconnaissent, il faut le croire, que leur propre place est dans ces mêmes lieux. Et ce ne sont plus les communistes seuls qui soulèvent maintenant la question de la légalité des tribunaux populaires. Il est possible qu'il se trouve, aujourd'hui ou demain, un juriste qui soumettra cette question à la discussion publique et qui dévoilera ainsi la fosse putride et malséabonde de la justice bourgeoise.

Les «tribunaux populaires» bavarois ont, entre autre, une spécialité toute particulière: le sursis. Dans ce cas, l'accusé, après avoir pris acte de sa condamnation, est remis en liberté, à condition toutefois de ne pas commettre, pendant un certain nombre d'années, de crime politique. C'est donc une espèce de tutelle qu'on impose au condamné; on le paralyse. Le sursis est ordinairement accordé aux socialistes de la majorité, aux bourgeois et autres éléments, révolutionnaires de théâtre peu dangereux; mais jamais les communistes ne bénéficient du sursis et c'est bien rare qu'on l'accorde aux Indépendants. Quant aux peines, dont on frappe les coupables, le maximum est généralement appliqué aux intellectuels qui sont considérés comme des brebis galeuses du troupeau bourgeois.

Le même arbitraire que dans la procédure judiciaire règne dans l'application des peines. L'article de Code pénal relatif à la haute trahison prévoit la détention dans une prison, dans une maison disciplinaire ou dans une forteresse; cette dernière forme de châtiment n'est appliquée que dans le cas où les juges ne constatent pas de mauvaise foi de la part du coupable. Donc, la détention dans une forteresse revêt un caractère de «custodia honesta». Dans ce cas, un officier, par exemple, peut être enfermé dans la forteresse pour s'être battu en duel et y mener la vie joyeuse. Dans sa brochure «Ma vie», Babel raconte, entre autre, comment lui et le vieux Liebknecht passaient leur temps à la forteresse. Mais ce bon régime n'y existe plus depuis longtemps. On rend actuellement en Bavière tant de verdicts que les forteresses ne suffisent plus pour contenir la masse des coupables condamnés à cette peine. Aussi, la plupart des criminels sont-ils enfermés tout simplement dans des prisons ordinaires où ils sont traités comme des détenus de droit commun.

Le prolétariat de Munich est en ce moment ligoté. Mais le parti communiste de Munich vit toujours et il est même plus vivant que jamais. Dépourvu de presse et de toute possibilité de s'exprimer légalement, sans leaders, le prolétariat de Munich, raffermi dans ces convictions par l'expérience de la république soviétiste, est maintenant de bien plus résolu qu'il ne le fut jamais. Et l'on peut être assuré qu'il ne laissera pas échapper l'occasion, dès qu'elle se présentera, de renverser la justice de la contre-révolution, avec tous ses complètes et son odieux entourage.

A.

LETTRE DE FINLANDE

Du pays des capitalistes, des grands propriétaires fonciers, des banquiers, des spéculateurs, des ministres, des gouverneurs, des officiers, de l'Etat des gardes blancs et de la police, nous envoyons notre salut cordial à tous les camarades de la République Soviétiste des ouvriers, des paysans et des soldats rouges.

Ici, en Finlande, les assassins et les brigands de 1918 se promènent en liberté comme par le passé. Les baïonnettes des gardes blancs étincellent, provocantes, et les nagavkas des agents secrets travaillent sans trêve. Maintenant encore, on peut ici tuer les ouvriers presque impunément, surtout dans les régions frontalières et dans les cachots de la police. La torture dans les caves de l'administration centrale de la police et dans les camps de concentration est, comme auparavant, à l'ordre du jour. Les espions et les monchards pullulent. Les organisations légales et secrètes en sont remplies. Les perquisitions et les arrestations sont devenues chose normale. Dans le quartier ouvrier d'Helsingfors, à Sériassé, les rafles sont continuelles.

La situation du prolétariat, livré pieds et poings liés aux cruautés de la répression est vraiment terrible. Mais la classe ouvrière finlandaise se lève quand même: tout le fait sentir. Au dernier congrès de leur parti, les social-démocrates croyaient déjà avoir bridé le prolétariat et tenir ferme les rênes en mains. Mais ils ont dû bientôt se rendre compte, que les masses populaires leur glissaient entre les doigts.

L'appel aux masses du dernier congrès de notre parti communiste les invitait à se séparer catégoriquement des social-traitres de l'Internationale jaune, n'est pas resté sans résultat. Toute une série d'organisations a quitté les rangs du parti social-démocrate. Le comité provisoire de l'aile gauche du parti socialiste, mandataire de l'organisation communale d'Helsingfors prépare la convocation d'un congrès qui procédera à la fondation d'un nouveau parti socialiste sur la base de la lutte de classes. Les masses ouvrières des villes et des campagnes adhèrent sans conteste au nouveau parti qui entrera dans la III-e Internationale. On peut être entièrement certain que ce parti attirera dans ses rangs 75% au moins des ouvriers organisés; de plus, tous les ouvriers très nombreux, qui, ne voulant pas entrer dans le parti social-démocrate se tenaient hors des cadres des organisations légales, adhéreront au nouveau parti. Il est hors de doute que ce dernier répudiera le programme de la démocratie socialiste et arborera l'étendard rouge, l'étendard de combat du marxisme révolutionnaire. Il ne manque qu'un organe central et jusqu'à présent on ne parvient pas à le créer à Helsingfors. Le journal communiste existant, le «Savon-Kanssa» est édité dans une province éloignée (à Kuopio) et partant, ne peut satisfaire pleinement aux besoins des masses ouvrières de l'aile gauche du parti socialiste.

L'état d'esprit de ces masses est incontestablement révolutionnaire. Leur courage et leur confiance en elles-mêmes ne fait que croître. Elles ont déjà brisé les chaînes de la social-démocratie et sont mûres pour la révolution prolétarienne. Quoique la bourgeoisie et les social-traitres se soient efforcés de les tenir en esclavage, la conscience communiste devient chez elles de plus en plus nette et le sentiment que la révolution est inéluctable commence à pénétrer même les cercles non prolétariens. Les brillantes victoires de la Russie des Soviets et la révolution à Arkhangelsk, à Mourman et en Carélie russe; le départ de la flotte anglaise et l'affaiblissement de l'Entente ont puissamment contribué à relever le moral du monde travailleur. La soif de liberté s'accroît. Les prisons et les postes de police regorgent de détenus politiques et l'agitation dans les masses ouvrières augmente. Maintenant, il n'est pas rare d'entendre un ouvrier cluchoter

les yeux ardents: «Eb bien maintenant, nous aurons bientôt les rieurs de notre côté».

Les gardes-blancs finlandais vont-ils se hâter maintenant de conclure la paix avec la Russie des Soviets pour relever leurs affaires?—nous le verrons bientôt. Dans tous les cas, les ouvriers finlandais comme les anciens romains, accepteraient plus volontiers la guerre que la paix.

La république finlandaise de la garde blanche en est à la débâcle économique complète et se trouve maintenant acculée à une catastrophe inévitable. Les social-démocrates blancs n'ont pas épargné leurs efforts pour améliorer les finances de la garde blanche. Néanmoins, la situation financière est tellement grave, que les partis bourgeois de la diète se cassent la tête sans résultat à chercher le moyen de reprendre les trous béants dont le budget finlandais qui n'est plus qu'une loque est criblé. De la solution de cette question dépendra celle de la forme de gouvernement. Toutes les classes sociales gémissent sous le fardeau insupportable des impôts, les fabricants menacent de fermer leurs entreprises, les cultivateurs de cesser le labourage de la terre et les ouvriers et les petits employés ne savent où trouver des moyens de payer leur morceau de pain devenu terriblement cher, car tout ce qu'ils gagnent leur est enlevé par le gouvernement sous forme d'impôts. Si à tout cela vient s'ajouter la guerre les masses n'auront plus qu'à choisir entre la révolution ou la famine. La république des gardes-blancs se décompose de son vivant. Le sabotage général de la classe ouvrière y est pour beaucoup, ainsi que les grèves dont la vague commence seulement à monter. Les ouvriers sont poussés à la grève par la misère qui devient pour eux de plus en plus insupportable.

Tandis que les forces de la classe ouvrière ne font chaque jour qu'augmenter, la bourgeoisie s'affaiblit chaque jour davantage. J'ai déjà mentionné la décomposition du parti social-démocrate qui a définitivement perdu toute autorité. Les ouvriers le quittent en masses. Son organe principal le «Suomen Sosialdemokrati» qui s'est ravale au rôle de dénonciateur a perdu au cours de la dernière année, plus de la moitié de ses abonnés. Le tirage de ce journal atteint maintenant à peine 35.000 exemplaires. Les compagnies des lansquenets de la bourgeoisie commencent également à se désagréger. Beaucoup de citoyens et de cultivateurs refusent d'en porter les insignes qui leur attirent la haine générale. Voyant la tournure que prennent les événements ils déclarent vouloir se tenir en dehors de tout parti. Sur le papier, la garde composée de volontaires compte plus de 100.000 hommes, mais en réalité son effectif est moitié moindre. Il est clair d'ailleurs que dans une telle république, pourrie jusqu'à la moelle, il ne peut exister une armée blanche nombreuse et solidement organisée, quels que soient les fonds qu'on assigne à son entretien. En outre, l'influence de la révolution mondiale grandissante commence à se faire sentir si fortement en Finlande que les aveugles mêmes commencent à y voir clair.

Il est actuellement impossible de maintenir dans l'obéissance les masses populaires au moyen seulement des baïonnettes et des fouets des gendarmes, cette vérité a été encore une fois confirmée par l'exemple du gouvernement qui s'était intitulé: Gouvernement Russe du Nord et qui a fait un fiasco complet. Ajoutez à cela que le gouvernement finlandais éprouve de plus en plus de difficultés à procurer du pain aux masses populaires.

On a cessé en Finlande de distribuer la ration alimentaire à partir du mois d'avril. Avec quoi le gouvernement nourrira-t-il le peuple jusqu'à l'automne?—c'est là l'éuigme.

Avec du plomb? Mais à la «craton de plomb» le peuple pourra aussi répondre avec du plomb.

Telle est la situation dans la république finlandaise des gardes-blancs.

Nous sommes particulièrement fiers du détachement des soldats rouges finlandais et des élèves des écoles militaires rouges. Nous en attendons beaucoup. Nous envoyons notre salut communiste à tous les camarades communistes.

Vive la révolution communiste mondiale!

Vive la Finlande Soviétiste!

V.A.P.

Note de la rédaction. Pour compléter cette intéressante lettre nous communiquons ici les renseignements que nous avons reçus au sujet du Congrès pour la constitution du Parti Socialiste Finlandais.

Convocqué par les socialistes de l'aile gauche, il fut ouvert le 13 mai. Nous ne connaissons encore la marche des séances que par les communications du journal social-démocratique de l'aile droite, le «Suomen Socialdemokratit» du 14 mai.

Immédiatement après l'ouverture du Congrès, le préfet de police d'Helsingfors, accompagné des représentants de la police de la ville et de la police secrète parut dans la salle des séances. Les autorités avaient même amené leur propre sténographe. Les couloirs de la maison ouvrière où avait lieu l'assemblée étaient remplis d'agents de police.

75 personnes arrivèrent au Congrès. L'assemblée fut ouverte par A. Ratikainen, après quoi, on élut un bureau composé de E. Pekkala, Zet Kheikkilä et A. Ratikainen. K. Rivi, A. Khalimé et Leino furent élus secrétaires.

Dans son discours d'ouverture, Ratikainen protesta contre la présence de la police à l'assemblée.

Ensuite, on décida de créer un parti, qui fut nommé Parti Socialiste Ouvrier Finlandais. 28 questions furent inscrites à l'ordre du jour. Le secrétaire du parti I. A. Lekkkinen soumit au congrès le compte rendu de l'administration provisoire du parti, qui fut transmis sans discussion à la commission.

Après l'élection de différentes commissions E. Pekkala fit un rapport sur le projet du programme du nouveau parti. Il indiqua dans son rapport que le pouvoir bureaucratique bourgeois et le mode de production bourgeois devaient être abolis et qu'à leur place devait être institué un nouveau mode de production dans lequel toute la direction se trouverait entre les mains des Soviets ouvriers. Les Soviets ouvriers doivent être les dépositaires de tout le pouvoir public, leurs membres doivent être responsables envers leurs électeurs et doivent travailler en liaison étroite avec ces derniers. Les députés peuvent être en tout temps rappelés par leurs électeurs si ceux-ci ne sont pas satisfaits de leur activité. C'est sur ces bases que doit être construit le programme du parti.

La question suivante à l'ordre du jour était celle des élections politiques et communales. Pekkala était rapporteur. Il indiqua que le parlementarisme est un support de l'état bourgeois et que le gouvernement bourgeois, dans tous les pays, a besoin, pour se maintenir au pouvoir du concours des représentants ouvriers dans les assemblées législatives, dans les organes communaux et, dans certaines circonstances, dans le gouvernement même. Néanmoins, selon le rapporteur, le parti ne doit pas se prononcer d'avance sur sa participation aux futures élections à la diète, car une décision à ce sujet serait prématurée. Les organisations locales devront dans chaque cas particulier décider la question de la participation aux élections communales.

Le secrétaire provisoire du parti I. A. Lekkkinen fit un rapport sur l'amnistie des prisonniers politiques, blâma la fraction social-démocrate de la diète de ne pas avoir utilisé tous les moyens pour obtenir l'élargissement de ces prisonniers. La fraction devrait obtenir une amnistie pour tous les condamnés politiques, pour ceux qui se trouvent dans les prisons finlandaises aussi bien que pour ceux qui ont émigré à l'étranger.

Au cours des discussions qui s'élevèrent au sujet dudit rapport, le camarade Hélène Mialkeli indiqua que la question se posait d'une tout autre façon. La loi sur les poursuites judiciaires contre les «criminels politiques» votée par la diète «amiodrie» (1) a été illégalement édictée. Il fallait donc dès le début exiger non pas l'amnistie, mais l'abrogation de cet arrêté illégal en vertu duquel ont été condamnés les camarades enfermés dans les prisons ou émigrés à l'étranger.

Sulo Wuoliki soumit au Congrès un rapport sur la question agraire, dans lequel il développa les opinions exposées dans un livre qu'il vient d'écrire à ce sujet.

On refusa d'admettre au congrès les représentants du journal «Suomen Socialdemokratit» et ceux du bureau de la Presse Ouvrière, en raison de leur action nuisible à la classe ouvrière. On vota un blâme au journal «Suomen Socialdemokratit» pour sa campagne contre les communistes.

Le second jour du Congrès, le 14 mai, I. L. Lekkkinen fit un rapport sur l'Internationale. Le rapporteur, d'après le journal «Karialla» (numéro du 15 mai), proposa une résolution dans laquelle il était déclaré que le parti socialiste ouvrier finlandais décidait d'adhérer à la III-e Internationale. Le rapport fut adopté par l'Assemblée à l'unanimité, sans discussion. Alors, le préfet de police assistant à la séance, demanda si on devait comprendre ce vote dans le sens que le parti décidait d'entrer dans la III-e Internationale. Sur la réponse affirmative du président, le maître de police déclara que cette disposition était criminelle, donna l'ordre de fermer les portes, y mit une garde et ordonna d'arrêter les personnes présentes pour leur faire subir un interrogatoire. On enleva aux membres du bureau et du secrétariat tous leurs documents et papiers. La police s'empara également des portefeuilles et serviettes des membres de la réunion. Ensuite, le Congrès fut fermé par le préfet de police qui ordonna aux assistants de se séparer.

Au nombre des personnes arrêtées se trouvaient Sulo Wuoliki, Eino Pekkala et le président de l'assemblée Auguste Ratikainen.

Le 31 mai, la diète eut à s'occuper de la question de la dissolution par la force armée du congrès convoqué pour la constitution du Parti socialiste ouvrier finlandais.

Dans sa réponse à l'interpellation, le ministre de l'Intérieur, von Hellen déclara que, par sa décision d'adhérer à la III-e Internationale, le nouveau parti s'était mis en dehors de la légalité, car la III-e Internationale, différant en cela de la II-e, reconnaît non seulement les méthodes parlementaires, mais encore les méthodes révolutionnaires de lutte des classes. Il ajouta que la Finlande devait être particulièrement sur ses gardes en ce qui concernait les tentatives révolutionnaires, car deux années auparavant ces tentatives révolutionnaires avaient abouti à une insurrection soutenue par la Russie soviétiste. Puis il cita les prétendues paroles du camarade Zinovieff: le pouvoir soviétiste peut conclure des traités de paix avec n'importe qui sans que cela engage d'aucune façon la III-e Internationale...

Le député social-démocrate Kottonen critiqua les explications du ministre et déclara que la conduite du gouvernement en cette occurrence avait été d'une bêtise inqualifiable et avait rendu un immense service au communisme.

Ainsi, Kottonen, un des plus ardents chauvinistes-traitres a dévoilé le secret de l'indignation causée aux social-démocrates par la politique du gouvernement: la conduite de ce dernier a rendu un immense service au communisme.

C'est cela. Quel que vous fassiez, messieurs, vous aiderez involontairement le communisme parce que vous: bourgeois et social-démocrates jaunes, c'est l'abîme qui vous attend, tandis que la classe ouvrière, elle, marche sûrement et irrésistiblement au pouvoir.

(1) On appelle ainsi en Finlande la diète qui y siège après la défaite de la révolution. Les s.-d. n'entraient pas dans la composition de cette diète.

DE LA SITUATION DU PARTI COMMUNISTE EN AUTRICHE.

Désireux de faire part aux camarades des autres pays de mon expérience de membre du parti, et convaincu que les communistes pour qui le temps lui-même travaille n'ont pas à redouter la vérité, je trouve utile de m'arrêter sur quelques côtés négatifs de notre action. Je serai très bref, mais je remonterai jusqu'aux origines de notre parti.

Peu de temps après la déclaration de guerre, le parti social-démocrate d'Autriche se scinda en deux groupes: «la droite et la gauche». La gauche avec Frédéric Adler, Max Adler, Dannenberg et autres, tenait une ligne de conduite plus radicale. Ces camarades organisèrent un club qu'ils nommèrent club de Karl Marx, où, chaque semaine, on discutait les questions à l'ordre du jour ainsi que les questions théoriques d'un intérêt général pour le monde socialiste, et où l'on traitait, comme ils le méritaient les socialistes patriotes. La plupart des organisations de l'Union de la Jeunesse adhèrent à ce club. Après l'attentat d'Adler, le gouvernement ferma le club, le considérant avec raison comme un nid de sédition.

De ce moment, plusieurs membres se mirent à l'action illégale à laquelle prirent part également les camarades russes alors à Vienne, qui avaient été auparavant membres du club. Le travail fut mené très énergiquement, de sorte qu'au mois de janvier 1918, quand les bolchéviks russes luttèrent à Brest-Litovsk pour la paix prolétarienne, on réussit à soulever le prolétariat autrichien, et à provoquer une grève générale, à laquelle prirent part un million d'ouvriers; on aurait même pu proclamer la République Soviétique en Autriche, si le parti social-démocrate n'avait trahi la classe ouvrière. Ce parti passa du côté du gouvernement, rejeta complètement la lutte de classes, s'efforça, par tous les moyens possibles de retenir le prolétariat dans ses actions révolutionnaires et de faire rentrer les ouvriers aux fabriques et aux usines. Voyant que la grève grandissait rapidement et qu'elle le submergerait malgré tous les obstacles qu'il avait entassés, il lança le mot d'ordre de la transmission aux syndicats de la direction de la grève. Les bureaux des syndicats qui jusqu'alors avaient été contre la grève, firent brusquement volte-face et en prirent la direction. Les ouvriers donnèrent dans cette ruse de parti et se contentèrent de vagues promesses; la grève fut désorganisée. Mais le mécontentement des ouvriers contre les chefs du parti et le bureau des syndicats fut extrême.

Immédiatement après cette grève manquée grâce aux social-traîtres, on arrêta 14 camarades qui avaient pris une part active à l'action illégale. Vers cette époque, la commission russe pour le rapatriement des prisonniers de guerre arriva à Vienne. Grâce à elle, notre parti reprit une nouvelle vie. Mais l'absence d'organisations de talent empêchait le Parti Communiste qui se constituait en Autriche de créer une ossature unique et d'asseoir l'œuvre tout entière sur des fondements solides. Notre manque d'union fut le principal obstacle à l'organisation de notre mouvement. Les militants, même les plus honnêtes et les plus dévoués travaillaient séparément jaloux de leur indépendance d'action. Cette désorganisation dura jusqu'à la révolution du mois de novembre. Peu de temps avant, les prisonniers de guerre autrichiens et notamment le camarade Toman, revenus de Russie avaient pris en mains l'organisation du parti. Un centre fut créé et le travail avança rapidement. Le mécontentement des ouvriers contre la tactique des social-démocrates ne faisait qu'augmenter car ces derniers ne tenaient pas leurs promesses, et ainsi avait beau jeu le parti communiste. Un journal fut créé, hebdomadaire au début, bi-hebdomadaire ensuite. On

imprima des proclamations, des brochures, on fit de l'agitation parmi les masses.

Mais, au moment où l'affaire était en bonne voie, la commission russe fut expulsée d'Autriche. Le parti fut de nouveau livré à lui-même et sa décomposition recommença. Il chercha moins à avoir de bons membres qu'à en avoir le plus possible et, parmi les 70.000 personnes portées sur ses listes, il y avait beaucoup d'éléments peu sûrs qui ne voulaient qu'utiliser à leurs propres fins l'organisation du parti. Toman lui-même tomba sous l'influence de Fritz Adler et des autres social-patriotes, et dès lors, on le vit hésiter aux moments décisifs d'action révolutionnaire, comme au 15 juillet par exemple où pourtant la préparation avait été parfaite. Des discussions interminables s'engagèrent entre ses partisans et le camarade Koritschouère, un des plus radicaux et des plus anciens membres du parti communiste, qui, ne pouvant approuver l'opportunisme cultivé dans le parti par le camarade Toman. La lutte des chefs entre eux empêchait tout travail fécond au sein du parti. Par suite de ces divisions intestines presque toutes les entreprises, toutes les actions révolutionnaires étaient vouées à l'échec. Chacun s'efforçait d'attirer à soi le plus possible de membres du Comité central du Parti, pour mettre en pratique ses vues et idées personnelles.

Un beau jour, le camarade Toman arriva à Budapest, fit un exposé de la situation en Autriche et promit aux camarades hongrois d'organiser sans faute une révolution en Autriche. Promesse ridicule, il va de soi.

A ce moment, des troubles éclatèrent dans la réserve territoriale autrichienne, dont les alliés exigeaient le désarmement. Les communistes prirent parti pour les mécontents et gagnèrent leurs sympathies. Mais au dernier moment la situation changea. Le gouvernement fit droit à toutes les réclamations de la Volkswehr qu'il ramena ainsi à l'obéissance à l'exception seulement de deux compagnies de l'armée rouge. Ces deux compagnies restèrent fidèles aux communistes, mais, au jour fixé pour l'action révolutionnaire, on ne les laissa pas sortir des casernes. Le coup était manqué; beaucoup de camarades en font retomber la responsabilité sur Toman qui, ayant invité Adler à prendre avec lui la direction du mouvement, se laissa entièrement dominer par lui et, sur son conseil, capitula au moment décisif.

Mais l'aile gauche des communistes n'en continua pas moins à tenir fermement sa ligne de conduite sans s'occuper du centre. Ses représentants: les camarades Koritschouère, Flatigoursky et Gour, se rendirent à Budapest, y exposèrent la situation du parti et ne cachèrent pas le besoin que l'on avait d'un chef révolutionnaire, au véritable sens du mot. On décida alors à Budapest de déléguer un camarade qui fut le camarade Bettelheim. Il arriva avec un mandat de la III^e Internationale. Au début, tout le monde mit chapeau bas, et on lui donna toutes facilités de travail. Mais lui et son «état-major», de 200 personnes, s'entourèrent d'un ramassis de gens sans valeur qui avaient adhéré au mouvement uniquement par intérêt personnel.

Les premiers temps, grâce à une propagande énergique, on arriva à échauffer les masses et le camarade Bettelheim prépara une action pour le malheureux «Jeudi vert». Les communistes de l'aile gauche suivirent le camarade Bettelheim, quoique tous ne fussent pas d'accord avec sa tactique, mais lui, au moins, il appelait le prolétariat à l'action révolutionnaire. En fin de compte, il fut arrêté. On soupçonna une trahison, mais jusqu'à présent, on n'en a pas de preuve. On

accusa le camarade Toman, mais l'accusation n'avait pour fondement que des cancanes et aucun fait réel.

Après cet échec et l'arrestation de Bettelheim, le parti se remit à rassembler ses forces.

Le comité central décida de procéder avant tout au triage des membres. Pendant un certain temps, toutes les forces du parti furent consacrées à ce travail. Sur 70.000 personnes, 30.000 seulement restèrent dans le parti, mais c'étaient des camarades sur lesquels on pouvait compter. Les comités des usines effectuent actuellement chez eux le même travail d'épuration. L'organisation, dans les usines et fabriques, de noyaux communistes, qui jusqu'alors avait été négligée, devint une tâche importante. Après mon retour de Hongrie, quand le gouvernement soviétique fut détruit, je commençai à insister sur la nécessité de créer ces noyaux et de les attirer au travail; je fis valoir qu'on ne pouvait organiser un parti communiste avec des groupes d'invalides, de gens sans-travail et de prisonniers de guerre, revenus de Russie et sans opinion politique aucune. Notre problème principal est maintenant d'attirer à nous les masses populaires. Cette tâche est parfaite-

ment réalisable dans les conditions politiques et économiques actuelles, si un centre organisateur ferme s'en charge, car la social-démocratie a perdu tout crédit. La seconde tâche du parti est de s'emparer des syndicats pour avoir, par leur entremise, la direction du mouvement.

Le prolétariat révolutionnaire est très préoccupé du manque de littérature politique sur les questions de l'organisation soviétique en Russie et en Hongrie, car on est forcé de puiser tous les renseignements dans les journaux bourgeois. Il faut répandre des milliers de brochures dans les masses dont les sympathies nous sont assurées, si le travail du parti marche d'une manière tant soit peu satisfaisante.

Telle est la situation en Autriche. Nous avons toutes les chances de devenir une immense force politique, mais nous avons besoin de quelques organisateurs expérimentés et de littérature d'information et de propagande. En cette occurrence, nous attendons avec confiance l'appui de l'Internationale Communiste.

N.

DÉVELOPPEMENT ET SITUATION ACTUELLE DU PARTI COMMUNISTE SUISSE

C'est au printemps 1917 et pendant l'été de cette même année que notre mouvement a commencé à se préciser. Il s'est manifesté tout d'abord sous la forme d'une opposition à l'extrême gauche du parti social-démocrate ainsi que dans les syndicats et l'organisation socialiste de la jeunesse.

Nous avions alors à lutter contre les procédés politiques dictatoriaux des chefs du mouvement ouvrier suisse et des dirigeants du mouvement de la jeunesse. La lutte au sein du mouvement de la jeunesse suisse se déroulait déjà à Zurich, lors du séjour dans cette ville du camarade Bronsky. Elle se manifestait alors dans la compétition aux places au comité zurichois de l'organisation de la jeunesse, et il est à noter que l'opposition réussit même, un temps, à avoir la direction du comité. Dans les différents syndicats et notamment au syndicat des ouvriers zurichois, nous mettions aux voix des motions demandant que la résolution de Paris de l'Internationale fût rapportée et que le Premier Mai fût déclaré jour de grève générale. L'opposition publia alors la brochure: *L'indépendance d'organisation de la jeunesse et le comité central* ainsi qu'un journal satirique *Le disciple de Waibel* dirigé contre le centre et la politique de l'opportunisme.

Mais l'opposition comprit bien vite qu'il fallait mener une lutte plus large et plus à fond contre l'opportunisme. Pour y arriver, la fondation d'un périodique fut décidée. Le président de la société d'édition socialiste fut Jacques Herzog et la rédaction du journal fut confiée aux camarades Itchner et Waibel. Le journal fut nommé: *Die Forderung* (La Revendication) et parut, pour la première fois, vers la fin de septembre 1917. Son programme était le suivant: propagande pour l'action socialiste des masses, création des organisations socialistes de soldats et des soviets dans l'armée, mise à l'ordre du jour de la lutte pour l'idéal socialiste et appel au peuple en vue des suprêmes batailles de la révolution.

Au début de novembre, eut lieu la troisième révolution russe. Cet événement produisit une vive émotion dans le prolétariat suisse.

La rédaction de la *Forderung* fit paraître immédiatement un supplément, répandu à plusieurs milliers d'exemplaires parmi les ouvriers et qui invitait le prolétariat suisse à suivre l'exemple de la Russie. Au syndicat des ouvriers zurichois, nous voulûmes organiser sur-le-champ un grand meeting et fixer notre attitude à l'égard de la révolution russe. Fidèles à leur habitude, les dirigeants du syndicat n'eurent garde de se presser. Le meeting fut remis à quelques jours. Les masses coururent alors à une réunion organisée par les pacifistes. Nous y présentâmes et défendîmes, dans le but de soutenir la révolution russe, une motion réclamant la fermeture des usines de munitions. Elle fut adoptée. «Plus de projectiles pour les belligérants!» tel fut le mot d'ordre de la foule qui, le soir même, alla fermer dans le quatrième quartier de la ville. Les ouvriers furent invités à ne plus reprendre le travail. Le lendemain, les masses populaires voulurent de nouveau s'assembler en une grande réunion, mais furent dispersées par la police. La manifestation dégénéra en une bagarre au cours de laquelle de nombreuses arrestations de manifestants eurent lieu; plusieurs personnes furent blessées et il y eut même des tués. Une barricade se dressa et, ce jour restera dans l'histoire du mouvement ouvrier suisse, le premier où l'on ait mitraillé le peuple. Notre groupe s'efforça de tirer parti de la surexcitation générale pour faire constituer des Soviets ouvriers; il publia un appel aux soldats les invitant à ne pas tirer sur les travailleurs. Au cours des bagarres la plupart des membres de la rédaction et de la société d'édition de la *Forderung* furent arrêtés et les camarades les plus actifs de notre groupe perdirent la liberté pour de longs mois. Herzog, Kascher, E. Aklino et sa femme, Bartel furent condamnés à l'emprisonnement pour excitation à la révolte. Itchner et Waibel n'échappèrent à la prison qu'en prenant la fuite; une récompense de 1000 francs fut promise à qui les livrerait à la justice.

En raison de ces circonstances, la *Forderung* fut suspendue jusqu'au moment où nous eûmes recruté de nouveaux collaborateurs. Le 21 décembre, le journal reparut à nouveau,

mais en format réduit. La rédaction en était confiée à Karl Graf. Après le neuvième numéro, il fut interdit par le Conseil Fédéral. Il tirait alors à 30.000 exemplaires. Il était très répandu dans toutes les agglomérations plus ou moins importantes de la Suisse: il était surtout lu dans les syndicats et aux réunions de parti.

Mars 1918.

Après l'interdiction de la *Forderung* nous tentâmes de la faire paraître sous un autre nom. Nous nous entendîmes tout d'abord avec le journal: *La Feuille ouvrière de Bienn* et c'est sous son titre que nous lançâmes un numéro consacré à la grève générale. Puis, le camarade Waibel réussit à mettre sur pied, à Genève, le journal qu'il nous fallait, cette fois sous le titre de: *Journal Populaire de Genève*. Notre groupe genevois s'était chargé de l'édition et de la rédaction. Mais après le troisième numéro, la poste refusa d'assurer l'envoi et la distribution de notre organe et la typographie fut avisée que, si elle en continuait l'impression, on la priverait du papier auquel elle avait droit d'après le plan général de répartition. Pour violation de l'interdiction dont le Conseil Fédéral suisse avait frappé la *Forderung*, les camarades Waibel, Herzog et Meyer furent traduits devant un conseil de guerre et condamnés à des peines de prison. Le *Journal Populaire de Genève* tirait à 9000 exemplaires.

Nous trouvâmes pourtant encore un moyen de nous tirer d'affaire. Nous entrâmes en relations avec un groupe d'Amsterdam qui éditait en allemand un périodique: *La Lutte*. Nous pûmes insérer, soit dans ce journal même, soit dans son supplément, des articles concernant le mouvement ouvrier suisse. Cet hebdomadaire, qui s'imprimait en Hollande, était ensuite expédié par nos soins en Suisse. Nous nûmes à contribution seize numéros de *La Lutte* où parurent un grand nombre d'articles dus à notre plume.

Entre temps, l'opposition s'était développée en une organisation répandue par toute la Suisse et dont la direction se trouvait entre les mains d'un comité central, à Zurich. Cette organisation se qualifiait: *socialiste internationaliste-révolutionnaire de Suisse*. Le comité central avait à sa tête le camarade Bruggman (président). Ses buts étaient: l'union de toutes les forces d'opposition révolutionnaire des organisations locales; la lutte systématique contre l'opportunisme dans les syndicats et dans le parti socialiste et, par suite, la publication de brochures et manifestes.

Nous pûmes ainsi, à l'assemblée annuelle du syndicat suisse des travailleurs du bois, introduire dans les débats la question du système des soviets, faire adopter une motion demandant des fonds pour soutenir la propagande révolutionnaire dans l'armée, et une autre sur la nécessité de donner aux ouvriers un enseignement qui leur fournit les connaissances nécessaires à la bonne administration des entreprises. Le comité central des Socialistes Internationalistes-Révolutionnaires de Suisse fit paraître, à 3000 exemplaires, une brochure intitulée: *Vive la révolution sociale!* à 10.000 exemplaires, une proclamation sous le titre de: *Aux travailleurs organisés* et à 20.000 exemplaires, un manifeste intitulé: *Pourquoi faut-il constituer des Soviets ouvriers?* La propagande en faveur de la création des Soviets ouvriers faisait alors dans les usines des progrès rapides.

Notre action et la diffusion des ouvrages de propagande se développaient dans les principales villes de Suisse par l'intermédiaire de groupes adhérant au comité central.

Le 14 juillet, à Oltschnee eut lieu le congrès du parti. Il y fut résolu qu'on procéderait à une propagande intense pour que le comité exécutif d'Oltschnee fût remplacé par un conseil d'ouvriers, de paysans et de soldats; qu'on soutiendrait énergiquement la propagande dans l'armée et que, jusqu'à nouvel ordre, il n'y aurait pas de scission dans le parti.

Karl Graf fit sur le programme des Socialistes Internationalistes-Révolutionnaires un rapport dont les principales thèses étaient les suivantes: élaboration d'un système sovié-

tiste et propagation de ce système, réalisation par le moyen des soviets d'ouvriers de l'action en masse; éducation du peuple en vue de le mettre à même de gérer toute la production.

Parallèlement à l'union de toutes les forces de l'opposition et à la propagande du système soviétiste, l'idée révolutionnaire faisait son chemin dans l'armée. Sur l'initiative du groupe de la *Forderung*, en septembre 1917, se constitua à Lucerne la première organisation socialiste de soldats (20-c de ligne). Fin avril 1918, un de nos camarades déposa, au syndicat ouvrier de Zurich, la proposition de convoquer immédiatement à Zurich, au nom du parti socialiste, une assemblée des ouvriers mobilisables et cela, dans le but de créer une organisation socialiste de soldats. Comme les citoyens suisses mobilisables ont leurs armes à leur domicile, il serait possible de réaliser, au moyen d'une telle organisation, l'union militaire de la classe ouvrière détentrice des armes. Le comité du parti socialiste de Zurich, traîna l'affaire en longueur. Après de longs retards, l'assemblée se réunit pourtant. Le rapporteur souligna que le but des organisations de soldats était l'obtention de meilleures conditions d'existence et d'une protection spéciale.

Quant à nous, nous démontrâmes au contraire que le but des organisations de soldats ne pouvait être que de révolutionnariser l'armée. Presque à l'unanimité, l'organisation de soldats qui venait à peine de se former adopta notre point de vue, à quoi les membres du comité social-démocrate répondirent en déclarant qu'ils voulaient rester étrangers à cette politique. Notre groupe se chargea alors de la direction de l'union socialiste de soldats de Zurich qui comptait déjà 200 membres. Les social-démocrates, représentants du centre, quoiqu'ils eussent été au congrès du parti à Berne, les promoteurs de la résolution sur la défense du pays et l'action révolutionnaire dans l'armée, entraient maintenant, par tous les moyens, nos efforts pour développer le mouvement parmi les soldats. Malgré nos demandes maintes fois répétées, nous ne reçûmes jamais du parti socialiste de Zurich, de subsides pour alimenter notre propagande dans l'armée. Seuls, les syndicats des travailleurs du bois, des métallurgistes et quelques autres nous donnèrent quelques centaines de francs. Le comité de l'union de soldats de Zurich élaborà des statuts qui furent adoptés par l'organisation. Il se mit ensuite immédiatement à l'exécution de son programme.

Le 14 juillet 1918, sur l'initiative du Comité Central des Socialistes-Internationalistes-Révolutionnaires et de l'union de soldats de Zurich, les soldats de différents régiments suisses se réunirent à Oltschnee et adoptèrent les statuts de ladite union ainsi que le programme d'action. La section Zurich élit un comité central. On se mit immédiatement à un travail intense. Des circulaires furent expédiées à toutes les associations du parti socialiste et aux organisations de la jeunesse, les invitant à constituer sur place des unions de soldats. Toute une littérature de propagande destinée à être répandue parmi les troupes fut éditée (deux brochures tirées à 20.000 exemplaires chacune et un manifeste, tiré également à 20.000 exemplaires). L'union de soldats de Zurich lança deux manifestes, dont l'un était également signé du groupe zurichois des socialistes-internationalistes-révolutionnaires qui, dans l'intervalle, s'était transformé en parti communiste zurichois (novembre 1918). Le dernier manifeste fut répandu parmi les soldats arrivés à Zurich avant la grève générale de 1918. Une action judiciaire s'ensuivit et les camarades Muller, Berci, Volk, Herzog et Heiberger ainsi que la femme de ce dernier, furent condamnés au total à 44 mois de prison.

Grâce à l'activité du comité central de l'union socialiste suisse de soldats, nous réussîmes à fonder des unions semblables à celles de Lucerne et de Zurich dans les villes de Reichenbach, Tallevillers, Korgane, Richmerville, Lausanne, Genève, Grenchen et Berne. A La Chaux-de-Fonds, Bâle, Bielle et Frauenfeld le terrain fut préparé. Mais, devant ce déploiement d'activité la bourgeoisie ne pouvait rester tranquille. 63 membres du Conseil national déposèrent à l'Assemblée Fédérale une proposition (Grunfelder) demandant au Conseil Fédéral

d'interdire les unions socialistes et les soviets de soldats. Mesure adoptée le 4 mars 1919. Le mouvement continua néanmoins, ce qui provoqua naturellement l'entrée en scène des tribunaux militaires. C'est ainsi qu'en mai, cinq de nos camarades furent condamnés à un emprisonnement de 17 mois pour avoir participé à l'organisation de soviets de soldats dans un des régiments du canton de Vand. Actuellement, l'armée suisse est presque entièrement démobilisée, ce qui rend impossible l'activité de l'union socialiste de soldats.

En octobre 1918, le groupe des Socialistes-Internationales-Révolutionnaires de Zurich s'était organisé en Parti Communiste. L'occasion nous avait été fournie par la grève générale d'octobre, après laquelle plusieurs de nos camarades dirigeant le groupe, s'étaient vus exclus du parti social-démocrate. Le groupe nouvellement formé chargea le comité central des Socialistes-Internationales-Révolutionnaires de Suisse de contribuer par tous les moyens possibles à la création sur tout le territoire de la Suisse de groupes communistes autonomes.

1918—1919.

Au début de novembre 1918, l'organisation du mouvement était en bonne voie, le comité central des Socialistes-Internationales-Révolutionnaires se dépensait sans compter. Malgré l'interdiction légale il nous était de toute nécessité d'avoir un organe dans la presse; nous devions également convoquer un congrès de tous les groupes pour régler définitivement la question de la scission dans le parti socialiste. Le parti communiste de Zurich, de concert avec l'union zurichoise de soldats, publia, le 7 novembre, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution russe et en mémoire des tueries de novembre de l'année précédente, un manifeste (tiré à 6.000 exemplaires) adressé aux ouvriers et aux soldats.

La révolution qui éclata en Allemagne et en Autriche releva considérablement le moral du prolétariat révolutionnaire suisse. Le Conseil Fédéral fit occuper militairement toutes les villes; ce fut, en novembre, l'occasion d'une nouvelle grève générale qui cessa d'ailleurs, quelques jours plus tard, par suite de la pusillanimité du comité exécutif d'Olschuee.

Notre travail de propagande, pendant la grève générale, consista surtout à répandre à profusion des milliers de brochures et proclamations destinées aux soldats (*Aux marins mobilisables et Pourquoi faut-il instituer des soviets ouvriers*). Les camarades encore en liberté, furent de ce fait arrêtés et emprisonnés.

Après la grève, le mouvement ouvrier suisse traversa une période d'apathie. Les masses prolétariennes gardaient un profond ressentiment contre les chefs qui les avaient trahies. Notre mouvement était désorganisé.

Mais les répressions impitoyables de la bourgeoisie, rendue furieuse, eurent pour effet de redonner à notre mouvement une extension et une profondeur considérables. Le deuxième congrès national eut lieu les 24 et 25 mai à Bienne. Y assistaient 62 représentants des centres les plus importants de la Suisse. Le parti communiste suisse y élaborait son programme. Le N° 7 du *Communiste* contient un compte-rendu du congrès et l'exposé du programme.

La campagne contre la cherté du lait nous obligea à prendre parti dans le débat entre l'ouvrier et le paysan. Quand la presse social-démocrate, à l'unisson, se fit ruer contre le paysan, qu'elle accabla de reproches et d'injures, nous fîmes paraître un manifeste: *Aux paysans et aux ouvriers*, où nous dévoilions le véritable but de cette campagne d'excitation à la haine et d'insinuations perfides.

Nos embarras financiers augmentaient et la publication régulière de notre journal en souffrait. Il va de soi, qu'à une organisation encore peu nombreuse, telle que la nôtre, il était difficile de rassembler les fonds considérables nécessaires à la propagande.

Le 31 août, les délégués de notre parti se réunirent à Zurich, et résolurent de tirer parti des élections au Conseil

national pour mener une propagande active en faveur du système soviétique. Notre mot d'ordre: «Elisez des soviets d'ouvriers et non des Conseils nationaux» porta, aux élections, un coup sensible aux social-démocrates. Pendant la période électorale, nous publiâmes un numéro du *Communiste* et une proclamation.

Pour intensifier notre propagande dans toutes les parties du pays, nous résolûmes d'organiser des unions de district. Actuellement notre parti compte quatre sections locales à Zurich, Bienne, Lucerne et Winterthur où les communistes forment une organisation complètement indépendante de celle des social-démocrates. Le nombre de nos membres dans ces quatre localités est de 1.200.

A Bâle, Genève, Berne, La Chaux-de-Fonds, Aarau, Baden, Brugg, Schlieren, Thalwil, Horgen, Richterschwyl, Saint-Gall, Schaffhouse, Uetzwill, Reinach, Tress, nous avons de forts groupes communistes adhérents à notre Comité Central, mais qui ne se sont pas encore détachés entièrement, au point de vue affiliation, du parti social-démocrate. A Berne et à Bâle ce sera, dans quelques jours, chose faite et nous aurons, dans ces villes, des organisations communistes indépendantes. Dans presque toutes les localités importantes nous avons des agents qui répandent nos tracts et nos brochures. Nous sommes en bonnes relations avec l'organisation socialiste de la jeunesse. A son dernier Congrès, elle a adopté une résolution qui trace à son mouvement une direction semblable à la nôtre.

Le comité central a été élu, en majorité, d'adhérents à notre parti. Nos camarades ont également réussi, après une lutte acharnée, à dégommer les socialistes de droite des postes qu'ils occupaient dans la direction et le secrétariat du syndicat zurichois des ouvriers métallurgistes et à les remplacer par des membres de notre parti. Au dernier congrès des métallurgistes, l'opposition de notre groupe a réuni contre les organes centraux du syndicat 80 délégués.

Si, dans un avenir prochain, il ne survient pas dans les pays qui nous entourent, d'événements susceptibles de pousser le prolétariat suisse à des actes décisifs, il y a peu de chances que la scission dans le parti social-démocrate s'accroisse. Les Communistes conséquents avec eux-mêmes sortiront naturellement de ce parti, soit individuellement, soit par petits groupes et fonderont des sections indépendantes qui, au début, ne compteront naturellement qu'un petit nombre de membres. Les éléments hésitants du Centre: les Grimm, les Schneider, les Schmidt (Olschuee et Winterthur) émargeront au parti social-démocrate, sont pourvus de bons postes qu'ils n'abandonneront pas facilement.

Le groupe Platten est également composé de gens qui ne dédaignent pas les petites sinécures gouvernementales (Exemple: Traber). On n'entend du reste plus parler de ce groupe, qui a l'air de se terrer. Ces militants ont toujours travaillé plus volontiers avec les socialistes de droite qu'avec nous. L'esprit de suite dans l'attitude politique ainsi que l'activité pratique qui en découle n'ont jamais été leur fort; on l'a bien vu dans la question du rejet de la loi sur la défense du pays et dans l'attitude qu'ils ont adoptée envers le Comité exécutif d'Olschuee (1).

Nous n'avons pas eu à subir en Suisse tant de souffrances et de privations que les camarades des pays qui ont pris part à la guerre, et c'est pourquoi chez nous l'idée révolutionnaire fait plus lentement son chemin. Notre grand ennemi, c'est la puissante presse bourgeoise qui répand à des centaines de milliers d'exemplaires des feuilles contre la Russie Soviétique. Nous manquons d'argent pour développer une contre-propagande qui saurait contenir la vague réactionnaire.

Nous ne prévoyons pas pour un avenir prochain d'action importante des masses. Les deux dernières grèves gé-

(1) La rédaction croit devoir indiquer qu'elle laisse à l'auteur de la présente lettre toute la responsabilité des reproches qu'il adresse au groupe du camarade Platten.

nières, qui se sont terminées par un échec, ont fortouement refroidi l'ardeur du prolétariat suisse.

Cet hiver, nous travaillerons à créer, dans toutes les localités importantes, des soviets d'ouvriers. Nous intensifierons également notre propagande du Communisme dans les usines et les fabriques et dans les villages, pour prépa-

rer le prolétariat industriel et agricole, à suivre immédiatement l'exemple des prolétaires d'Autriche, d'Allemagne et d'Italie sitôt qu'ils s'empareront du pouvoir économique.

J. G.

EN AUSTRALIE.

LE SYNDICAT D'OUVRIERS RUSSES.

Le nombre des émigrés russes (d'après le compte rendu du conseil général du gouvernement tsariste, Abaza), résidant en Australie, s'élevait, avant la guerre de 1914—1918, à cinq mille. Ce chiffre comprenait environ 500 émigrés politiques; quant aux autres, c'étaient des ouvriers et paysans venus s'installer dans cette contrée pour y amasser quelques centaines de livres sterlings, qui leur permettraient, une fois retournés dans leur pays, d'y jouir d'une certaine aisance. La plupart de ces émigrés appartenaient à la Sibérie méridionale.

Ce n'est qu'après la boucherie internationale, organisée en 1914 par les capitalistes européens, que les ouvriers russes, colons isolés ou petits groupes dispersés çà et là dans toute l'Australie ont commencé à fusionner en agglomérations plus ou moins importantes. Avant cette époque, les grands centres industriels, comme Melbourne, Sydney et Brisbane, possédaient des syndicats d'ouvriers russes organisés par les émigrés politiques et comptant au total 150 à 160 membres. Ces syndicats faisaient paraître, en langue russe, un journal ayant pour titre: *Le Messager du Syndicat des Ouvriers Russes*, et remplacé, quand il fut suspendu, par un autre *La Vie Ouvrière*.

Au nord de l'Australie à Kerns, à Townsville et ailleurs, ainsi qu'au centre du continent, à Klonkare il s'était organisé des groupes russes des I. W. W. qui travaillaient de concert avec le mouvement ouvrier australien. Dans toute une série d'actions et de manifestations politiques (lutte pour la liberté de parole et propagande de l'industrialisme révolutionnaire), les ouvriers russes formaient l'avant-garde des forces qui combattaient pour le socialisme, et de nombreux champions de la cause ouvrière, qui avaient payé leur travail de propagande d'un séjour plus ou moins long aux prisons de l'Australie, étaient de nationalité russe. Peu après le renversement du régime tsariste, des groupes d'émigrés politiques, résidant en Australie, se trouvèrent dans la possibilité de regagner la patrie, où ils furent transportés gratuitement par l'ordre du Gouvernement provisoire. En décembre 1917, sur l'ordre du gouvernement australien et en vertu du «War Precaution Act» (acte de précaution militaire), le quotidien *La Vie Ouvrière*, fut suspendu. Le Syndicat d'ouvriers russes à Brisbane, qui changea, plus tard, son nom en celui de «Syndicat d'ouvriers russes en Australie», devint une fédération des groupes et noyaux d'ouvriers russes. Son but principal également devint autre: ce ne fut plus le travail de culture intellectuelle et d'instruction des ouvriers russes, mais la propagande parmi les ouvriers anglais des idéals de la révolution sociale russe. Chaque membre du Syndicat était tenu de faire partie, soit de la «Ligue Socialiste de Queensland», soit du «Parti Socialiste d'Australie», soit de l'organisation industrialiste (*One Big Union Propaganda League*, soit enfin de l'*Industrial Workers of the World*), selon ses idées politiques. A partir de ce moment (vers août 1918), diverses organisations commencent une série d'actions révolutionnaires combinées auxquelles participent: le «Conseil

industriel des Syndicats de Queensland», la «Ligue socialiste de Queensland», la «Ligue de propagande de One Big Union» et le «Syndicat des Ouvriers russes d'Australie». Le «Syndicat des Ouvriers russes» et les organisations anglaises susmentionnées avaient formé une organisation spéciale la «Ligue Communiste», qui entreprit un travail clandestin pour préparer un coup d'Etat révolutionnaire et la remise de tous les moyens de production industrielle entre les mains des ouvriers. On installa trois imprimeries clandestines pour l'impression de manifestes et proclamations. On organisa des manifestations des ouvriers sans travail, des meetings de protestation contre l'intervention armée des alliés dans les affaires de la Russie et une propagande très intense parmi les soldats revenus de la guerre. Notre mot d'ordre était: «Hands off Russia». Le 8 novembre 1918, nous organisâmes une fête à l'occasion de l'anniversaire de la révolution sociale. Cette fête força les autorités australiennes à user de représailles envers ses organisateurs et à fermer même les locaux loués à Brisbane à cet effet. Nous voyant dans l'impossibilité de pénétrer dans la salle, nous organisâmes dans les principales rues de Brisbane, un cortège avec drapeaux rouges et chants révolutionnaires. Notre meeting eut lieu Place du Marché, à Brisbane, et bien qu'il fût dispersé par la police et les soldats, il provoqua néanmoins un enthousiasme révolutionnaire extraordinaire.

A partir de décembre 1918, après la suspension du journal *La Science et l'Union*, nous nous mîmes à la publication d'un journal en langue anglaise—*Knowledge and Unity*. En qualité d'organe dirigeant des bolchéviques communistes d'Australie, notre quotidien mérita, bien vite et à bon droit, la dénomination de «Mental dynamite», comme l'appelaient les marchands de journaux. Nous y publiâmes tous les discours des camarades Lépine et Trotsky, les statuts de la constitution de la République Fédérative Socialiste des Soviets de Russie et toutes sortes d'articles de propagande politique. Quant aux matières, nous les recevions en contrebande d'Amérique (par l'entremise de matelots), entre autres, la revue *Liberator* que faisait publier aux Etats-Unis le camarade John Reed, l'envoyé du gouvernement soviétique dans ce pays. Ce ne sera point une exagération de notre part, de dire que dans le marais stagnant de politique routinière que représentait le mouvement ouvrier australien, nous inaugurons une ère, nouvelle dont le mot d'ordre était: lutte pour la reconstruction de la société sur une base socialiste (lutte d'ailleurs excessivement pénible et parfois presque impossible)... A cette date, nous ne disposions point des moyens matériels nécessaires pour mener cette lutte sur une large échelle; d'autre part, il nous était impossible de les recevoir de Russie. Le Syndicat des Ouvriers russes se vit contraint à des efforts héroïques: il lui fallut nous remettre toutes ses économies, et puiser même aux fonds «inviolables», et comme tout cela n'était pas encore suffisant nous bombardâmes divers groupes ouvriers d'appels pressants sur la nécessité de venir en aide à notre journal.

En janvier 1918, nous organisâmes une manifestation de protestation—un grand cortège avec bannières et drapeaux rouges, suivi d'un meeting qui réunit plus de cinq mille ouvriers. La résolution votée par ce meeting exigeait: la non-intervention dans les affaires russes et l'abolition du «War precaution acts».

Le 23 mars 1918, nous organisâmes un second cortège avec drapeaux rouges que des pelotons de police arrêtèrent. Des bagarres eurent lieu. La foule—des manifestants qui comptait plus de cinq mille hommes enfonça les détachements de police. Les gendarmes à cheval mandés sur les lieux subirent le même sort et furent dispersés à leur tour. Le meeting eut un succès complet. A une heure très avancée de la soirée, nous étions encore maîtres de la ville, quand des soldats revenus du front et organisés en bandes armées parvinrent à écraser notre mouvement. Dans les collisions qui se produisirent entre les soldats et les agents de police d'une part, et les manifestants de l'autre plusieurs personnes furent plus ou moins grièvement blessés.

Dans les derniers jours de mars, s'ouvrit le procès judiciaire des camarades qui avaient pris part à la manifestation du 23. Les camarades R. Riezanooff et Tolstoboroff (d'origine russe) et dix Anglais furent condamnés à six mois de réclusion et enfermés à la prison de Brisbane. A la prison de Darlingsheart, et Sidney, furent internés les camarades: Klioukhine, Vichnevsky, Markine, Rosenber et Kresline. On ignore complètement leur sort.

Tout récemment, les représentants des syndicats ouvriers se réunirent en une conférence où fut votée une résolution demandant le fusionnement de tous les syndicats en une seule «One Big Union»; une conférence de cheminots décida de lutter pour la journée de six heures, la nationalisation des railways et des ateliers et le contrôle de la production par les ouvriers. Notre journal *Knowledge and Unity* continue de paraître et joint d'un succès bien mérité.

Voici les conclusions à tirer des lignes ci-dessus: les leçons de la guerre ont permis aux idéals de la révolution sociale de pénétrer profondément les grandes masses du prolétariat australien et de dissiper cet engouement faustique pour le parlementarisme capitaliste que les Anglais succent en quelque sorte avec le lait de leurs mères. La conscience de classe augmente de plus en plus chez les ouvriers anglais. Leur attitude à l'égard de la révolution sociale russe est bienveillante d'une façon raisonnable. La presse capitaliste jaune, en exagérant à outrance dans son zèle servile, les soi-disant horreurs du régime bolchéviste et en publiant journellement toutes sortes de nouvelles sur les «désordres» en Russie, est pour nous le meilleur agent de propagande. La population a appris à lire entre les lignes et ne croit plus à toutes les sor-

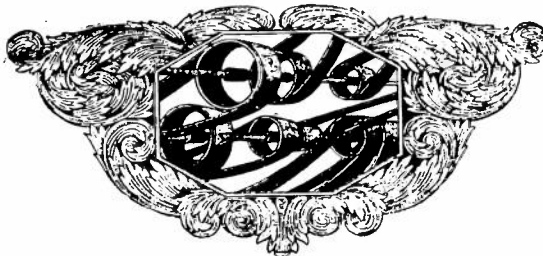
nettes que cette presse lui débite. Les six mille feuilles volantes éditées par nous et qui contenaient les statuts de la constitution soviétiste (sans compter notre journal habituel où ces statuts se trouvaient aussi imprimés), ne suffirent pas aux demandes du public. L'impression produite par notre publication fut foudroyante. La plupart des industrialistes (I. W. W.) s'intitulent volontiers bolchéviques australiens. Nombre de ces camarades, pour s'être fièrement appelés ainsi au cours de divers procès judiciaires, furent déportés en Amérique du Sud.

Bref, nous avons maintenant, en Australie, le terrain révolutionnaire bien préparé (condition sans laquelle aucune révolution n'est possible).

D'une très petite partie seulement des soldats revenus de la guerre (leur total s'élevait à 350 mille hommes) ou a fait droit aux revendications économiques. Les entrepreneurs refusent tout travail aux militaires rapatriés du front, et la masse des volontaires australiens a donné, de ce fait, un fort coup de barre à gauche.

L'industrie se trouve dans un état de stagnation. C'est l'Allemagne qui était autrefois le principal client de l'Australie pour ses métaux et minerais. Les propriétaires par suite des approvisionnements énormes qu'ils ont dans leurs dépôts sont obligés de suspendre les travaux dans leurs exploitations et de ce fait, un grand nombre de mineurs se trouvent sur le pavé. Les demi-mesures du gouvernement, telles que rations alimentaires et subventions pécuniaires aux ouvriers sans-travail, ne sont qu'un palliatif insuffisant. La cherté des articles de première nécessité croît avec une rapidité vertigineuse. L'indignation des masses contre les spéculateurs et la bourgeoisie en général à son tour augmente, de jour en jour et se traduit par un changement de la politique des organisations ouvrières qui se posent maintenant comme tâche non pas les réformes sociales, comme auparavant, mais une reconstruction sociale de la société. Il est à noter que l'Australie n'a pas donné un seul soldat pour les corps expéditionnaires que l'on avait formés contre la Russie. Notre devoir communiste est donc d'être là-bas, en Australie, pour que l'esprit frondeur, mais inconscient et irraisonné, de la majorité des ouvriers de cette partie du monde et leur indignation contre la bourgeoisie se transforment grâce à nos efforts, en un mouvement de classe conscient et révolutionnaire, sous l'égide de la III^e Internationale Communiste. Il faut recourir le plus largement possible le journal *La Science et l'Unité*, s'il n'a pas encore péri, et s'il n'existe plus, il faut le ressusciter coûte que coûte. L'Australie possède bien des forces; il n'est besoin que d'une main qui sache les coordonner et les utiliser pour un travail productif.

P.



DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONALE



MESSAGE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE LETTON. AU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Dédié aux social-patriotes lettons qui ont conclu la „paix civile“ avec les bourreaux des ouvriers lettons.

Chers Camarades!

Nous connaissons l'arrêté du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, arrêté disant que dans les États bourgeois, les partis communistes doivent prendre part aux élections et y attirer les masses populaires. Ceci a trait aux élections communales et aux élections des membres des Assemblées Constituantes. Adopter cette politique ce n'est pas renoncer aux principes, à condition que le parti au cours des élections mène la campagne avec son programme communiste—c'est au contraire continuer la réalisation du programme Communiste. Nous connaissons à ce sujet les vues des glorieux leaders de la révolution prolétarienne, des camarades Lénine et Zinoviév. Et, néanmoins, le Parti Communiste de Lettonie ne peut prendre part aux élections des membres de l'Assemblée Constituante.

Aucune divergence de principe ne nous sépare de nos camarades de Russie et pourtant nous en avons décidé autrement. Pourquoi?

Cela peut paraître étrange à nos camarades qui ne sont pas en Lettonie, mais ceux d'entre eux qui habitent actuellement ce pays et qui y luttent, nous comprendront parfaitement bien. Les camarades de Russie et des autres pays ne sont pas suffisamment renseignés sur les terribles conditions dans lesquelles doit vivre et lutter le prolétariat de Lettonie. A l'étranger, certains camarades, pensent peut-être que le gouvernement bourgeois actuel de Lettonie est vraiment démocratique et que la classe ouvrière jouit ici des possibilités d'organisation qui sont habituellement à sa disposition dans les pays européens. Ce point de vue est inexact, et pour parvenir à comprendre ce qui, au premier abord, paraît incompréhensible, il faut y renoncer.

C'est la bourgeoisie (Union des Paysans et grande bourgeoisie urbaine c'est-à-dire démocrates) qui détient le pouvoir en Lettonie. Le démocratisme de cette bourgeoisie se manifeste par des férocités spécifiques de garde-blancs, férocités devant lesquelles, pâlisent les temps de la réaction tsariste et même les dragonnades de 1905. Ce qui était possible chez nous à l'époque la plus sombre du tsarisme et même de l'occupation allemande est devenu maintenant impossible. Pour se faire une idée des proportions que prit la réaction du gouvernement d'Ulmann, il suffit de savoir que le nombre des ouvriers tués au cours de l'année dernière est dix fois plus grand que pour la période 1905—1908. Il est vrai que, officiellement nous avons les libertés d'association, de presse et de parole, mais ne peuvent en jouir que la bourgeoisie et ses laquais, les s.-d. menchéviks. Celui qui parle de «communisme» ou de «socialisme» au véritable sens du mot est traité de «traître à son pays» et traduit devant la cour martiale. Il suffit de regarder avec sympathie dans la direction de la Russie Soviétiste pour mériter la peine de mort selon la morale politique du gouvernement bourgeois de Lettonie.

Ainsi, au mois de novembre 1919, le préfet de la ville de Libau fit afficher dans la ville une déclaration officielle interdisant sévèrement l'emploi des mots «communisme», «bolchévik», etc. et tout propos bienveillant sur la Russie Soviétiste, sous la menace de peines variées allant d'un emprisonnement de 6 mois jusqu'au bagne à long terme. Il suffisait du plus petit soupçon d'appartenance au parti Communiste pour être traduit devant la cour martiale qui vous condamnait à être fusillé ou vous faisait fusiller sans aucun jugement pendant votre «fuite», ou bien pour être trouvé pendu dans votre cellule («suicide»). Plusieurs centaines d'ouvriers furent assassinés de

cette manière. Si le nombre des ouvriers tués, le 22 mai 1919, à Riga par les barons allemands et les troupes de Neder, fut d'après les journaux bourgeois de 7.500 et d'après les calculs des habitants atteignit le chiffre de 12.000, le gouvernement d'Ullmann de son côté a envoyé «ad patres» 3.000 ouvriers et soldats au moins depuis son avènement au pouvoir. De plus, 5.000 soldats et ouvriers environ languissent actuellement dans les prisons, les camps de concentration ne sont pas compris dans ce chiffre. Et cela pour la minuscule Lettonie où les listes d'élections (dressées sur la base du suffrage universel) à l'Assemblée Constituante, donnèrent à peine, au total, 900.000 personnes pour toute la Lettonie unifiée (les chiffres concernant les personnes ayant subi la peine de mort et celles arrêtées en Lettonie nous sont inconnus et n'entrent pas dans les chiffres cités). Il suffit du plus léger soupçon ou d'une dénonciation quelconque pour faire fusiller un ouvrier; le simple fait d'être possesseur d'argent russe des Soviets est suffisant pour faire condamner à la peine capitale. Il y a des centaines de personnes tuées sans jugement uniquement pour être venues en Lettonie par la frontière russe. Une foule de gens ont été fusillés pour avoir travaillé dans les institutions soviétiques. Quelques faits suffiront pour illustrer le tableau.

Au mois de juillet 1919, on arrêta dans le canton de Stockmann en Livonie, l'architecte Jacques Apsita qui, dans le gouvernement soviétique de Lettonie, avait été l'adjoint du Commissaire des Constructions d'Etat. Apsita fut fusillé le jour même sans jugement. Au mois de novembre, on arrêta à Riga, l'ingénieur Jackes Preiss qui, sous le gouvernement soviétique, avait été l'adjoint du Commissaire du Commerce Extérieur. On ne trouva sur lui rien de compromettant au moment de l'arrestation, mais il fut tué au bout de quelques jours «en s'enfuyant». Au mois de décembre on arrêta à Riga Jean Landsmann secrétaire du Commissariat de l'Assurance Sociale. Le jour même il fut traduit devant la cour martiale et fusillé comme «traître à son pays, espion et communiste». Au mois de décembre, on arrêta à Riga un ouvrier, Fritz Baiar. On trouva chez lui un cylindre fait d'une masse chimique, servant à imprimer. Sur son refus de dire où se trouvait la typographie, après des tortures atroces, on le fusilla. Au mois de décembre, à Volmar, au cours d'une réunion, tous les assistants au nombre de 30 furent arrêtés, On ne trouva rien sur eux pendant l'arrestation. Néanmoins, sur l'arrêt de la cour martiale, 11 personnes furent fusillées dont deux écolières, l'une de 14 ans et l'autre de 16. Pour justifier cet assassinat d'enfants, les journaux remplirent leurs colonnes de communications mensongères sur les desseins des prévenus qui voulaient, soi-disant, piller la banque et tuer les officiers. C'est de la même façon que furent assassinés la communiste Emma Plum et le membre de l'organisation de la Jeunesse, le camarade Vinten et tout dernièrement Jean Zoukovsky. Voilà quelques faits au hasard, car s'il fallait citer tous ceux qui ont été assassinés la liste serait longue. Les détenus sont mis à la torture. Les exploits des Grégus tsaristes pâlisent devant ceux des démocrates nationalistes qui

font plus proprement le travail. La bourgeoisie ne se contente pas de battre ses victimes, elle les estropie pour la vie. On fait subir aux inculpés un interrogatoire à la Section militaire de contre-espionnage (rue Nicolaitevskaia 7 et maintenant rue des Ecoles 19). Ensuite on annonce au prévenu qu'il va être fusillé. On le met contre un mur, on charge un fusil et on tire... mais on a soin de le manquer. On recommence alors à questionner la victime, pour lui arracher un aveu. Si l'aveu ne vient pas, on tire de nouveau. Beaucoup de personnes ne peuvent supporter cette torture, elles perdent la raison ou se suicident; d'autres avouent qu'elles sont communistes pour qu'on les fusille plus vite, enfin d'autres racontent tout ce qu'elles savent.

Au commencement du mois de mars, on arrêta dans son logement Lavisa Bertze et M. Skoudra qui était venu lui rendre visite. Les tortures variées auxquelles ils furent soumis les défigurèrent tellement que leurs camarades de prison ne purent les reconnaître quand on les emmena pour les fusiller. Lavisa Bertze avait un bras cassé et sur tout le corps de nombreuses blessures provenant des tortures. C'était une femme qui avait une jambe percluse et qui depuis de longues années ne marchait qu'avec des béquilles. Le 22 mai 1919 une balle tirée par la bande des barons lui avait fracassé un bras. Les agents du gouvernement d'Ullmann achevèrent de mutiler cette femme infirme âgée de 40 ans, chez laquelle on n'avait rien trouvé de suspect et la fusillèrent enfin le 17 mars avec Skoudra pour crime de «haute trahison».

Telles sont les conditions atroces dans lesquelles nous vivons et qui ne nous permettent pas de prendre part aux élections des membres de la Constituante. On ne saurait même songer à dresser des listes des candidats du Parti Communiste, car tout électeur qui s'aviserait de voter pour une telle liste ainsi que les candidats qui s'y trouveraient inscrits, seraient assassinés comme l'ont été les milliers d'autres personnes que nous avons citées. Il n'y a pas que les listes des candidats communistes, qui soient poursuivies, celles des candidats sans parti le sont également. Ainsi, aux élections municipales de Riga, une liste de candidats ouvriers sans parti fut publiée: on arrêta ceux d'entre eux qui furent élus et maintenant encore ils sont en prison. Il en fut de même à Talsène; trois social-démocrates élus au conseil municipal furent arrêtés et jusqu'à présent ils ne sont pas relâchés.

Il est donc matériellement impossible de prendre part aux élections, car les communistes ne peuvent poser leurs candidatures. Dans ces conditions, pour qui les communistes doivent-ils inviter les ouvriers à voter? Pour les social-démocrates menchéviks qui jouent le rôle d'opposition de Sa Majesté?

Mais tout le monde sait que les menchéviks ont aidé et aident encore actuellement la bourgeoisie à consolider son pouvoir et à tromper les ouvriers. La campagne électorale pour nous n'a de raison d'être que si nous pouvons lutter ouvertement pour notre programme communiste et agir de façon indépendante. Un compromis

serait une faute de principe et une faute pratiquement irréparable. C'est pourquoi le Parti Communiste de Lettonie n'a qu'à déclarer: «A bas l'Assemblée Constituante» et à mettre à sa place, le Congrès des Soviets Ouvriers.

Nous savons que les masses prendront part aux élections, nous savons que le boycottage ne sera pas pratiqué par la majorité du peuple; nous savons également que ni aujourd'hui, ni demain, nous ne pourrions convoquer le Congrès des Soviets Ouvriers à la place de l'Assemblée Constituante. La libération du prolétariat letton ne peut avoir lieu qu'avec la victoire du prolétariat européen. Mais pour contribuer à cette victoire, nous devons fortifier nos organisations et mener une forte agitation communiste; mais nous ne pouvons pas poser les candidatures des camarades à l'Assemblée Constituante, car cela n'aurait pour unique résultat que d'augmenter le nombre des martyrs de la cause du communisme.

Supposition plus ou moins fondée, diront quelques-uns, mais il ne faut pas oublier que dans la Lettonie actuelle «tout est possible». Ce n'est pas sans raison qu'on a appelé «tombeau des communards» ce pays où un nombre incalculable d'assassinats de communards a eu lieu et où l'on n'osa même pas parler ouvertement de leur mort.

Au moment même où les communistes, ne fût-ce qu'en quantité infime, entreraient à l'Assemblée Constituante, le gouvernement actuel des propriétaires tomberait. Le gouvernement actuel le comprend et c'est pourquoi il défruit tous les suspects.

Il est difficile de dire si l'Assemblée Constituante modifiera l'état de choses actuel en Lettonie. Il paraît plus probable que la même politique continuera. Elle aura pour résultat de faire perdre aux masses ouvrières inconscientes les illusions que les s.-d. menchéviks entretiennent en elles. Si le parti s.-d. des menchéviks remportait la victoire aux élections, ce serait un malheur pour lui, car tant que la bourgeoisie demeure au pouvoir, il ne peut donner ce qu'il promet et il a peur de prendre lui-même le pouvoir en mains. Ces gens sont pour la coalition, ils piétinent sur place, ils attendent la réalisation du socialisme par la voie de l'évolution. Ils tremblent de peur devant la dictature du prolétariat et en même temps, ils geignent sous la lourde palte de la dictature de la bourgeoisie. Ils cherchent, mais

ils ne trouvent pas la voie qui mène à la vraie démocratie. Il se peut que dans la suite, eux aussi, en soient réduits à l'action clandestine, car maintenant déjà, les agents du gouvernement d'Ullmann organisent des attentats contre les leaders menchéviks, mais alors, les menchéviks perdront la plus grande partie de leurs adhérents: les ouvriers, en effet, passeront du côté des communistes et les éléments petits-bourgeois qui auront peur de leur situation illégale les abandonneront également. Et les menchéviks continueront à se trainer derrière le char de la bourgeoisie. Il en sera de même, s'ils sont vainqueurs.

La situation de la Lettonie changera avec la victoire du prolétariat international. Le moment transitoire actuel est l'époque de la plus noire réaction que la classe ouvrière ait jamais vécue. Si, dans un avenir prochain, la révolution est victorieuse en Europe Occidentale, la libération du prolétariat letton se fera rapidement parce que le gouvernement des gardes blancs de Lettonie ne peut rester au pouvoir sans l'appui de l'Entente. Si la révolution se développe lentement et si la Lettonie est destinée à devenir pour un certain temps une colonie de l'Angleterre—alors la lutte sera plus difficile et il s'écoulera un temps assez long avant que le Parti Communiste puisse utiliser les possibilités légales. Mais quelle que soit la voie du développement de la révolution, nous sommes certains qu'elle mènera la Lettonie au communisme à travers la dictature prolétarienne.

Salut Communiste.

Le Comité Central
du Parti Communiste Letton.
P. STOUTCHKA.

30 mars 1920.

P. S. Dans la loi sur les élections de l'Assemblée Constituante de Lettonie, a été introduit un article privant les communistes des droits électoraux.

En acceptant cet article, le «Conseil du Peuple», a élu dans son sein une commission de 5 juristes chargée de déterminer exactement la notion de «communiste» et les indices auxquels on reconnaît un communiste. Cette commission a travaillé toute une semaine et a reconnu en fin de compte n'avoir pas trouvé ce qu'on lui demandait.

DECLARATION DES PRINCIPES DE LA LIGUE INTERNATIONALE DE L'AFRIQUE DU SUD.

(Approuvée, le 5-6 janvier 1919 par l'assemblée annuelle des délégués.)

La Ligue internationale socialiste base son activité sur la lutte des classes.

La Ligue, en reconnaissant la lutte des classes, part de ce principe que le régime social actuel a pour fondement le système de production capitaliste, c'est-à-dire l'exploitation de la classe ouvrière par celle des capitalistes.

Ce système, qui a pris naissance en Angleterre, à la fin du Moyen Age, et qui s'est répandu ensuite dans tous les pays du monde, conduit inévitablement à la disparition de la petite industrie et de l'industrie domestique et à la concentration de toutes les machines et richesses naturelles entre les mains des grandes entreprises que possède et contrôle une classe de privilégiés, peu nombreux.

Cette concentration des capitaux entre les mains d'une infime minorité a, à son tour, pour résultat la concentration des masses ouvrières enrôlées dans d'immenses armées de travail et la prolétarianisation complète des couches profondes du peuple qui, dès lors, ne participent plus, d'aucune façon, au contrôle de la production et à la répartition des produits de leur travail.

Un petit instrument isolé se transforme ainsi en une grande machine, un atelier individuel: en une vaste fabrique où travaillent des millions d'ouvriers.

Les produits obtenus grâce à ce développement de l'industrie et à ce progrès technique, réalisés ne tombent pas entre les mains du peuple, mais deviennent la propriété de la classe capitaliste, laquelle, possédant les moyens de production, a, par suite, un pouvoir de contrôle sur le gouvernement, sur les manifestations de la vie sociale et particulièrement de la vie ouvrière.

Le régime capitaliste débauche tout ce à quoi il touche.

Pour les ouvriers, ce développement de l'industrie entraîne le chômage et l'appauvrissement, et pour la population tout entière, la perte de la liberté individuelle et la fin tragique de millions de vies humaines dans les guerres insensées, qui sont la conséquence naturelle de la concurrence sans pitié que se font les différentes cliques capitalistes des divers pays.

L'apparition des machines et la naissance des trusts industriels contribuent à l'économie de la main-d'œuvre humaine que l'on emploie maintenant dans des proportions bien moindres qu'auparavant, mais, d'un autre côté, cet état de choses entraîne, non pas la réduction de la journée ouvrière, mais celle du nombre des ouvriers nécessaires aux entrepreneurs.

Cependant, la mobilisation en masse des ouvriers, qui travaillent sous une même direction,

développe, dans leurs rangs, un esprit de coopération et de solidarité de classe, et ces ouvriers, ayant appris à travailler en commun, arrivent peu à peu à la conclusion qu'il leur faut prendre en mains tout ce qui est créé par leurs efforts.

Mais la réalisation de ce vœu exige que tous les moyens de la production capitaliste — la terre et ses produits, les usines, les stocks de matières premières, les moyens d'échange, etc., cessent d'être propriété privée et deviennent propriété publique. Autrement dit, il faut une révolution, à l'issue de laquelle l'industrie capitaliste, qui n'a été jusqu'ici qu'une source de misère et d'oppression pour la classe ouvrière, devienne dorénavant la base de l'harmonie sociale. Les ouvriers, maîtres désormais des produits de leur travail, ne seront plus des exploités, des esclaves.

La réalisation de cette révolution est donc la tâche que doivent se proposer les prolétaires de tous les pays et elle ne peut être que l'œuvre du prolétariat lui-même, parce que toutes les autres classes de la société ont intérêt au maintien du régime capitaliste.

La classe ouvrière et la classe capitaliste n'ont donc rien de commun entre elles.

Les intérêts des ouvriers sont les mêmes dans tous les pays, et tous les travailleurs doivent tendre au même but, sans distinction de race, de nationalité ni de couleur.

Il s'ensuit que la classe ouvrière de l'Afrique du Sud ne sera en état de conquérir sa liberté qu'après avoir vaincu ses préjugés de race et son hostilité à l'égard des hommes de couleur.

Mais l'émancipation du travail impose aux ouvriers de chaque pays des tâches spéciales.

La domination économique de la classe capitaliste s'appuie sur le contrôle qu'elle exerce sur le pouvoir politique. Donc, le premier pas de la révolution prolétarienne sera la conquête du pouvoir politique dans l'intérêt de la classe ouvrière, et l'établissement de la dictature politique du prolétariat.

Quelle sera l'arme la plus utile et la plus pratique pour atteindre ce but dans l'Afrique du Sud: les institutions parlementaires actuellement existantes ou bien les soviets ouvriers, — c'est là une question dont la solution dépendra de l'influence des représentants du prolétariat au Parlement au moment où la révolution éclatera. Mais, étant donné qu'une grande majorité du prolétariat sud-africain ne jouit pas de droits électoraux, il faut reconnaître l'absolue nécessité de la création d'un Soviet ouvrier central et de soviets locaux qui pourront servir d'appui aux prolétaires et les aider à devenir maîtres de la situation. Et en attendant, les institutions législatives doivent rester

un moyen de propagande pour les idées socialistes.

Le prolétariat, usant de l'arme de la dictature politique, devra détruire tout de qui contribue à l'oppression des masses, toutes les institutions capitalistes: tribunaux, police, gendarmerie, prisons, force armée, et anéantir le pouvoir du Gouvernement.

Il devra organiser une commune industrielle et en remettre aux ouvriers le contrôle, aussi bien pour les entreprises isolées que pour la direction générale.

Etant donné que toutes les institutions ayant pour but l'oppression du peuple disparaîtront dès l'affranchissement du prolétariat, il n'y aura dès lors à s'occuper que du maintien et du développement de la production industrielle, par l'emploi de nouvelles machines, l'intensification de l'exploitation des richesses naturelles et la mise en œuvre raisonnée des forces ouvrières.

Chaque entreprise isolée sera contrôlée par son propre comité ouvrier; chaque branche d'industrie, par un organe général de ces comités; et l'industrie tout entière, par une union de ces organes qui les fusionnera tous en une seule république industrielle nationale et internationale, coordonnera toute l'activité industrielle du pays et s'occupera de satisfaire aux besoins de la nation tout entière.

La mise en application du travail obligatoire général amènera la disparition des classes, et le dernier acte de la dictature du prolétariat sera, pour ainsi dire, son «auto-destruction». Le gouvernement de classe sera anéanti. Il n'en subsistera qu'une administration, accordant à tous et à chacun en particulier une liberté complète de développement selon ses propres capacités.

C'est la réalisation d'une telle révolution que se propose, dans l'Afrique du Sud, la Ligue internationale socialiste.

La glorieuse révolution socialiste russe de 1917 lui a déjà, en partie, débarrassé la voie. Et bien que le développement de l'industrie capitaliste n'ait pas encore atteint en Afrique du Sud son apogée, le commencement de la révolution prolétarienne en Europe rend imminente la destruction du régime capitaliste dans tous les pays.

La tâche urgente de la Ligue internationale socialiste est donc l'instruction des masses et la propagande parmi les ouvriers de l'idée de la grande œuvre à réaliser, c'est-à-dire de la révolution à opérer dans notre pays.

La lutte que nous avons à soutenir en Afrique du Sud se trouve compliquée du fait que nous avons affaire à une masse énorme de nègres complètement illettrés qui pourtant commencent à se civiliser peu à peu et se sont déjà un peu assimilés, grâce au système de travail salarié, aux ouvriers blancs. Aussi, notre devoir tout particulier est-il d'éveiller la conscience de classe chez nos camarades, les ouvriers noirs et de leur insuffler le feu de l'enthousiasme pour qu'ils puissent dignement assumer la part de la responsabilité qui leur incombe, en qualité de détachement du prolétariat mondial.

Nous devons inciter les ouvriers blancs à éclairer, organiser et attirer à eux les camarades noirs qui travaillent à leurs côtés dans les mêmes entreprises: mines, fabriques, usines et ateliers, pour que la République Socialiste de l'Afrique du Sud puisse être fondée sur les bases de la solidarité générale des travailleurs.

LE BUND ISRAËLITE, LES SOVIETS ET LA III^e INTERNATIONALE

La XII^e Conférence de l'Union générale des travailleurs juifs (le Bund) a adopté des résolutions présentant le plus grand intérêt. Nous croyons devoir reproduire les passages essentiels de celle qui a trait à l'attitude du parti à l'égard du gouvernement des soviets et de l'Internationale Communiste.

1. La XI^e conférence du Bund se rangea résolument du côté de la révolution sociale et reconnut officiellement le pouvoir soviétique. L'expérience de l'année écoulée a pleinement démontré le bien-fondé de cette attitude.

7. La république socialiste soviétique russe devient le centre d'organisation le plus puissant de la révolution mondiale. Le prolétariat reconnaît de plus en plus l'excellence du système soviétique. Les mots d'ordre de la révolution russe deviennent ceux du prolétariat mondial. La victoire de la Russie Soviétique devient chère aux ouvriers du monde entier. Dans tous les pays, au cours de cette année, les ouvriers ont exigé de leurs gouvernements la non-intervention dans les affaires de Russie, la levée du blocus et la reprise des relations commerciales avec les Soviets. Tels sont les mots d'ordre de nombreuses campagnes électorales et de

vastes mouvements grévistes. Ce mouvement a contraint les gouvernements impérialistes à renoncer à leurs projets à l'égard de la Russie et il a été le facteur décisif de la levée du blocus.

La XII^e Conférence du Bund constate que les forces de la révolution sociale s'organisent, pour une offensive contre le régime capitaliste, sous l'étendard de la révolution d'octobre.

8. La Russie Soviétique a terminé par une victoire décisive la lutte acharnée et sanglante qu'elle a soutenue pendant deux ans contre la contre-révolution intérieure et extérieure et pour la consolidation de la dictature politique du prolétariat.

9. Les victoires remportées sur tous les fronts et la destruction définitive des armées de Dénikine, de Kolchak et de Youndénitch permettent au prolétariat russe de commencer, sans se désarmer, l'organisation socialiste du pays. Le prolétariat russe doit résoudre maintenant de nouveaux et complexes problèmes: consolider l'économie nationale, relever la production, raffermir les bases de la révolution sociale et la dictature économique du prolétariat. La participation active

des grandes masses laborieuses aux luttes qui se livrent sur les divers fronts nouveaux, formant l'immense front du travail pacifique est aussi à l'ordre du jour de même que la lutte contre la désorganisation de l'industrie et des transports, contre la disette et les épidémies, contre l'ignorance des masses.

L'application successive de la discipline ouvrière et du travail obligatoire, ainsi que la rééducation des masses laborieuses dans l'esprit du collectivisme créateur—tels sont les tâches actuelles les plus urgentes, et l'organisation marxiste révolutionnaire du Bund a le devoir impérieux de mettre en pratique ces principes parmi les travailleurs Israélites et tout particulièrement parmi les éléments issus de la petite bourgeoisie d'hier qu'il importe d'appeler à un labeur d'utilité sociale.

10. La XII-me Conférence du Bund constate que le pouvoir soviétiste a suivi pendant toute l'année écoulée, de plus en plus résolument, la seule voie conduisant à la victoire de la révolution: celle d'un accord actif avec la population rurale et de la substitution à toutes les réquisitions d'un système de répartition obligatoire des céréales, d'un échange régulier de marchandises avec les villages et d'une aide technique et matérielle à accorder aux paysans,—celle enfin, de la plus grande circonspection dans l'organisation des exploitations agricoles soviétistes, de la création des communes agricoles, de la remise du pouvoir dans les villages aux paysans pauvres. Telle est la voie qui doit conduire à la participation systématique des masses au processus de l'organisation soviétiste, à la transformation des soviets en organes viables de l'œuvre socialiste du pays, à la réalisation d'un contrôle ouvrier efficace et au réveil de l'énergie productrice des masses. Par tous les moyens en son pouvoir, le Bund doit aider le gouvernement soviétiste dans ce travail et le suivre fidèlement dans cette voie que la XII-me conférence a déjà reconnue comme parfaitement adéquate et conforme au but.

11. Le Bund soutient de toute son énergie les efforts du pouvoir, tendant à l'extinction progressive de la terreur.

12. Le Bund doit lutter sans merci et d'un commun accord avec le pouvoir soviétiste contre les tendances bureaucratiques des institutions gouvernementales et contre l'arbitraire administratif que l'on constate si souvent en province, partout où les forces intellectuelles prolétariennes font défaut et où tout le travail passe forcément par les mains des spécialistes d'origine bourgeoise.

13. Le Bund approuve la politique du gouvernement dans les questions concernant le ravitaillement et blâme sévèrement toutes les tentatives ouvertes ou dissimulées, de consolider la liberté du commerce.

14. En totalisant l'expérience que le Bund a tirée de son activité de l'année écoulée, sa XII-me Conférence constate que:

1) Dès son XI-me Conférence, le Bund s'est placé en principe sur la plateforme communiste.

2) Le programme du parti communiste, qui est, en même temps, celui du pouvoir soviétiste, correspond parfaitement à la politique pratique du Bund.

3) Le «front socialiste unique» avec le concours des adversaires du pouvoir soviétiste et que l'on voudrait opposer au pouvoir du prolétariat, est impossible.

4) Le moment est arrivé où le Bund peut renoncer à son opposition officielle et se déclarer solidaire de la politique du pouvoir soviétiste.

La XII-me Conférence du Bund blâme toutes les tentatives de créer une nouvelle Internationale distincte de la III-e.

Considérant que:

a) La Troisième Internationale doit incorporer non seulement tous les partis communistes, mais aussi tous les partis prolétariens ayant réellement rompu avec la Deuxième Internationale et adopté le programme de la révolution sociale, de la tactique révolutionnaire de classes et de la lutte pour la dictature;

b) Les divergences de vues qui peuvent se produire, en ce qui concerne la tactique et le programme, entre divers partis ayant adhéré à la Troisième Internationale, ne doivent pas empêcher leur union dans les cadres de la Troisième Internationale;

c) Dès sa constitution, la Troisième Internationale a prouvé qu'elle créait une nouvelle tactique mondiale, en tenant compte des circonstances dans chaque pays et de toutes les possibilités réelles, et qu'elle lutte énergiquement contre les tendances anarcho-blaquistes de la classe ouvrière, en leur opposant les principes du marxisme révolutionnaire;

d) La Troisième Internationale s'est déclarée prête à entamer des pourparlers avec tout parti qui annoncera sa rupture définitive avec la Deuxième Internationale; qu'elle ne refuse pas de «prendre en considération l'expérience du mouvement prolétarien de tous les pays» et qu'elle consent à modifier et à compléter, au besoin, son programme, en conformité avec les principes du marxisme et l'expérience de la lutte révolutionnaire mondiale;

e) Considérant, enfin, que le Bund, s'étant rallié à la doctrine communiste, ne peut ni douter ni hésiter comme les partis qui n'adoptent pas entièrement une position communiste;

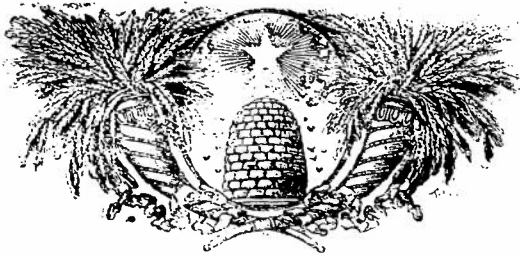
La XII-me Conférence décide que le Bund, en Russie Soviétiste, adhère à la Troisième Internationale Communiste, et invite tous les groupements du Bund, que la guerre impérialiste et la guerre civile ont séparés les uns des autres, à suivre l'exemple du Bund de la Russie Soviétiste.

LA SORTIE DES MENCHEVIKS DE LA DEUXIÈME INTERNATIONALE

Le 20 avril 1920, en séance plénière du Soviet de Moscou, le camarade Martoff a déclaré que le 10 mars 1920 le Comité central du parti menchévique avait voté une résolution relative à la régénération de l'Internationale. Dans le 3-e point de cette résolution il est dit:

«La Deuxième Internationale ne peut pas être un centre l'union. Au cours de l'époque qui a précédé la guerre, époque où le capitalisme mondial se développait organiquement et paisiblement; où les partis socialistes avaient à éduquer et à organiser les masses ouvrières et à diriger leur lutte sociale sur la base des possibilités que leur accordait le régime bourgeois, la Deuxième Internationale a joué un rôle énorme. Lorsqu'au moment critique de la déclaration de guerre les partis dirigeants abandonnèrent la lutte de classe pour conclure la paix civile avec la bourgeoisie, un coup mortel fut porté de l'intérieur à la II-e Internationale. Elle s'est éteinte définitivement au cours de ces derniers temps du fait que plusieurs de ces partis, en dépit de la faillite évidente de cette politique de paix civile, se sont montrés incapables de regagner les anciennes positions révolutionnaires de classe. Continuant à se cramponner à cette politique, ils rendent totalement

impossible toute union avec les partis et éléments qui comprennent le caractère révolutionnaire de la présente époque. Le Comité Central du Parti ouvrier Social-démocrate russe, qui avait constaté, déjà en mai 1919, la faillite historique de la Deuxième Internationale et blâmé ses tentatives de recstitution, au moyen de procédés mécaniques, de l'union purement extérieure des éléments disparates et incompatibles qui avait reconnu, l'année passée, quand tous les partis socialistes-révolutionnaires y participaient encore, sauf les communistes, la nécessité de prendre part à la conférence de Berne, mais uniquement aux fins d'informations, sans prendre part au vote des résolutions, décide, ce 10 mars, avec l'approbation de la conférence du parti, de rompre définitivement les liens organiques qui les rattachent encore aux restes de la Deuxième Internationale. En saluant l'idée des indépendants allemands et des socialistes français en ce qui concerne la convocation d'une conférence des partis socialistes-révolutionnaires—conférence qui aura pour but de créer un centre international, le Comité central du parti Socialiste-démocratique ouvrier russe se déclare prêt à y participer.»



ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



LA DÉFENSE DE LA PATRIE SOCIALISTE

AUX PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, A PROPOS DE L'OFFENSIVE POLONAISE.

Ouvriers de tous les pays!

De nouveau, le sang coule en Orient! De nouveau, des opérations militaires ruinent de vastes régions; de nouveau, les masses qui aspirent à la paix et au travail créateur, à la régénération et à la reconstruction de leur Etat, sont forcées à combattre, L'offensive de la Pologne capitaliste et bourgeoise contre la Russie socialiste interrompt, de nouveau, le travail pacifique que les ouvriers et paysans russes ont commencé après avoir défait les agents du capitalisme mondial — Koltchak, Dénikine et Youdénitch — et maintenu en leur possession les terres, les fabriques et les usines des propriétaires et des bourgeois.

A qui incombe la responsabilité de ces nouveaux crimes? Vous savez que le pouvoir Soviétique a reconnu l'indépendance de la Pologne dès le premier jour ou cet Etat fut créé. Vous savez aussi que le gouvernement soviétique a fait, à maintes reprises, des propositions de paix au gouvernement polonais. Vous savez que le pouvoir soviétique, en ménageant le sang des ouvriers russes et polonais, était toujours prêt à des concessions territoriales et économiques. Vous savez aussi que le gouvernement soviétique, convaincu que les ouvriers polonais, alliés du prolétariat russe, prendront, tôt ou tard, le pouvoir, consentait même à concéder aux classes dirigeantes polonaises des territoires qui ne peuvent appartenir à la Pologne pour des raisons purement ethnographiques. Vous savez aussi que le gouvernement soviétique consentait à ce que la conférence de paix fût tenue non seulement à Varsovie, mais même à Paris ou à Londres, dans ces capitales bourgeoises si étroitement alliées avec les capitalistes et les propriétaires polonais. Mais à toutes les propositions de paix du gouvernement soviétique, la Pologne a répondu par son offensive félonne contre l'Ukraine, offensive qui a pour mot d'ordre le rétablissement du pouvoir de Pellioura, de cet aventurier qui se vendait tantôt aux impérialistes alliés, tantôt aux impérialistes alle-

mands, et qui se met maintenant au service des propriétaires polonais, oppresseurs séculaires du peuple ukrainien. La Pologne n'a commencé la guerre que pour imposer à la Russie, ruinée par les incessantes attaques des capitalistes alliés, une énorme contribution territoriale et pécuniaire.

Mais la faute de cette guerre est non seulement aux propriétaires et capitalistes polonais, elle est aussi aux gouvernements de l'Entente. Ce sont eux qui ont armé et qui arment toujours la Pologne blanche. Tout en traitant avec le gouvernement soviétique la question du rétablissement des relations commerciales avec la Russie, les impérialistes alliés ne perdent pas l'espoir de briser le pouvoir des ouvriers et des paysans de la Russie soviétique.

L'Entente estime que la Russie soviétique commencera à se désagréger politiquement dès qu'elle aura entamé des rapports commerciaux réguliers avec l'Europe; en même temps, elle espère anéantir la Russie soviétique par le coup que doit porter la main d'un pays étranger quelconque. Les impérialistes alliés croient toujours qu'ils pourront écraser le prolétariat russe et le ramener de nouveau à l'esclavage, s'ils lancent contre lui de nouvelles hordes contre-révolutionnaires. Les capitalistes français ont envoyé à la Pologne non seulement des armes, en quantité énorme, mais encore 600 officiers (sous le commandement du général Henry) qui aideront les officiers polonais mal instruits à écraser la Russie soviétique. D'un seul mot, mais catégorique et ferme, le gouvernement anglais aurait pu empêcher cette guerre, en déclarant: «Assez de guerres, assez de destructions! La Russie est une source inépuisable de matières premières dont le monde entier a besoin». Mais le gouvernement de Lloyd Georges, qui fait appel, dans ses notes au gouvernement soviétique, aux sentiments d'humanité et qui exige l'amnistie pour tous les contre-révolutionnaires d'Arkangel et de la Crimée, le gouvernement de Lloyd

Georges n'a pas voulu dire que le sang et les larmes avaient assez coulé. Les bandits polonais ont promis à Lloyd-Georges de lui envoyer de l'Ukraine occupée du blé et des matières premières et cette promesse a suffi pour que le gouvernement britannique, tout en poursuivant avec la Russie soviétiste ses pourparlers relativement à la reprise des relations commerciales, autorisât la Pologne blanche à attaquer la République soviétiste. Le gouvernement italien de Nitti, qui a une peur bleue des masses révolutionnaires italiennes et qui profite de toute occasion pour témoigner de ses bons sentiments envers le peuple russe, ce gouvernement italien, au lieu de protester contre l'offensive de la Pologne blanche, lui envoie des armes par l'intermédiaire de l'Autriche. Quant au gouvernement américain, on sait que les aviateurs américains bombardent les villes ukrainiennes. La responsabilité de cette guerre incombe aux gouvernements de tous les pays alliés qui soutiennent tous, plus ou moins, les bandits et les voleurs polonais.

Ouvriers de tous les pays! La Russie soviétiste aura raison de bandits sans vergogne de l'impérialisme polonais, comme elle a déjà eu raison de Youdénitch, de Koltchak et de Dénikine, que vos gouvernements avaient soutenus non moins énergiquement. Après les faciles victoires que les légions polonaises ont remportées en Ukraine, elles auront à essuyer la colère des ouvriers et des paysans de toute la Russie et même celle des masses apolitiques qui comprennent maintenant que le gouvernement soviétiste est le véritable défenseur de l'indépendance du grand pays. Mais il s'agit de savoir, quelle sera la durée de cette guerre, combien de richesses seront encore anéanties et combien de blessures fraîches aura encore à guérir le peuple russe. Il ne dépend que de vous, ouvriers de tous les pays, que cette guerre finisse le plus vite possible et par une débâcle des capitalistes et des propriétaires polonais.

Ouvriers des fabriques de munitions de guerre de France, d'Angleterre, d'Italie et d'Amérique! — Pas un fusil, pas un canon pour la Pologne!

Ouvriers des transports, cheminots, chargeurs et matelots! Empêchez qu'on envoie à la Pologne des munitions et des vivres qui aideront les blancs à faire la guerre à la Russie soviétiste.

Ouvriers de tous les pays alliés! Organisez des manifestations et des grèves et parcourez les rues de vos villes avec des drapeaux portant comme devise ces mots: „A bas tout concours à la Pologne blanche!“ Les alliés doivent museler leurs chiens de chasse—les capitalistes et propriétaires polonais— et passer une paix honnête avec la Russie soviétiste.

Ouvriers de l'Allemagne et de l'Autriche! Vous savez que la Russie soviétiste est la base de la révolution mondiale et qu'il n'y a que cette révolution qui puisse vous libérer du joug de vos propres capitalistes et de la corde que les traités de paix de Versailles et de St-Germain ont jetée sur votre cou.

Cheminots allemands! Arrêtez tous les trains qui se rendent de France en Pologne.

Ouvriers du port de Dantzig! Ne déchargez pas les steamers à destination de la Pologne.

Cheminots autrichiens! Pas un train ne doit passer d'Italie en Pologne.

Ouvriers de Roumanie, de Finlande et du pays letton! Vos gouvernements blancs, qui se sont liés par des traités secrets avec les propriétaires polonais, peuvent vous entraîner dans cette guerre. Soyez prudents et faites votre possible pour empêcher cette honte.

Ouvriers de Pologne! Une lutte commune de trente ans vous rattache au prolétariat russe; il est inutile de vous rappeler votre devoir, parce que vous le faites déjà consciencieusement en organisant des manifestations et des grèves, en exigeant la paix avec la Russie soviétiste et en participant ainsi à notre lutte qui vous coûte des milliers de victimes. C'est avec fierté que vous regardez la III-e Internationale, dont les fondateurs comptent dans leurs rangs Rosa Luxembourg et Jean Tyszkewicz; la III-e Internationale est sûre que vous tendrez, à l'heure qu'il est, tous vos efforts pour attaquer l'arrière de la Pologne blanche et pour remporter, avec le concours des ouvriers russes, une victoire décisive sur les capitalistes et propriétaires polonais! Vous savez que ce n'est pas l'esclavage que la Russie soviétiste porte à la Pologne, mais la liberté nationale, l'émancipation de l'oppression du capitalisme alié et un secours puissant dans votre lutte contre vos propres capitalistes. La victoire de la Russie ouvrière et paysanne sera aussi celle du prolétariat polonais, qui est le frère et l'allié des ouvriers et des paysans russes. A l'attaque donc, ouvriers polonais! C'est votre combat final! Le jour approche où nous jugerons les coupables.

A bas les capitalistes et propriétaires polonais!
Vive la Russie soviétiste des ouvriers et des paysans!
A bas la guerre! Vive la paix entre les peuples travailleurs de Russie et de Pologne! A bas le jeu criminel des gouvernements alliés! Vive la révolution prolétarienne internationale!

LE COMITÉ EXÉCUTIF
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

A PROPOS DU CONGRÈS DES SOVIETS UKRAINIENS

AUX TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS.

Du 18 au 21 mai 1920, les délégués des Soviets de toute la République ukrainienne ont tenu à Kharkoff leur quatrième congrès. Plus de 300 prolétaires, représentant plusieurs millions de paysans, d'ouvriers et de soldats rouges ukrainiens ont participé à cette assemblée dans la capitale de l'Ukraine Soviétiste. La question capitale examinée par le congrès fut naturellement la guerre infâme que la bourgeoisie polonaise, stimulée par les capitalistes de tous les pays, a déclarée à la jeune république soviétiste.

Le 4-e congrès pan-ukrainien des Soviets a adressé aux travailleurs du monde entier un manifeste que nous leur avons transmis par radio.

Le président du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste assistait à ce congrès. Il a promis aux peuples laborieux d'Ukraine, au nom de tous les prolétaires qui adhèrent à l'Internationale Communiste, tout le soutien qu'elles sont en droit d'attendre dans leur juste guerre contre la bande des rapaces capitalistes. Ce faisant nous avons la ferme conviction que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a exprimé les sentiments du prolétariat universel en lutte contre l'intervention en Russie des impérialistes.

Le 4-e Congrès pan-russe des Soviets a profité de toutes les occasions pour mettre en relief la fidélité du prolétariat industriel et agricole d'Ukraine au drapeau de l'Internationale Communiste. L'influence de celle-ci sur le peuple ouvrier ukrainien est énorme. Non seulement

le parti communiste (bolchévik) d'Ukraine, mais tous les autres partis et groupements politiques expriment le désir d'adhérer à l'Internationale Communiste. Tous les groupements politiques ont mobilisé leurs membres et les ont mis à la disposition des autorités militaires pour contribuer à la défense de l'Ukraine Soviétiste contre l'offensive des hoberaux polonais. Tous les partis ukrainiens ont envoyé leurs représentants au Comité central exécutif de la République Soviétiste d'Ukraine, dont, notamment, V. Vinnitchenko, ancien chef de la République démocratique ukrainienne, qui reconnaît aujourd'hui le pouvoir soviétiste et sa politique. A l'issue du congrès, tous les délégués se déclarèrent spontanément mobilisés et se mirent à la disposition des autorités militaires pour lutter contre les troupes blanches polonaises. C'est avec le plus grand enthousiasme que le congrès a voté ces décisions.

En le portant à la connaissance des travailleurs du monde entier, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste croit fermement que les travailleurs de tous les pays feront leur devoir et aideront la République Soviétiste ukrainienne à se défendre contre l'offensive de la bourgeoisie internationale.

Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.

Le 23 mai 1920.

LETTRE OUVERTE AUX MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND

Camarades!

Le 4 avril 1920, sur l'initiative de certains groupes d'opposition de la „gauche“ un congrès s'est tenu à Berlin. Il a déclaré former un nouveau parti sous le nom de Parti Ouvrier Communiste Allemand. A ce congrès, au dire de ses organisateurs, près de 38.000 membres étaient représentés.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste n'a eu connaissance de ce congrès que plusieurs semaines après qu'il se fut tenu. Nous n'avons pas reçu d'avis préalable. La déclaration des organisateurs du congrès (voir le procès-verbal) selon laquelle un représentant du Bureau de l'Europe centrale de l'Internationale Communiste y aurait assisté est fautive.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, après avoir entendu le rapport des représentants du Comité Central de votre parti, sur la fondation du parti communiste ouvrier, l'a discuté longuement et

minutieusement, en tenant compte de tous les renseignements qu'il avait à ce sujet. Le Comité Exécutif, à la suite d'un examen approfondi, a résolu de vous adresser cette lettre, afin de vous préciser son point de vue sur les questions en litige de la Révolution allemande.

Nous savons que l'immense majorité des membres du parti communiste ouvrier d'Allemagne est constituée d'honnêtes travailleurs d'esprit révolutionnaire; nous savons que ces travailleurs sont pénétrés de la volonté sacrée de mener inflexiblement la lutte pour l'émancipation du prolétariat; nous savons qu'ils sont profondément convaincus de se trouver sur la plateforme de l'Internationale Communiste. Nous savons que le jugement que nous prononçons aujourd'hui sur la conduite du parti communiste ouvrier, les affectera profondément.

Mais contrairement à la II-e Internationale, l'organe dirigeant de la III-e Internationale n'envisage nulle-

ment les conflits qui se produisent au sein des différents partis du point de vue „diplomatique“ et ne se guide pas exclusivement sur des considérations formelles d'organisation. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a conscience d'être le centre politique directeur du mouvement ouvrier international. Il se voit donc obligé, dans le cas présent, de se prononcer en toute sincérité sur le fond de ces questions et problèmes en litige qui se posent impérieusement, par suite de la scission du parti communiste allemand.

Nous ne sommes pas des partisans de l'unité à tout prix. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste se rend pleinement compte qu'il est des situations où tout révolutionnaire a pour devoir sacré de provoquer une scission dans telle ou telle organisation de parti. Notamment, lorsque l'ancienne organisation de parti à laquelle on appartenait auparavant, a trahi les intérêts du prolétariat qu'elle mène à sa perte. Or, quand ils ont pris sur eux l'initiative de la scission les communistes allemands, les organisateurs du nouveau parti communiste ouvrier, c'est notre conviction profonde, ne se trouvaient pas dans une pareille situation. Bien au contraire, les idées que préconise le parti communiste ouvrier en opposition avec celles de l'ancien parti communiste allemand (parti Spartakus) sont, d'après l'avis du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, **UNE DÉVIATION ÉVIDENTE DU COMMUNISME**, grosse de conséquences désastreuses pour le nouveau parti.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste n'entend pas dire qu'il se solidarise entièrement, dans tous les détails, avec le Comité Central du parti communiste allemand (Union Spartakus) contre lequel le Parti Communiste ouvrier a levé l'étendard de la révolte. Il ne saurait admettre, par exemple, le prétexte que le Comité central de l'Union Spartakus donnait dans sa déclaration bien connue du 21 mars 1920 concernant la question soulevée à ce moment de la formation possible d'un gouvernement désigné sous le nom de „purement ouvrier“. C'était faire erreur que de déclarer qu'un pareil gouvernement „ouvrier“ serait en état d'assurer une situation „où la démocratie bourgeoise ne pourrait agir sous forme de dictature du capital“. Nous admettons également que, dans la lutte organisatrice contre les éléments d'opposition, le Comité Central de l'Union Spartakus n'a pas toujours fait preuve de sang-froid et de prévoyance suffisants, poussant ainsi une partie des ouvriers dans le camp des braillards anarcho-syndicalistes. Mais nous devons déclarer bien nettement à tous les membres du parti communiste ouvrier d'Allemagne, qu'en ce qui touche aux principaux problèmes de principe et de tactique qui sont aujourd'hui les questions brûlantes à l'ordre du jour en Allemagne et dans toute l'Internationale Communiste, la vérité n'est pas du côté du parti communiste ouvrier allemand, mais du côté du parti communiste (Union Spartakus).

Examinons donc ces problèmes dans leur ordre.

La question la plus importante, à notre avis, est la participation des communistes dans les SYNDICATS et à la campagne pour les élections des comités de fabriques et d'usines (Betriebsräte).

Toute la question est de savoir si le communisme en Allemagne se transformera en un courant sectaire, étranger aux masses et qui, dans l'hypothèse la plus favorable, dégènera en une tendance pareille à celle créée en Amérique par feu De-Léon, ou bien si le com-

muniste allemand se fondra dans le mouvement ouvrier de masses et le guérira de l'opportunisme qui le ronge.

Le congrès de Berlin du parti communiste ouvrier a officiellement ratifié le mot d'ordre de la sortie des communistes allemands des syndicats „libres“ lancé par Fritz Wolfheim, G. Laufenberg, Karl Schreder, Friedrich Wendel et quelques autres littérateurs.

Mais ce mot d'ordre, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ne peut l'approuver en aucun cas.

Quels arguments peut bien nous apporter le congrès de Berlin du parti communiste ouvrier en faveur de ce mot d'ordre? Un seul et hélas! Bien insuffisant et sans fondement sérieux: les syndicats „libres“ sont, d'après lui, des syndicats réformistes qui restent une arme docile entre les mains des leaders bureaucratés.

Arrêtons-nous plus longuement sur cette question.

Le nombre des membres des syndicats „libres“ d'Allemagne augmente avec une étonnante rapidité. De trois millions de membres que comptaient les syndicats „libres“ avant la guerre impérialiste, et d'un million et demi qu'ils étaient restés PENDANT la guerre ils sont montés présentement à huit millions de membres. Les ouvriers et ouvrières d'Allemagne sont entraînés irrésistiblement dans les rangs des syndicats, espérant par leur intermédiaire obtenir satisfaction à certaines de leurs revendications économiques les plus élémentaires. Le parti communiste ouvrier peut-il se tenir à l'écart d'organisations où entre presque la majorité de la classe ouvrière du pays? A notre avis, **EN AUCUN CAS!**

Nous savons très bien que les accusations portées contre ce qu'on appelle les syndicats „libres“ d'Allemagne sont profondément justes. Ces syndicats, de même que le Parti social-démocrate allemand, au cours de ces quatre années de guerre impérialiste ont été—c'est certain—une agence de la bourgeoisie impérialiste. Les leaders des syndicats „libres“, aux yeux de tous les travailleurs à idées communistes, ne sont rien de plus que des traitres du socialisme, des agents avérés du capital au sein des travailleurs. L'aristocratie ouvrière, qui donne le ton dans ces syndicats „libres“ et qui a fait surgir toute une caste de bureaucratie ouvrière ne recherchant que ses intérêts personnels, demi-bourgeois, représente le principal obstacle à la victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie. Tout ce que les syndicats „libres“ actuels entreprennent, en fait d'organisation, a pour but unique de réduire le commun des membres à un rôle des plus passifs, tandis que toute la conduite des affaires est abandonnée à l'arbitraire d'une poignée de bureaucrates syndicaux. C'est ainsi qu'il en est. Et néanmoins le mot d'ordre „hors des syndicats“ est une profonde erreur et ne sert **QUE LES INTÉRÊTS DE CES MÊMES RONDS-DE-CUIR SYNDICAUX TANT DÉTESTÉS.**

Que peuvent opposer aux syndicats „libres“ qui groupent près de huit millions de membres, nos partisans du Parti Communiste ouvrier allemand? Ils ont formé ce qu'on appelle l'Union des Travailleurs (Arbeiterunion). Mais dans ce groupement n'entrent, pour toute l'Allemagne, au dire des organisateurs eux-mêmes, que 70.000 membres. Et ses dirigeants nièment si bien les choses que le danger de la voir se transformer en une union sectaire typique, totalement détachée des masses améniées, incapables d'entrer en liaison étroite avec les milieux du prolétariat se fait de jour en jour plus évident. Les dirigeants social-démocrates

des syndicats „libres“ n'ont pas d'autre désir que de voir les ouvriers d'avant-garde quitter les syndicats en y laissant comme maîtres incontestés ces M. M. Léghien, Sassenbach, Robert Schmidt et autres „leaders“ syndicaux.

Les syndicats „libres“, de même que la II-e Internationale tout entière, créent toute une époque de réformisme pacifique, époque, qui en Allemagne a duré plus d'un quart de siècle, et qui va du moment de l'abrogation des lois d'exception contre les socialistes jusqu'au début de la guerre impérialiste en 1914.

La nouvelle période, période de lutte de classe acharnée, qui a dégénéré sous nos yeux en guerre civile—transformera les syndicats „libres“ en une nouvelle organisation. Dans plusieurs de ces syndicats, il nous faudra opérer une scission; d'autres dans leur ensemble ou dans leur majorité passeront dans notre camp. Le brasier de la révolution prolétarienne consumera les tendances opportunistes de toutes les grandes organisations ouvrières, y compris les syndicats „libres“ et fera de ces organisations, la base de la dictature du prolétariat.

En Allemagne même ce processus de régénération des syndicats a commencé. Déjà, dans ce pays, bon nombre de syndicats rejettent les leaders social-démocrates et les remplacent, soit par des Indépendants, soit par des communistes. Parmi la masse des membres des syndicats „libres“ une désagrégation importante s'est déjà dessinée qui ne fera qu'accroître de jour en jour l'influence du communisme dans les syndicats.

Il est incontestable que ce processus s'effectue lentement, trop lentement, beaucoup plus lentement que nous ne le voudrions. La grande masse des membres des syndicats „libres“ doit apprendre à ses dépens toute la trahison des leaders actuels et toute l'impuissance de la tactique social-démocrate. En Allemagne, les événements de mars, au moment du coup d'état contre-révolutionnaire Kapp-Luttwitz, ont démontré une fois de plus quelle formidable force représentent les syndicats actuels, quel préjudice irréparable ils causent à l'œuvre de la révolution prolétarienne quand ils embôitent le pas à la social-démocratie jaune et quelle force considérable ils pourraient représenter si les communistes réussissaient à les arracher à l'influence de cette social-démocratie.

Toutefois, le cours des événements a soin de guérir les masses de leur confiance en l'ancienne „tactique éprouvée“ de la social-démocratie. Les enseignements de la vie sont par trop significatifs. Le devoir des communistes allemands est de faciliter et de hâter l'évolution en cours. On ne peut le faire qu'en **RESTANT DANS LES SYNDICATS „LIBRES“**, en y organisant pour débiter, ne fût-ce que de petites fractions communistes, en prenant la part la plus énergique à l'action quotidienne du syndicat, en dévoilant à tout moment, la faillite des Léghien et consorts dans toutes les manifestations de cette action.

Mais c'est justement ce que ne veulent pas faire les partisans du parti communiste ouvrier d'Allemagne. Ils préfèrent affecter un souverain mépris à l'égard d'une organisation qui groupe environ 8 millions de membres. Ils oublient qu'il est bien plus facile de lancer le mot d'ordre „hors des syndicats“ que de former, ne fût-ce qu'une petite fraction communiste, dans tel ou tel syndicat. Par une phrase creuse ils remplacent l'œuvre révolutionnaire sérieuse et difficile. Les communistes ne seraient pas des communistes s'ils ne sa-

vaient pas, patiemment, inlassablement éduquer les travailleurs pervertis par la bourgeoisie et la social-démocratie. Et cette tâche impose le devoir **DE RESTER AU SEIN DES SYNDICATS** et, à chaque trahison de Messieurs les social-démocrates, de démontrer au commun des membres la nécessité d'aiguiller les syndicats sur une nouvelle voie.

Les communistes russes, — dont l'exemple a, pour les travailleurs de tous les pays, une si grande importance—au cours de bon nombre d'années, furent aussi en minorité dans les syndicats. Après la révolution de février les bolchéviks ne constituaient toujours qu'une minorité dans le mouvement syndical russe. Dans les années de crise de 1908—1911 il s'était aussi trouvé parmi les bolchéviks russes des groupes de camarades ultra-„gauches“ adversaires déterminés de toute action dans les syndicats, parce qu'à cette époque ceux-ci marchaient à la remorque des menchéviks. Les bolchéviks se moquèrent de ces camarades de „gauche“, les considérant comme des brailiards. Les bolchéviks ont su par une action longue et persévérante conquérir peu à peu les syndicats à leur cause.

L'Internationale Communiste tout entière a le plus grand intérêt à ce que les communistes allemands ne commettent pas de faute irréparable dans la question des syndicats. Cette question acquiert justement en ce moment une profonde importance INTERNATIONALE. La II-e Internationale, en tant qu'organisation politique de la classe ouvrière, s'est effondrée comme un château de cartes. Mais elle s'efforce encore de se relever, en s'appuyant notamment sur les syndicats. Le bureau international d'Amsterdam des syndicats „social-démocrates“ est en ce moment un adversaire bien plus sérieux que le bureau de Bruxelles de la II-e Internationale. Si celle-ci peut encore prendre quelque part une revanche temporaire, ce n'est que dans le cas où elle réussira à maintenir son influence dans les syndicats. Si la II-e Internationale trouve encore un certain appui dans le mouvement ouvrier, ce n'est que par l'intermédiaire des syndicats que nous n'avons pas su ou que nous n'avons pas pu arracher à l'influence pernicieuse de la social-démocratie. Abattre le bureau d'Amsterdam des syndicats „libres“, comme nous l'avons fait du bureau de Bruxelles de la II-e Internationale, c'est là la tâche la plus importante et la plus urgente de la révolution. La bourgeoisie ne se maintient déjà plus au pouvoir que grâce au restant d'influence de la II-e Internationale. Et cette dernière ne se maintient à la surface de l'eau que par son restant d'influence dans les syndicats „libres“. Dans ce domaine une faute des communistes aurait pour effet de perpétuer la domination de la bourgeoisie. Le parti communiste ouvrier, sans le vouloir, c'est certain, aide la bourgeoisie à prolonger sa domination sur la classe ouvrière. Et c'est ce que l'Internationale Communiste ne peut vraiment pas admettre.

Non, le mot d'ordre de l'Internationale Communiste n'est pas le renoncement à la participation dans les syndicats „libres“ avec une attitude de souverain mépris à leur égard, mais bien l'action la plus intensive au sein de ces syndicats, la création d'une fraction communiste dans les plus petites sections de chacun d'eux, la lutte constante contre la social-démocratie, l'action systématique et persévérante en vue d'arracher aux agents du capital leur dernière arme d'asservissement du travailleur.

Le refus du parti communiste ouvrier allemand de prendre part à la campagne pour les élections des comités d'usines (Betriebsräte) nous parait aussi une faute grosse de conséquences. Lorsque vous aurez la possibilité de former de votre propre autorité par des moyens révolutionnaires (et c'était le cas pendant la semaine de Kapp) des Soviets industriels hors la loi, il va de soi que vous n'y devez pas manquer. Mais il paraît insensé de vous refuser à participer aux élections sous les Soviets actuels lorsque ces élections s'effectuent sur la base d'une loi foncièrement réactionnaire, mise en vigueur par les social-démocrates en étroite union avec la bourgeoisie par l'intermédiaire de leur Assemblée constituante réactionnaire. Ce qu'il nous importe d'avoir en vue en Allemagne c'est que l'influence idéologique du communisme y est déjà très grande, notamment dans les rangs du parti des Indépendants qui a été obligé d'adopter nos principes, de suivre nos mots d'ordre et de répéter notre programme. Mais une influence idéologique ne saurait nous suffire. C'est l'affermissement organisé de nos idées qu'il nous faut. C'est là l'essentiel de ce qui nous manque dans l'Allemagne actuelle. Sous le rapport de l'organisation, le communisme allemand est extrêmement faible. Et c'est pour cette raison surtout que les communistes de ce pays SONT TENUS DE TIRER PARTI DES MOINDRES OCCASIONS POUR AFFERMIR LEURS IDÉES PAR L'ORGANISATION, afin de former, sur le terrain de la légalité scheideemannienne actuelle des petits groupements organisés.

Les communistes russes, sous la domination des menchéviks et de Kérénsky avaient aussi leurs organisations illégales, mais ils profitaient de toutes les possibilités "légalistes" que leur accordait le régime de Kérénsky pour former des petits groupements légaux. Les révolutionnaires russes, sous le tsar, ne se refusaient pas à profiter de la loi même la plus réactionnaire sur le "Starostat" dans les usines. Les communistes allemands doivent en faire autant.

La position occupée par le Congrès du Parti Communiste ouvrier à l'égard du PARLEMENTARISME est aussi profondément erronée. Le Congrès s'est prononcé contre toute utilisation du parlementarisme, dans l'Allemagne actuelle. De toutes les raisons qu'il en en donne je n'en ai pas trouvé une seule de sérieuse, sans en excepter le refrain des "arguments" anarchistes qu'il nous sert en faveur de cette décision.

On sait que Karl Liebknecht et Rosa Luxembourgeois du premier congrès constituant du parti communiste allemand s'étaient prononcés POUR la participation aux élections à l'Assemblée Constituante. Maintenant tous, même les plus aveugles voient que Liebknecht et Rosa Luxembourgeois avaient raison. Mais Liebknecht et Rosa Luxembourgeois, cela va sans dire, étaient restés dans le parti, malgré que la majorité de celui-ci se fût prononcée contre la participation aux élections. NOTRE AVIS EST QUE, MAINTENANT ENCORE LA QUESTION DU PARLEMENTARISME QUI NE JOUE QU'UN RÔLE SECONDAIRE NE DOIT ÊTRE, EN AUCUN CAS, LA CAUSE D'UNE SCISSION PARMIS LES COMMUNISTES. Pour une divergence de vues sur cette seule question, aucune scission n'est admissible. Mais du moment qu'elle a été soulevée en Allemagne, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste est obligé de se prononcer

résolument CONTRE la position, qu'a adoptée le Congrès de Berlin du Parti Communiste ouvrier d'Allemagne.

Au début de la révolution de février, le parti communiste russe prit une part très active aux élections municipales, attribuant une très grande importance à l'action du parti dans ce domaine. Le Parti communiste russe a participé aux élections municipales de Pétrograd qui eurent lieu quelques semaines avant l'insurrection d'octobre. Il a pris part également aux élections de l'Assemblée Constituante après même que le pouvoir eut été conquis par la classe ouvrière. Les bolchéviks russes dans les années de transition de 1908—1911 ont rompu nettement avec les "gauches" — qu'on désignait alors sous le nom de "rappellistes" et qui réclamaient le rappel des députés ouvriers de la Douma tsariste. Les bolchéviks russes avaient leur fraction à la Douma réactionnaire. Le tsar l'envoya aux bagnes de Sibérie pour sa protestation contre la guerre impérialiste. Dans tous ces cas la révolution communiste en Russie n'a fait qu'utiliser le parlementarisme.

En 1914 à 1916, Liebknecht par ses discours révolutionnaires au parlement a fait un bien immense à notre cause. C'est ce qu'aucun travailleur conscient d'Allemagne ne saurait nier. Il en est de même du communiste suédois Höglund et des bolchéviks de Serbie et de Bulgarie. Craindre l'utilisation du parlementarisme dans l'Allemagne actuelle cela revient à se décerner un brevet de pauvreté. Oui, la vieille époque réformiste pacifique a engendré surtout des parlementaires du type Scheidemann, c'est-à-dire des hommes pour qui la tribune parlementaire a servi de moyen d'accord avec la bourgeoisie et de duperie des travailleurs. Mais la nouvelle époque, celle de la révolution prolétarienne, formera des parlementaires d'un type nouveau et dont Karl Liebknecht a été le meilleur exemple.

Le parti communiste allemand est maintenant réduit à une existence semi-légale. Toute possibilité légale de pécher leurs idées et en particulier d'organiser leurs sections communistes doit avoir pour les communistes allemands une importance énorme.

Il est indispensable que les communistes conquièrent une grande influence dans la classe des petits et moyens paysans. Il est pour eux d'une nécessité impérieuse de s'établir solidement, non seulement parmi le prolétariat industriel de la capitale, mais aussi parmi les masses laborieuses des agglomérations et des centres moins importants. La main mise sur les municipalités de ces centres (ce qui ne nous empêchera pas ensuite de les dissoudre et de les remplacer par des sections du Soviet, comme ce fut le cas en Russie) peut donner à notre parti en Allemagne, une solide base organisée. Y renoncer serait le comble de la sottise.

Un autre motif du désaccord entre l'Union Spartacus et le Parti Communiste ouvrier d'Allemagne: c'est la question du rôle en général du parti communiste dans la révolution prolétarienne. Et de nouveau le parti communiste ouvrier allemand s'éloigne de plus en plus des conceptions du marxisme révolutionnaire. Un des principaux idéologues de votre parti, Fritz Wolfheim, dans des articles et brochures innombrables donne les Syndicats des travailleurs industriels (I. W. W.) POUR MODÈLE aux travailleurs communistes alle-

mands. Et pourtant les I. W. W. nient franchement la nécessité d'un parti communiste ouvrier et en général la nécessité de tout parti politique de la classe ouvrière **QUEL QU'IL SOIT.**

L'Internationale Communiste considèrerait et considère que, comparativement aux syndicats „libres“ social-démocrates, les I. W. W. sont un progrès. Car les „industrialistes“ veulent sincèrement lutter contre la bourgeoisie. L'opinion de l'Internationale Communiste est que les communistes doivent participer, tant aux syndicats „libres“ social-démocrates qu'aux I. W. W., afin **DE MENER LEUR PROPAGANDE COMMUNISTE** au sein de ces syndicats, de grouper les ouvriers et de les convaincre de la nécessité de se ranger sous le drapeau du parti communiste. L'Internationale Communiste ne renonce pas à collaborer avec les I. W. W., mais il va sans dire, qu'elle ne donnera jamais dans l'opinion réactionnaire, que le Parti Communiste n'est en général pas nécessaire à la classe ouvrière, que toute lutte politique est du battage politique, que tout centralisme dans le parti mène inévitablement à la domination d'une clique, comme si l'on pouvait faire la révolution prolétarienne en formant des syndicats ouvriers amorphes qui ne participeraient pas à la lutte politique et n'auraient pas de programme.

Et c'est justement cette voie que suivent les leaders et les inspirateurs du parti communiste ouvrier d'Allemagne. Que peut bien signifier la déclaration de votre congrès de Berlin du parti communiste ouvrier qui dit que le congrès crée un parti, mais non dans „le sens traditionnel et habituel du mot“ (nicht im überlieferten Sinne)? Rien, sinon une concession aux préjugés anarchistes des industrialistes.

Les industrialistes, les anarchistes et ces communistes de „gauche“ qui vont à leur remorque confondent complètement la notion **DE PARTI ET CELLE DE CLASSE.** Ils oublient que le parti est l'avant-garde de la classe ouvrière, sa fraction avancée. Ils oublient que le devoir de l'élite de la classe ouvrière n'est pas d'abaïsser ses tâches au niveau de la compréhension des masses imbuës des préjugés que leur a inculqués le capitalisme, mais au contraire **D'ÉLEVER CELLES-CI AU NIVEAU DE L'AVANT-GARDE.** Ils oublient que, parmi les travailleurs, il en est des centaines de mille qui font partie des syndicats jaunes, chrétiens, libéraux, cléricaux, et je ne sais quels autres syndicats réactionnaires; ils oublient que dans la classe ouvrière, jusqu'à la chute complète du capitalisme, un certain alliage réactionnaire est inévitable. Ils oublient que le parti communiste est le cerveau de la classe ouvrière, son état-major, sans lequel il est impossible de vaincre notre puissant ennemi: la bourgeoisie.

Toutes les doctrines de Wolfheim et de ses amis du parti communiste ouvrier allemand contre le centralisme, toutes leurs péroraisons sur une large „autonomie“ des organisations locales, sont une incompréhension typique de doctrinaires qui ne veulent pas voir qu'en l'époque actuelle une centralisation de fer est la première condition de la victoire dans la lutte que nous menons. Il est puéril de parler de dictature du prolétariat si l'on ne comprend pas que cette dictature **PRÉSUPPOSE** un parti communiste ouvrier rigoureusement centralisé, coulé d'un seul bloc, puissant par sa discipline de fer, et qui ne pourra vaincre ses innombrables ennemis qu'à condition d'avoir préalablement établi dans ses propres rangs une véritable

discipline **MILITAIRE.** Nous ne voulons pas que nous révolter contre la bourgeoisie, nous voulons aussi **LA VAINCRE.** Et la vaincre, sans nous organiser nous-mêmes militairement est tout simplement impossible. Il est grand temps de le comprendre.

L'histoire du mouvement ouvrier russe nous apprend que les partisans d'une large „autonomie“ des organisations locales, que les protagonistes du fédéralisme à l'intérieur du parti ouvrier, les protestataires éternels contre le centralisme prolétarien, furent de tout temps **MM. les menchéviks,** c'est-à-dire les Scheidemann russes, qui couvraient naturellement leur tactique de grandes phrases sur l'initiative personnelle des ouvriers, la tyrannie des chefs, l'édification du parti „par en bas“, le caractère sacré du principe électoral, etc. Les bolchéviks russes, au moment où leur parti n'avait encore qu'une existence illégale, avaient pleinement reconnu le renoncement, en certains cas, au principe électoral, et admis le principe de la cooptation dans les institutions dirigeantes, car autrement il eût été impossible de continuer l'action. Les bolchéviks russes, 20 années durant, ont défendu et préconisé la nécessité d'un parti ouvrier sévèrement centralisé, avec un centre politique directeur tout puissant, dont les instructions seraient d'une obligation absolue pour tous et en qui le parti aurait la plus entière confiance.

Aujourd'hui les communistes d'Allemagne sont tombés dans une situation particulièrement pénible. La bourgeoisie a tué ceux de leurs chefs qui jouissaient de la confiance entière et inébranlable des travailleurs. La bourgeoisie savait ce qu'elle faisait. Elle a suscité ainsi à notre parti d'Allemagne des difficultés énormes qu'il ne convient pas aux communistes allemands eux-mêmes d'augmenter encore. La nouvelle époque a enfanté de nouveaux leaders. Sortis du sein de la masse ouvrière, ils grandissent avec cette masse, au fur et à mesure de la croissance de la révolution prolétarienne. La tâche de tout travailleur conscient d'Allemagne est de comprendre et d'évaluer ces difficultés objectives supplémentaires, qui se trouvent sur le chemin qui mène à la création en Allemagne d'un parti communiste puissant et rigoureusement centralisé. A ce sujet la plus petite erreur, la plus petite concession aux anarchistes et aux industrialistes dans cette question cardinale qu'est le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne causera un tort irréparable à la classe ouvrière allemande.

* * *

Les phraseurs de la „gauche“ du type Wolfheim et Laufenberg se plaisent à accuser les communistes-spartakistes d'être enclins à un **COMPROMIS AVEC LE PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE INDÉPENDANT.** Voyons cela. Un précédent message du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste vous a fait connaître son attitude envers le Parti Indépendant d'Allemagne. D'une façon objective, nous considérons les leaders droitiers de ce parti, Kautsky, Hilferding, Cohn, Crispin et Cie comme des traitres à la cause ouvrière et comme les meilleurs agents de la bourgeoisie. Les combattre nous paraît chose urgente et d'importance capitale. Mais nous savons aussi—et vous ne l'ignorez pas non plus—que des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers adhérant encore au Parti Indépendant—et n'y restant souvent qu'à cause des dissensions qui sévissent parmi vous—ne diffèrent en rien des communistes. Ces travailleurs affiliés au Parti

Indépendant sont sincèrement et loyalement avec la Troisième Internationale qui voit en eux ses amis de demain. Dans la lettre précitée le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste précisait concrètement diverses conditions dont la réalisation importe, pour l'union avec ces membres actuels du parti indépendant. Elle indiquait aussi, très nettement, la propagande nécessaire à l'égard du parti communiste.

Mais la question est: Peut-on reprocher aux communistes-spartakistes d'être enclins à un rapprochement avec les indépendants? Se rapprocher des travailleurs affiliés au P. S.-D. I. EST DU DEVOIR DES COMMUNISTES allemands. S'entendre avec les travailleurs—près d'un million d'hommes—organisés au sein du P. S.-D. I. et que les leçons de l'expérience quotidienne obligeront à se rapprocher de plus en plus de nous, ce n'est pas verser dans l'opportunisme: C'EST, bien au contraire, ACCOMPLIR LA PLUS URGENTE TACHE DE CELLES QUI S'IMPOSENT A TOUT L'RAI COMMUNISTE ALLEMAND. On ne pourrait incriminer les communistes-spartakistes que s'il était prouvé que, dans leur désir de se rapprocher avec les indépendants, ils sacrifient le principe communiste et négligent les conditions indiquées dans la lettre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, à laquelle on se reportera. Or, personne ne le prouve. C'est pourquoi les accusations répandues par Laufenberg qui, hier encore, plaidait non seulement l'entente avec les indépendants mais aussi l'entente avec la bourgeoisie (revolutionärer Burgfrieden), nous paraissent plus que douteuses.

• • •

Le Parti Ouvrier Communiste allemand (K. A. P. D.) s'est séparé du Parti Communiste Allemand (K. P. D.) en lui reprochant sa tactique opportuniste; le P. O. C. a néanmoins admis dès sa fondation Laufenberg et Fritz Wolfheim qui dès leur premier manifeste communiste se déclaraient partisans de la paix civile au cas où la bourgeoisie reconnaîtrait le gouvernement des soviets. Dans ce cas le prolétariat devait, à les entendre, s'abstenir d'écuser et d'anéantir la bourgeoisie. Ils s'engageaient dans le même manifeste à donner le droit de vote aux paysans indépendamment de l'importance de leurs propriétés. La politique Laufenberg-Wolfheim tendait donc à une république soviétiste en apparence,—car la dictature du prolétariat ne peut être réellement établie que si le prolétariat sort vainqueur de la guerre civile. Si le prolétariat se trouve au pouvoir sans avoir soutenu cette lutte, c'est qu'il aura bientôt à y faire face. Si l'abandon du pouvoir était pour quelques-uns question de doctrine, les communistes auraient pour devoir absolu de mettre le prolétariat en garde contre les éléments bourgeois reconnaissant sa dictature. Laufenberg et Wolfheim ont fait exactement le contraire. Ils ont voulu faire entrer le prolétariat dans la voie d'une république à façade soviétiste, à laquelle la coalition avec la bourgeoisie nationaliste et la caste militaire aurait permis de continuer la guerre contre l'Entente. Guerre à l'Entente: ces trois mots résument toute la politique de Laufenberg et de ses disciples. La guerre contre le capitalisme de l'Entente peut, en effet, devenir une nécessité pour l'Allemagne Soviétiste, si les travailleurs des pays de l'Entente ne lui venaient pas en aide. Mais si cette guerre s'imposait, le prolétariat allemand devrait préalablement renverser et réduire à l'impuissance la bour-

geoisie allemande, la contre-révolution allemande qui, en dépit de ses imprécations à l'adresse de la France et de l'Angleterre, s'unirait autrement aux capitalistes de l'Entente contre le prolétariat allemand. Le manifeste Laufenberg-Wolfheim a contribué à propager cette croyance que la bourgeoisie allemande pourrait, mue par le sentiment national, devenir l'alliée du prolétariat. Si le prolétariat se laissait ainsi bernier, il redeviendrait pour les capitalistes une réserve de chair à canon. Ils le conduiraient, sous les auspices d'une prétendue république des Soviets, à la guerre contre l'Allemagne pour, ensuite, jeter le masque et rétablir la domination du capital. Le point de vue nationaliste et petit-bourgeois de Laufenberg et Wolfheim devait inévitablement en faire des adversaires de l'Internationale Communiste. Qui se fie à la bourgeoisie de son pays ne peut que se défer du prolétariat international; et nous voyons Wolfheim adresser à l'Internationale Communiste, dans le N° du 6 mars de votre organe hambourgeois, les plus ineptes reproches nationalistes. Votre organisation berlinoise, à la tête de laquelle se trouvent vos militants les plus en vue—Schroeder, Jung, Wendel,—n'a rien trouvé à redire à cette propagande nationaliste et contre-révolutionnaire; elle a même contribué, en reproduisant l'article en question, à répandre parmi les travailleurs berlinois le virus nationaliste. Votre congrès n'a pas eu pour les Laufenberg et les Wolfheim un mot de blâme. Loin de là, après avoir bruyamment flétri l'opportunisme du K. P. D. il s'est empressé d'accueillir à bras ouverts l'organisation hambourgeoise, qui, forte de cette approbation n'a plus hésité à se démasquer complètement. Et le 1^{er} mai, Laufenberg publiait, au nom de toute une organisation régionale, au nom de la Conférence du rayon Nord, un manifeste intitulé: „Communisme contre spartakisme“. Dans ce manifeste de renégats, Laufenberg et Wolfheim accusaient un des leaders du K. P. D., Paul Lévy, d'avoir en 1918, c'est-à-dire à l'époque où l'armée allemande, combattant encore sous les aigles impériales, imposait à la France, à la Belgique, à la Pologne, à l'Ukraine, à la Serbie le joug pesant de l'impérialisme germanique, appelé les soldats à l'insurrection! Comme les derniers valets du nationalisme allemand Laufenberg et Wolfheim, parlant au nom d'une organisation de votre parti, accusent Paul Lévy d'avoir contribué à débiliter perfidement le front. Ces membres de votre parti ne pensent évidemment pas qu'il était du devoir de tout communiste, de tout travailleur révolutionnaire de contribuer à la destruction de l'armée IMPÉRIALE allemande, de s'efforcer d'arracher cet instrument de mort des mains de l'impérialisme allemand, fût ce en procurant au capitalisme anglo-français une victoire momentanée. Ce dont Laufenberg et Wolfheim font un crime aux spartakistes est précisément leur plus grand mérite devant la révolution mondiale. Le même mérite doit être reconnu au Parti Communiste russe pour avoir tendu toutes ses forces afin de désagréger l'armée du tsar—et bien qu'il eût fallu payer ensuite ce succès d'une victoire temporaire de l'impérialisme allemand. Chaque pierre, jetée par vos camarades hambourgeois sur Paul Lévy frappe aussi Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg qui n'ont fait, pendant toute la durée de la guerre, que ruiner l'armée allemande afin de recueillir le prolétariat européen en élevant haut le flambeau de la révolution. „Notre ennemi est dans notre propre pays“—ainsi débatait un des premiers manifestes de Karl Liebknecht

et de Rosa Luxembourg aux travailleurs allemands. — Tournez les canons de vos fusils contre vos propres officiers! » cria Karl Liebknecht aux soldats allemands, de la tribune du Landtag prussien. Le Parti Ouvrier Communiste allemand, dans le manifeste lancé lors de sa fondation, reconnaît en Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg les champions du prolétariat allemand, — ce qui ne l'empêche pas de permettre à Laufenberg et Wolfheim d'insulter leur mémoire. Mieux encore: il les invite à participer à ses assemblées et elles ont lieu dans les salles mêmes du „Forus” où parlaient naguère Liebknecht et Rosa Luxembourg.

Laufenberg et Wolfheim ne se contentent pas de maudire l'heure où est née la révolution allemande et de profaner les tombes de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, ils ont grand soin d'ôter des mains du capital allemand et de ses exécuteurs de basses œuvres les taches de sang: ils lavent du sang qui les couvre les Noske, les Luttwitz, les Merker, les Watter, toute cette canaille bourgeoise et social-démocrate des états-majors, qui s'est faite un bain de sang prolétarien. Selon l'acte d'accusation rédigé par les procureurs de la „gauche” hambourgeoise, Paul Lévy et le groupe spartacus sont les principaux responsables de la guerre civile en Allemagne. Ce n'est plus la bourgeoisie allemande qui a allumé l'incendie de la guerre civile pour contraindre par les armes le prolétariat allemand à lui fournir des dividendes, ce ne sont plus les Scheidemann et les Noske qui ont démoli les quartiers ouvriers à coups de Minenwerfer pour défendre ces mêmes bénéfiques, ce ne sont plus les généraux de la contre-révolution, les vaincus de la guerre européenne qui conduisent par les rues des cités allemandes des manifestations triomphales tandis que les femmes et les enfants d'ouvriers sont chassés devant eux par le feu des mitrailleuses. Ce sang est versé par la faute exclusive du groupe spartacus et de Paul Lévy, — s'il faut en croire „l'historien” Heinrich Laufenberg et son coreligionnaire politique Fritz Wolfheim. Si vous vous rendez en foule, quelque jour prochain, au ravin de Humboldt où reposent les milliers d'innocentes victimes de la terreur blanche, n'oubliez pas d'arracher de vos drapeaux rouges les accusations qui y sont inscrites à l'adresse du capitalisme allemand, de la social-démocratie allemande et des bourreaux revêtus de l'uniforme des états-majors. Ils ne sont aucunement responsables des horreurs que le prolétariat allemand a vécues depuis dix-huit mois. „A bas Spartacus!” — „A bas Paul Lévy!” Telles doivent être vos devises lorsque vous irez vous incliner sur les tombes de vos camarades, — et sur celle de ce jeune ouvrier qui tomba percé de balles dans la cour de la Caserne Alexandre en criant: „Vive Spartacus!”

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a déclaré à vos délégués qu'il ne lui serait pas possible de vous considérer comme un véritable parti communiste révolutionnaire, tant que vous permettrez de profaner avec une telle impudence l'histoire glorieuse du communisme allemand, tant que vous tolérerez parmi vous des organisations et des personnes qui foulent aux pieds les principes du communisme. Vos représentants ont dû reconnaître le bien fondé de notre attitude; ils se sont cru obligés de s'engager officiellement — par une déclaration enregistrée au procès verbal de nos réunions — à demander, à leur retour en Allemagne, l'exclusion du parti de

Laufenberg, de Wolfheim et de leurs partisans. Nous avons salué avec joie ce réveil du sentiment de l'honneur prolétarien chez vos représentants et sommes convaincus que vous tiendrez à remplir les engagements qu'ils ont assumés d'une façon aussi solennelle, écartant ainsi les obstacles qui vous ferment la route de l'Internationale Communiste.

Vos représentants ont encore assumé une autre obligation. Vous avez fondé un parti autonome. Certaines organisations appartenant pourtant à votre parti NIENT toute organisation de parti qu'elles considèrent comme réactionnaire et opportuniste. Nous trouvons une affirmation semblable dans la résolution du 18 avril, de l'organisation de Dresde, résolution proposée par Ruhle et adoptée par l'assemblée du parti. Cette résolution, adoptée deux semaines après la fondation de votre parti, condamne même l'existence de ce dernier et celle de l'Internationale Communiste. Nous avons nettement déclaré à vos délégués que nous considérons ce point de vue comme incompatible avec l'adhésion à l'Internationale Communiste. Le Communiste qui s'insurge contre la nécessité d'un parti communiste fait penser à un homme qui voudrait se trancher la main droite. Le plus grand malheur du prolétariat de l'Europe occidentale c'est précisément qu'il n'a pas, à l'époque de la révolution mondiale, de partis révolutionnaires puissants, unis, combattifs. Vos représentants sont, à ce sujet, tombés d'accord avec nous et ont pris l'engagement d'exclure du parti Otto Ruhle et toutes les organisations qui se placent à ce point de vue. Nous attendons de vous que cet engagement soit tenu. Vous devez le tenir si vous voulez assister au Deuxième Congrès Communiste international en tant que parti communiste.

Si vous voulez prendre part au Congrès International, si vous voulez être reçus, à titre d'égaux, dans la famille communiste internationale — et nous ne doutons pas que vous le voulez, sans quoi vous n'eussiez pas pris la peine d'envoyer vos délégués à Moscou — il va de soi que votre admission implique de votre part l'engagement préalable de vous soumettre aux décisions du Congrès. L'Internationale Communiste a rompu avec la tradition malsaine de la II^e Internationale qui groupait des partis n'ayant souvent presque rien de commun entre eux. L'Internationale Communiste n'est pas un Conglomérat, formé au hasard, de partis reliés entre eux par le seul lien de quelques phrases et de quelques vœux communs, l'Internationale Communiste est une Association de Combat dont chaque membre doit se conformer aux règles générales édictées par le Congrès International et se soumettre d'ailleurs entièrement à la juridiction du Congrès.

Il est encore une chose sur laquelle nous ne pouvons faire le silence. Il s'agit de la grossière campagne, de la campagne sans scrupules menée contre le Comité Central du Parti Communiste allemand (Groupe Spartacus) et contre certains militants intellectuels connus, — campagne menée par l'organe hambourgeois des communistes de „gauche” et par d'autres organes du Parti Ouvrier Communiste allemand.

Au congrès du Parti Ouvrier Communiste, à Berlin, le rapporteur chargé d'exposer la situation politique et les tâches du parti, déclara avec fierté: „Nous l'avons dit: Ici, il n'y a pas d'intellectuels, il n'y a que des ouvriers. Bien. Nous maintenons cette déclara-

ration. Nous y voyons de grandes promesses pour le développement ultérieur de notre organisation" (Nous citons d'après le compte-rendu officiel que nous ont apporté deux délégués du congrès de Berlin. Page 10. Le compte rendu porte, après ces paroles, la mention: «vifs applaudissements»).

Ce point de vue est à la fois erroné et démagogique. Nous savons que les intellectuels ne se trouvent généralement pas dans les rangs des communistes et que nulle invasion d'intellectuels ne menace en ce moment le parti communiste. Seul un petit nombre d'intellectuels isolés, dévoués aux intérêts de la classe ouvrière, vient en aide aux ouvriers en lutte pour le communisme.

Et, comme il arrive toujours en pareil cas, comme il arriva naguère en Russie, nous voyons que ces attaques contre quelques intellectuels sont précisément le fait d'un groupe... d'intellectuels désireux de faire dévier le mouvement communiste. C'est ce qui se produit chez vous. Des intellectuels typiques, tels que Laufenberg et Wolfheim mènent la campagne dirigée contre les «intellectuels» du parti, contre des intellectuels qui s'appellent Clara Zelkin, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht.

Répétons-le, nous n'avons nul souci de défendre toutes les démarches du Comité Central du groupement Spartacus. Nous convenons qu'il a commis des fautes. Nous voyons, par exemple, une de ses plus grandes faiblesses dans ses longues hésitations au sujet de la participation à l'action syndicale. Nous reconnaissons qu'intronisation d'un «culte des chefs» n'est pas une œuvre communiste. Nous savons parfaitement que toute une génération de «chefs» prolétaires a trahi avec impudence la cause du prolétariat. Nous n'ignorons pas que la lutte contre les anciens chefs devient parfois une nécessité absolue et qu'il advient qu'on ne puisse, avant de découronner, faire un seul pas en avant, dans la voie du mouvement vraiment prolétarien. Mais le Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne nous a convaincu par toutes les déclarations établissant son programme que son action contre le groupe Spartacus n'est pas suscitée par des raisons de cet ordre. **MAIS TRADUIT NETTEMENT UN PENCHANT A LA POLITIQUE PETITE-BOURGEOISE-ANARCHISTE.**

Camarades, nous vous avons exprimé franchement notre opinion. Nous vous soumettons des projets de thèses concernant les trois questions les plus discutées en Allemagne (celles du parlementarisme des syndicats, du rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne). Ces thèses ont été adoptées par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et seront présentées en son nom au Deuxième Congrès de la III-e Internationale.

Les maladies d'enfance du communisme qui jouent maintenant un si grand rôle dans vos polémiques seront examinées par le Deuxième Congrès. Le Congrès prendra des décisions qui seront obligatoires pour tous ceux qui veulent adhérer à l'Internationale Communiste. D'ici-là, nous vous invitons **A CONCLURE IMMÉDIATEMENT UN ACCORD AVEC LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND ET A FORMER UN BUREAU PROVISOIRE COMPOSÉ DES MEMBRES DES DEUX COMITÉS CENTRAUX**, en nombre égal, sous la

présidence d'un membre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Toute division des forces communistes est en ce moment grosse de dangers pour le Parti Communiste allemand. Nous avons pour devoir de faire tout ce qui dépend de nous afin d'éviter les conséquences désastreuses de la scission.

Voici, en résumé, nos propositions pratiques:

1. Confirmez-nous immédiatement la promesse que nous ont faite vos délégués d'exclure sans tarder Laufenberg, Wolfheim et Ruhle.

2. Déclarez officiellement que vous vous soumettez, sans discussion, comme il va de soi, aux résolutions du Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste.

3. Acceptez notre proposition d'organiser un Comité temporaire formé des membres des comités des deux partis, sous notre présidence.

4. Envoyez une délégation au II-e Congrès de l'Internationale Communiste, le 15 juillet 1920.

Dans cette lettre ouverte, camarades du K. A. P. D. nous avons été contraints de sonder les plaies de votre mouvement. Nous avons franchement exprimé notre opinion sur toutes les questions traitées. Il n'y a pas pour nous de «neutralité» dans la lutte qui mène à la révolution mondiale. Il n'y a pas pour nous de «pays étrangers» dans les affaires desquels l'Internationale ne doit pas intervenir. **L'Internationale EST LA PATRIE DE TOUS LES OUVRIERS.** Les thèses écrites par Rosa Luxembourg en 1915, à l'heure où les prolétaires allemands versaient encore leur sang pour leur «patrie capitaliste», l'attestaient dès alors de façon lumineuse: elles donnaient aux meilleurs travailleurs allemands une étoile conductrice. Nous sommes persuadés que tout travailleur révolutionnaire allemand approuvera, quelle que soit sa façon de voir, la manière franche de ce message. Ayez soin de le répandre à de milliers d'exemplaires dans toutes vos organisations: qu'elle y fasse l'objet des débats les plus sérieux, afin que l'opinion des travailleurs affiliés au K. A. P. D. contraigne vos leaders à faire table rase de leur amour-propre et ne songent qu'à ce qui importe pour vous.

Il vous appartient de décider si vous adhérez ou non à l'Internationale Communiste vers laquelle des millions d'ouvriers de tous les pays, de la Finlande à l'Afrique du Sud, de l'Extrême Orient à la Californie, se tournent avec espoir et amour. Il vous appartient de décider si vous vous ouvrirez d'honneur en combattant aux côtés de cette armée forte de millions d'hommes. Mais ne vous hâtez pas de décider dans une question aussi grosse de conséquences. N'adoptez une résolution qu'après l'avoir mûrement pesée. Quant à nous, c'est de tout cœur que nous sonhaitons faciliter avec ce message l'union de tous les travailleurs communistes allemands sur un front unique.

Vive l'Internationale Communiste!

Vive l'Union de tous les Communistes allemands!

Vive l'Allemagne Soviétiste!

Vive la Révolution Mondiale!

Avec notre Salut Communiste.

Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.

Moscou—Pétrograd, 2 juin 1920.

AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE INDÉPENDANT D'ALLEMAGNE

Chers camarades!

Le Comité exécutif de l'Internationale Communiste constate avec regret que le Comité Central du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne n'a pas répondu à sa lettre du 5 février 1920. Cette lettre contenait un examen de toutes les questions litigieuses qui donnent lieu à des divergences entre le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne et nous. Une réponse nette à notre lettre eût certainement contribué à introduire un peu de clarté dans les rapports du Comité Central des Indépendants allemands avec la Troisième Internationale.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste regrette encore plus que le Comité Central du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne n'ait pas cru devoir porter notre lettre à la connaissance des membres du parti. Les rapports entre le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne et l'Internationale Communiste n'intéressent pas seulement le Comité Central, mais encore les millions de travailleurs allemands qui adhèrent à la social-démocratie et qui, par une pression énergique, ont obligé le Comité Central des Indépendants allemands à nouer des relations avec nous. En réalité, dans la question des rapports du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne avec l'Internationale Communiste c'est l'opinion des masses laborieuses affiliées au parti qui a une importance capitale, car ce n'est pas une quinzaine d'hommes et de femmes trônant au Comité Central du Parti des Indépendants, mais des millions d'ouvriers membres du parti qui décideront d'une façon pratique, par des actes, si le parti adhère ou n'adhère pas à la III^e Internationale. Nous avons la conviction profonde qu'il suffit de faire comprendre aux ouvriers du parti le sens de la lutte qu'ils soutiennent, pour qu'ils se rangent consciemment sous le drapeau de l'Internationale Communiste. Et ainsi le fait de garder secrète notre lettre n'est à proprement parler, qu'une tentative d'ajourner la décision par les masses ouvrières de la question des rapports du parti avec l'Internationale Communiste. Toutes les tentatives du Comité Central — qui, jusqu'à l'heure actuelle, sauf l'envoi d'une lettre, n'a rien fait pour mettre

à exécution les décisions du congrès de Leipzig — de saboter les décisions dudit Congrès en alléguant les embarras extérieurs, l'insurrection de Kapp, la préparation des élections, toutes ces tentatives doivent disparaître, devant le fait que, pour la lutte de la classe ouvrière allemande, la question de l'union internationale est une question de vie et de mort. D'ailleurs la publication de notre lettre par notre secrétariat de l'Europe Occidentale prouve que cette publication ne rencontrant aucun obstacle technique, était parfaitement possible.

Comme nous connaissons le désir ardent de la majorité des ouvriers du parti des Indépendants d'entrer dans l'Internationale Communiste, nous considérons de notre devoir, malgré les obstacles que le Comité Central du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne met à l'œuvre de l'union internationale du prolétariat, de vous proposer d'envoyer vos représentants à Moscou. Nous pourrions ainsi leur donner connaissance des thèses de l'Internationale Communiste sur les questions de tactique dans la lutte pour la dictature du prolétariat et examiner ensemble les raisons qui font tarder le Comité Central des Indépendants à se prononcer sur la question de l'adhésion à l'Internationale Communiste. Et alors ce sera l'affaire des travailleurs allemands d'eux-mêmes de décider s'ils sont pour le Comité Central de leur parti ou pour l'Internationale Communiste.

Les représentants du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne pourront venir s'ils le veulent: il n'y a pas de difficultés d'ordre technique insurmontables. Si les ouvriers de l'Afrique du Sud, d'Australie, d'Amérique et d'Allemagne réussissent, souvent à leurs risques et périls, à arriver jusqu'à nous, à plus forte raison les représentants d'un parti qui compte des millions d'adhérents, sauront-ils, à condition toutefois qu'ils le désirent sincèrement, trouver le chemin de Moscou.

Salut communiste.

*Pour le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.
Le Secrétaire: K. RADEK.*

27 mai 1920.

AUX CAMARADES D'AMÉRIQUE

AUX COMITÉS CENTRAUX DU PARTI COMMUNISTE ET DU PARTI OUVRIER COMMUNISTE AMÉRICAINS.

De la rédaction. En dépit de la fureur implacable des impérialistes américains qui ont arrêté 5.000 communistes en un jour, le mouvement communiste en Amérique s'accroît rapidement. Par suite des désaccords qui se sont produits, deux partis communistes se sont provisoirement formés. Tous deux ont délégué auprès du Comité Exécutif, leurs représentants respectifs. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste après un examen approfondi des rapports des deux camarades, a élaboré le message suivant:

Chers Camarades,

D'après les rapports de camarades venus d'Amérique et représentant les deux courants du communisme américain, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a pu se rendre compte des désaccords qui existent entre les camarades américains et qui ont provoqué la scission et la formation de deux partis communistes. Dans une séance du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, à laquelle, en dehors des membres du Comité Exécutif, assistaient aussi les représentants des deux partis américains et les représentants des organisations communistes de la France, de la Suisse, de la Hongrie, de la Finlande et de la Yougo-Slavie, cette question a été débattue. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste en est arrivé aux conclusions suivantes:

La scission porte un préjudice considérable au mouvement communiste d'Amérique. Il mène à la dissémination des forces révolutionnaires, à un parallélisme nuisible, à des froissements inutiles et à une dépense d'énergie impardonnable. Et cela au moment où la concentration des forces de la bourgeoisie américaine s'est accrue dans des proportions inconnues jusqu'alors, où la lutte des classes se fait de jour en jour plus aiguë, exigeant du prolétariat américain des sacrifices inouïs; au moment, où avec l'accroissement irrésistible de la révolution mondiale, les possibilités les plus grandes et les perspectives les plus brillantes s'ouvrent devant la classe ouvrière d'Amérique!

À la suite d'un examen approfondi des griefs émis par les deux partis, nous nous sommes convaincus, qu'il n'y a pas de sérieux désaccords de programme entre les deux partis. Il y a bien une certaine divergence d'opinions dans les questions d'organisation; quelques discussions sur la forme de rupture avec l'ancien parti social-patriote, mais tout se borne là.

Dans ces conditions, la scission ne peut pas être justifiée et doit être liquidée à tout prix. Du

fait que les deux partis adoptent la plateforme de l'Internationale Communiste — et nous n'avons aucune raison d'en douter, — l'unité du parti est non seulement vraiment possible, mais elle est de plus absolument indispensable. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste insiste catégoriquement sur la réalisation immédiate de cette unité.

La nécessité de l'unité immédiate est encore impérieusement dictée par ce fait que les deux partis représentent comme deux aspects différents du mouvement communiste en Amérique et peuvent très bien se compléter l'un et l'autre. Dans l'un d'eux (le Parti Communiste américain) sont restés surtout les éléments étrangers réunis en «fédérations nationales». L'autre (le Parti Ouvrier Communiste américain) représente d'une façon générale les éléments américains où les éléments de langue anglaise. Si le plus souvent les premiers ont une connaissance plus profonde des théories communistes et s'ils sont plus étroitement liés avec les traditions de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière russe, ils sont en même temps moins liés avec le mouvement des masses et les vastes organisations des travailleurs américains qui s'engagent peu à peu sur la large voie de la lutte des classes. Si les seconds n'ont pas encore passé par une pareille école d'enseignement théorique, ils ont en revanche, l'énorme avantage de permettre au parti communiste d'exercer facilement une grande influence sur les larges masses d'ouvriers d'origine américaine, qui dans les prochaines et décisives batailles de classes auront à remplir le rôle le plus important. En un mot, les uns sont plus forts en propagande, les autres en agitation.

Ainsi, les deux partis se complètent l'un et l'autre d'une façon naturelle. Et leur union seule, rend possible en Amérique la création d'un fort parti communiste qui devra prendre la tête du mouvement en masse dans la révolution communiste qui s'avance.

Pour accélérer cette unification, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste propose aux deux partis de convoquer immédiatement un Congrès mixte, dont les décisions seront obligatoires pour les deux partis. Pour préparer et pour convoquer ce congrès, ainsi que pour coordonner les travaux des deux partis avant leur complète unification, un Bureau Organisateur doit être créé, composé d'un nombre égal de représentants des deux partis. Les principes exposés dans le programme de l'Internationale Communiste et dans les décisions du Comité Exécutif de l'Internatio-

nale Communiste doivent être mis à la base de l'Union. En outre, le Comité Exécutif tiendrait à donner les quelques indications suivantes:

1) Le parti communiste doit s'efforcer aussitôt que possible, d'unifier dans ses rangs tous les éléments qui reconnaissent la nécessité de la conquête du pouvoir et de la dictature du prolétariat. Il est bien entendu, que cette reconnaissance ne doit pas être purement verbale et théorique. Elle doit se manifester en fait et obliger tout camarade désireux d'être membre du parti à mener une lutte dévouée pour le renversement du pouvoir bourgeois et pour l'établissement du pouvoir prolétarien. Cette condition remplie, et l'accord fait sur les points essentiels, les divergences d'opinions sur les autres questions telles que l'utilisation du parlementarisme et autres possibilités légales sur l'emploi de tel ou tel moyen de lutte, de telle ou telle forme d'organisation, n'ont que peu d'importance. Elles sont inévitables dans tous les pays où l'on doit organiser un parti communiste avec des éléments au passé politique différent (socialiste de gauche ayant quitté les anciens partis, «sans-partis» acceptant le point de vue de la lutte de classes logiquement poursuivie, anarchistes et syndicalistes reconnaissant la nécessité pour le prolétariat de s'emparer du pouvoir et d'établir sa dictature, etc.). Il est véritablement impossible de se séparer du fait de ces désaccords qui n'ont plus en cette époque de lutte révolutionnaire immédiate pour le pouvoir, qu'une importance secondaire. L'unique chose que le parti doit exiger de chaque organisation et de chaque membre lorsqu'on se trouve en désaccord, c'est la plus grande discipline et la plus stricte soumission de la minorité à la majorité. Si avant de prendre une décision sur une question quelconque il est indispensable de l'examiner sous tous ses aspects et d'en permettre la plus libre critique, une fois la décision prise, tous les membres du parti sans exception, doivent s'y soumettre sans restrictions. D'un côté, — la plus grande tolérance pour toutes les opinions au moment de la discussion, de l'autre, l'observation de la plus stricte discipline dans l'application des décisions prises par le parti. Telles sont les conditions primordiales sans lesquelles il est impossible de créer un fort parti de la révolution prolétarienne.

2) Une complète rupture avec les anciens partis socialistes (Parti Socialiste américain et Parti Socialiste ouvrier) est la seule condition raisonnable de pouvoir créer un parti communiste en Amérique. Cette exigence ne signifie pas cependant que les camarades et les organisations qui entraient autrefois dans les anciens partis ne puissent pas être admis dans le parti communiste; ils y peuvent entrer à condition d'adopter intégralement le point de vue de la lutte de classes logiquement poursuivie et celui de la dictature du prolétariat. Le parti communiste doit être une organisation de masses et non une coterie politique étroite et réservée. «L'isolement» des communistes des éléments non communistes doit être compris dans le sens d'une séparation bien nette des social-traitres avérés et des éléments «centristes» des anciens partis, mais, en aucun cas, il

ne pourra être question de rejeter comme le feraient des sectaires, les travailleurs qui ont autrefois appartenu aux anciens partis et qui maintenant ont définitivement rompu avec eux. Les portes du parti communiste doivent être largement ouvertes aux prolétaires, même à ceux qui n'ont qu'une faible notion de la théorie communiste, mais qui sont sincèrement dévoués à la cause de la révolution prolétarienne et qui en fait, mènent la lutte contre la domination de la bourgeoisie. Le parti communiste leur sera la meilleure école de communisme.

3) Jusqu'à présent, l'aile gauche du parti socialiste américain s'est attachée surtout à la propagande et dans ce domaine l'œuvre accomplie est très importante. Mais renfermés dans un cercle de partisans plus ou moins étroit, ils se sont dans une grande mesure tenus loin de la lutte de classes des masses prolétariennes qui, en un large flot débordait dans tout le pays. En tous cas, ils n'ont pas joué le rôle directeur dans les plus grands conflits entre le travail et le capital. Il faut se souvenir que nous sommes à la veille d'une période de combats décisifs. Le parti communiste tout en groupant dans ses rangs tous les éléments conscients et les plus actifs de la classe ouvrière, tout en développant la plus grande campagne d'agitation et de propagande communistes, doit se donner pour but de devenir le centre de direction de la lutte de classe du prolétariat dans toutes ses manifestations, en commençant par les grèves économiques partielles, les manifestations, les meetings en masse, les luttes électorales et en terminant par la grève générale et par le soulèvement armé du prolétariat. Entraîner les larges masses prolétariennes dans le courant de la lutte révolutionnaire de classes, telle est, à l'heure actuelle, la tâche principale des communistes américains.

4) Secondant par tous les moyens l'accélération du processus de la scission dans la Fédération américaine du Travail et dans les autres groupements corporatifs qui s'y attachent étroitement, le parti doit tendre à établir la liaison la plus étroite avec celles des organisations économiques de la classe ouvrière, dans lesquelles se manifestent les tendances de l'unionisme industriel (I. R. M., Grand Syndicat Unifié, I. S. R. Syndicats isolés qui se séparent de la Fédération américaine du travail). Le parti doit travailler en étroit contact avec ces organisations, tout en cherchant à les unifier et à créer des organisations économiques prolétariennes puissantes, pénétrées de la conscience de classes. En soutenant par tous les moyens les syndicats industriels dans leur lutte quotidienne contre les exigences économiques immédiates, le parti doit s'efforcer à donner toujours plus d'ampleur à cette lutte et à la transformer en une lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie et pour la destruction du régime capitaliste.

5) Le parti doit soutenir de toutes ses forces l'organisation dans les fabriques, à côté des petits groupements du parti communiste, — de comités ouvriers de fabriques et d'usines. D'une part, ces comités doivent servir de point d'appui dans la lutte économique quotidienne et d'autre part, —

d'école où se prépare l'avant-garde de la classe ouvrière pour le jour où, en période de réalisation de la dictature prolétarienne, elle aura à assumer la direction de l'industrie. Il est bien entendu que ces comités doivent travailler en étroit contact avec les organisations de l'unionisme industriel.

6) Le parti ne doit pas représenter un conglomerat de « fédérations nationales » indépendantes et autonomes. Les fédérations nationales ont joué un rôle historique important dans le mouvement social de l'Amérique (opposition systématique pendant de longues années dans les anciens partis, création de la Ligue de la propagande Sociale, organisation de « l'Aile gauche »). Mais par suite de l'exacerbation rapide et de l'élargissement de la lutte de classes, par suite de la complexité toujours croissante des problèmes posés devant le prolétariat américain, — les fédérations nationales ne seront en état de remplir leur rôle que dans le cas où elles fusionneraient le plus étroitement possible avec les organisations fraternelles des ouvriers américains. Une trop brusque destruction des formes d'organisations, créées historiquement, est naturellement peu désirable, car il pourrait en résulter une complète destruction « des fédérations nationales », centres de propagande des idées communistes en Amérique. C'est pourquoi, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste souligne, que pendant la réalisation de la tâche indiquée c'est-à-dire lorsque s'accomplira la fusion des fédérations nationales avec les autres fractions du communisme américain, on devra observer une certaine prudence et une certaine gradation. Les « fédérations nationales » peuvent garder leur autonomie en ce qui concerne la propagande en leur langue étrangère respective. Mais en ce qui concerne la lutte politique et économique, elles doivent être soumises aux organes directeurs du parti. En période de lutte aiguë, on recourra le moins pos-

sible au referendum à l'intérieur du parti; dans tous les cas on ne peut pas y recourir pour des questions qui réclament par leur nature même une prompt solution. Dans la période comprise entre deux Congrès le Comité du parti doit disposer de la plénitude du pouvoir.

7) En Amérique, les poursuites toujours croissantes intentées contre les communistes, mettent à l'ordre du jour la question de l'action clandestine. Le Congrès de l'Internationale Communiste tenu au mois de mars 1919 s'est prononcé avec suffisamment de clarté sur ce sujet. L'action clandestine est indispensable. Les « démocraties » bourgeoises du monde entier créent en fait pour les ouvriers communistes une situation d'état de siège. Voilà deux ou trois ans, l'idée seule de l'action clandestine dans un pays aussi « libre » que l'Angleterre, paraissait ridicule aux camarades anglais. Et pourtant, les travailleurs révolutionnaires anglais savent la mener maintenant. La même chose s'est produite en Allemagne, où les bourreaux « social-démocrates » Noske, Scheideman et Cie essayent de faire rentrer le puissant mouvement communiste des travailleurs allemands dans l'action clandestine. Il faut apprendre à combiner l'action légale et illégale. Il faut utiliser la plus petite possibilité légale. Mais en même temps, il faut apprendre à éditer des publications clandestinement, à réunir des petits groupements secrets, à créer partout où cela est nécessaire des comités secrets de fabriques et d'usines, il faut avoir un centre-directeur secret, etc.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste est persuadé, camarades, que vous viendrez à bout des grandes tâches qui vous incombent. La victoire du prolétariat international dépend des succès du communisme en Amérique.

Salut communiste.

*Le Comité Exécutif de
l'Internationale Communiste.*

ADRESSE AU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE NORVÉGIEN.

Le Comité Exécutif de l'Internationale communiste envoie ses félicitations au 2-e Congrès du Parti ouvrier norvégien qui s'est placé consciemment sur le terrain de l'Internationale Communiste.

Le parti norvégien est venu se joindre à l'Internationale Communiste, à titre d'organisation groupant autour d'elle les masses ouvrières qui ont surmonté par une lutte intime les illusions de la démocratie et du réformisme. La classe ouvrière norvégienne a prouvé par ce fait, qu'elle était mûre pour accomplir la grande tâche historique qui s'impose actuellement au prolétariat international et qui consiste non plus à corriger les

défauts du capitalisme, mais à l'anéantir complètement. On ne saurait dire quand sonnera l'heure de la lutte décisive pour le prolétariat de la petite Norvège et, pour ce qui est de la tâche du parti communiste, il ne s'agit pas de « faire » artificiellement une révolution; il s'agit avant tout de préparer les ouvriers avancés, afin qu'en combattant résolument, qu'en approfondissant et élargissant la lutte des classes, ceux-ci hâtent la révolution, qu'au cours de la révolution ils soient en état de tenir solidement la barre du gouvernement entre leurs mains, afin qu'ils sachent retenir le pouvoir lorsque les masses ouvrières

s'en seront emparées. Pour atteindre ce but, le devoir des communistes est de répandre les idées communistes dans les organisations qui groupent autour d'elles le prolétariat; ils doivent créer un parti communiste uni, discipliné, soudé en un seul bloc. Ce parti en dirigeant la lutte du prolétariat, doit se trouver à sa tête, il doit lui inculquer cette conviction que le communisme est l'étoile conductrice de la classe ouvrière. Si le parti communiste parvient à accomplir cette tâche, il peut être sûr que la révolution ne le surprendra pas à l'improviste, il peut être certain qu'il aura fait tout ce qu'un détachement de l'avant-garde du prolétariat pouvait faire à la veille du combat décisif.

Nous sommes profondément convaincus que nos camarades norvégiens sauront accomplir leur tâche, car ils constituent une organisation communiste à laquelle adhère toute la masse ouvrière. La grève du 17 août, dans laquelle le prolétariat norvégien a prouvé qu'il se sentait solidaire des intérêts du prolétariat russe, suffit parfaitement à démontrer que nos camarades norvégiens sont des internationalistes vraiment agissants et qui ne se contentent pas de telles protestations. Mais ils auront à démontrer ce la encore plus d'une fois. Le combat engagé entre la révolution et la contre-révolution internationales devient de jour en jour plus acharné. La contre-révolution des Alliés sentant que le sol se dérobe sous ses pas, — cherche à en finir au plus vite avec la révolution russe. Malgré l'insuccès complet de toutes les tentatives qu'elle a faites, pour amener une restauration de la Russie des propriétaires et du capitalisme, elle vient encore de susciter la Pologne contre la Russie des Soviets et peut-être prépare-t-elle à celle-ci des coups inattendus du côté de la Finlande, de la Lithuanie et de la

Roumanie. Ouvriers norvégiens, votre devoir est à présent de ne pas tolérer qu'on envoie ne serait-ce qu'une seule tonne de provisions de Norvège en Pologne, en Lettonie et en Finlande! Votre devoir est d'empêcher de passer ne serait-ce qu'un seul wagon de munitions en Finlande.

Marins norvégiens, vous rencontrez dans tous les ports du monde vos camarades anglais, expliquez-leur toute l'indignité du rôle qu'ils jouent en aidant la bourgeoisie anglaise à étouffer la révolution dans tous les pays. Marins norvégiens, qui tant de fois déjà vous êtes sacrifiés à la cause de l'Internationale communiste, soyez partout les propagateurs de ses idées; que le nom de la Russie des Soviets, le nom de l'Allemagne révolutionnaire, le nom de l'Irlande révolutionnaire, des Indes écrasées et de l'Egypte gémissant sous le joug impérialiste — soient toujours rappelés au cours de vos entretiens avec les marins anglais. Que là où paraît le marin norvégien, se fasse toujours entendre la parole de vérité, le message de la III-e Internationale.

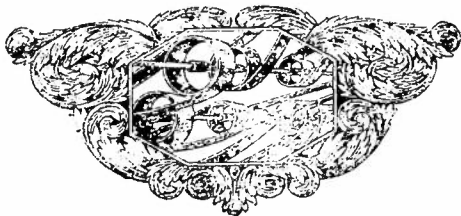
Le prolétariat norvégien ne représente qu'une partie minime du prolétariat européen, mais, agissant en toute connaissance de cause et mettant à profit son étroite solidarité et la situation géographique de son pays, il peut jouer un rôle des plus importants dans le développement de la révolution mondiale. Nous sommes persuadés que vous ferez tout pour mériter le nom de troupe d'élite de l'Internationale Communiste.

Vive le prolétariat communiste norvégien!

Vive l'Internationale Communiste! Vive la révolution mondiale!

*Le Comité Exécutif de
l'Internationale Communiste.*

Le 22 mai 1920.



L'INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

LE CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE À BERLIN

1.

1. Le 1-er congrès international des organisations de la jeunesse socialiste eut lieu à Stuttgart en 1907. C'était alors l'époque du développement « pacifique » du capitalisme. Cela ne l'empêcha pas d'élaborer un programme révolutionnaire pour le mouvement international de la jeunesse prolétarienne. La lutte contre le militarisme et la participation active de la jeunesse à la vie politique de la classe ouvrière, telles furent les bases du mouvement de la jeunesse dans sa première période de 1886 (date de la création de la première organisation de jeunes gardes à Gand) à 1907. Au moment du congrès de Stuttgart, les organisations de la jeunesse étaient encore faibles (les plus importantes d'entre elles comptaient : pour la Belgique, en 1909, près de 3.000 membres répartis entre 125 organisations, et pour la Suède, en avril 1907, environ 17.000 membres) et soumises aux influences anarchistes et syndicalistes, contre lesquelles les éléments socialistes-révolutionnaires du mouvement devaient mener une lutte à outrance. Mais ces organisations étaient nettement révolutionnaires, elles préparaient, au lieu de bureaucraties de parti et de profession, des révolutionnaires, des socialistes animés du feu de l'enthousiasme.

Les décisions du congrès de Stuttgart, hélas ! ne furent pas mises à exécution. Depuis 1907, on voit en Allemagne d'abord, dans la plupart des autres pays européens ensuite, les partis social-démocrates et les unions professionnelles qui n'avaient pris aucune part à la création des unions de la jeunesse et qui souvent même les avaient persécutées—comme ce fut le cas en Autriche et en Suisse—pris soudain d'un ardent amour pour ces « enfants inexplorés » et décidés à les faire rentrer dans le droit chemin. Schultz le premier, et après lui d'autres apôtres de l'opportunisme, effrayés de l'esprit révolutionnaire des organisations indépendantes de la jeunesse, mirent en avant le principe « pédagogique » libéral : la jeunesse ne doit pas s'occuper de politique. Puis, dans « l'intérêt de la social-démocratie », on

agita l'épouvantail de l'anarchisme de la jeunesse. Et, enfin, après avoir représenté ces jeunes prolétaires comme des enfants impuissants dont il n'y avait rien à attendre, on en arriva logiquement à proclamer et à mettre à exécution l'idée de la suppression des unions indépendantes de la jeunesse et celle de la fondation de « comités de jeunesse », composés de représentants du parti et des unions professionnelles. La social-démocratie allemande agissait en accord—combien touchant!—avec le paragraphe 17 des lois impériales, interdisant les organisations politiques de la jeunesse, et avec la police allemande qui faisait respecter cette loi par la prison, les coups de sabre et de nagaïka. Les « nouveaux comités de la jeunesse » se mirent résolument à l'œuvre pour chasser la politique de la tête des jeunes gens et ils ne tardèrent pas à faire dégénérer le mouvement de la jeunesse allemande en une union de culture et de sport avec une légère teinture de socialisme.

Seules quelques organisations de la jeunesse prolétarienne réussirent à conserver leur indépendance et leur activité politique. Dans ces conditions rien d'étonnant, si le deuxième congrès de l'Internationale de la Jeunesse, convoqué à Copenhague, en 1910, fut terne et passa en somme inaperçue. Il sanctionna les thèses de Liebknecht sur l'antimilitarisme, telles qu'elles avaient été développées à Stuttgart, et celles de Roland-Holst sur l'éducation socialiste. Mais au lieu de la lutte pour l'indépendance des organisations de la jeunesse à l'égard de la social-démocratie opportuniste, on vota, sur le rapport de Danneberg, élu à ce même congrès secrétaire de l'Internationale de la jeunesse, une misérable résolution sur « le travail en commun des unions socialistes de la jeunesse avec les partis socialistes et les syndicats ».

2. La réunion internationale suivante des unions socialistes de la jeunesse eut lieu en 1912, immédiatement après le congrès de la II-e Internationale. On y envisagea uniquement la question de l'attitude à adopter par les organisations de la jeunesse en cas de guerre mondiale. La réunion

se borna à s'associer aux décisions du congrès des socialistes adultes.

La guerre qui éclata empêcha la réalisation du plan que l'on avait formé de convoquer, en août 1914, un congrès de l'Internationale de la jeunesse qui devait coïncider avec celui de la II^e Internationale. Danneberg, le secrétaire international ne fit rien pour rétablir la liaison entre les organisations de la jeunesse des différents pays. Sur l'initiative des camarades suédois, italiens et suisses, on convoqua, en avril 1915 (à l'insu de Danneberg), la Conférence des unions de la jeunesse de Berne, où furent représentés principalement les pays neutres, et la Scandinavie et la Suisse eurent le rôle dirigeant. Les comités centraux des organisations française et autrichienne avaient refusé d'y envoyer leurs délégués. L'Allemagne ne fut représentée que par trois villes méridionales qui avaient rompu avec leur Comité central. La conférence de l'Internationale de la jeunesse de Berne eut incontestablement une portée révolutionnaire. En un moment où la social-démocratie internationale trahissait la cause de la classe ouvrière, soudain retentit par toute l'Europe la voix de la jeunesse prolétarienne pour protester contre la boucherie impérialiste et le social-patriotisme. La Conférence conviait les organisations de tous les pays à poursuivre la lutte politique active. Elle proclamait l'entière indépendance du mouvement de la jeunesse. Elle institua un « jour de la jeunesse internationale » pour la lutte contre le militarisme et la trahison socialiste et pour le communisme et la guerre de classe. Elle élut le camarade Münzenberg comme secrétaire international.

Mais, comme la conférence de Berne coïncidait avec la période de construction de l'œuvre de Zimmerwald, alors que les divergences entre la gauche et la droite zimmerwaldienne ne s'étaient pas encore nettement déclarées, ses résolutions n'escomptaient ni la révolution communiste, ni les divisions ultérieures du mouvement ouvrier.

Elle committ une autre faute très lourde dans la question de la lutte contre la guerre, en proclamant la thèse de Kautsky sur le « désarmement » universel, comme révolutionnaire et réalisable dans une société capitaliste.

Depuis lors, chaque année un Bureau de l'Internationale de la jeunesse, composé de cinq membres se réunit, qui au fur et à mesure du développement de la guerre et de l'esprit révolutionnaire des ouvriers de tous les pays, s'affirma de plus en plus communiste, ainsi que la revue trimestrielle *l'Internationale de la Jeunesse* publiée par Münzenberg.

3. En 1919, commencèrent les douleurs de l'effacement du congrès de Berlin. Convoqué en été simultanément par le secrétariat de l'Internationale de la Jeunesse de Zürich, qui se fixait à Bâle, et par le Comité Central de l'Union de la jeunesse Communiste Panrusse, qui le voulait à Moscou, il fut finalement, après entente préalable des deux organisations avec les camarades hongrois, transféré à Budapest. Mais la situation critique de la République Soviétique hongroise força les organisateurs à choisir pour les assises du congrès Vienne; la date fixée pour l'ouverture

était le 25 août. Diverses circonstances empêchèrent la réalisation de ce plan. A la date fixée, on ne vit arriver à Vienne que les représentants de la Russie, de la Pologne, de l'Autriche, de l'Italie, de l'Allemagne et de la Hongrie. A leur première assemblée, ces délégués élurent un Comité Provisoire de cinq membres qui fut chargé de préparer et de convoquer à bref délai un congrès en Allemagne. Ledit comité, composé des représentants de divers pays, réussit après des difficultés inouïes, à réunir les représentants de 14 organisations de la jeunesse de différents pays à Berlin, où eut lieu, du 20 au 26 novembre, le Congrès de l'Internationale de la Jeunesse.

De tous les congrès de la jeunesse internationale, celui de Berlin fut le plus nombreux par le chiffre des jeunes prolétaires organisés qui y furent représentés. Les chefs socialistes de marque n'y prirent point part. Les délégués étaient de jeunes ouvriers inconnus de la grande famille internationale. Mais, différent en cela du congrès de Stuttgart, il avait pour lui les organisations de la masse de la jeunesse prolétarienne, organisations qui avaient fait un rude apprentissage de lutte révolutionnaire. Pour cette seule raison déjà les résolutions du congrès de Berlin exercèrent une influence énorme sur tout le mouvement mondial de la jeunesse.

II.

1. Les résolutions adoptées par le Congrès de la Jeunesse Internationale à Berlin, ne sont pas une œuvre factice sans fondement réel. Elles avaient été discutées, durant de longues années dans tous les pays. Mais surtout elles avaient été préparées par la lutte pratique soutenue par les unions de la jeunesse dans le monde entier. Aussi, m'arrêterai-je sur les détails de la situation du mouvement de la jeunesse dans tous les pays, en me basant sur les rapports des délégués du congrès et sur d'autres matériaux recueillis soit dans la presse, soit dans des lettres et entretiens privés.

C'est l'influence de la Russie et de l'Allemagne qui prédomina au Congrès de Berlin, et cela non seulement parce que ces deux pays avaient, presque à eux seuls, préparé le congrès, mais encore parce qu'un mouvement révolutionnaire intense avait rendu les organisations de leur jeunesse particulièrement fortes. Aussi, l'état du mouvement de la jeunesse russe et allemande présente-il pour nous un très grand intérêt.

2. L'Union de la Jeunesse Communiste Panrusse existe en qualité d'union panrusse depuis un an et demi seulement. Jusqu'à son premier congrès d'octobre 1918, auquel 175 délégués représentaient 22.000 membres organisés, le mouvement manquait de liaison et avait un caractère spontané. Les organisations les plus importantes se trouvaient à Pétersbourg et à Moscou (depuis l'été 1917 déjà). A l'époque du second Congrès Panrusse de l'Union (octobre 1919) le chiffre de ses membres s'élevait à 95.000. Or, à l'heure actuelle, l'Union compte près de 250.000 membres répartis entre 3.129 organisations. Un développement aussi rapide du mouve-

ment de la jeunesse russe a son explication dans les conditions particulièrement favorables où il se trouve du fait de la dictature prolétarienne.

Quoique l'Union Communiste Panrusse de la Jeunesse s'assignât, d'une manière générale, les mêmes tâches que les organisations de l'Europe Occidentale, elle a exercé son action dans une direction autre que celle qui a été adoptée en Occident. Son attention principale jusqu'ici s'est portée sur la guerre civile. Ses meilleurs forces, elle les a envoyées sur le front en qualité d'officiers rouges, d'agitateurs, d'organisateur, de soldats-volontaires et d'infirmiers. Elle a subordonné toute son agitation par la presse et par la parole à ce mot d'ordre: «Touf pour la victoire sur la contre-révolution». A l'heure actuelle, où la Russie Soviétique commence à entreprendre l'édification pacifique de la production socialiste, la tâche fondamentale de l'Union consiste dans la préparation d'organisateur pratiques et conscients de l'économie nationale et dans la lutte contre la désorganisation économique. En même temps, les conditions de calme relatif lui permettent d'accroître son activité pour la fondation de l'école socialiste et la réorganisation du travail des mineurs. Le trait caractéristique du mouvement de la jeunesse russe, c'est l'absence d'organisations de jeunesse autres que les organisations communistes.

3. Autrement compliqué est le travail de la «Jeunesse Socialiste Libre d'Allemagne». Cette organisation fut fondée au cours de la conférence des groupes d'opposition de l'ancienne «Jeunesse Ouvrière» social-démocrate à Iéna, en janvier 1916. Elle déclara la guerre au social-patriotisme et aux flagorneries des centralistes. Elle proclama comme principe fondamental d'édification organisatrice ce mot d'ordre: «La clarté d'abord, la majorité ensuite». Karl Liebknecht fut le parrain de la nouvelle Union; aussi l'enthousiasme révolutionnaire et l'influence spirituelle de ce chef socialiste se remarquent-ils dans toutes les manifestations de la «Jeunesse Socialiste Libre». Durant la guerre, acculée par les représailles du régime du Kaiser à l'existence illégale, elle lutta sous la direction de Liebknecht contre l'impérialisme et le militarisme. Elle prépara de nombreux contingents de futurs membres du parti communiste allemand. Dans sa lutte acharnée et incessante contre les sociétés bourgeoises et religieuses de la jeunesse, ainsi que contre la «Jeunesse Ouvrière» de Scheidemann, elle étendit son influence sur les masses profondes de la jeunesse prolétarienne.

Jusqu'en octobre 1918, il existait tant à Berlin que dans certaines autres villes, des groupes séparés de la jeunesse, qui adhéraient de fait aux Indépendants. En octobre 1918, à la conférence pangermanique de Berlin, après des concessions mutuelles, la fusion des deux organisations s'accomplit: il est à noter que les Indépendants exerçaient pourtant sur la «Jeunesse Socialiste Libre» une influence qui, sans être prépondérante, n'en était pas moins considérable. D'autre part, avant que le groupe Spartacus ne fût sorti du parti des Indépendants, la «Jeunesse Socialiste Libre» était liée à lui par des liens d'organisation.

La révolution de novembre, à laquelle la jeunesse ouvrière prit une part active, ouvrit à la «Jeunesse Socialiste Libre» de larges horizons. Des milliers de camarades sûrs, d'une foi inébranlable, étaient revenus du front ou sortis de prison. Le travail légal devint possible. La vague révolutionnaire qui montait dans la classe ouvrière, versa dans l'organisation de nouvelles masses de jeunes prolétaires. Le Comité Central de l'Union commença la publication d'un organe bimensuel *La Jeune Garde*.

En janvier 1919, le Parti Communiste fut fondé. Ce fait posa devant l'organisation allemande de la Jeunesse le problème de l'attitude à tenir à l'égard des partis socialistes. A la conférence pangermanique du mois de février 1919, «la Jeunesse Socialiste Libre» reconnut le parti communiste comme l'unique parti révolutionnaire. En octobre 1919, à la conférence de Weimar, elle adopta définitivement le programme de l'Union Spartacus. Entre temps, au cours de la besogne quotidienne, elle rompa peu à peu les derniers liens qui la rattachaient au parti Indépendant, et dont le plus important était sans conteste l'appui financier. Tout en conservant son indépendance politique et organisatrice, «la Jeunesse Socialiste Libre» était devenue de fait, en vertu de toute son activité antérieure, une organisation communiste.

C'est ce qui provoqua la sortie des éléments «indépendants» peu nombreux qui subsistaient encore dans son sein. La scission s'accomplit à la conférence de Weimar où, sur plusieurs centaines de délégués on compta 30 dissidents. Les groupes dissidents fondèrent sous l'étiquette du «socialisme sans parti» et sous le nom de «la Jeunesse Proletarienne», une nouvelle Union qui se traîne de fait à la remorque des Indépendants. Étant donné l'état d'esprit révolutionnaire de la jeunesse prolétarienne d'Allemagne et l'orientation à gauche du parti Indépendant, nous pouvons prédire avec assurance la mort prochaine de la nouvelle organisation.

La réaction en Allemagne, dirigée par le social-démocrate Noske, a de nouveau réduit les organes centraux de «la Jeunesse Socialiste Libre» à l'état d'organisation illégale. Un grand nombre d'organisations de l'Union en province se voient contraintes, elles aussi, de passer à une existence semi-légale. Mais en dépit des nouvelles difficultés qui l'assailent, «la Jeunesse Socialiste Libre» devient de plus en plus forte. Elle possède un puissant appareil d'organisation englobant toutes les provinces de l'Allemagne. Son organe central, *la Jeune Garde* qui paraît illégalement depuis septembre 1919, tire à 40.000 exemplaires. La Jeunesse Socialiste Libre fonde des sections dans les fabriques et les usines, organise la jeunesse scolaire et commence à exercer une action dans les villages. Sa liaison avec le parti communiste devient de plus en plus étroite.

4. Moins favorable est la situation en *Autriche allemande*. L'ancienne «Union des jeunes ouvriers», dirigée par Danneberg, pendant toute la durée de la guerre, avait occupé la même position que le centre socialiste. Remplissant loyalement ses devoirs pour la défense de la chère patrie, elle «s'affligeait» en même temps des «calamités ter-

ribles qui s'abattaient sur le peuple». Cette tactique à double face affaiblissait la force de l'opposition. Mais celle-ci finit cependant par surgir et acquit bientôt une telle influence qu'en 1917 les social-démocrates crurent devoir l'exclure du sein de l'Union. Cette opposition, numériquement faible, travailla jusqu'en octobre 1918, de façon illégale, préparant le terrain pour le Parti Communiste et l'Union de la Jeunesse Communiste. Ce ne fut qu'après la chute de la monarchie des Habsbourg que fut organisée «l'Union Communiste de la Jeunesse prolétarienne de l'Autriche Allemande», qui se réunit en son premier congrès en août 1919. Sa faiblesse s'explique par la jeunesse du mouvement lui-même, mais surtout par le fait que, dès le début de son travail, l'Union donna ses meilleures forces au parti communiste alors en voie d'organisation. De plus, en raison des conditions générales de son activité, elle est incapable de fournir à la jeunesse ouvrière une culture et une instruction aussi perfectionnées que peut le faire l'Union social-démocrate.

Depuis le premier congrès de l'Union Communiste d'Autriche, on remarque un changement manifeste dans l'activité de cette dernière. Ses organisations prennent rapidement de l'extension en province. Le chiffre de ses membres s'accroît sensiblement (au mois de novembre elle en comptait environ un millier). La revue bi-mensuelle de l'Union *La Jeunesse Communiste*, améliorée sans cesse sa matière en même temps qu'elle augmente son tirage. Le 7 septembre (jour international de la jeunesse), le 7 novembre et le 15 janvier 1920 (jour de Liebknecht) parurent des numéros spéciaux au nombre de 4 à 5 mille exemplaires. L'Union, tout récemment, a pris part à la grève des élèves des écoles professionnelles, à la suite de laquelle son président, le cam. Richard Schiller a été mis en état d'arrestation. L'avantage de la jeunesse autrichienne sur l'union allemande consiste en ce que son action est reconnue comme légale, ce qui, d'ailleurs, n'empêche pas les manifestants de tirer sur eux. Il est à regretter que l'Union de la Jeunesse autrichienne, à la différence de l'union allemande, soit fortement contaminée par «l'émeutisme», ce qui a créé des discordes entre elle et le parti communiste affranchi lui, de cette «maladie infantile». Il faut espérer que le redressement de la tactique des organisations communistes de l'Europe centrale entrainera également dans son mouvement l'Union de la Jeunesse autrichienne. L'esprit révolutionnaire du prolétariat autrichien, sans cesse fouetté par l'accroissement catastrophique de la désorganisation, la scission qui se dessine au sein de l'Union social-démocrate, l'amélioration du travail de l'Union Communiste de la Jeunesse, l'appui de l'Internationale de la Jeunesse, tous ces faits sont autant de garanties de l'épanouissement rapide de notre mouvement en Autriche dans un avenir prochain.

À côté de l'Allemagne et de la Russie, il faut, pour l'importance du développement du mouvement communiste de la jeunesse, citer en première ligne l'Italie et la Suède.

5. L'organisation italienne de la jeunesse socialiste a adopté sans scission aucune dans ses rangs la position communiste. Cette absence de luttes

intestines sérieuses et de conflits avec les adultes (causés dans les autres pays surtout par les divergences politiques entre l'union révolutionnaire et le parti opportuniste) a permis à l'organisation italienne de se maintenir intacte pendant la guerre mondiale et de développer une grande activité plus tard, quand a commencé l'époque de la révolution mondiale. Ce qui y a notablement contribué, c'est sûrement l'esprit révolutionnaire du prolétariat italien, autant que la situation misérable des masses paysannes et des intellectuels. Durant la guerre, l'Union de la Jeunesse Italienne, aussi bien que le parti, est restée ferme sur le terrain international. C'est ce qui lui a valu à maintes reprises des représailles cruelles de la part du gouvernement italien. L'exil du cam. Schweide, le martyr de Marinozzi et des centaines d'autres exemples de la haute «culture» du gouvernement italien, sont autant de preuves éclatantes de l'héroïsme de nos camarades italiens.

La révolution russe provoqua un vif enthousiasme parmi la jeunesse italienne. Celle-ci organisa une obstruction systématique lors de l'arrivée en Italie des délégués de Kérénsky, qu'on accueillait dans les réunions au cri de «Vive Lénine!». L'idée du pouvoir soviétiste et de la III^e Internationale devint la base de l'agitation de l'Union de la Jeunesse Italienne. Après la guerre, l'organisation prit une extension rapide. Vers novembre 1919, elle comptait environ 30.000 membres, tandis que sa revue hebdomadaire *l'Avant Garde* tirait à 25.000 exemplaires. Suivant les dernières informations, le nombre des membres de l'Union italienne s'élève aujourd'hui à 40.000. L'organisation a pénétré rapidement les coins les plus reculés de l'Italie.

L'union italienne déploie une action intense dans l'armée, où elle organise des Soviets de soldats clandestins. Au sein même de l'Union se poursuit la préparation de la garde rouge.

L'union italienne a toujours pris une part active à l'établissement des rapports internationaux entre les jeunes de tous les pays (ex.: participation à la convocation de la Conférence de Bern en 1915, invitation à la jeunesse grecque et espagnole à adhérer à l'Internationale de la Jeunesse, etc.).

Actuellement l'Union italienne s'occupe de l'assimilation de la masse des nouveaux membres qui sont venus renforcer ses rangs durant la dernière année.

6. Aussi bien que dans la chaude Italie le mouvement de la jeunesse se développe dans la froide Suède. Ici l'Union de la Jeunesse social-démocrate a entièrement adopté le programme de l'Internationale Communiste (date officielle—juin 1919). Durant la guerre elle fut l'unique organisation socialiste, révolutionnaire de la Suède qui lutta contre l'opportunisme de la social-démocratie de Branfing. Malgré certaines erreurs (le «désarmement» et ainsi de suite), l'Union suédoise a jusqu'ici, conservé scrupuleusement sa glorieuse tradition de lutte antimilitariste qui a déjà empêché une fois la guerre entre la Suède et la Norvège (en 1914—1918) et constitue le principal obstacle aux tendances des activistes suédois. Dans la première période de son développement,

l'Union soutint une lutte acharnée contre les «jeunes socialistes» (anarchistes-sindicalistes) qui s'étaient séparés d'elle et qui représentent, à l'heure actuelle, une quantité infime. Après, comme pendant la guerre, le travail principal de l'Union a consisté dans la lutte contre les social-patriotes. De cette lutte est né le jeune parti socialiste suédois de gauche. Les chefs, et en première ligne, notre excellent camarade Höglung qui est à l'heure actuelle le principal appui de l'Union de la jeunesse, se sont formés dans son sein. On ne remarque chez lui aucune trace d'influence du centre humaniste (Lindhagen et d'autres), quoique cette influence, sans être très grande, subsiste malheureusement encore dans le parti.

Le chiffre des membres de l'Union suédoise a augmenté de 18.717 qu'il était en 1917, à 30.000 en 1920. Son magnifique organe le *Storm-Klocken* paraît une fois par semaine à 25.000 exemplaires. En possession avec le parti socialiste de gauche d'une imprimerie appelée «En avant», l'Union développe une puissante activité, publiant des centaines de milliers de livres, brochures, appels, feuilles, affiches. Elle consacre dans ses publications une place importante à l'étude de la vie en Russie Soviétiste. Son agitation verbale est organisée d'une manière exemplaire. Autos rouges, canots rouges, voyages d'agitation périodiques des principaux chefs du mouvement communiste—tout cela peut servir de modèle aux organisations de la jeunesse de tous les pays. L'Union suédoise accorde une attention spéciale à la propagande dans l'armée; elle a depuis longtemps déjà une tactique antimilitariste.

L'Union Suédoise a pris une part des plus importantes à l'organisation de l'Internationale Communiste de la jeunesse. Elle jouit d'une influence énorme (et tout à fait bienfaisante) dans le mouvement de la jeunesse au Danemark et en Norvège, ainsi que dans la Fédération scandinave des Unions de la Jeunesse.

7. En *Norvège*, la jeunesse organisée mène depuis 1907 la lutte contre les éléments opportunistes du parti ouvrier. Cette lutte, devenue particulièrement aiguë après la révolution d'octobre, aboutit au printemps 1918 à l'adhésion du parti socialiste norvégien tout entier à l'Internationale Communiste. L'Union norvégienne exerce une action dans ce sens sur les unions des clubs organisés dans les diverses industries. La lutte antimilitariste, basée sur l'agitation au sein de l'armée bourgeoise, est entretenue avec une énergie toute spéciale—l'Union organise des conférences de soldats révolutionnaires, dont la dernière a eu lieu au commencement du mois de février 1920. L'Union compte 12.000 membres répartis entre 70 sections et 20 rayons du pays. L'organe hebdomadaire de l'Union «La lutte de classe» paraît sur huit pages à 8.000 exemplaires, l'Union accomplit avec succès un travail d'agitation principalement en faveur de la Russie des Soviets et de l'Internationale Communiste de la jeunesse.

8. Plus faible est le mouvement de la jeunesse au *Danemark*. Là l'Union social-démocratique de la jeunesse n'a évolué vers le communisme que lentement, en raison même de la situation géné-

rale du Danemark. Ce n'est qu'en octobre 1919, qu'un important groupe de gauche se sépara de la vieille social-démocratie pour fonder, concurrentement avec les partis socialistes-révolutionnaires antérieurement organisés, un nouveau parti socialiste de gauche adhérent à l'Internationale Communiste. A la même époque, l'Union social-démocratique de la jeunesse elle aussi, quitta le vieux parti. Les querelles intestines entre la minorité social-patriote et la majorité révolutionnaire entravaient le travail organisateur de l'Union. En février 1920, les social-patriotes se sont séparés de l'Union. Cette circonstance ne fera sûrement qu'intensifier le travail de cette dernière pour l'organisation des grandes masses de la jeunesse, bien qu'elle soit obligée de céder ses meilleures forces (les cam. Khristiansen, Khelberg, Erwig et d'autres encore) au nouveau parti. L'Union social-démocratique du Danemark compte actuellement environ 10.000 membres et publie un organe bimensuel intitulé «*En Avant*».

9. Le mouvement révolutionnaire de la jeunesse en *France* se trouve dans une phase de développement encore éloignée de son terme final. L'organisation de la jeunesse socialiste a été terriblement affaiblie par la guerre. Son comité national a soutenu le point de vue de la «défense nationale». Cependant l'opposition au sein de l'Union grandissait rapidement, surtout dans le département de la Seine. Sous l'influence des événements révolutionnaires qui se déroulaient en Europe, l'organisation elle aussi s'orientait à gauche. Dans le comité national prédomine encore aujourd'hui «la gauche» longuetliste. Les organisations de la jeunesse dans le département de la Seine, à Marseille et ailleurs se sont d'ores et déjà prononcées en faveur de la III-e Internationale. La lutte entre la majorité longuetliste peu considérable et la minorité communiste imposante se poursuit, sur une question d'organisation, savoir «pour ou contre l'autonomie», c'est-à-dire pour ou contre l'affranchissement de la jeunesse prolétarienne de la tutelle du centre et l'organisation indépendante sous le drapeau communiste. On peut affirmer sans crainte de se tromper que la minorité actuelle sera dans un avenir prochain la majorité.

De son côté, l'organisation syndicaliste de la jeunesse, peu remarquée, elle aussi, pendant la guerre a décidé, à son congrès de septembre (1919), son adhésion à la III-e Internationale. Mais il y a en elle encore beaucoup de confusion syndicaliste, ainsi, pour ne citer qu'un exemple, le néo-malthusianisme «en tant que moyen révolutionnaire».

Il se dessine actuellement un mouvement d'unification des deux organisations sous le drapeau communiste. Telle est également la politique en France du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste de la jeunesse. On voit déjà d'après *l'Humanité* les deux organisations tenir des réunions en commun.

La France n'a pas été représentée au congrès de Berlin uniquement pour des raisons techniques. L'organisation socialiste de la jeunesse a adressé au congrès un rapport circonstancié d'où il appert que les camarades français considèrent pour eux

comme obligatoires les décisions des congrès internationaux.

10. C'est pour des raisons techniques également que le délégué de la «Ligue des Jeunes Socialistes» d'Amérique, qui se trouvait déjà à Stockholm n'a pu se rendre au congrès. Cette organisation peu importante est demeurée durant la guerre fidèle à l'Internationale. Son président, le cam. William Croose fut condamné par le tribunal de Chicago à plusieurs années de travaux forcés. Après avoir purgé sa peine, il adhéra au groupe du centre de l'ancien Parti Socialiste. C'est pourquoi, un conflit surgit entre lui et l'organisation qui devenait de plus en plus révolutionnaire. La Ligue des Jeunes Socialistes élit comme président Oliver Carlson qui défendait la tactique révolutionnaire. Le parti posait la candidature de Croose qui dirigeait l'organe de la jeunesse.

La principale question litigieuse qui divisait les esprits au sein de la Ligue, était l'attitude à tenir à l'égard des partis communiste et socialiste. Le congrès d'octobre 1919 qui devait résoudre cette grave question, fut dispersé par la police américaine. Nous sommes certains de voir l'organisation de la jeunesse américaine adhérer dans un avenir prochain au Parti Communiste et à l'Internationale Communiste de la Jeunesse. La fin des querelles intestines au sein de la Ligue et le développement de l'esprit révolutionnaire du prolétariat promettent une extension rapide des rangs de l'Union de la Jeunesse américaine qui ne compte actuellement que 6.000 membres.

11. En Angleterre l'organisation de la Jeunesse n'a été fondée qu'à la fin de 1919. Il n'y avait auparavant que des écoles socialistes du dimanche pour les enfants d'un âge avancé. On fonda ensuite à Glasgow une organisation de la Jeunesse qui se proposait comme but le développement marxiste de ses membres. Son travail était de fait une continuation de celui des écoles du dimanche. La nouvelle union, qui s'étend sur toute l'Angleterre, rappelle les unions de la jeunesse du continent. Son président, le camarade Hoge, est le chef des ouvriers mineurs qui prend une part si active à la campagne en faveur de la nationalisation des mines. Il est à regretter qu'on n'ait pu jusqu'ici préciser la physionomie politique de la nouvelle organisation.

12. En Hongrie, l'Union de la Jeunesse fut détruite de fond en comble par la contre-révolution. Une masse des membres de l'Union furent fusillés ou emprisonnés, seule une infime partie réussit à émigrer en Autriche d'où l'on s'efforce actuellement (dans des conditions exceptionnellement difficiles) de restaurer l'activité de la jeunesse hongroise, sous forme d'organisation de petits groupes clandestins de jeunes communistes. Avant la chute de la République Soviétiste, l'Union comptait à peu près 20.000 membres et prenait une part très active à la défense de la République et à l'œuvre d'éducation soviétiste; elle consacrait une attention spéciale à la réorganisation du travail de la jeunesse et à son éducation scolaire.

13. Une petite organisation de jeunesse socialiste suisse (environ 3.000 membres) soutint pen-

dant la guerre le combat socialiste révolutionnaire contre l'opportunisme et le centre, sur la question de la «défense nationale». Après la destruction de la section de Zurich et du Comité Central de l'Union en novembre 1917, destruction accompagnée de l'interdiction du journal *la Jeunesse Libre*, et de l'expulsion du secrétaire de l'union, le cam. Münzenberg, l'activité de l'organisation de la jeunesse en Suisse se ralentit considérablement. Ce qui y contribua plus que tout, ce fut — les divergences d'opinion au sein de l'Union, auxquelles donnèrent lieu la fondation du «Parti Communiste» ultra-révolutionnaire et la tactique hésitante du groupe social-démocratique de gauche. Ces querelles détournèrent l'Union de sa tâche immédiate qui est l'organisation et l'éducation communiste des grandes masses de la jeunesse prolétarienne. Actuellement on voit la situation au sein de l'Union suisse s'améliorer. Elle fait paraître à Bâle le journal *La Jeunesse Nouvelle*. L'union concentre actuellement son attention principalement sur le travail d'organisation. La lutte entre l'union, qui est essentiellement communiste et le parti social-démocrate vient de nouveau de s'aggraver. Le Comité Central du Parti avait posé à l'Union, comme condition expresse de son appui, le renoncement de celle-ci à l'activité politique et son entière subordination au parti, ce qui, naturellement, fut catégoriquement refusé par la Jeunesse.

14. Les «Jeunes Gardes» en Belgique, ayant derrière eux une longue tradition de lutte antimilitariste révolutionnaire et qui assuraient pendant l'occupation allemande un travail international clandestin, ont opté pour le point de vue communiste. Leur revue bruxelloise *Le Socialisme* défend la plateforme de l'Internationale Communiste. Les «Jeunes Gardes» ayant boycotté les dernières élections au Parlement, le parti socialiste belge se dispose à les exclure de ses rangs.

15. En Hollande il existe depuis longtemps, à côté du comité central de la jeunesse nommé par le parti opportuniste (et organisé d'après la jeunesse ouvrière allemande), une organisation révolutionnaire le *Zaer* (le Semeur) qui travaille avec le Parti Communiste hollandais et fait paraître la revue *Le Jeune Socialiste*. Pendant la guerre il s'est formé une organisation révolutionnaire syndicaliste de la jeunesse intellectuelle qui, selon toute probabilité, se fondera dans un avenir prochain, avec le «Semeur». Nous croyons de notre devoir de signaler ici la mort du camarade Van-Amstel, un des militants connus de la jeunesse révolutionnaire hollandaise. C'est pour cette raison que la Hollande n'a pas été représentée au congrès de Berlin.

16. L'organisation de la Jeunesse en Espagne (5.000 membres) a adhéré en corps, à la fin de 1919, au programme de l'Internationale Communiste. L'organisation de Madrid, comptant environ 1.500 membres, avait, antérieurement déjà, mené une propagande dans le même sens.

17. En Portugal on ne connaît jusqu'ici qu'une organisation syndicaliste de la jeunesse sur laquelle les renseignements font pour le moment défaut.

18. Parmi les organisations des Balkans, c'est l'Union socialiste de la Roumanie qui est la plus importante (6.000 membres). Elle fait paraître le journal bimensuel *Le Jeune Socialiste* (à 4.000 exemplaires) et travaille jusqu'ici avec le parti socialiste de Roumanie qu'elle entraîne à gauche. La question de l'attitude à adopter à l'égard de l'Internationale Communiste n'a pas encore été résolue par la jeunesse roumaine, bien que l'opinion de l'aile gauche ait la prépondérance. L'Union de la jeunesse communiste de Bulgarie, à en juger par son journal *La Jeune Vérité*, développe une très grande activité. En Serbie, le mouvement de la jeunesse socialiste a été détruit par la guerre. A l'heure actuelle il y existe une Union Communiste nouvellement organisée et qui compte déjà 2.000 membres. Les renseignements manquent presque totalement sur les groupes de la jeunesse grecque organisés à Athènes et à Salonique et qui ont entretenu une agitation internationaliste pendant la guerre.

19. L'organisation tchèque a décidé depuis un certain temps d'adhérer à l'Internationale Communiste et elle soutient l'aile gauche du parti dans sa lutte contre les opportunistes et le centre. Elle publie le journal *Le Jeune Socialiste*.

20. L'organisation de la Jeunesse communiste en Pologne quoique poursuivie par la police, possède ses clubs à Varsovie, Lodz, Dombrowo et dans d'autres villes industrielles du pays.

III.

1. L'ordre du jour du congrès de Berlin a été publié dans le numéro précédent de *l'Internationale Communiste*.

Après les salutations d'usage et la lecture des rapports des différents pays, le congrès prit connaissance du rapport du représentant de la III^e Internationale sur la situation politique.

Les thèses fondamentales de ce rapport, qui étaient une vulgarisation des décisions du premier congrès de l'Internationale Communiste, ne donnèrent pas lieu à des débats sérieux. La discussion porta principalement sur des questions de tactique. Mais l'opinion du congrès se déclara parfaitement unanime sur les problèmes fondamentaux (la dictature du prolétariat, le pouvoir des Soviets, la terre rouge, la lutte contre le centre, etc.). La sanction de toutes les décisions du premier congrès de l'Internationale Communiste par l'Internationale de la Jeunesse, fut adoptée à l'unanimité. Il fut résolu de considérer comme résolution à la suite du rapport sur la situation politique, l'article 1 du programme de l'Internationale Communiste de la Jeunesse.

La discussion du programme en question, dont le projet avait été élaboré par le Comité Central de l'Union Communiste de la Jeunesse Danoise, forma le point central de l'ordre du jour du congrès et provoqua des débats fort animés.

Dans la question du parlementarisme, le congrès fut unanime à se prononcer en faveur de la nécessité d'en tirer parti pour les buts révolutionnaires, la participation aux élections devant être chaque fois décidée par les organisations

nationales, suivant les conditions du moment et de l'endroit. Ainsi, bien que l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme soit désirable, l'organisation de la jeunesse suisse avait pourtant parfaitement raison lorsqu'elle refusait de soutenir une liste de social-démocrates qui allait de Greilich à Platten; de même, la «jeune garde belge» n'avait point tort de boycotter les élections en l'absence complète de candidats communistes.

La lutte politique et la formation révolutionnaire pratique de centaines de milliers de jeunes militants prolétaires: voilà la tâche première des unions de la jeunesse à l'heure actuelle. Le débat qui divisait depuis longtemps les social-patriotes et les organisations de la jeunesse adhérant aux idées de Kautsky (ou à celles des vieillards à longue barbe mais à «l'âme jeunes») d'une part, et les unions communistes, d'autre part, ce débat est clos. «La jeunesse ne doit pas s'occuper de politique! C'est l'affaire des adultes. Les Unions de la jeunesse assumeront exclusivement des tâches théoriques et des tâches d'éducation. Elles n'ont pas à se mêler de querelles de politique et de parti»: telle est l'idéologie des social-patriotes et des centralistes qui prennent la jeunesse sous leur tutelle. «La jeunesse est la partie la plus révolutionnaire du prolétariat, elle est son avant-garde dans la lutte pour le communisme. La lutte elle-même constitue la meilleure, la plus parfaite méthode d'éducation communiste»: tel est le mot d'ordre des jeunes communistes.

2. Outre la question de la lutte politique des unions de la jeunesse, il y a celle de leur travail de culture et d'instruction.

Quelques camarades se prononcèrent résolument contre l'extension de ce travail aux sciences «non sociales» et à l'art. Selon eux, pareil travail est un luxe dans les conditions actuelles.

Les camarades autrichiens et roumains affirment que ce serait là une perte inadmissible de temps, d'énergie et d'argent; qu'on devait se consacrer exclusivement à l'accomplissement d'une seule tâche: le renversement du capitalisme.

Le congrès, lui, fut d'un avis différent; immédiatement après la chute du régime capitaliste, commence l'ère de la dictature prolétarienne et de l'édification du régime socialiste, où l'on ne saurait se passer des travailleurs instruits. La classe ouvrière, pour faire triompher le communisme d'une manière complète, doit conquérir toutes les connaissances pour les développer progressivement dans le sens de la doctrine marxiste. De plus, la jeunesse aspire manifestement au savoir. Si nous le lui refusons, elle ira le chercher dans les organisations bourgeoises ou social-patriotiques. Il serait, certes, puéril de parler de travail de culture et d'instruction lorsque la lutte sur les barricades se poursuit dans les rues. Mais entre ces moments de combat il y a des périodes qu'il est bon de mettre à profit pour augmenter, développer la conscience des jeunes militants.

3. La même dispute sur «le luxe» revint sur le tapis lors de la discussion de la question du rôle de l'éducation physique dans les unions de la jeunesse. Dans ce débat on signala le danger de la dégénérescence de nos organisations en so-

ciétés de sport. Mais dans cette question, le congrès se rangea du côté de ceux qui considéraient l'éducation physique comme nécessaire dans les unions de la jeunesse. Les raisons en sont tout d'abord que nous aspirons, à former un homme harmonieux et fort non seulement par son esprit, mais aussi par son corps. En second lieu, dans les conditions extrêmement difficiles du travail dans les États bourgeois (prisons, tortures, existence illégale), l'état physique des membres de nos organisations acquiert une grande importance pratique pour tout le mouvement. Enfin, la jeunesse adore le sport, de sorte que, par une utilisation habile de cette passion, la bourgeoisie amène la jeunesse prolétarienne à l'idéologie nationaliste-chauviniste. Or, le sport peut nous servir de moyen pour attirer à nous et par suite au travail politique sérieux la grande masse de la jeunesse.

Presque sans débats on adopta la question de la lutte économique des unions de la jeunesse, c'est-à-dire de leur travail pour la défense du travail des mineurs contre l'exploitation capitaliste et la réorganisation de ce travail suivant les principes socialistes après la chute du régime capitaliste.

4. La solution d'une des questions capitales du mouvement de la jeunesse: celle du «militarisme et de la lutte contre lui», nous démontre le progrès qu'a fait le mouvement durant ces dernières années. La conférence de Berne avait adopté en 1915, le principe du «désarmement universel», si cher à Kautsky, Wilson et, hélas... à nos camarades des organisations de la jeunesse scandinave. Le congrès de Berlin mit fin à ce principe du pacifisme libéral. L'expérience de la paix de Versailles et des révolutions russe, hongroise et allemande est là pour nous prouver que la bourgeoisie a encore besoin d'armes pour les guerres impérialistes à venir et pour l'écrasement du prolétariat révolté et qu'il est par conséquent utopique de s'attendre à la disparition des armements sans la disparition de l'État bourgeois. Aussi, la tâche du prolétariat, est-elle la préparation d'un soulèvement armé, en d'autres termes, l'organisation des gardes rouges et des armées rouges. Le soi-disant antimilitarisme de principe ne trouva pas un seul défenseur au congrès de Berlin. L'attitude de la jeunesse communiste à l'égard des social-patriotes, du centre et des organisations de la jeunesse qui y adhèrent, est claire: c'est la lutte sans merci, c'est la révélation de leur trahison, de leur hypocrisie quand ils prononcent leurs belles phrases sur le désintéressement de la jeunesse des questions politiques, sur son rôle dans l'édification de la culture universelle, phrases par lesquelles ils couvrent leur lâche trahison envers la révolution prolétarienne.

5. Autrement sérieuse est la question de l'attitude de l'Union de la Jeunesse Communiste à l'égard de l'Internationale Communiste. Ce qui ne fait pas le moindre doute, c'est la nécessité du travail commun et du lien le plus étroit entre ces deux organisations. Reste encore à décider la question de leurs rapports d'organisation et d'une certaine «division du travail» qui s'impose pour-

tant. A cet égard le congrès mit en avant deux principes directeurs: 1) les organisations de la jeunesse ne sont pas des partis politiques, elles adoptent le programme des partis communistes de leurs pays; 2) les organisations de la jeunesse doivent être indépendantes. Cette indépendance n'exclut pas un lien d'organisation avec le parti. Bien au contraire. Ce lien est nécessaire, chose qu'envisage le programme de l'Internationale de la Jeunesse Communiste.

Le point le plus litigieux du programme, ce fut la question des rapports d'organisation réciproques de l'Internationale de la Jeunesse et de l'Internationale Communiste des adultes. Selon la minorité du congrès, l'Internationale de la Jeunesse est vis-à-vis de celle-ci «une organisation fraternelle avec droits égaux». Cet avis s'appuyait sur la tradition révolutionnaire de l'indépendance du mouvement de la jeunesse, ainsi que sur le fait qu'une fédération de la jeunesse prolétarienne, fédération complètement indépendante de l'organisation des adultes, aurait une autorité beaucoup plus grande et serait beaucoup plus apte à l'action. La majorité du congrès, en reconnaissant que l'Internationale Communiste de la Jeunesse était une «partie de l'Internationale Communiste» se basait sur le principe fondamental du mouvement communiste contemporain: le centralisme. C'est là une des différences essentielles entre la Troisième Internationale et la Seconde. Ce principe serait réduit à rien, si la jeunesse, les femmes, chaque union professionnelle, etc. ayant leurs fédérations internationales, créaient ces dernières sans rapport de dépendance aucun vis-à-vis de l'Internationale Communiste. Il est clair que l'entrée de l'Internationale de la Jeunesse dans l'Internationale Communiste, qui signifie la reconnaissance de la direction politique suprême des congrès et de l'organe exécutif de celle-ci, ne saurait priver l'Internationale de la Jeunesse de son indépendance dans son travail d'organisation, d'agitation et de propagande, ni de ses moyens de libre discussion des importantes questions de principe et de tactique de la révolution mondiale.

6. Dans bien des pays, il existait jusqu'ici des groupes socialistes et communistes d'étudiants et parfois même d'élèves des écoles moyennes. Quelques-uns d'entre eux, comme le groupe des étudiants révolutionnaires de Paris, ont déployé une grande énergie dans leur lutte contre la guerre impérialiste et leur fervent appui de la Russie Soviétiste. Le congrès crut devoir faire connaître son sentiment à leur égard, d'autant plus qu'au mois de décembre, un congrès international des organisations d'étudiants était convoqué à Genève. Dans sa décision qui niait la nécessité d'organisations séparées de la jeunesse scolaire, le congrès de Berlin se basait sur les thèses suivantes: 1) La nécessité de combler le précipice qui sépare les travailleurs intellectuels et les travailleurs manuels. 2) L'avantage qu'il y aurait à utiliser les intellectuels communistes pour le travail parmi la jeunesse prolétarienne. 3) La nécessité de supprimer le monopole nuisible que se sont arrogé les jeunes intellectuels pour la discussion de la question scolaire et d'attirer à cette œuvre la masse de la jeunesse ouvrière.

Quant à la question de la formation *au sein des organisations de la jeunesse générales* de groupes d'intellectuels spéciaux, le congrès en réserva la solution aux unions nationales qui la décideront suivant les conditions du travail dans les divers pays.

Nous pouvons signaler avec un sentiment de satisfaction que le congrès international des organisations communistes des étudiants (Genève, décembre 1919) s'est rangé à l'avis de notre congrès.

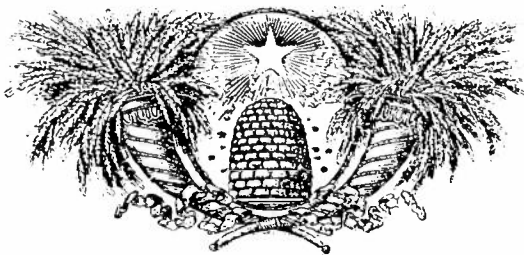
7. Le règlement de l'Internationale de la Jeunesse ne donna point lieu à de longs débats. Son principe directeur, c'est le centralisme du mouvement universel de la jeunesse, les pouvoirs étendus et les immenses obligations de l'organe exécutif. Fort importante est la décision qui porte que « dans chaque pays, il n'y a qu'une organisation qui puisse être membre de l'Internationale de la Jeunesse Communiste. Ainsi se pose devant les membres de l'organisation de la jeunesse indépendante d'Allemagne, qui n'ont pas été conviés au congrès, le dilemme suivant: fusion avec les unions communistes sur la base du programme révolutionnaire de *celles-ci*, ou exclusion de toutes relations internationales, vu qu'il n'y a pour le moment qu'une seule Internationale de la Jeunesse. En même temps le règlement, en exigeant de toutes les organisations

faisant partie de l'Internationale de la Jeunesse la reconnaissance du programme de Berlin, assure à celle-ci l'homogénéité, sans laquelle toute lutte active devient impossible.

Le congrès adopta sans débats son manifeste à la jeunesse ouvrière de tous les pays (il a été publié dans le N° 9 de *l'Internationale Communiste*) qui est une conséquence du programme adopté.

8. Après examen d'un certain nombre d'autres questions intéressantes, mais d'importance moindre, énumérées dans le rapport succinct qui a paru dans le N° 9 de *l'Internationale Communiste*, le congrès élut un Comité Exécutif de cinq camarades jouissant d'une autorité incontestable et doués d'une grande capacité de travail. Ce Comité qui fonctionne depuis cinq mois déjà dans les conditions extrêmement difficiles d'une existence illégale, est tout à fait digne de la tâche si importante qui lui a été confiée par le congrès.

L'Internationale de la Jeunesse Communiste est une des organisations les plus considérables, les plus anciennes et les plus sûres de la III^e Internationale. Elle est l'avant-garde dans les combats révolutionnaires du présent, une des bases de l'édification socialiste et une des garanties du succès de celle-ci dans un avenir prochain.



HÉROS ET MARTYRS DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

EUGÈNE LEVINÉ

(Exécuté à Munich le 6 juin 1919).

Était-il Russe ou Allemand et quel était le lieu de sa naissance? Personne ne l'a jamais su, et sa personnalité n'était pas de celles qui provoquent de pareilles questions. Si on les lui avait posées, il aurait certainement souri et les aurait immédiatement oubliées. C'était un révolutionnaire, non un homme de programme, mais un homme vivant dont toute la vie était une sorte de mythe personnifiant la plus haute idée que l'on puisse se faire de l'humanité. Bolchévik, membre du parti communiste allemand — du groupe de Spartacus, c'était un de ces révolutionnaires pour lesquels les cadres du parti ne sont pas un lien qui unit seulement une étroite organisation. Il tenait ce lien, pour ce qu'il est en réalité: un amour fraternel et susceptible de s'élargir indéfiniment, un lien essentiellement capable de relier un jour et d'unir dans un vaste amour toute l'humanité, capable aussi de réveiller à l'intérieur de cette association embrassant le monde entier, le cœur vivant, aimant de l'humanité libérée.

Je fis la connaissance d'Eugène Leviné à la conférence d'Empire. Il avait la physionomie inspirée et seraine d'un homme d'Orient, d'un Israélite, d'un de ces vrais chrétiens qui n'ont d'autre religion que celle de l'amour et de la douceur. Il n'était pas causeur, il avait le diplôme de docteur-ès-sciences économiques; autant que je le sache, il avait obtenu son grade scientifique en Allemagne. Il s'occupait avec un intérêt tout spécial de la question de l'économie collective dans le domaine de l'industrie agricole. Il lut un rapport sur ce thème à la conférence, et il s'efforça de faire de cette question, le centre de l'attention générale, persuadé qu'il était de l'extrême importance du problème qu'il étudiait. Je passai avec lui la veille du jour de l'an et la soirée suivante, après le travail fatigant de la conférence. Nous parlâmes du communisme et de ses lois psychologiques, du communisme comme phénomène historique, force naturelle et élément cosmique fondamental dans les assises éternelles de l'univers et dans son développement. Leviné était un homme libre, entièrement affranchi des préjugés bourgeois et sans haine aucune. «Elle se rendra elle-même à la raison», me répondit-il, un jour, où je voulais savoir son opinion sur la bourgeoisie. Je le revis de nouveau à Berlin au mois de février. Nous causâmes des matinées et des soirées entières durant, échangeant des récits de choses

vécues. Il me raconta les tristes jours de janvier à Berlin, — moi, les événements qui avaient eu lieu à Brême. Tous deux, nous consûmes avec horreur la tournure antinaturelle qu'avaient prise les événements que nous avions vécus, tournure provoquée par la politique draconienne du parti gouvernant. Nous nous quittâmes, sans nous concerter sur l'avenir. Nous nous sommes rencontrés de nouveau à Munich au mois de mars. On nous l'avait envoyé avec la mission de se charger de la rédaction du *Drapeau Rouge*. Sur la multitude des physionomies diverses, mais toutes bien portantes des Bavaois, membres du Congrès bavaois des Soviets, son visage pâle, surmené et devenu très nerveux, se détachait. Comme moi, il n'était qu'un spectateur à ce premier congrès des Soviets à Munich. Comme moi, il souffrait du désarroi irremédiable qui régnait à ce congrès, du spectacle repoussant des misérables jalouses et intrigues de parti qui donnèrent sujet aux socialistes de la majorité de dénaturer complètement l'idée des Soviets, et fournit à l'aile droite des indépendants l'occasion de conclure une entente avec la diète bavaoise qui traînait encore son existence dans l'ombre de sa propre peur.

Nous nous voyions chaque jour. Il s'efforçait de me faire travailler. Mais j'étais incapable de faire quoi que ce fût, tellement j'étais bouleversé par ce congrès de soviets caricaturaux. Il en ressentait certainement les mêmes impressions, mais il travaillait à en devenir fou. Le matin, il venait me prendre à l'hôtel. Un jour, il me pria à part, me dit tout ce qu'il avait sur le cœur et me demanda d'une voix saccadée: «Dites donc, ne trouvez-vous pas que la révolution revêt quelque peu à Munich un caractère d'opérette?» Malgré tout, il suivait chacun de ses pas avec l'ardent enthousiasme de l'homme entraîné par le côté moral du mouvement, il marchait sur ses traces, là, où les symptômes clairement exprimés de la révolution prolétarienne imminente lui indiquaient la route. Il allait aux ouvriers, et le prolétariat l'accueillait comme le champion paisible autant qu'inspiré de la cause prolétarienne. J'assistai encore à un de ses rapports à l'assemblée des délégués du groupe local de Munich du Parti Communiste allemand. Avec une insistance contenue et naïve il exhorta l'assemblée à se mettre à l'œuvre de l'organisation révolutionnaire, et à



Eugen Leviné-Nissen

s'efforcer d'organiser tout d'abord la révolution à Munich. Je me rappelle presque textuellement le commencement de son rapport: «J'ai l'impression,— ainsi commença-t-il, que l'on attache ici, à Munich, trop d'importance à la grande politique, que l'on s'occupe trop du grand avenir et que, par suite, l'on néglige les exigences de l'heure présente et ce qui doit, avec le temps, devenir la base de cet avenir. Nous adoptons naturellement, le régime des soviets; c'est l'unique forme d'organisation économique et politique qui existe pour nous, mais préalablement, nous devons créer un état de choses qui rende possible la réalisation de ce seul régime. Cet état de choses n'existe pas encore, et si le camarade X... exige, au Congrès bavarois des Soviets, l'instauration du régime soviétiste et soutient en principe la légitimité de cette exigence, il conviendra certainement avec moi, que la proclamation de la république bavaroise soviétiste dans les circonstances politiques actuelles de l'Empire, serait une folie et aurait des suites funestes. La situation politique actuelle, elle aussi, est la base de notre politique révolutionnaire. C'est en nous basant sur la situation économique que nous devons créer nos forces de combat, destinées à porter nos coups politiques. Nous devons nous occuper de l'organisation révolutionnaire des ouvriers. Il faut constituer les soviets d'ouvriers avec les soviets des fabriques qui représenteront ainsi les masses des ouvriers occupés dans les entreprises industrielles et avec la multitude des sans-travail, afin de conférer à ces soviets ouvriers, tout d'abord, une force d'attaque morale et matérielle et ensuite une haute autorité intellectuelle et morale». Il passa ensuite à un exposé plus détaillé de l'organisation de ces soviets ouvriers, à la réglementation des élections et au système électoral. Il parla de l'indifférentisme aux élections et du système de formation des soviets des éléments de trois partis politiques ouvriers et il montra que le temps travaillait dans le sens de la propagande communiste. Il mit en garde contre la hâte; il fit voir que la politique bavaroise ainsi que l'adhésion des socialistes de la majorité au régime des soviets étaient les bâtons les plus dangereux dans

la roue de la révolution. Il resta à Munich. Il essaya de toutes ses forces de détourner la catastrophe imminente. La retenue, montrée au début, par les communistes fut son œuvre. Mais c'est aussi grâce à lui, que les communistes se mirent en avant pour sauver la révolution de la tragédie de l'anarchie, lorsque la coalition du gouvernement soviétiste, composée des socialistes de la majorité et des indépendants, se désagréga à Munich, et que l'anarchie menaçait le pays. Il se désista de ses fonctions, lorsqu'il eût été criminel d'essayer d'enrayer la catastrophe. Il se serait sauvé s'il l'avait pu. Il tenait pour nuisible et immoral la transformation des défaites inévitables du mouvement révolutionnaire en saturnales de vengeance bestiale, en orgies de haine affolée, dépassant toutes les limites de la passion humaine. Ils se saisirent de lui, le plus dangereux des communistes de Munich. Dangereux, il l'était par sa rare compréhension de la logique de la révolution, par ses facultés d'organisateur, par sa constance à poursuivre, sans dévier du droit chemin, le but de la révolution prolétarienne et à se guider uniquement sur ce but. Mais il était plus dangereux encore, si possible, parce qu'il était dirigé uniquement par l'idée du dévouement au prolétariat révolutionnaire, parce qu'il avait bon cœur, parce que c'était un homme véritable qui prodiguait à tous les trésors de sa bonté. Et cette bonté nourrissait son cerveau et faisait que chacune de ses pensées était tendue vers la volonté de faire le bien. Aussi a-t-il attiré sur sa tête un verdict dicté par la vengeance sauvage, lui — qui, jusqu'à la fin, fut le plus actif de nous tous. On le fusilla, on le sacrifia à la vengeance fatale que l'avenir impitoyable jugera sans merci. On l'a tué. Était-il communiste? Oui. Bolchévik? Assurément. Ainsi tomba Leviné, un des meilleurs représentants de l'humanité. Le monde entier fut sa patrie, les frontières des différents pays n'existaient pas pour lui et la révolution prolétarienne, telle Cybèle livrant ses enfants, le choisit pour servir sa cause, comme le meilleur des meilleurs, comme le porte-parole le plus noble de sa volonté libératrice.

Ludovic BAEUMER



BIBLIOGRAPHIE

Le Communisme, organe de l'Internationale Communiste pour les pays de l'Europe du Sud-Est (en langue allemande), Vienne, livraisons 1-re et 2-me, du 1-er février, jusqu'à la 18-me, du 3 mai 1920.

La belle revue, qui paraît sous ce titre à Vienne, fournit nombre de documents intéressants sur le développement du mouvement communiste, en Autriche, en Pologne et en d'autres pays; elle donne aussi la chronique du mouvement international et publie des articles spéciaux sur la Hongrie et l'Allemagne, sur les problèmes généraux et la tactique du communisme, etc. Cette revue a cependant un défaut qui saute aux yeux de prime abord et que l'on ne saurait taire. Ce sont les indubitables symptômes de cette «maladie infantile qu'on a nommée communisme de la gauche», et à laquelle j'ai consacré une petite brochure qui vient de paraître à Pétersbourg.

Je tiens à signaler ici-même et en peu de mots trois symptômes du mal dont souffre la revue *Le Communisme*, d'ailleurs si remarquable.

Le N° 6 (du 1-er mars 1920) contient un article du camarade G. L. intitulé: «La question du parlementarisme»; la rédaction de la revue déclare publier cet article «en tant que matière à discussion» et décline fort heureusement toute responsabilité sur ce point; en effet, nous trouvons dans le N° 18 de la même revue (à la date du 8 mai 1920) un autre article, ayant pour titre: «La question de la réalisation du boycottage parlementaire», signé par le camarade B. K., qui se déclare en complet désaccord avec l'auteur de l'article précité.

L'article du camarade G. L. a une tendance très prononcée vers la gauche, il est de plus mal fait. Le marxisme dont il se recommande est purement verbal; la distinction qu'il se recommande entre la tactique «défensive» et l'«offensive» est de pure imagination; ce qui manque ici c'est l'analyse concrète de conjonctures historiques bien définies; en fin on a complètement négligé l'essentiel, c'est-à-dire qu'on n'a point parlé de la nécessité de conquérir et d'apprendre à conquérir tous les domaines du travail et toutes les institutions qui permettent à la bourgeoisie d'exercer une influence sur les masses; et ainsi de suite.

Dans le N° 14 de la revue (du 17 avril 1920), le camarade B. K., au cours d'un article intitulé: «Les événements en Allemagne», critique la déclaration du Comité Central du Parti communiste allemand, du 21 mars 1920, que je critique, moi aussi, dans la brochure dont j'ai déjà parlé. Cependant la critique du camarade B. K. base son analyse sur des citations tirées des œuvres de Marx, qui se rapportent à un concours de circonstances très différent de celui dont il est, en effet, question; il désavoue complètement la tactique du Comité Central du Parti allemand et passe sous silence ce qui est le plus important, ce qui constitue la substance même, l'âme vive du marxisme, savoir, l'analyse concrète d'une situation concrète. S'il est vrai que la plupart des ouvriers des villes ont déserté le camp de Scheidemann pour passer dans celui de Kautsky et si, au sein même du parti de Kautsky (qui est «indépendant» de toute tactique révolutionnaire juste et rationnelle), ils ont continué l'évolution commencée, en s'éloignant de l'aile droite pour aller vers la gauche, c'est-à-dire vers le communisme,—

s'il en est ainsi vraiment, le camarade B. K. avait-il le droit de se refuser à tenir compte des mesures transitoires et transactionnelles qui doivent être prises à l'égard de ces ouvriers? Est-il permis de négliger, de passer sous silence l'expérience des bolchéviks, qui en avril et en mai 1917, après avoir examiné le fond des choses, inaugurèrent une politique de compromis, en déclarant qu'il était impossible de renverser, purement et simplement, le gouvernement provisoire (Lvoff, Miloukoff, Kérénsky et autres), parce que ce gouvernement pouvait encore compter sur nombre d'ouvriers dans les Soviets, mais qu'il fallait, tout d'abord, provoquer un changement d'opinion parmi la majorité ou, du moins, chez une partie considérable de ces ouvriers? Il me semble que ce silence est inadmissible.

Enfin, l'article inséré par le camarade B. K. dans le N° 18 du *Communisme* révèle nettement, en toute évidence, et très opportunément, son erreur qui est d'acquiescer à la tactique de boycottage des parlements européens contemporains. Et cette erreur est d'autant plus manifeste que l'auteur, en mettant une barrière entre lui et d'une part le boycottage «syndicaliste», d'autre part le boycottage «passif» et en imaginant un certain boycottage «actif» (oh! que cela est bien «coté gauche»!) montre lui-même combien ses raisonnements sont faux et mal fondés.

«Le boycottage actif, dit notre auteur, signifié que le parti communiste ne se contente pas de propager un mot d'ordre abstentionniste, en ce qui concerne les élections, mais qu'il développe, dans l'intérêt de ce boycottage, une propagande révolutionnaire très intense, tout comme si le parti prenait part aux élections et comme si sa propagande et son action avaient pour but de gagner à sa cause un maximum de voix prolétariennes» (page 552).

Cette phrase, c'est une parole! Voilà qui tuera les anti-parlementaires mieux que toute critique. La merveilleux inventeur: un boycottage «actif», «comme si» nous prenions part aux élections! Un grand nombre d'ouvriers et de paysans incultes et peu éclairés participent aux élections, et font cela sérieusement, parce qu'ils prêtent foi jusqu'à présent aux préjugés de la démocratie bourgeoise qui les possèdent entièrement. Et nous autres communistes, au lieu d'aider ce monde de petits bourgeois ignorants (bien qu'on les dise parfois «très civilisés») à se défaire de ses préjugés, on les mettant à l'épreuve, nous irions perdre notre temps à inventer une tactique, libre de tout compromis avec les petites saloperies de la vie bourgeoise!

Allons, bravo, camarade B. K. La défense que vous prêtez à l'antiparlementarisme aidera à tuer cette sottise doctrine beaucoup plus vite que je ne l'aurais su faire avec ma critique.

N. LÉNINE.

Le 12 juin 1920.

Vient de paraître (en russe) à la Librairie de l'Etat:

N. Lénine. «Le communisme de gauche», maladie infantile du Communisme. Pétersbourg, 1920, 110 pages. Prix: 40 roubles.

Paraitra tout prochainement, en allemand et en français.

Pour paraître très prochainement à Pétersbourg, en langues russe, allemande et française, un nouveau livre du camarade L. Trotsky: «L. Anti-Kautsky».

Table des matières du numéro 11

	Page		Page
Convocation du deuxième Congrès mondial de l'Internationale Communiste.	1751	Documents du Mouvement communiste international.	
Thèses Présentées au II-e Congrès de l'Internationale Communiste par le Comité Exécutif:		Message du Comité Central du parti communiste letton. Au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste	1891
A. Du rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne	1755	Déclaration de principes de la Ligue Internationale de l'Afrique du Sud	1897
B. Les Partis Communistes et la question du parlementarisme	1761	Le <i>Bund</i> israéliite, les Soviets et la III-e Internationale	1899
N. Lénine. Première esquisse des Thèses sur les questions nationales et coloniales . .	1767	La sortie des menchéviks de la Deuxième Internationale	1903
G. Zinoviev. Le deuxième congrès de l'Internationale Communiste et ses buts . . .	1773		
L. Trotsky. Du Terrorisme	1795	Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.	
J. Sadoul. La Troisième Internationale . .	1811	La Défense de la patrie socialiste. A propos de l'offensive polonaise	1905
A. Guilbeaux. La lutte de classes dans la France impérialiste	1815	Lettre ouverte aux membres du Parti Ouvrier Communiste Allemand	1909
Un communiste anglais. Les perspectives révolutionnaires en Angleterre	1821	Au Comité Central du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne	1925
A. Inkpiu. Une conférence des communistes anglais.	1843	Aux camarades d'Amérique.	1927
A. Svidersky. La lutte contre la famine en Russie	1849	Adresse au Congrès du Parti Socialiste Norvégien.	1931
		L'Internationale de la Jeunesse Communiste.	
		A. Chatzky. Le Congrès de l'Internationale de la Jeunesse à Berlin	1935
		Héros et Martyrs de la révolution prolétarienne.	
		L. Baeumer. Eugène Leviné (Exécuté à Munich le 6 juin 1919)	1953
		Bibliographie.	
		N. Lénine. <i>Le Communisme</i> de Vienne . . .	1957
		Livres Nouveaux	1957

Illustration: Eugène Leviné-Nyssen: page 1953.